



HAL
open science

Entre fragmentation et unité inter-associative : une analyse du projet politique du centre LGBTI de Grenoble depuis 1994

Fanny Perret

► To cite this version:

Fanny Perret. Entre fragmentation et unité inter-associative : une analyse du projet politique du centre LGBTI de Grenoble depuis 1994. Science politique. 2024. <dumas-04980607>

HAL Id: dumas-04980607

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04980607v1>

Submitted on 6 Mar 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

Fanny PERRET

**ENTRE FRAGMENTATION ET UNITÉ
INTER-ASSOCIATIVE**

**Une analyse du projet politique du centre LGBTI de
Grenoble depuis 1994**

Année 2023-2024

*Parcours de 5^e année : « Villes Territoires Solidarités »
Sous la direction de Philippe TEILLET*

Fanny PERRET

**ENTRE FRAGMENTATION ET UNITÉ
INTER-ASSOCIATIVE**

**Une analyse du projet politique du centre LGBTI de
Grenoble depuis 1994**

Année 2023-2024

Parcours de 5^e année : « Villes Territoires Solidarités »

Sous la direction de Philippe TEILLET

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche vise à mieux comprendre le projet politique du centre LGBTI de Grenoble depuis 1994, en tension entre fragmentation et unité inter-associative. Si ces deux tendances semblent contradictoires, elles se recoupent plus qu'elles ne s'opposent dans la manière dont est perçu le projet politique du centre par les quinze bénévoles interrogés. En effet, les résultats montrent que les dynamiques de confrontation inter-associatives posent des défis qui ne se sont pas soldés par la disparition de l'unité du centre, mais qui participent au contraire à l'évolution de son projet politique. Et l'identité politique du centre LGBTI comme "acteur en soi" ne se construit pas en opposition à l'inter-associativité mais plutôt grâce à une réinvention des actions inter-associatives et des espaces d'engagement créés par celles-ci.

MOTS-CLÉS : associations, inter-associativité, militantisme, mouvement homosexuel, lutte contre les discriminations, LGBTI phobies, centre LGBTI de Grenoble, LGBT+, queer

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
1. Pourquoi une démarche de recherche sur le centre LGBTI de Grenoble?.....	7
2. Qu'est-ce qui pose question au centre LGBTI de Grenoble? De l'étonnement initial à la problématisation du questionnement.....	15
3. Quelle méthodologie de recherche a été employée ?.....	19
I - La dimension conflictuelle du projet politique du centre LGBTI : quels défis posés par l'inter-associativité ?.....	22
I-a : Les liens des différentes associations aux pouvoirs publics locaux : un sujet clivant ?	22
I-b : Les conflits et rapports de force inter-associatifs : quels impacts sur l'évolution du projet politique du centre ?.....	31
II - La dimension fédérative du projet politique du centre : quelle identité politique inter-associative ?.....	42
II-a : Les actions inter-associatives : un élément structurant de l'identité politique du centre LGBTI ?.....	42
II-b : L'engagement militant au centre LGBTI au-delà de la fragmentation associative...	51
CONCLUSION.....	60
1. Quels sont les résultats de l'analyse ?.....	60
2. Quelles sont les limites de l'analyse ?.....	63
3. A qui pourraient servir ces résultats ?.....	65
BIBLIOGRAPHIE.....	66
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	69
TABLE DES ANNEXES.....	70

INTRODUCTION

1. Pourquoi une démarche de recherche sur le centre LGBTI de Grenoble?

◆ La lutte contre les LGBT+ phobies : des actions sociales reposant sur les associations

Ce travail d'enquête de terrain et d'analyse s'inscrit dans le cadre d'un Mémoire universitaire en sciences politiques, au sein du Master 2 "Villes, Territoires, Solidarité" qui est spécialisé dans les politiques sociales à l'échelle locale. J'ai choisi de m'intéresser pour ce Mémoire de fin de Master à la manière dont les personnes LGBT+ existent et s'organisent sur la scène publique et politique locale par le biais d'associations. Il s'agit donc d'une approche politique, plutôt que sociologique, des identités LGBT+.

Encadré n°1 - LGBT, LGBTI, LGTQIA+, QUEER : Quelles différences ?

L'acronyme LGBT+ désigne les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles (orientation sexuelle), ainsi que les personnes transgenres (identité de genre), le + est utilisé pour souligner la non exhaustivité de cet acronyme.

Les expressions LGBTI, LGBTQ, LGTQIA ou encore LGTQIA+ existent aussi pour mieux visibiliser notamment :

- les personnes intersexuées (I), c'est-à-dire des personnes nées avec un corps qui ne correspond pas aux définitions normatives ni du "masculin" ni du "féminin"¹, soit environ 1,7% des naissances²
- les personnes asexuelles (A), qui n'éprouvent pas d'attirance sexuelle³

¹ Planning familial, (2020), *Lexique trans*

² Haut Commissariat des nations unies aux droits de l'homme, (2019), *Violations des droits humains contre les personnes intersexes - Note d'information*

³ définition basée sur celle du site Asexual Visibility and Education Network : <https://www.asexuality.org> , consulté le 27/08/2024

- les personnes préférant se définir comme “queer” (Q). Le terme queer désigne à la fois l’identification à toute orientation sexuelle ou identité de genre marginalisée, ainsi que “la contestation des identités socio-sexuelles telles qu’elles sont assignées par l’ordre social dominant” (Fillieule et Broqua, 2002, p.548)

Le choix d’une analyse centrée sur les associations plutôt que sur les pouvoirs publics locaux est motivé par le rôle central de celles-ci dans la mise en place d’actions sociales en direction des habitant.es LGBT+. En effet, les politiques publiques locales de lutte contre les LGBT phobies restent encore très limitées et reposent surtout sur un soutien aux associations. Ainsi, le Rapport 2022-2023 de la Ville de Grenoble sur les actions menées pour l’égalité entre les femmes et les hommes, les genre et les sexualité ne mentionne la lutte contre les LGBT phobies que sur deux pages des 31 pages du rapport⁴. Sur les actions citées, seul le temps festif du 16 mai 2023 de célébration des dix ans du mariage pour tous et toutes a été porté directement par la Ville, le reste évoque le soutien financier et matériel de la Ville envers des associations locales LGBTQIA+ : “le Centre LGBTI, le Refuge, Contact 38 et Grenoble Fiertés” (p.27). Grenoble Alpes Métropole (GAM) ne semble pas non plus occuper un rôle central dans la mise en place d’actions publiques spécifiques contre les LGBT+ phobies, bien que la métropole mène des actions de lutte contre les discriminations de manière générale, incluant le critère de l’orientation sexuelle et de l’identité de genre, via notamment un dispositif de signalement des situations de discriminations. Sur les deux pages dédiées au développement social et à l’égalité du Rapport d’activité 2022 de GAM⁵, la question des LGBT+ phobies n’est pas évoquée. De même, le Rapport 2022 sur l’égalité femmes hommes publié par GAM⁶ ne mentionne pas la question des LGBT phobies.

Ce faible rôle des pouvoirs publics locaux dans la mise en place d’actions de lutte contre les LGBT+ phobies en France s’explique en partie par une mise à l’agenda récente et limitée de cette question. Ce n’est en effet qu’à partir des années 1980 que l’homophobie commence à être reconnue comme un problème public en France, parallèlement à une progressive normalisation et “banalisation institutionnelle” de l’homosexualité (Borrillo et Méciary, 2019, p.4), qui s’inscrit dans un contexte de transformation de la famille contemporaine et de diffusion par l’Union Européenne du référentiel d’égalité des droits

⁴ Ville de Grenoble, Mission Egalité des droits (2023), Rapport 2022-2023 sur l’égalité entre les femmes et les hommes, les genres et les sexualités, pp.26-27

⁵ Grenoble Alpes Métropole, (2023), *Rapport annuel d’activités 2023*, pp.54-55

⁶ Grenoble Alpes Métropole, (2022), *Rapport sur la situation en matière d’égalité femmes-hommes*

(Prearo, 2015, p.82). Ainsi, les rapports homosexuels ont été définitivement dépenalisés avec la loi du 4 août 1982⁷ ; le pacte civil de solidarité (pacs) ouvert aux couples de sexe différents et de même sexe a été adopté avec la loi du 15 novembre 1999⁸ et le mariage a été ouvert aux couples homosexuels avec la loi du 17 mai 2013⁹. Les politiques de lutte contre les discriminations, qui incluent l'orientation sexuelle depuis seulement 2001¹⁰ et l'identité de genre depuis 2016¹¹, restent un champ des politiques publiques à faible légitimité et au développement limité, avec la contradiction pour les personnes discriminées entre un idéal de société non-discriminante promu politiquement depuis les années 1980 et la banalité des situations de discriminations qui restent relativement tolérées socialement (Guillalot, Prévert et. al, 2013, p.219). Si l'échec relatif de la HALDE, Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité absorbée dans le Défenseur des droits depuis 2011, n'a pas permis d'institutionnaliser de réelle politique publique nationale structurée de lutte contre les discriminations (Talpin et. al, 2021, p.10), sa territorialisation depuis les années 2010 reste aussi très limitée par le fait que peu de collectivités s'en saisissent et que les acteurs en charge de ces questions occupent des positions de pouvoir assez marginales et peu légitimées au sein de leurs institutions (Bereni et Epstein, 2015, p.6 ; Alessandrin et Dagorn, 2021¹²).

L'action des collectivités locales dans le champ de la lutte contre les discriminations repose donc surtout par un soutien à des associations qui portaient déjà des actions politiques pour l'égalité des droits et contre les discriminations, aux côtés des mouvements syndicaux, depuis les années 1980 (Guillalot, Prévert et. al, 2013, p.16).

⁷ Loi n°82-683 du 4 août 1982 d'abrogation de l'article 331 (al. 2) du code pénal sur les peines correctionnelles contre les actes impudiques ou contre nature commis avec un mineur du même sexe (homosexualité). (J.O 5 août 1982), <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000691992>

⁸ Loi 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité (1), (J.O n°265 du 16 novembre 1999) <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000761717>

⁹ Loi n°2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, (J.O n°0114 du 18 mai 2013) <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000027414540/>

¹⁰ LOI n°2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations (J.O n°267 du 17 novembre 2001) <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000588617/>

¹¹ LOI n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle (1), (J.O n°0269 du 19 novembre 2016)

¹² cité dans Kus, S. (2023). Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn (2021), *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations*, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine. Cahiers de la LCD, 16, p.115

◆ La centralité du centre LGBTI dans le tissu associatif LGBT+ grenoblois

Le rôle central des associations dans la mise en place d'actions sociales locales contre les LGBT phobies est à l'origine de l'intérêt pour le centre LGBTI dans le cadre de ce Mémoire de recherche. En effet, le centre LGBTI de Grenoble regroupe 10 associations LGBT+, soit la grande majorité des associations LGBT+ du tissu grenoblois¹³.

❖ Statut juridique et objet de l'association

Le centre LGBTI de Grenoble est une association de loi 1901, créée le 15 mars 1994 sous le nom de CIGALE (collectif interassociatif gay et lesbien), comme indiqué dans les statuts du centre (voir Annexe n°1) et sur son site internet¹⁴. Parmi les quatre associations fondatrices, deux sont toujours membres du centre (Les Voies d'elles et Rando's) et les deux autres ont cessé leur activité à Grenoble et ne font donc plus partie du centre (A jeu Egal et David et Jonathan). Les objectifs affichés du centre, tels qu'ils apparaissent dans ses statuts, sont d'affirmer l'identité LGBTI et de favoriser l'épanouissement des personnes LGBTI, de lutter contre l'exclusion et les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre en faisant le lien avec les luttes féministes, de porter le souvenir de la déportation des personnes homosexuelles ainsi que de permettre la mise en oeuvre d'actions transversales à ses associations membres. Le centre dispose depuis 2019 d'un local de 174 m² situé au 8 rue Sergent Bobillot, qui est mis à disposition gratuitement par le CCAS de la Ville de Grenoble comme mentionné dans la convention du local (voir Annexe n°2). Avant 2019 le centre disposait déjà d'un petit local mis à disposition par le CCAS à la même adresse, mais de taille bien plus réduite. Le centre dispose aussi d'un site internet ainsi que d'un compte facebook et instagram.

❖ Composition du centre et fonctionnement

Le compte-rendu de l'assemblée générale 2024 du centre LGBTI (voir Annexe n°3) indique que le centre est actuellement composé de dix associations membres LGBT+. Celles-ci sont indépendantes les unes des autres, et présentent une diversité d'activités menées et de modes de fonctionnement. Le tableau suivant synthétise les principales

¹³ A noter que quelques associations en lien avec les LGBT phobies ne font toutefois pas partie du centre, notamment l'association AIDES de lutte contre le VIH, l'association Vues d'en face organisant un festival de cinéma LGBT dans l'agglomération grenobloise, ou encore des associations ou collectifs plus récents comme la Quête 38 et À feu doux (ex Samovar).

¹⁴ *Notre histoire*, Site internet Centre LGBTI Grenoble <https://www.centrelgbit-grenoble.org/a-propos> , consulté le 13/08/2024

caractéristiques de chacune des dix associations (ancrage local et/ou national, objet visé, activités proposées et effectif), à partir des informations présentes dans le Rapport d'activités 2022 du centre (Voir Annexe n°5) ainsi que sur le site internet du centre¹⁵.

Tableau n°1 : Associations membres du centre LGBTI de Grenoble en 2024				
NOM	ECHELLE	OBJET	ACTIVITÉS	EFFECTIF
APGL38 (Association des parents et futurs parents gays et lesbiens)	locale et nationale	Défense et soutien des parentalités LGBTI	lobbying et plaidoyers, convivialité et accompagnement juridique	cinquantaine d'adhérent.es
Contact Isère	locale et nationale	Lutte contre l'isolement et le rejet des personnes LGBTI au sein de leurs familles	Ligne d'écoute, accueil individuels et groupes de parole, interventions scolaires	vingtaine d'adhérent.es
Déviations	locale	Auto-support communautaire de personnes déviantes de genre	Convivialité et soins en mixité choisie, aide administrative	dizaine d'adhérent.es
Freesons	locale	Rassembler des personnes LGBTI et des personnes hétérosexuelles autour du chant	Répétitions et concerts de chant en mixité	quinzaine d'adhérent.es
Grenoble Fiertés	locale	Organiser la marche des Fiertés et la quinzaine des fiertés à Grenoble	Organisation de la marche et de la programmation du festival "Quinzaine des fiertés"	dizaine d'adhérent.es + cinquantaine de bénévoles ponctuels pour la Marche
Le Refuge délégation de l'Isère	locale et nationale	Hébergement et accompagnement de jeunes (18-25 ans) victimes	Hébergement, accompagnement social, convivialité	vingtaine de bénévoles et un salarié

¹⁵ Les associations, Site internet Centre LGBTI Grenoble <https://www.centrelgbti-grenoble.org/les-associations>, consulté le 14/08/2024

		d'homophobie ou de transphobie		
Les Voies d'Elles (VDE)	locale	Lutter contre la lesbophobie et favoriser la visibilité lesbienne dans une approche communautaire	Convivialité et réflexions/débats en mixité choisie	trentaine d'adhérent.e.s
Rando's Rhône Alpes antenne de Grenoble	locale et nationale	Rassembler des personnes LGBTI et hétérosexuelles autour de sorties en nature	Convivialité et sorties sportives en mixité	quarantaine d'adhérent.es
Rita	locale	Auto-support communautaire pour la santé des personnes transgenres et intersexes	Groupes de parole collectifs, accompagnements individuels	dizaine de bénévoles
SOS Homophobie Dauphiné Alpes-Nord	locale et nationale	Visibiliser et prévenir les LGBT phobies, accueillir et accompagner les personnes victimes de LGBT phobies	interventions scolaires, plaidoyers politiques, accompagnement juridique et renvoi vers la ligne d'écoute nationale	vingtaine de bénévoles

Le centre LGBTI comprend également deux commissions inter-associatives qui sont composées de bénévoles des associations membres et, depuis une modification des statuts en 2020, de personnes qui ont adhéré au centre à titre individuel. Il y a d'une part la commission Asile, active depuis le début des années 2010¹⁶, qui propose un soutien administratif et des temps de convivialité pour les personnes en demande d'asile pour LGBTI phobies, à travers des permanences francophones et anglophones, ainsi que des préparations individuelles aux audiences à l'OFPRA et à la CNDA. Cette commission est composée d'environ une dizaine de bénévoles, douze en 2022, formé.es notamment par l'ADA, comme indiqué dans le rapport d'activité 2022 du Centre (Voir annexe n°5). Il y a également la commission Animation, créée en 2019 sous le nom de commission Vie du Centre, et qui vise à organiser l'aménagement et le fonctionnement du local ainsi que

¹⁶ estimation de la date de création de la commission Asile basée sur le discours des enquêté.es et sur le Règlement intérieur 2015 du centre LGBTI (Voir annexe n°6)

l'organisation de soirées inter-associatives et la gestion de la bibliothèque, tel qu'indiqué dans les Rapport d'activité 2020 et 2022 du Centre LGBTI (Voir Annexes n°4 et 5). Les dix associations ainsi que les deux commissions disposent chacune d'une voix délibérative lors des réunions mensuelles du Conseil d'administration et des Assemblées générales annuelles, le centre étant administré de façon collégiale et non hiérarchique, comme indiqué dans ses statuts.

❖ Financement du centre

Le centre est principalement financé par des subventions publiques, qui représentaient environ 80% de ses ressources en 2020 selon le compte-rendu de l'AG 2020 du centre (voir Annexe n°7), et en moindre mesure par les cotisations des associations et personnes individuelles adhérentes (environ 20% en 2020). Jusqu'en 2023, le principal financeur des activités du centre était la Ville de Grenoble, avec une subvention de fonctionnement annuelle de 2500 euros¹⁷. En 2023, le centre LGBTI a touché aussi une subvention de 21000 euros de la DILCRAH (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, créée en 2012), dans le cadre du Plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations LGBT+ 2023-2036¹⁸, comme le mentionne le Rapport d'activité 2022 du centre (voir Annexe n°5) : "Une nouvelle subvention a été demandée et obtenue auprès de la DILCRAH pour 2022 et 2023. Elle permettra de financer de nombreuses activités sur l'année 2023, et notamment de soutenir les missions de la commission asile et de la commission vie du centre" (p.3)

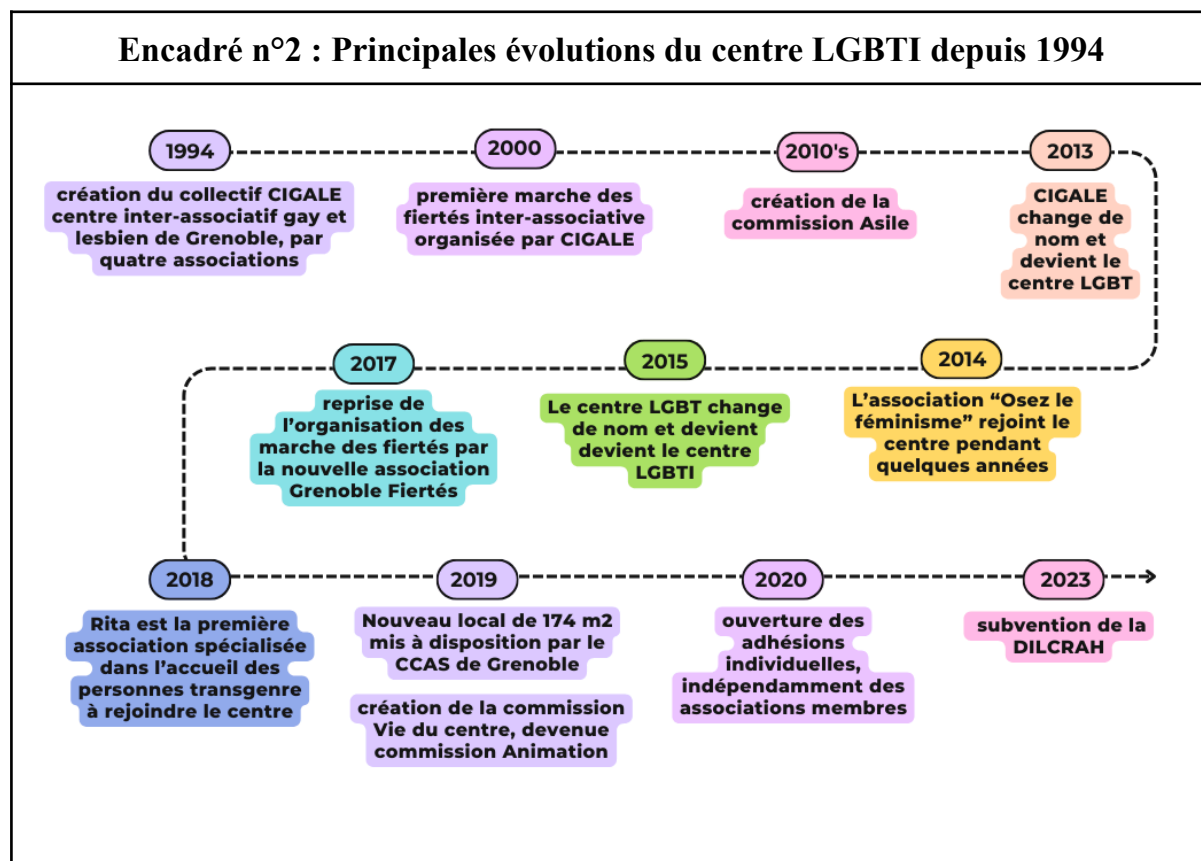
❖ Principales évolutions depuis 1994

Le centre LGBTI a connu de nombreuses évolutions depuis sa création en 1994, certaines ont déjà été évoquées ci-dessus (passage de quatre associations fondatrices à dix associations membres aujourd'hui, création des commissions, ouverture des adhésions individuelles, changement de nom, mise à disposition d'un plus grand local par le CCAS), et d'autres seront évoquées dans la suite de ce travail afin de prendre en compte la profondeur historique du centre LGBTI. La frise chronologique ci-dessous synthétise les principaux changements du centre LGBTI depuis 1994. Elle a été réalisée à partir des informations

¹⁷ Ville de Grenoble, (2023). *Subventions et avantages en nature versés aux organismes en 2023*, p.5

¹⁸ Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, (2023), Dossier de Presse *Plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations anti-LGBT+*

présentes sur le site internet du centre LGBTI¹⁹, les Statuts du centre (voir Annexe n°1), la convention d'occupation du local (voir Annexe n°2), le Rapport d'activité 2020 du centre LGBTI (voir Annexe n°4), ainsi que le Règlement intérieur 2015 du centre LGBTI (Annexe n°6).



¹⁹ *Notre histoire*, Site internet Centre LGBTI Grenoble <https://www.centrelgbi-grenoble.org/a-propos>, consulté le 13/08/2024

2. Qu'est-ce qui pose question au centre LGBTI de Grenoble? De l'étonnement initial à la problématisation du questionnement

Le point de départ du questionnement de recherche fut l'étonnement entre l'apparente unité associative et politique du centre LGBTI (de par son nom, son local unique, ses commissions, ses objectifs tels qu'ils sont affichés dans ses statuts ou encore ses canaux de communication spécifiques) et l'hétérogénéité de ses associations membres. Le tableau n°1 ci-dessus permet de voir la diversité des objectifs et des modes d'actions des différentes associations membres, avec par exemple Déviations ou Les Voies d'Elles qui sont dans une approche communautaire d'auto-support avec des temps en non-mixité ou en mixité choisie restreinte, d'autres associations communautaires comme Freasons ou Rando's Rhône Alpes qui développent des temps conviviaux en mixité totale, ou en mixité choisie très élargie ouverte aux personnes hétérosexuelles cisgenre "friendly"²⁰, et enfin des associations comme le Refuge Isère et SOS Homophobie avec des approches se rapprochant davantage de l'accompagnement social ou juridique des personnes victimes de lgbt phobies, par des bénévoles formé.es qui ne sont pas forcément eux-mêmes et elles-mêmes des personnes lgbt.

Encadré n°3 : Mixité, mixité choisie, non-mixité : quelles différences ?

La non-mixité désigne le fait de créer des espaces réservés à une catégorie de personnes se considérant comme opprimées ou discriminées, notamment pour partager des expériences communes et définir des stratégies d'émancipation (par exemple entre femmes racisées).²¹

La mixité choisie est le fait de se réunir entre personnes appartenant à une ou plusieurs minorités opprimées et discriminées en excluant la participation de personnes appartenant aux groupes pouvant être oppressifs et discriminants (par exemple entre femmes et minorités de genre mais sans hommes cisgenres).

La mixité ouverte aux "hétéro friendly" désigne l'ouverture d'espaces de réunion et de rencontre LGBT+ à des personnes hétérosexuelles et cisgenres jugées comme des

²⁰ Les associations, Site internet Centre LGBTI Grenoble <https://www.centrelgbti-grenoble.org/les-associations>, consulté le 14/08/2024

²¹ Non-mixité / mixité choisie, site Internet Le Mois du Genre Université d'Angers, <https://moisdugenre.univ-angers.fr/2022/02/24/non-mixite-mixite-choisie/#:~:text=La%20mixité%20choisie%20est%20le%20genre%20mais%20sans%20hommes%20cisgenres>, consulté le 14/08/2024

personnes de confiance pour ne pas reproduire de comportement oppressif envers les personnes LGBT+, voire pour s'interposer et soutenir les personnes LGBTI en cas de violence.

De plus, la moitié des associations membres ont un double ancrage local et national, ce qui peut supposer une influence de leur association nationale sur la définition de leur projet et de leur manière de fonctionner, tandis que l'autre moitié des associations sont uniquement locales. Cette unité en tension du centre LGBTI, entre identité unique et hétérogénéité des associations membres, pose la question du sens de son projet politique et associatif. Celui-ci a-t-il une identité politique et associative propre ou bien s'agit-il plutôt d'une simple co-existence d'associations aux projets politiques cloisonnés?

L'unité en tension qui semble caractériser le centre LGBTI de Grenoble s'inscrit dans un contexte historique à l'échelle nationale. En effet, la tension entre unité et fragmentation associative est la principale caractéristique du mouvement politique homosexuel français à partir des années 1990.

Avant les années 1990, les rapports de domination genrés au sein des mouvements homosexuels se retrouvaient non seulement dans les associations conservatrices et intégrationnistes "homophiles" des années 1950-1970, mais aussi dans le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) des années 1970, où les lesbiennes ont été progressivement placées en minorité, bien qu'elles aient été en grande partie à l'origine de ce mouvement au nom d'une "alliance objective" entre des groupes gays et lesbiens (Eaubonne, 1972, p.318 cité dans Eloit, 2020, p.132). C'est en réponse à cette hégémonie des hommes gays cisgenres²² dans les mouvements homosexuels que de nombreuses associations communautaires, notamment de personnes lesbiennes, transgenres et/ou racisées, ont été créées à partir des années 1990, donnant au mouvement homosexuel une forme de "mosaïque" associative : "à partir de la seconde moitié des années 90, le mouvement homosexuel connaît une phase d'intense développement, à travers la multiplication et la spécialisation de nouvelles associations qui prennent la forme d'une mosaïque" (Fillieule et Broqua, 2002, p.547).

En parallèle de cet éclatement du mouvement homosexuel en une "mosaïque", de nombreuses associations communautaires choisissent de rejoindre des structures inter-associatives qui se développent dans les années 1990-2000, tant à l'échelle nationale

²² Le terme "cisgenre" désigne les personnes ne se ressentant pas d'un autre genre que celui qu'on leur a assigné à la naissance", d'après la définition de : Planning familial, (2020), *Lexique trans*

avec la création en 1999 de l'association "lesbian and gay pride île de france" (devenue "inter-LGBT" en 2002), qu'à l'échelle internationale avec notamment la première Europride en 1997 à Paris et la première World pride en 2000 à Rome (Prearo, 2015). A l'échelle locale française, des centres inter-associatifs LGBT+ sont progressivement créés dans de nombreuses villes à partir des années 1990, comme à Paris en 1993²³, à Grenoble en 1994, à Lille en 1998²⁴, à Lyon en 2014²⁵ ou encore plus récemment à Marseille en 2023²⁶. Cette tendance à la convergence inter-associative s'est appuyée sur l'adoption généralisée dans les années 2000 de l'acronyme LGBT comme un "référentiel militant" permettant d'allier inclusivité et unité politique (Prearo, 2015).

Cet éclairage théorique sur l'histoire du mouvement homosexuel en France permet de mieux saisir "l'unité en tension" du centre LGBTI qui avait été identifiée dans la question de recherche initiale : il s'agit bien de cette tension présente depuis les années 1990 entre fragmentation associative et dynamique de convergence inter-LGBT, ici au sein d'une structure ancrée localement sur le territoire grenoblois. Quel est alors le sens politique de cette dynamique de convergence inter-associative dans le cas du centre LGBTI de Grenoble? Quel est son projet politique, au sens d'une définition collective d'objets d'engagement et des modes d'action pour y parvenir ? S'agit-il d'une alliance de principe similaire à "l'alliance objective" du FHAR (Eloit, 2020), ou bien d'une réelle convergence des actions menées par les différentes associations?

Comment comprendre le projet politique du centre LGBTI de Grenoble depuis 1994, en tension entre fragmentation et unité inter-associative ?

Ce questionnement se déploie en deux questions qui explorent chacune l'articulation entre unité et fragmentation inter-associative, en s'intéressant à deux dimensions du processus de définition du projet politique du centre LGBTI. La première porte sur sa dimension conflictuelle, tandis que la deuxième porte sur sa dimension fédérative :

²³ Site du centre LGBTQI+ de Paris, consulté le 01/09/2024 : <https://www.centrelgbtparis.org/le-centre>

²⁴Page HelloAsso du centre LGBTQIF de Lille, consultée le 01/09/2024 : <https://www.helloasso.com/associations/j-en-suis-j-y-reste-centre-lgbtqif-de-lille>

²⁵Page HelloAsso du centre LGBTI de Lyon, consultée le 01/09/2024 : <https://www.helloasso.com/associations/centre-lgbti-lyon>

²⁶Site du centre LGBTQIA+ de Marseille, consulté le 01/09/2024 : <https://centrelgbtqiamarseille.org/le-centre/>

(I) Comment les défis posés par l'inter-associativité sont-ils intégrés dans le projet politique du centre LGBTI ? Par la notion de "défis" on entend des dynamiques d'opposition et de confrontation. Plus précisément, quels défis l'inter-associativité a-t-elle posés pour les liens du centre LGBTI aux pouvoirs publics locaux (I-a) ? Et comment les conflits et rapports de force inter-associatifs ont-ils été intégrés dans le projet du centre (I-b) ?

(II) Comment s'est construite l'identité politique inter-associative du centre LGBTI ? Autrement dit, qu'est-ce qui fait du centre un "acteur en soi" dont le projet traduit une identité politique spécifique, au-delà de la fragmentation associative ? Par la notion d'identité politique on entend les caractéristiques du projet du centre qui font que celui-ci se perçoit et est perçu de l'extérieur comme une entité spécifique (Castra, M., in Paugam, S., 2010, p.72). Les actions inter-associatives sont-elles un élément véritablement structurant de l'identité politique du centre (II-a) ? Et comment l'engagement militant est-il réinventé pour dépasser la fragmentation associative (II-b) ?

3. Quelle méthodologie de recherche a été employée ?

Afin d'apporter des pistes de réponse à la problématique, un travail d'analyse de discours a été réalisé à partir d'entretiens semi-directifs conduits auprès de personnes actives, ou anciennement actives, dans des associations et commissions du centre LGBTI. L'entrée sur le terrain a été facilitée par le fait que je suis membre d'une association candidate pour rejoindre le centre LGBTI, le FLAM, une association féministe et non compétitive de football²⁷, ce qui m'a permis d'assister à l'Assemblée générale 2024 du centre et d'effectuer à cette occasion des premières prises de contact avec des bénévoles du centre. De plus, je m'identifie comme une personne queer et suis souvent perçue comme telle, ce qui a également pu faciliter mon entrée sur le terrain.

Quinze entretiens individuels ont été réalisés, représentant au total sept des dix associations actuellement membres du centre ainsi que les deux commissions : Les Voies d'Elles -ou VDE- (six enquêté.es), la commission Asile (quatre enquêté.es), Le Refuge (trois enquêté.es), Contact (deux enquêté.es), la commission Animation (deux enquêté.es), Grenoble Fiertés (deux enquêté.es), Freesons (un.e enquêté.e), SOS Homophobie (un.e enquêté.e) ainsi que Déviations (un.e enquêté.e). Certain.es des enquêté.es sont ou ont été membres de plusieurs associations/commissions, et ont alors été interrogé.es sur leur engagement au sein des deux, voire des trois structures en question. L'ensemble des structures représentées par les quinze entretiens réalisés sont synthétisées dans le tableau ci-dessous. Les personnes interrogées sont désignées dans l'analyse par les numéros qui ont été associés à leur entretien.

Tableau n°2 : Liste des quinze entretiens réalisés		
Numéro de l'entretien / enquêté.e	Association et période d'engagement	Commission et période d'engagement
n°1	Contact (début 2000 - début 2010)	Asile (depuis début 2010)
n°2	Contact (depuis début 2010)	
n°3	Déviations et Grenoble Fiertés (depuis début 2020)	
n°4	Freesons (depuis fin 2010)	
n°5	Grenoble Fiertés (début 2020)	Animation (depuis début 2020)

²⁷ site internet Flam HelloAsso : <https://www.helloasso.com/associations/flam> consulté le 27/08/2024

n°6	Le Refuge (depuis début 2020)	
n°7	Le Refuge (depuis début 2020)	
n°8	Le Refuge (depuis début 2020)	
n°9	Les Voies d'Elles (début 1990- fin 1990)	
n°10	Les Voies d'Elles (début 1990- début 2000)	
n°11	Les Voies d'Elles (début 1990- fin 2000)	
n°12	Les Voies d'Elles (fin 1990-fin 2010)	Asile (années 2010)
n°13	Les Voies d'Elles (depuis fin 1990)	Asile (fin 2010-début 2020) Animation (depuis début 2020)
n°14	Les Voies d'Elles (depuis début 2010)	Asile (fin 2010-début 2020) Animation (depuis fin 2010)
n°15	SOS Homophobie (depuis fin 2010)	

L'association Les Voies d'Elles représente une partie importante des données recueillies (six des quinze enquêté.es sont ou ont été membres des VDE), ce qui représente un intérêt pour la dimension historique de l'analyse, puisque parmi les associations rencontrées c'est la seule qui est membre du centre depuis sa création en 1994. Pour certaines des associations, seule une personne a pu être rencontrée (c'est le cas pour Freasons, SOS Homophobie et Déviations), ce qui induit une plus grande prudence interprétative des données recueillies pour ces structures. D'autres associations membres du centre n'ont pas pu être rencontrées en raison de difficultés de prise de contact et de manque de temps pour réaliser les entretiens : Rita, Rando's et APGL.

Afin d'assurer l'anonymisation des personnes interrogées dans un contexte de forte interconnaissance parmi les membres du centre LGBTI, les noms cités par les enquêté.es lors de leurs entretiens ont été anonymisés²⁸ dans les retranscriptions (voir Annexe n°9), et les seules informations factuelles données sur les enquêté.es sont le nom de leur association et/ou commission ainsi que la période approximative à laquelle ils et elles s'y

²⁸ sauf pour les mentions non confidentielles de noms d'élu.es ou d'autres personnalités publiques

sont engagé.es de manière active (pas de mention du nom des enquêté.e, ni de l'âge, ni du genre²⁹, ni de la profession, ni de la fonction précise au sein de la structure).

Les entretiens semi-directifs ont été conduits en suivant une grille d'entretien (voir Annexe n°8) articulée en deux parties : la première sur le regard porté par l'enquêté.e sur l'association/commission dont il ou elle est ou a été membre (arrivée dans l'association, objectifs, fonctionnement, financement, liens institutionnels), et la deuxième sur le regard porté sur le centre LGBTI (liens entre l'association et le centre, implication personnelle au centre, forces et faiblesses du centre).

L'analyse de ces entretiens s'appuie sur une démarche inductive d'identification pour chaque entretien des occurrences sémantiques (travail quantitatif), lesquelles ont été regroupées en huit grandes catégories thématiques qui revenaient de manière systématique dans les quinze entretiens (travail qualitatif) : l'identité de l'association ; le centre LGBTI ; les oppositions et conflits ; les enjeux politiques ; la festivité et la convivialité ; les partenariats et réseaux extérieurs ; les liens institutionnels et enfin les ruptures temporelles. Enfin, l'analyse systématique des co-occurrences a permis d'observer comment ces huit thèmes se recoupent et s'articulent dans les discours des enquêté.es.

²⁹ Dans ce souci d'anonymisation, les expressions "enquêté.e", "bénévole" ou encore "personne interrogée" sont utilisées pour ne pas avoir à indiquer le genre des personnes.

I - La dimension conflictuelle du projet politique du centre LGBTI : quels défis posés par l'inter-associativité ?

I-a : Les liens des différentes associations aux pouvoirs publics locaux : un sujet clivant ?

Le centre LGBTI dépend en grande partie des pouvoirs publics pour exister puisque les subventions publiques représentent sa principale source de financement (80% de ses ressources en 2020 selon le compte-rendu de son Assemblée Générale 2020³⁰), et que son local est mis à disposition gratuitement par le CCAS de la Ville de Grenoble (Voir convention d'occupation du local en Annexe n°2). Cette dépendance matérielle et financière semble avoir un impact sur la manière dont les bénévoles se représentent le projet du centre LGBTI. En effet, l'analyse des entretiens montre une tendance chez la plupart des enquêté.es à associer le centre LGBTI aux pouvoirs publics locaux.

Tableau n°3 : Co-occurrences entre les termes “centre LGBTI/Cigale” et la catégorie des liens institutionnels dans les 15 entretiens	
Entretien	nombre de co-occurrences
n°1	11
n°2	6
n°3	2
n°4	5
n°5	3
n°6	3
n°7	0
n°8	0

³⁰ Centre LGBTI (2020), Compte-Rendu Assemblée Générale 2020, Voir Annexe n°7

n°9	0
n°10	2
n°11	0
n°12	3
n°13	2
n°14	0
n°15	4

Le tableau n°3 ci-dessus montre en effet que dans dix des quinze entretiens réalisés, on retrouve plusieurs co-occurrences des termes “centre”, “centre LGBTI” et/ou “CIGALE” (Cigale ayant été le nom du centre jusqu’aux années 2010) avec la catégorie thématique des liens institutionnels. Par exemple, il y a onze termes de la catégorie des liens institutionnels qui apparaissent en même temps que le centre LGBTI dans le discours de l’enquêté.e n°1, six dans celui de l’enquêté.e n°2 etc. Quelques un.es des enquêté.es n’ont évoqué que très peu le centre LGBTI, ce qui explique en partie l’absence de co-occurrences avec les liens institutionnels dans leur discours, notamment pour les entretiens n°7 et 8 (deux bénévoles du Refuge qui évoquent le centre moins de deux fois) et pour l’entretien n°11 (une ancienne bénévole des Voies d’Elles qui ne mentionne aucune fois le centre). L’enquêté.e n°2, bénévole à Contact depuis le début des années 2010, insiste de manière marquée sur le lien du centre LGBTI à la Ville de Grenoble :

“Au niveau matériel on bénéficie déjà des, du centre qui gère un certain nombre de biens communs à commencer par le local. On est domiciliés au centre et ouais c’est notre local principal, c’est là où on fait la majorité de nos actions, donc le local déjà il est fourni par la Ville, ce qui n’est pas un lien négligeable. Et le fonctionnement du local est assuré par le centre avec des financements essentiellement de la Ville aussi. La Ville est quand même très présente dans cette aide.”

Le local est central dans le discours de l’enquêté.e puisqu’il est vu à la fois comme nécessaire au fonctionnement de l’association Contact : “c’est notre local principal, c’est là où on fait la majorité de nos actions”, et comme ce qui permet un lien inter-associatif au Centre : le “centre qui gère un certain nombre de biens communs à commencer par le local”. L’enquêté.e insiste sur la dépendance à la Ville de Grenoble pour avoir ce centre, avec le terme “Ville” qui est répété trois fois, et les expressions “ce qui n’est pas un lien négligeable”, “très présente” et “aide” qui lui sont associées. D’autres personnes insistent

plutôt sur la dépendance du centre aux subventions publiques, c'est le cas de l'enquêté.e n°13, bénévole aux Voies d'Elles depuis la fin des années 1990:

“Mais ça m’embête un peu parce que j’essaye de pousser les nouvelles des Voies d’elles de se mêler des affaires du centre LGBT parce qu’il y a quand même de grosses subventions qui sont données, pas n’importe quoi, pas des trucs de luxe ou je sais pas quoi enfin tu vois, et du coup je sens que je lâche un peu tout mais j’ai encore un petit doute sur le fait que les Voies d’elles vont quand même donner leur avis sur l’usage des subventions et tout ça, voilà.”

Le discours de l'enquêté.e témoigne d'une préoccupation vis-à-vis de comment peuvent être utilisées les subventions publiques accordées au centre en insistant sur l'importance de celles-ci dans la part des ressources du centre : “il y a quand même des grosses subventions qui sont données”, et d'une sorte de devoir moral pour la nouvelle équipe de bénévoles de son association de faire entendre leurs voix sur l'utilisation de cet argent par le centre : “j’essaye de pousser les nouvelles des Voies d’elles de se mêler des affaires du centre LGBT”.

La question des liens institutionnels semble donc centrale dans la manière dont les bénévoles des associations membres se représentent le projet politique du centre. Cependant, quand ils et elles sont interrogé.es sur les liens de leurs associations respectives aux pouvoirs publics locaux, leurs discours témoignent d'une diversité des types de liens institutionnels selon les différentes associations, ce qui interroge sur l'unité de la posture du centre LGBTI face aux collectivités dont il dépend financièrement et matériellement. Y-a-t-il une incompatibilité dans les postures des différentes associations membres du centre LGBTI face aux pouvoirs publics ? Quels défis peut poser cette diversité des rapports aux liens institutionnels pour le projet politique du centre, pensé dans un cadre d'une dépendance matérielle et financière marquée à la Ville de Grenoble?

Le tableau ci-dessous synthétise pour les discours de chaque association la présence ou l'absence de quatre types de liens institutionnels : l'utilisation du local mise à disposition par la Ville ; une part importante de subventions publiques locales ; la participation à des actions organisées par ou avec une collectivité, et enfin l'interpellation politique d'un pouvoir public. Les discours des enquêté.es sur les subventions et sur l'utilisation du local ont pu être recoupés avec un travail d'analyse de littérature grise, puisque les sommes versées par la Ville de Grenoble aux associations sont consultables en

ligne³¹, et que les lieux des permanences et activités des associations sont indiqués sur le site internet du centre LGBTI³². En revanche, les deux autres catégories sont à interpréter avec prudence, notamment pour les associations Freesons, SOS Homophobie et Déviations où une seule personne a été rencontrée. Ce tableau n'est donc pas à prendre comme un outil factuel objectif, mais bien comme un élément de synthèse de l'analyse des entretiens qui nous renseigne sur la manière dont les enquêté.es perçoivent le rapport de leur association aux pouvoirs publics locaux.

Tableau n°4 : Types de liens institutionnels mentionnés dans les discours des enquêté.es pour chaque association				
	Utilisation du local	Subventions	Participation à des actions de collectivités	Interpellation politique
Contact	X	X	X	
Déviations	X			
Freesons	X		X	
Grenoble Fiertés	X	X	X	
Le Refuge		X	X	
Les Voies d'Elles	X			X
SOS Homophobie	X		X	X

❖ Les subventions locales et l'utilisation du local

Sur les sept associations rencontrées, seules Contact, Le Refuge et Grenoble Fiertés touchent des subventions directes de la Ville de Grenoble (respectivement 800, 5000 et 4000 euros en 2023³³). Si presque toutes les associations utilisent de manière fréquente le local mise à disposition par le CCAS de la Ville de Grenoble, Le Refuge est sur cet aspect là indépendant puisqu'il dispose de son propre local qu'il loue avec ses fonds propres comme l'indique l'enquêté.e n°6, bénévole au Refuge depuis le début des années 2020:

³¹ Ville de Grenoble, (2023). *Subventions et avantages en nature versés aux organismes en 2023*

³² Les associations, Site internet Centre LGBTI Grenoble <https://www.centrelgbi-grenoble.org/les-associations>, consulté le 29/08/2024

³³ Ville de Grenoble, (2023). *Subventions et avantages en nature versés aux organismes en 2023*, p.6, p.11 et p.9

“Et le local qu’on a ici on le loue. Globalement dans toutes les délégations du Refuge ça va être de la location, il y a je crois 1 ou 2 locaux dans la région parisienne qui ont été achetés je crois mais sinon c’est loué.”

❖ Participation à des actions organisées par ou avec une collectivité

Les Voies d’elles et Déviations semblent être les deux seules associations à ne pas chercher à développer de liens partenariaux avec les pouvoirs publics locaux, au sens où elles ne participent pas à des actions organisées par ou avec des collectivités. L’enquêté.e n°3, bénévole à Déviations depuis le début des années 2020, évoque cette absence de liens institutionnels au-delà de l’utilisation du local du centre LGBTI:

“Non pas du tout, on n’a pas de contact particulier avec la Ville en fait, après c’est sûr que vu qu’on est au centre LGBT bah dans l’absolu on est censé assurer aussi une présence au CA tous les mois, il y a un suivi, on a un regard sur ce qui se passe au centre LGBT sur toutes les assos du centre LGBT mais non clairement on a pas de lien direct, et on l’a pas cherché quoi”

L’enquêté.e mentionne non seulement le peu de liens à la Ville, mais insiste aussi sur le fait qu’il n’y aurait pas d’envie particulière de développer davantage ces liens au sein de l’association : “on l’a pas cherché quoi”. Quant aux Voies d’Elles, aucun des six entretiens ne mentionne de participation à des activités organisées par une collectivité. Les cinq autres associations semblent en revanche participer, de manière plus ou moins régulière, à des actions organisées par des pouvoirs publics locaux. Par exemple, l’enquêté.e n°4, bénévole à Freesons depuis la fin des années 2010, évoque la participation de l’association à de nombreux temps proposés par la Ville de Grenoble, que ce soit via la mission égalité (pour les “dix ans du mariage pour toustes”), le service des sports ou encore le service animation (“Marché de Noël” et “été oh parc!”) :

“On avait fait aussi l’été oh parc! On a fait ça deux ans, c’est-à-dire qu’on proposait une animation de chant en plein air au parc Paul Mistral donc il y a des gens qui sont arrivés par ça aussi un petit peu.” ; “on a aussi chanté plusieurs fois au marché de Noël de la ville” ; “Alors l’année dernière il y a eu les dix ans du mariage pour toustes et on a chanté à cette occasion là, là c’est eux qui nous ont contacté, je sais plus son prénom de la mission égalité, un truc comme ça, qui nous avait contacté pour proposer qu’on

intervienne et on avait chanté quelques chants à l'occasion de cette soirée là à la mairie du coup c'était sur place."

De la même manière, l'enquêté.e n°6, bénévole au Refuge depuis le début des années 2020, mentionne non seulement la participation du Refuge au forum des associations de Grenoble, mais aussi à des temps proposés par la commune de Fontaine comme le forum des jobs d'été ou encore des projections de films LGBT+ :

"Alors on est en lien avec la Mairie, on est invités parfois à des, à des, j'allais dire à des réunions ou des évènements, par forcément que Grenoble d'ailleurs, je sais qu'on est en lien avec la mairie de Fontaine où on a déjà fait le forum des jobs d'été pour les étudiants [...] On a eu ce partenariat là parce que l'ancien, un des anciens délégués a sa mère à la, alors elle est pas Maire, elle est au service jeunesse de la mairie de Fontaine quelque chose comme ça, et du coup on était en lien avec elle et ils nous ont notamment proposé quand ils ont ouvert une nouvelle salle pour les jeunes on a fait une soirée cinéma là-bas où ils avaient projeté le film Love Simon. Et à Grenoble on assiste au forum des associations."

L'enquêté.e n°1, qui a été bénévole à Contact entre le début des années 2000 et le début des années 2010, évoque un exemple de rapports tendus lors d'une participation de l'association à une consultation organisée par le Département (à l'époque Conseil général) dans le cadre de l'élaboration d'un plan contre les discriminations:

"Au Conseil général ils avaient fait un plan contre les discriminations mais très large, et on avait été invités pour faire des propositions de lutte contre les discriminations. C'était intéressant parce que de toutes les propositions qu'on avait faites il n'y en a aucune qui avait été retenue. Donc on avait fait remonter ça à la réunion d'après qui était en hémicycle devant nos élu.es et tout ça. Le département venait de basculer PS mais la personne, la technicienne qui s'occupait de tout ça était bien réac, elle nous avait dit quelque chose du style que c'était plus difficile d'être traité de renoi elle avait dit, que de sale gay. Et là on avait riris en disant : on dit sale pédé, pas sale gay."

Il ressort de ce discours une conception assez conflictuelle de la manière dont s'est déroulé la participation à la consultation du Département, avec d'une part le sentiment de ne pas avoir été écouté.es, accentué par le recours à l'ironie : "c'était intéressant parce que de toutes les propositions qu'on avait faites il y en a aucune qui a avait été retenue", ainsi que le recours au terme péjoratif "réac" et enfin un registre vulgaire utilisé lors des échanges qui

contraste avec la dimension officielle de la rencontre : “renoi”, “sale pédé”, “sale gay”. Si les participations de la chorale Freesons et du Refuge à des temps festifs municipaux ne semblaient pas comporter de dimension conflictuelle, l’enquêté.e de Contact évoque ici un lien institutionnel marqué et pour autant conflictuel, les processus d’institutionnalisation des associations étant des “processus permanents mais toujours inachevés” (Ragi, T., 2000, p.6) qui leur permet de conserver des marges de manoeuvre critiques et contestataires. Le cas de Grenoble Fiertés est assez particulier sur la question de la participation à des actions organisées par les pouvoirs publics. En effet, l’enquêté.e n°3, bénévole à Grenoble Fiertés depuis le début des années 2020, explique dans son discours qu’aller à des réunions organisées notamment par le service animation de la Ville de Grenoble est inhérent à l’organisation de la Marche des Fiertés, pour des raisons administratives :

“Il y a toute une démarche à suivre pour que l’organisation d’un événement comme ça ait lieu, auprès de la TAG, de la Pref, donc on est en lien constant quoi (*rires*), on s’appelle tous les jours on boit des caf (*rires*). Non mais oui il y a tout un suivi quoi, avec le service animation de la Ville en particulier.”

❖ Interpellation politique d’un pouvoir public

Enfin, le fait d’interpeller publiquement un pouvoir public local sur un sujet politique ne revient que dans les discours des bénévoles des Voies d’Elles et de SOS Homophobie. L’enquêté.e n°12, bénévole aux Voies d’Elles de la fin des années 1990 à la fin des années 2010, parle d’une interpellation, par l’association et le centre Cigale, du Préfet et du Maire de Grenoble de l’époque pour leur demander d’évoquer publiquement la déportation de personnes homosexuelles pendant la Seconde Guerre Mondiale :

“En 2004 les Voies d’Elles ont été à l’initiative de la participation du collectif qui devait s’appeler encore Cigale, on y reviendra si tu veux après, à la journée de commémoration de la déportation, je crois que c’est le dernier dimanche d’avril. Et donc on voulait que la déportation des personnes LGBT soit reconnue. Le préfet, je viens de voir qu’on avait eu un contact avec le Préfet dans ce petit journal (elle me montre le journal) parce qu’on faisait des comptes-rendus de nos activités, et le Préfet ne nous a jamais répondu.” ; “A l’époque le Maire c’était Destot, c’était un socialiste, qu’on est allées aborder [...], et il nous a répondu : vous savez que je vous ai toujours soutenu naninana, mais il avait cité tous les types de déportés sauf les homos”

Pour l'association SOS Homophobie, cette activité d'interpellation des pouvoirs publics semble occuper une place encore plus centrale dans son projet politique. Plutôt qu'un guide militant ou associatif, le rapport annuel de SOS Homophobie sur l'état des lieux des LGBTI phobies est avant tout un outil d'interpellation des pouvoirs publics (Avdija, E., 2012), comme l'évoque l'enquêté.e n°15, bénévole à la branche Dauphine Alpes Nord de l'association depuis la fin des années 2010 :

“la Préfecture aussi qui nous réunit au moins une fois par an pour faire un peu le bilan des actions. Parce qu'au fait ils sont très friands de notre rapport puisque c'est le seul document vraiment avec des chiffres quand même hein, ça change un peu, maintenant on commence à avoir des chiffres du Ministère de l'Intérieur,” ; “on a des bonnes relations avec la Ville de Grenoble parce que c'est euh une majorité qui est sensible à la question et on a rencontré l'élue, Laura Pfister qui est en charge de la lutte contre les discriminations, et l'an dernier par exemple pour fêter les dix ans du Mariage pour tous, ils avaient fait un super programme à la Mairie. Il y a eu la présentation du rapport”

Bien qu'il soit rédigé nationalement, le rapport de SOS Homophobie constitue ensuite un outil d'interpellation des pouvoirs publics locaux (ici la Ville de Grenoble) ou déconcentrés (la Préfecture) sur la question des LGBTI phobies. Au-delà de l'existence du Rapport, le discours de ce même enquêté.e traduit une conception du rôle de son association, qu'il semble élargir aux associations LGBT+ en général (“le tissu associatif”, “les assos”), comme ayant un devoir d'interpellation et un pouvoir d'influence important pour faire évoluer les politiques publiques sur les questions de lutte contre les LGBTI phobies (“on a toujours été derrière pour pousser”) :

“Il y avait dans les années 1990 peu de droits, il y avait eu le sida qui était arrivé et ça a été vraiment une urgence d'avoir ce tissu associatif pour s'emparer de sujets que l'Etat ne voulait même pas aborder. Aujourd'hui c'est différent, c'est clair que l'Etat s'est emparé de ces sujets là mais parce qu'on était derrière, jamais un parti n'aurait mis le mariage, l'adoption pour toutes et tous à son programme s'il n'y avait pas eu les assos hein, faut pas rêver, ni la gauche ni la droite. Donc on a toujours été derrière pour pousser et c'est pas fini, on continue, donc voilà.”

L'analyse comparée des entretiens a ainsi permis de mettre en lumière la diversité et la complexité des types de liens institutionnels selon les associations, puisqu'aucune des sept associations interrogées ne présente la même configuration institutionnelle (voir tableau).

Malgré cette diversité configurationnelle, l'ensemble des associations (à l'exception de Déviations) semble avoir un lien marqué aux pouvoirs publics locaux, qui ne se limite pas à l'utilisation du local et de subventions mais va jusqu'à un rapport partenarial et/ou d'interpellation politique. On peut ainsi estimer à partir de ces résultats que les associations du centre semblent partager un "horizon d'attentes" (Salais, R. 1998, cité dans Le Naour, G., 2005) vis-à-vis des pouvoirs publics locaux sur la capacité de ceux-ci à faire évoluer positivement la situations des personnes LGBT+, et que cela a donc du sens de travailler avec ces acteurs. A l'exception de Déviations, qui semble vouloir se rapprocher davantage d'un rapport d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, les autres associations interrogées semblent donc partager, dans leur diversité, un rapport de type "communaliste" aux pouvoirs publics locaux, qui associe dépendance financière et possibilité d'échange pouvant déboucher sur une capacité d'influence des pouvoirs publics (Fabry, A., 2002, p.140).

Puisque la quasi-totalité des associations interrogées partagent un rapport similaire aux pouvoirs publics locaux (de type communaliste), on peut estimer que la diversité des configurations institutionnelles ne semble pas être un obstacle majeur à l'unité du projet politique du centre LGBTI. Il en aurait été autrement par exemple si la moitié des associations interrogées partageaient une posture institutionnelle similaire à celle de Déviations, tandis que l'autre moitié étaient dans des liens très marqués avec les pouvoirs publics locaux. Une telle situation fortement polarisée aurait pu questionner sur la capacité des associations du centre à dépasser ce clivage pour adopter une posture institutionnelle unique et cohérente au nom du centre LGBTI. Au contraire, les résultats de l'analyse semblent plutôt montrer que la diversité des liens institutionnels induite par la fragmentation associative ne constitue pas de défi majeur pour l'unité du projet politique du centre LGBTI.

I-b : Les conflits et rapports de force inter-associatifs : quels impacts sur l'évolution du projet politique du centre ?

Si l'inter-associativité ne semble pas constituer un défi majeur pour les rapports du centre aux pouvoirs publics locaux, qu'en est-il de l'impact sur les rapports de force internes au centre ? Sur quelles dynamiques de confrontation s'est construit le projet du centre lors de sa fondation en 1994, puisqu'il s'agissait déjà à l'époque d'un projet politique inter-associatif s'inscrivant dans l'éclatement du mouvement homosexuel français en une "mosaïque d'associations"? (Fillieule et Broqua, 2002, op. cit. p.547). Et comment ces rapports ont-ils évolué depuis 1994 avec l'arrivée de nouvelles associations dans le centre ? Comment les conflits inter-associatifs au sein du centre LGBTI ont-ils été intégrés à son projet politique depuis 1994 ?

L'analyse systémique des entretiens montre que la catégorie thématique des oppositions et conflits est présente dans la quasi-totalité des discours des enquêtés, bien qu'aucune des questions posées n'abordaient directement ce thème (voir grille d'entretien en Annexe n°8). Le tableau n°5 ci-dessous synthétise les occurrences des termes relevant de cette catégorie dans les quinze entretiens, et montre en effet qu'à l'exception de l'enquêté n°8, toutes les autres personnes interrogées ont recours au registre de l'opposition et du conflit.

Tableau n°5 : Occurrences des termes relevant de la catégorie des oppositions et conflits dans les 15 entretiens	
Entretien	nombre d'occurrences
n°1	12
n°2	9
n°3	3
n°4	9
n°5	1
n°6	1
n°7	1
n°8	0

n°9	12
n°10	5
n°11	2
n°12	14
n°13	7
n°14	17
n°15	2

Par exemple, l'enquêté.e n°2, bénévole à Contact depuis le début des années 2010, mentionne neuf fois des termes relevant du thème des oppositions/conflits.

Ce tableau est toutefois à interpréter avec précaution, puisque certain.es enquêté.es mobilisent le registre du conflit pour évoquer des tensions qui n'ont pas de lien avec les rapports inter-associatifs internes au centre, ce qui ne nous intéresse pas ici. C'est pourquoi ce premier éclairage quantitatif est suivi d'une analyse plus qualitative d'analyse des entretiens regroupés par association, afin de mieux saisir la nature et l'évolution des rapports de force internes au centre LGBTI. Ainsi, les tensions évoquées liées aux pouvoirs publics, à des débats internes aux associations ou encore à des structures partenaires externes au centre ont été d'abord identifiées pour pouvoir ensuite être écartées de l'analyse menée dans cette sous-partie. Une fois ce premier tri effectué, il ressort qu'une grande partie des occurrences identifiées dans le tableau ci-dessus portent bien sur les conflits liés aux rapports inter-associatifs au sein du centre LGBTI. Trois principaux sujets de conflits liés aux rapports inter-associatifs ont été identifiés dans le discours des enquêté.es, regroupés par association et synthétisés dans le tableau ci-dessous : le sexisme ; le soutien aux personnes demandeuses d'asile et enfin l'horizontalité de la gouvernance.

Tableau n°6 : Principaux sujets de confrontation interne au centre LGBTI évoqués par les enquêté.es des différentes associations (de 1994 à aujourd'hui)			
	sexisme	soutien aux personnes demandeuses d'asile	horizontalité de la gouvernance
Contact			X (1 entretien)
Déviations			
Freesons			
Grenoble Fiertés			X (1 entretien)

Le Refuge			
Les Voies d'Elles	X (5 entretiens)	X (4 entretiens)	
SOS Homophobie			

Trois des associations ne mentionnent pas de conflits inter-associatifs, mais cette absence est à relativiser puisque pour Déviations, comme pour SOS Homophobie, seul.e un.e bénévole a été rencontré.e. Quant au Refuge, le centre LGBTI était très peu présent dans le discours des trois membres interrogé.es, ce qui peut expliquer l'absence de mention de conflits internes au centre.

❖ Conflits liés au sexisme

Les Voies d'Elles est la seule association où les enquêté.es interrogé.es évoquent des conflits au centre LGBTI sur des enjeux liés au sexisme. C'est un sujet qui revient dans la quasi-totalité des discours des bénévoles de cette association (cinq entretiens au total), puisque sur les six membres des Voies d'Elles interrogées seule une personne ne le mentionne pas (enquêté.e n°11). Ainsi, l'enquêtée n°9, bénévole aux Voies d'elles lors de la fondation du centre au début des années 1990, évoque le problème du sexisme alors qu'elle répond à une question sur les évolutions du centre LGBTI:

“Ce n'était pas fluide parce que nous, on était les seules représentantes femmes dans le collectif au départ. Les autres assos, c'était beaucoup des gars, que ce soit À Jeu Égal, que ce soit Randos, etc. Et bien du coup, ce n'était pas toujours facile. On n'avait pas les mêmes préoccupations. Nous, on n'existait pas trop en tant que lesbiennes, on ne savait pas trop comment faire, etc. et on se faisait un peu manger. Alors, il fallait aussi exister en tant que femme, que lesbienne, c'était pas toujours facile à ce niveau-là.”

Le discours de l'enquêté.e évoque les différences qui existaient entre les quatre associations fondatrices : “on était les seules représentantes femmes”, “les autres assos c'était beaucoup des gars”, “on avait pas les mêmes préoccupations”. Surtout, elle insiste aussi sur les rapports de pouvoir qui existaient autour de ce déséquilibre genré : “ce n'était pas fluide”, “ce n'était pas toujours facile”, “on n'existait pas trop en tant que lesbiennes” ou encore “on se faisait un peu manger”. Sans nommer explicitement les notions de patriarcat ou de féminisme, la personne interrogée fait le lien entre la supériorité numérique des

hommes gays dans le collectif cigale et les difficultés rencontrées par les lesbiennes des Voies d'Elles pour faire entendre leur voix.

D'autres bénévoles insistent sur les tensions qu'il y avait dans les années 1990 autour du choix des Voies d'elles de se réunir en non-mixité entre femmes lesbiennes uniquement. L'enquêtée n°12, bénévole aux Voies d'Elles de la fin des années 1990 au début des années 2010, mentionne cet enjeu :

“Alors souvent les gars ils pensaient qu'on était androphobes au fait, alors on avait publié un petit texte pour leur expliquer pourquoi on était en non-mixité, les origines, les années 1970, que c'était important que les femmes puissent prendre la parole en toute liberté. Ils se rendent pas compte de comment ça se passe au fait, que dans une assemblée quand il y a quatre femmes et un homme, l'homme parle plus que les quatre femmes réunies quoi, bon des choses comme ça, donc on leur a un peu expliqué gentiment bon, au départ on avait aucune hostilité, enfin on a jamais eu aucune hostilité à leur égard, mais à chaque fois il fallait réexpliquer aussi quand il y avait de nouvelles personnes dans les assos.”

Ce discours présente une conception du centre LGBTI dans les années 1990 comme assez clivé, avec d'un côté l'association les Voies d'Elles qui défend la non-mixité comme un outil féministe de lutte contre le sexisme (“les origines, les années 1970” qui pourrait faire référence aux luttes du Mouvement de Libération des Femmes de cette époque), et de l'autre côté les associations mixtes mais à prédominance masculine qui associeraient la non-mixité à une forme de sexisme ciblant les hommes : “ils pensaient qu'on était androphobes”.

Si les luttes lesbiennes ont eu leur place dès la création du collectif Cigale en 1992 puisqu'il s'agissait d'un “collectif inter-associatif gay et lesbien” co-fondé par les Voies d'Elles, il semble que la place du féminisme dans le projet politique du centre ait été un sujet conflictuel, en tout cas dans les années 1990. La volonté de créer une convergence inter-associative et communautaire à travers le centre LGBTI aurait fait face dans les années 1990 à une confrontation entre un militantisme lesbien ancré dans le répertoire militant des luttes féministes des années 1970, et un militantisme homosexuel peu réceptif à ces discours. Toutefois, cette question n'est analysée ici qu'à travers le point de vue de l'association Les Voies d'Elles puisque les autres associations fondatrices du centre LGBTI ont soit cessé leur activité au centre (A jeu Egal et David et Jonathan), soit n'ont pas pu être rencontrées (Rando's). Les données recueillies ne permettent donc pas d'explorer plus

finement comment ces tensions sur le sexisme ont été perçues dans les trois autres associations fondatrices.

Les discours des bénévoles encore actives aux Voies d'Elles aujourd'hui insistent sur les changements qui ont eu lieu depuis les années 1990 sur cette question du sexisme, comme par exemple dans l'entretien de l'enquêtée n°13, engagée aux Voies d'elles depuis la fin des années 1990 :

“Au début ce que je me souviens c'est que les conseils d'administration du centre LGBT étaient parfois très durs sur le plan du féminisme parce que les gays étaient pas féministes forcément, enfin il y en avait peut-être quelques uns, mais on avait beaucoup de conflits au sujet du féminisme, c'est pour ça que quand Osez le féminisme est arrivé ça nous a un peu renforcé, et par contre maintenant c'est très féministe. C'est plus la coupure gay / lesbienne, c'est vraiment tout, et il y a un certain consensus sur le féminisme, qui est une belle évolution pour moi.”

Son discours marque une rupture temporelle entre la période des années 1990 (“au début”) et la période à partir des années 2010 (“quand Osez le féminisme est arrivé”). En effet, l'antenne iséroise de l'association féministe “Osez le féminime” créée en 2011 a rejoint le centre LGBTI en 2014³⁴ pour quelques années, ce qui a participé selon l'enquêtée à instaurer une bascule dans les rapports de force inter-associatifs du centre LGBTI sur la question du sexisme : “ça nous a un peu renforcé”. Pour l'enquêtée, le féminisme est passé d'un enjeu de conflit au sein du centre à un consensus faisant partie intégrante du projet politique du centre : “maintenant c'est très féministe”, “c'est plus la coupure gay / lesbienne”, “il y a un certain consensus sur le féminisme”. L'entretien n°14 avec une bénévole impliquée aux Voies d'Elles depuis le début des années 2010 porte un discours similaire sur cette question d'évolution du centre LGBTI sur les enjeux féministes :

“Du coup je suis au CA au nom des Voies d'Elles depuis que je suis aux Voies d'Elles au fait, parce que moi quand je suis arrivée on m'a vraiment transmis ce truc de ras-le-bol du CA, que ça faisait longtemps que les camarades actives aux Voies d'Elles n'y allait plus, parce que à l'époque, et je pense que ça a un peu changé quand même, les questions de féminisme étaient assez compliquée à aborder apparemment, il y avait beaucoup de lesbophobie, de misogynie au fait de la part d'hommes cis gay. [...]. Moi quand je suis arrivée j'ai eu le goût de m'y mettre, et entre temps des choses avaient un peu changées, des nouvelles assos étaient arrivées, des nouvelles personnes

³⁴ Centre LGBTI (2015), Règlement intérieur (Voir Annexe n°....)

et l'ambiance du CA a beaucoup changé et son positionnement politique général aussi.”

La personne interrogée insiste sur une évolution perçue comme positive sur la question du féminisme au centre, entre la période qu'ont connue les bénévoles actives depuis plus longtemps (“quand je suis arrivée on m'a vraiment transmis ce truc de ras-de-bol du CA”) et la période depuis laquelle elle s'y est engagée (“entre temps des choses avaient un peu changé, des nouvelles assos étaient arrivées, des nouvelles personnes et l'ambiance du CA a beaucoup changé”).

Ces discours portent une conception du projet politique du centre comme ayant été marqué par un poids croissant du discours féministe porté d'abord principalement par les Voies d'Elles puis par d'autres associations comme Osez le féminisme. Si les enquêtés insistent sur le rôle de l'arrivée en 2014 d'“Osez le féminisme” dans l'évolution des rapports de force sur les tensions liées au sexisme, cela semble s'inscrire dans un contexte politique plus large de cette période de la fin des années 2010, marquée notamment par l'impact du mouvement Me Too sur le poids de mouvements féministes (Chandra, G. et Erlingsdóttir, I., 2020, cité dans Rochefort, F., 2022)

❖ Conflits autour du soutien aux personnes demandeuses d'asile

Comme pour les tensions liées au sexisme, les confrontations inter-associatives liées au soutien des personnes LGBTI demandeuses d'asile n'ont été mentionnées que par les enquêtés des Voies d'Elles, mais de manière significative parmi les bénévoles de cette association (quatre entretiens). De la même manière que pour l'intégration du féminisme au projet du centre, il ressort du discours des enquêtés que le soutien aux personnes demandeuses d'asile a d'abord été source de tensions et de conflits, avant d'être progressivement intégré au projet politique du centre avec la création de la commission Asile au début des années 2010³⁵. Ainsi, l'enquêté.e n°13, engagée aux Voies d'Elles depuis la fin des années 1990, évoque les hésitations du centre LGBTI à intégrer ou non de manière explicite le soutien aux personnes demandeuses d'asile dans son projet politique lors des prémices de la commission Asile :

“il y a eu un énorme mouvement parce qu'il était vraiment dans la galère, pour empêcher son expulsion, de personnes du centre, de tout le centre il y a eu un énorme mouvement, des manifs, des cotisations enfin des trucs incroyables, un lien avec SOS,

³⁵ estimation de la date de création de la commission Asile basée sur le discours des enquêtés et sur le Règlement intérieur 2015 du centre LGBTI (Voir Annexe n°6)

enfin pas SOS racisme, si ça doit être ça. Et quand cette histoire s'est finie, enfin elle s'est finie longtemps après mais bien, il y a des nouvelles personnes qui sont venues dont des femmes, et là le centre LGBT a plutôt fait marche arrière assez clairement en disant on peut pas accueillir tout le monde, on n'est pas fait pour ça. Et du coup au début on a galéré avec un petit groupe”

L'enquêté.e évoque ces mouvements d'hésitation au sein du centre LGBTI en distinguant un premier moment de solidarité collective autour d'une personne menacée d'expulsion (“de personnes du centre, de toute le centre, il y a eu un énorme mouvement”), suivi de débats et de désaccords sur l'institutionnalisation de cette mission dans le projet du centre : “le centre LGBT a plutôt fait marche arrière”, “on a galéré avec un petit groupe”. L'enquêté.e n°12, active aux Voies d'Elles entre la fin des années 1990 et la fin des années 2010, évoque aussi le clivage qui s'était créé dans un premier temps autour de cet enjeu :

“Et nous on nous avait dit : mais vous voulez pas faire une commission à part? Parce qu'on faisait des soirées de soutien inter-associatives et tout et il y avait très peu de gays qui venaient, et qui avaient une attitude genre ils parlaient jamais aux gens réfugiés etc. et ça je l'ai assez mal pris. A un moment ils nous ont demandé de faire une asso à part, je sais pas pourquoi ça les dérangeait. Alors j'avais été assez virulente, je leur avais demandé si eux ils voulaient d'occuper des français d'abord, ça m'avait un peu énervée quoi.”

On retrouve dans le discours de cette personne le clivage gay / lesbien, comme marqueur de cette confrontation au sein du centre LGBTI sur la question de soutien aux personnes demandeuses d'asile (“il y avait très peu de gays qui venaient, et qui avaient une attitude genre ils parlaient jamais aux réfugiés”), et l'idée que cela aurait engendré des conflits (“je l'ai assez mal pris”, “ça les dérangeait”, “j'ai été assez virulente”, “ça m'avait un peu énervée”). De nouveau, ces discours sont à interpréter avec précaution puisqu'ils ne donnent que le point de vue de l'association les Voies d'Elles. Notamment, le clivage gay / lesbien mentionné dans ce contexte pose question dans la mesure où les autres associations étaient mixtes et ne comportaient donc pas que des hommes gays.

Les discours des membres des Voies d'Elles indiquent donc que le centre LGBTI aurait d'abord hésité sur la posture à adopter vis-à-vis de l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile, créant des tensions importantes et plaçant les Voies d'Elles dans une position assez isolée sur cette question. Par la suite, le centre LGBTI a finalement tranché

de manière collective sur cette question puisque la commission Asile a été créée au milieu des années 2010.

❖ Conflits sur l'horizontalité de la gouvernance

Deux enquêtés de deux associations différentes évoquent des tensions plutôt liées à des enjeux de gouvernance au centre LGBTI. D'une part, l'enquêté.e n°3, engagée à Grenoble Fiertés depuis le début des années 2020, parle de conflits autour de l'indépendance de son association vis-à-vis des autres associations du centre pour ce qui concerne l'organisation de la Marche des fiertés :

“Non c'est juste qu'on a eu un peu des discussions sur (*hésitation*), sur l'autonomie de Grenoble Fiertés dans, sur l'orga de la Marche par rapport aux autres assos du centre, c'était ça quoi la discussion. C'était un peu flou et du coup c'est vrai que je pense que c'est des trucs sur lesquels il faut qu'on re-réfléchisse à un moment ou à un autre quoi.”

Le discours de l'enquêté.e semble indiquer un statut un peu particulier de cette association, dont l'autonomie ne serait pas forcément reconnue de manière évidente par les autres membres du centre LGBTI : “on a eu un peu des discussions sur l'autonomie de Grenoble Fiertés”, “c'était un peu flou”. Cette personne développe les raisons de cette spécificité de Grenoble Fiertés dans la suite de son entretien :

“En vrai officiellement Grenoble Fiertés est une association indépendante qui fait partie du centre lgbt et qui est chargée de l'organisation de la Marche et du mois des fiertés. Après concrètement comme on est aussi une nouvelle équipe on n'a pas eu tant l'occasion de rencontrer tout le monde, c'est des liens qui se créent au fur et à mesure et au fait bah à l'origine Grenoble Fiertés avait été créée parce que c'était une commission du centre informelle qui organisait la Marche des fiertés et ils se sont rendus compte que c'était trop compliqué et pas possible, et du coup ils ont créé une association spécifique chargée de ça quoi.”

L'enquêté.e explique l'origine des tensions autour de l'autonomie de son association par l'histoire de l'organisation des Marches des fiertés à Grenoble, qui étaient d'abord organisées par l'ensemble du centre (“une commission du centre informelle qui organisait la Marche”) avant que l'association Grenoble Fiertés soit créée en 2017³⁶. Cette histoire

³⁶ Site internet de Grenoble Fiertés, consulté le 01/09/2024 : <https://grenoble-fiertés.com/a-propos/>

relativement récente de l'association, d'autant plus qu'il y a eu un changement d'équipe depuis 2017 ("on est aussi une nouvelle équipe", "on n'a pas eu tant l'occasion de rencontrer tout le monde"), participerait à expliquer des confusions et tensions sur l'autonomie de Grenoble Fiertés au sein du centre pour organiser la Marche. L'utilisation du terme "officiellement" dans la première phrase appuie sur l'écart entre l'indépendance théorique de l'association et la réalité perçue par des membres du centre.

D'autre part, l'enquêté.e n°1, bénévole à Contact entre le début des années 2000 et le début des années 2010 évoque un autre problème de gouvernance qu'est le rôle officieux de porte-parole du centre qu'aurait joué SOS Homophobie à une certaine période :

"Il y a eu beaucoup de tensions avec SOS qui à l'époque disait que c'était cette asso là qui organisait la Marche, hors c'était le centre, et c'était avec des personnes du centre. Moi je me rappelle avoir appelé France Bleu Isère un matin pour leur dire non c'est le centre LGBTI qui organisait, SOS ils n'avaient quasiment pas de bénévoles pour la Marche, ils venaient le dernier jour pour être interviewé etc. Alors ce qui avait été en plus appuyé c'est qu'un élu de la Mairie de Grenoble qui faisait partie de SOS, donc il y avait ce savant mélange où la Marche on la faisait démarrer de la Mairie, donc ça c'était déjà ça, et puis ce discours, lui il avait le discours SOS quoi en disant que c'est SOS qui organisait."

Ce discours évoque la période antérieure à 2017 où la Marche était organisée de manière collective par les associations membres du centre LGBTI. La personne interrogée insiste sur la portée médiatique et politique de cet événement : "France Bleu Isère", "être interviewé", "on la faisait démarrer de la Mairie". L'enquêté.e distingue d'une part le discours qui aurait été celui de SOS Homophobie à l'époque ("SOS qui à l'époque disait que c'était cette asso là qui organisait la Marche", "en disant que c'est SOS qui organisait"), et d'autre part ce qu'il ou elle percevait comme l'implication réelle de cette association : "SOS ils n'avaient quasiment pas de bénévoles pour la Marche". Cet extrait traduit une conception du centre comme un collectif où ont pu se jouer des rapports de pouvoir, avec SOS Homophobie qui se serait appuyé sur sa forte légitimité institutionnelle pour se présenter comme porte-parole de la Marche des fiertés : "un élu de la Mairie de Grenoble qui faisait partie de SOS, donc il y avait ce savant mélange où la marche on la faisait démarrer de la Mairie" ; "lui [l'él]u il avait le discours SOS". SOS Homophobie est en effet une des associations du centre avec le plus de liens aux pouvoirs publics locaux (voir I-a), mais aussi une de celle qui semble la plus dotée en ressources politiques, avec notamment le rôle d'Emmanuel Carroz, adjoint à

l'égalité de la Ville de Grenoble entre 2014 et 2020 et ancien membre de SOS Homophobie entre 2010 et 2014 que l'enquêté.e semble ici évoquer.

Ces conflits sur l'horizontalité des liens entre les associations membres peuvent représenter un défi important pour l'unité du projet politique du centre LGBTI, puisque celui-ci est censé être collégial et non hiérarchique. Dans les deux exemples évoqués ici, cela n'a pas semblé poser de défi important au point d'opérer un réel basculement dans la définition du projet du centre. Autrement dit, cela ne semble pas avoir véritablement remis en question le principe d'horizontalité et de collégialité de la gouvernance du centre. Les discours des deux enquêté.es mentionnent différentes solutions qui ont été trouvées pour faire face à ces enjeux : des discussions collectives internes au centre pour le cas de Grenoble Fiertés ("on a eu un peu des discussions") ; et l'interpellation de médias pour la question liées à SOS Homophobie ("je me rappelle avoir appelé France Bleu Isère"). Ce type de tension n'est par ailleurs pas mentionné de manière très significative dans les entretiens (uniquement les enquêté.es n°1 et n°3).

L'analyse des discours des enquêté.es a donc mis en évidence trois types de conflits inter-associatifs pouvant remettre en question l'unité du projet politique du centre LGBTI.

La place du féminisme semble être passée d'un sujet conflictuel opposant principalement les Voies d'elles aux autres associations fondatrices du centre dans les années 1990 et 2000, à un certain consensus favorable à l'intégration de la lutte contre le sexisme dans le projet politique du centre depuis les années 2010. L'arrivée en 2014 du collectif "Osez le féminisme" au centre LGBTI aurait notamment participé à cette évolution.

De manière similaire, la question du soutien aux personnes LGBTI demandeuses d'asile aurait d'abord été un sujet de désaccord et de tensions, avant d'être progressivement institutionnalisée au milieu des années 2010 comme une des missions officielles du centre. L'analyse ne permet en revanche pas de comprendre ce qui a favorisé cette progressive institutionnalisation de la commission Asile. En effet, les enquêté.es ne mentionnent pas dans leurs discours d'événement qui aurait marqué ce basculement des rapports inter-associatifs sur les questions liées aux demandeurs et demandeuses d'asile. On peut toutefois émettre l'hypothèse, au vu de l'absence de mention d'un événement en particulier, que ce sont la formalisation et la montée en expertise des bénévoles impliqués dans le fonctionnement de la commission Asile (voir II-a) qui ont joué un rôle dans son acceptation par le reste du centre LGBTI.

Enfin, le principe d'horizontalité des liens inter-associatifs au sein du centre LGBTI semble parfois se heurter à des rapports de pouvoir et de légitimité, avec notamment l'association SOS Homophobie qui pourrait s'appuyer sur des ressources politiques et institutionnelles plus importantes que le reste des associations membres. Cependant, les résultats ne semblent pas indiquer que ces tensions sur l'horizontalité des liens auraient remis en question le projet politique du centre de manière significative.

*
* *

Si la confrontation de différentes configurations institutionnelles au sein du centre LGBTI ne semble avoir été un obstacle majeur pour adopter une posture cohérente vis-à-vis des pouvoirs publics locaux (I-a), plusieurs conflits inter-associatifs ont posé plus de défi à l'unité du centre. Ces défis ne sont pas soldés par la disparition du centre LGBTI, mais plutôt par l'évolution de son projet politique et des rapports de force inter-associatifs (I-b). Cette première partie a ainsi permis d'éclairer la dimension hétérogène et conflictuelle du processus de définition du projet politique du centre depuis 1994.

Cependant, le centre LGBTI ne peut se résumer à des dynamiques internes de confrontation et de rapport de pouvoir puisqu'il s'agit aussi d'une volonté fédérative de regrouper différentes associations dans une même structure inter-LGBT+. Qu'est-ce qui fait du centre LGBTI un acteur "en soi", une entité spécifique sur la scène publique locale ? Les actions politiques portées par le centre sont-elles rattachées à certaines associations membres ou sont-elles portées au nom du centre en lui-même ? Qu'est-ce qui constitue l'identité du projet politique du centre LGBTI ?

II - La dimension fédérative du projet politique du centre : quelle identité politique inter-associative ?

II-a : Les actions inter-associatives : un élément structurant de l'identité politique du centre LGBTI ?

Comme cela a été évoqué dans l'introduction, le centre LGBTI porte des actions inter-associatives, notamment via la commission Asile créée au milieu des années 2010 et via la commission Animation créée à la fin des années 2010 (voir Introduction). Il ne s'agit donc pas ici de démontrer l'existence d'actions inter-associatives au centre LGBTI, mais plutôt de se questionner sur l'importance de celles-ci dans l'identité et le projet politique du centre.

Pour ce faire, un premier travail d'analyse quantitative a été mené à partir des quinze entretiens réalisés, consistant à comptabiliser dans chaque entretien les occurrences des termes "commun.es", "transversales", "inter-associatif.ves", "commissions" et/ou "actions collectives", puisque tous ces termes se rapportent dans les discours des enquêté.es aux actions portées collectivement par le centre. Le tableau ci-dessous synthétise cette première lecture quantitative.

Tableau n°7 : Occurrences des termes "transversales", "commun.es", "inter-associatif.ves", "commissions" et/ou "actions collectives"	
Entretien	nombre d'occurrences
n°1	3
n°2	3
n°3	3
n°4	20
n°5	8
n°6	0
n°7	0
n°8	2
n°9	3

n°10	1
n°11	1
n°12	15
n°13	14
n°14	23
n°15	0

L'analyse montre une tendance globale chez la plupart des enquêté.es à évoquer le rôle des actions inter-associatives dans le fonctionnement du centre. En effet, les termes associés aux actions inter-associatives sont mentionnés dans douze des quinze entretiens réalisés. On observe également des contrastes importants entre des discours où ce thème est véritablement central, comme pour l'enquêté.e n°14, bénévole aux Voies d'Elles depuis le début des années 2010 et qui mobilise 23 fois des termes associés aux actions inter-associatives, et des discours comme celui de l'enquêté.e n°10, bénévole aux Voies d'Elles entre le début des années 1990 et le début des années 2000, et qui ne mobilise qu'une seule fois ce registre.

Les actions inter-associatives semblent donc avoir un poids important dans la manière dont les enquêté.es se représentent le centre LGBTI. Cependant, ce tableau ne nous dit rien sur la nature des actions inter-associatives évoquées, ni sur la manière dont celles-ci sont perçues par les bénévoles. Pour explorer ces aspects, cette première grille de lecture quantitative a été complétée par une analyse plus qualitative des entretiens. Ainsi, le tableau ci-dessous synthétise les six types d'actions inter-associatives du centre LGBTI mentionnées par les enquêté.es, ainsi que le nombre d'entretiens où chaque type d'action est mentionné. Les discours portent parfois sur des actions qui étaient historiquement portées collectivement au centre mais qui ne le sont plus aujourd'hui, c'est le cas des trois dernières colonnes du tableau.

Tableau n°8 : Types d'actions inter-associatives évoqués par les enquêté.es (de 1994 à aujourd'hui)						
	Commission Asile	Commission Animation	Newsletter	Marche des fiertés du centre	Chorale du centre	Semaine gay et lesbienne
Nombre d'entretiens évoquant ces actions	8	6	2	6	1	2

Les actions collectives du centre qui reviennent le plus dans le discours des enquêté.es sont celles de la commission Asile (mentionnée dans 8 entretiens), de la commission Animation (6 entretiens) et de la Marche des fiertés (6 entretiens).

❖ La commission Asile dans le projet politique du centre

Les actions de la commission Asile sont celles qui sont évoquées par le plus d'enquêté.es (huit), et pas seulement par des personnes impliquées dans celle-ci. Par exemple, la personne interrogée n°2, bénévole à Contact depuis le début des années 2010, semble avoir une conception du rôle de la commission Asile comme une des principales activités inter-associatives du centre LGBTI bien qu'elle n'en fasse pas partie :

“Ouais alors il y a deux commissions au centre qui sont très actives. Il y a la commission Asile qui je pense représente même le plus de personnes et qui font je pense le plus de boulot, et puis les commissions Animation vie du centre. Donc ouais c'est des gens qui donneront aussi une vision complémentaire ouais.”

Si les deux commissions du centre semblent être “très actives” selon la personne interrogée, celle-ci insiste en particulier sur le rôle de la commission Asile : “qui je pense représente même le plus de personnes”, “qui font je pense le plus de boulot”. D'autres enquêté.es mentionnent le fait que le centre LGBTI est connu et identifié par des partenaires extérieurs pour son rôle de soutien aux personnes demandeuses d'asile. Ainsi, l'enquêté.e n°14 qui est bénévole aux Voies d'Elles et à la commission Asile depuis le début des années 2010 évoque cette reconnaissance partenariale :

“Après de fait par la Com Asile il y a des liens avec d'autres collectifs, d'autres associations spécifiques d'asile LGBTI, il y en a dans beaucoup de villes, certaines villes il y en a plusieurs.”

Bien qu'elle n'explique pas de quels collectifs elle parle, la personne interrogée mentionne ici les liens entre le centre LGBTI et des partenaires extérieurs autour du soutien aux personnes LGBT+ demandeuses d'asile : “par la Com Asile il y a des liens avec d'autres collectifs, d'autres associations spécifiques d'asile LGBTI”. Dans la même idée, le discours de l'enquêté.e n°8, engagé.e au Refuge depuis le début des années 2020, indique que la commission Asile du Centre LGBTI est identifié par le Refuge comme un des interlocuteurs du tissu associatif grenoblois pour les questions liées aux demandes d'asile :

“Nous aussi on accompagne pas mal de personnes en demande d'asile, donc la commission Asile du centre ça peut être des ressources qu'on va communiquer aux

jeunes quand ils arrivent, pareil que les liens avec l'APARDAP ou l'ADA, c'est tout un réseau dont on peut se saisir aussi en termes d'orientation. [...] Il y a pas mal de jeunes du coup qui vont un peu partout, et d'autant plus du temps, là je crois qu'ils en font plus, mais quand le centre LGBT, enfin la commission, elle pouvait faire des attestations d'accompagnement, alors ils allaient à tous les endroits pour avoir le max d'attestations quoi aussi.”

Le discours de cette personne évoque la mission du centre LGBTI de soutien aux personnes demandeuses d'asile comme quelque chose de reconnu et de bien identifié par les bénévoles mais aussi par les jeunes qui fréquentent le Refuge : “pareil que les liens avec l'APARDAP ou l'ADA, c'est tout un réseau dont on peut se saisir”, “quand le centre LGBT, enfin la commission, elle pouvait faire des attestations d'accompagnement, alors ils [les jeunes] allaient à tous les endroits”. Cette vision de la commission Asile comme un élément pérenne et clairement identifié du projet politique du centre contraste avec le contexte conflictuel et peu formalisé dans lequel s'étaient inscrites les prémices de cette commission (voir I-b). L'enquêté.e n°1, bénévole à Contact depuis les années 2000 et à la commission Asile depuis sa création, évoque cette institutionnalisation progressive de la commission Asile depuis les années 2010 :

“Donc on a commencé à réfléchir à ce moment-là en 2010, après il y a une fille qui est arrivée et qu'on a soutenu. Mais au fait on connaissait rien à la demande d'asile, donc on faisait des soirées de soutien, des choses comme ça pour pouvoir écouter et soutenir ces personnes qu'on recevait, mais pas du tout comme on intervient aujourd'hui. [...] on avait pas de connaissances du tout dans la demande d'asile, on était à la one again hein, c'était plus en soutien moral, financier des choses comme ça. Et puis on s'est formé, enfin moi personnellement en 2018 quand l'Arthis, l'asso parisienne pour les demandeurs d'asile, est venue nous former au fait, et après on y est allés (*rires*), avec pas mal d'accueil. Et aujourd'hui il y a aussi un lien de confiance et beaucoup d'échanges avec l'ADA.”

L'enquêté.e évoque la manière peu formalisée dont était réalisé le soutien aux personnes demandeuses d'asile au début des années 2010 : “on connaissait rien à la demande d'asile”, “on avait pas de connaissance du tout”, “à la one again”, en opposition à la commission qui existe aujourd'hui : “pas du tout comme on intervient aujourd'hui”, “et puis on s'est formé”, “l'asso parisienne pour les demandeurs d'asile est venue nous former”, “un lien de confiance et beaucoup d'échanges avec l'ADA”.

❖ La commission Animation dans le projet politique du centre

Les actions réalisées par la commission Animation, anciennement appelée commission Vie du centre, sont également fréquemment mentionnées par les enquêtés (six entretiens). L'enquêté.e n°5, engagée dans cette commission depuis le début des années 2020, montre à travers son discours le caractère social et festif de l'offre d'animations proposées par le centre LGBTI :

“A la Com Animation on fait des samedis queer, donc qui sont des après-midi conviviales au centre avec jeux de société, ateliers créatifs, goûters partagés entre guillemets, ouverture de la bibliothèque enfin tout ça quoi. Après on a soirée du nouvel an, soirées diverses et variés, soirée pour les cinq ans du nouveau local. [...] Qu'est-ce qu'on a d'autres on aussi des ateliers, c'est ouvert aussi à des propositions des membres, euh on a eu aussi des ateliers de fitness et relaxation, là on va peut-être avoir des journée de friperies, des invitations aussi d'auteurs, l'expo etc.”

La personne interrogée insiste ici sur le nombre conséquent des activités ouvertes aux habitant.es proposées par la commission Animation, avec une énumération de termes associés à la catégorie thématique de la festivité et de la convivialité : “jeux de société, ateliers créatifs, goûters partagés”, “soirée du nouvel an”, “soirée pour les cinq ans du nouveau local”, “ateliers de fitness et de relaxation”, “friperies”. Les expressions “enfin tout ça”, “diverses et variées” et “etc.” insistent encore plus sur le nombre importants d'activités proposées. La personne interrogée n°13, également engagée à la commission Animation depuis le début des années 2020, évoque quant à elle le caractère non seulement festif mais aussi politique des activités proposées par la commission Animation :

“il y a des samedis queer, alors après je sais pas toujours qui organise parcequ'il y a eu un truc sur la psy, la psychiatrie, hier il y a eu tout un week-end sur l'inceste mais je sais pas qui, je sais pas si c'est la com anim qui a organisé au fait. Et on commence à parler, il y a eu une artiste handi qui est venue, ça je crois que c'est la com anim mais je suis pas sûre. On commence à aborder un peu des sujets, tu vois là l'inceste, le validisme, euh voilà. Moi j'ai en tête d'introduire antispécisme et l'âgisme aussi, et je suis en train d'y réfléchir, et d'écrire dessus. C'est pour ça que j'ai envie de me libérer de plein de choses parce que sinon j'y arrive pas.”

Cette personne associe la commission Animation à de nombreux sujets politiques : “la psychiatrie”, “l'inceste”, le “validisme”, “antispécisme”, “âgisme”. Ces thématiques, plus politiques que les animations citées par l'autre bénévole de la commission, semblent être

pour la plupart des projets pas encore concrétisés, traduisant la volonté de l'enquêté.e de politiser davantage les actions de la commission Animation ("j'ai en tête d'introduire", "je suis en train d'y réfléchir, et d'écrire dessus"). De plus, l'expression "samedis queer" mentionnés par ces deux bénévoles évoque aussi une approche politisée de la commission Animation. En effet, le terme "queer" traduit une approche politique des identités LGBT+ puisqu'il désigne à la fois une caractéristique identitaire et dans le même temps un mouvement de "contestation des identités socio-sexuelles telles qu'elles sont assignées par l'ordre social dominant" (Fillieule et Broqua, 2002, p.548). De la même manière que la commission Asile qui organise des temps festifs malgré son objet politique, la commission Animation semble associer registres festifs et politiques dans ses répertoires d'action. Cette hybridation est assez courante dans les mouvements LGBT+ depuis les années 1990 : "la bipolarisation structurante entre logique sociale et logique politique n'est plus aussi clivante qu'autrefois, tant sont nombreux les groupes qui combinent les deux logiques" (Fillieule et Broqua, 2002, p.547).

Le rôle de la commission Animation au sein du projet politique du centre LGBTI est d'autant plus central que ses activités sont facilement identifiables de l'extérieur. En effet, les réseaux sociaux du centre semblent être utilisés quasi exclusivement pour relayer les actions de cette commission, comme l'évoque l'enquêté.e n°4, bénévole à Freesons depuis la fin des années 2010 lorsqu'il est question des réseaux sociaux du centre :

"Alors il y a une page facebook et il y a un compte instagram mais qui est plutôt le compte instagram de la commission animation. [...] Sachant que le compte instagram s'appelle centre LGBTI hein donc c'est le compte insta du centre mais je crois qu'il a été créé par la com animation il y a deux ans peut-être, donc il a surtout servi à relayer les infos de la com anim."

❖ La Marche des fiertés dans le projet politique du centre

La Marche des fiertés est évoquée dans six entretiens en tant qu'action inter-associative du centre LGBTI, bien que celle-ci ne soit plus organisée de manière collective par le centre depuis 2017 (voir I-b). Que ce soient des discours sur la période antérieure à 2017 ou bien même parfois des confusions sur la gouvernance de l'organisation actuelle de la Marche, cela témoigne dans tous les cas du rôle central joué par l'histoire de l'organisation inter-associative de la Marche dans le projet politique du centre. Ainsi, l'enquêté.e n°10, bénévole aux Voies d'Elles dans les années 1990 et 2000 évoque le rôle

de l'organisation inter-associative de la marche dans le projet du centre, à une époque où il y avait peu d'actions communes organisées :

“Et sur les actions communes, alors il y a eu les marches des fiertés [...] Mais on faisait pas beaucoup de choses de toute façon avec les autres, chacun menait sa vie quoi. Sauf oui après quand il y a eu la semaine gay et lesbienne autour du 17 mai, mais plus tardivement autour des années 2000.”

Cette personne insiste sur le peu d'actions inter-associatives au centre dans les années 1990 (“on faisait pas beaucoup de choses de toute façon avec les autres, chacun menait sa vie quoi”), et mentionne en premier lieu la marche des fiertés comme exception à cette tendance générale dans sa première phrase : “sur les actions communes, alors il y a eu les marches des fiertés”. Elle ajoute ensuite un autre exemple d'action qui n'est aujourd'hui plus organisée collectivement par le centre : “la semaine gay et lesbienne”. De la même manière, l'enquêté.e n°12, bénévole aux Voies d'Elles des années 1990 aux années 2010, évoque aussi cette époque où la marche des fiertés et la semaine gay et lesbienne étaient des actions du centre LGBTI dans son ensemble (“des trucs un peu interassos”) :

“Bon il y avait bien sûr la marche des fiertés qui était organisée, avec les assos de Grenoble, il y a eu aussi les semaines gay lesbiennes de Grenoble. Donc voilà on essaye de faire quand même des trucs un peu interassos.”

L'enquêté.e n°1, bénévole à Contact dans les années 2000-2010 apporte plus de détails sur le déroulé de cette ancienne marche inter-associative :

“Et on avait repris la première marche en 2012, où là notre char c'était un caddie, on avait mis un mannequin dedans enfin voilà plein de choses, on était 200 à peu près. Première reprise des marches, avant il y avait des semaines des fiertés avec plein d'actions.”

Cette personne évoque un moment particulièrement important de l'histoire de la marche inter-associative du centre, celui de sa reprise dans les années 2010 après une période de presque dix ans où il n'y avait plus de marche organisée³⁷ : “on avait repris la première marche”, “Première reprise des marches”. Elle précise le nombre de personnes présentes lors de cette marche : “on était 200 à peu près”, un nombre significativement plus élevé que lors des toutes premières marches organisées dans les années 2000 (quelques dizaines de personnes selon le site de Grenoble Fiertés³⁸). Plusieurs éléments cités semblaient marquer

³⁷ Site internet de Grenoble Fiertés, consulté le 03/09/2024 : <https://grenoble-fiertés.com/a-propos/>

³⁸ Site internet de Grenoble Fiertés, consulté le 03/09/2024, <https://grenoble-fiertés.com/a-propos/>

l'identité du centre LGBTI lors de cet évènement : “notre char”, “un mannequin”, “plein de choses”. D'autres personnes interrogées parlent de la Marche inter-associative non pas au passé mais au présent, bien que la Marche soit aujourd'hui organisée par Grenoble Fiertés uniquement. C'est par exemple le cas de l'enquêté.e n°9, bénévole aux Voies d'Elles dans les années 1990 :

“Maintenant, c'est les jeunes qui sont venues et qui ont repris les choses et qui font un tas de propositions d'activités, de réunions, qui sont super dynamiques, ça c'est bien, puis qui ont fait une fête, il y avait 5000 personnes t'imagines? 5000 ! Oui enfin la Marche des fiertés c'est pas que les voies d'Elles c'est le collectif, du coup. C'est le collectif.”

Alors qu'elle parle dans un premier temps des activités proposées par la nouvelle génération des bénévoles des Voies d'Elles (“les jeunes”, “qui ont repris les choses”), la personne interrogée évoque ensuite la participation de son association à la Marche des fiertés, dont elle semble attribuer l'organisation au centre LGBTI dans son ensemble : “c'est le collectif”. On peut penser que n'étant plus bénévole actif.ve aux Voies d'Elles depuis vingt ans, cette confusion peut être dûe à un manque d'information sur les évolutions de l'organisation de la Marche. Cependant, un.e autre enquêté.e (n°13) parle aussi de la Marche actuelle comme étant une action transversale du centre LGBTI, bien que cette personne soit encore aujourd'hui active aux Voies d'Elles et aux deux commissions du centre :

“Bah il y a la Pride évidemment, la Marche des fiertés. Euh j'ai bien peur qu'il n'y est que ça qu'on fasse en transversal il me semble.”

Au-delà de son organisation qui fut un temps transversal, la Marche des fiertés de Grenoble est aussi une action particulière au sens où toutes les associations du centre sont invitées à y tenir un stand (au même titre que d'autres associations et collectifs non membres du centre), bien que l'organisation de la Marche en elle-même soit assurée depuis 2017 par Grenoble Fiertés. Cela peut expliquer que cet évènement continue d'être vu comme une action inter-associative du centre LGBTI chez plusieurs des personnes interrogées. Si cette ambiguïté peut être source de tensions autour de l'indépendance de l'association Grenoble Fiertés (voir I-b), elle témoigne aussi du rôle important que continue de jouer la Marche dans l'identité politique du centre LGBTI. L'enquêté.e n°14, bénévole aux Voies d'Elles depuis les années 2010 et impliquée dans les deux commissions du centre, évoque même la volonté de réinscrire davantage cet évènement dans l'identité politique du centre :

“Pour la Pride j'ai l'impression qu'il y a un truc où le centre est tellement content de ne plus avoir à gérer cette orga, du coup on s'empare plus du tout de ça en tant

qu'asso, et cette année ça s'est vu dans la marche, on s'était dit : vas-y on fait un cortège centre LGBTI symbolique donc chaque asso envoie une ou deux personnes pour être avec une banderole qu'on avait fait en speed. On est arrivés, il n'y avait pas la banderole, personne ne l'avait prise du coup, le mot était plus ou moins tourné du coup on s'est retrouvé juste avec nos pancartes (*rires*), ça n'avait rien à voir avec l'asso, il n'y a rien qui signalait que c'était le centre LGBTI.”

Ce qui nous importe ici n'est pas le problème d'organisation qui est survenu, mais bien cette proposition de faire une banderole commune du centre LGBTI dans la Marche des fiertés, puisque cela confirme à nouveau l'importance que cet événement semble occuper dans l'identité du centre : “un cortège centre LGBTI symbolique”, “une banderole”.

De manière plus secondaire, d'autres actions inter-associatives sont évoquées par les enquêté.es, comme l'ancienne chorale inter-associative (évoquée par une seule des personnes interrogées), et la toute récente Newsletter bi-mestrielle du centre lancée début 2024 (évoquée par deux enquêté.es). La faible récurrence des mentions de ces actions semble indiquer que leur poids dans l'identité politique du centre est moins marqué que pour les actions citées précédemment.

Au vu de l'analyse des entretiens, on peut affirmer que les actions inter-associatives constituent un élément structurant du projet et de l'identité politique du centre LGBTI. En effet, sur les quinze entretiens réalisés, douze évoquent des actions inter-associatives quand il est question du centre LGBTI. Ce sont notamment la commission Asile, la commission Animation et la Marche des Fiertés qui sont associées au projet politique du centre LGBTI. La commission Asile est en effet perçue comme une passerelle entre le centre et le réseau local de soutien aux personnes demandeuses d'asile puisque le centre est par son biais identifié comme un interlocuteur légitime sur cette question tant pour les personnes demandeuses d'asile que pour les associations (ADA, APARDAP...). La commission Animation est quant à elle associée à l'offre d'animation festives et politiques ouvertes aux habitant.es et est fortement visible grâce aux réseaux sociaux du centre. Enfin, la Marche des fiertés, qui jusqu'en 2017 était organisée par le centre en lui-même, continue d'occuper une place importante dans la manière dont les enquêté.es se représentent le projet politique et l'identité du centre LGBTI.

II-b : L'engagement militant au centre LGBTI au-delà de la fragmentation associative

Si les actions portées par les commissions du centre semblent structurantes dans son identité et son projet politique, qu'en est-il de la composition de ces commissions ? Les personnes bénévoles portant ces actions s'engagent-elles au nom de l'ensemble du centre LGBTI ou bien au nom d'une des associations membres ? La manière dont les actions inter-associatives sont incarnées renforcent-elle la conception du centre LGBTI comme un "acteur en soi" portant un projet politique unique, ou sont-elles au contraire marquées par la fragmentation associative ?

Afin de répondre à cette interrogation, une première analyse qualitative est proposée à partir du tableau ci-dessous, qui liste les personnes interrogé.es membres d'une ou plusieurs commissions en précisant leur période d'engagement ainsi que les autres implications qu'elles ont eu au sein du centre LGBTI.

Tableau n°9 : Enquêté.es membres d'au moins une commission du centre LGBTI		
Numéro de l'entretien / enquêté.e	Commission et période d'engagement	Association et période d'engagement
n°1	Asile (depuis années 2010)	Contact (années 2000-2010)
n°5	Animation (depuis années 2020)	Grenoble Fiertés (années 2020)
n°12	Asile (années 2010)	Les Voies d'Elles (années 1990-2010)
n°13	- Asile (années 2010-2020) - Animation (depuis années 2020)	Les Voies d'Elles (depuis années 1990)
n°14	- Asile (années 2010-2020) - Animation (depuis années 2010)	Les Voies d'Elles (depuis années 2010)

Un tiers des quinze personnes interrogées sont ou ont été membres d'une des deux commissions du centre (trois personnes), voire même des deux (deux personnes). Les cinq enquêté.es ont toutes et tous rejoint une commission après avoir d'abord rejoint une des associations membres du centre (Les Voies d'Elles, Grenoble Fiertés et Contact). Il semble

donc que les associations du centre représentent une “porte d’entrée” importante pour le recrutement des bénévoles des commissions du centre LGBTI. Ce premier constat amène deux nouvelles interrogations : Quelle place occupent les commissions dans l’engagement associatif global des enquêté.es ? Et quelle conception de l’inter-associativité traduit la composition des commissions ?

❖ Quelle place des commissions dans l’engagement associatif global des enquêté.es ?

Parmi les cinq personnes interrogées, toutes n’ont pas donné la même place aux commissions du centre dans leur engagement associatif. L’analyse des entretiens montre deux tendances différentes, avec deux bénévoles qui ont laissé de côté leur engagement dans une des associations membres afin de se consacrer pleinement à leur activité dans les commissions du centre LGBTI, et trois autres qui ont plutôt choisi de maintenir leur engagement dans leur association en parallèle des commissions.

Les enquêté.es n°1 et n°5 s’inscrivent dans la première tendance, et insistent sur le rôle du Conseil d’administration (CA) du Centre dans ce basculement de leur engagement de leurs associations membres vers une des commissions du centre. Ainsi, la personne interrogée n°1, engagée à Contact dans les années 2000-2010 puis dans la commission Asile depuis les années 2010, évoque le rôle qu’a joué son implication au CA au nom de Contact dans son engagement dans la commission Asile :

“Alors la Com asile... officieuse (*rires*), elle a commencé en 2010 au fait. Des personnes des Voies d’Elles ont été alertées en 2010 par d’autres personnes, mais j’ignore comment c’est arrivé au centre, qu’une personne sénégalaise était pourchassée par le Préfet en gros. Donc on s’est emparés de ça en tant que CA du centre, et du coup on s’est beaucoup investis là dedans, tous les vendredis soirs on était devant la Pref pour manifester, solliciter des élus, on a eu des communiqués de presse, et la personne a été cachée dans le réseau pendant 11 mois. [...] Mais du coup moi je suis restée après mais de plus loin quoi, je participais aux soirées de soutien des choses comme ça jusqu’en 2015 à peu près [...] Et je suis revenue pour accompagner une personne en 2018, parce que j’avais trop envie de retourner dedans quoi.”

L’enquêté.e associe son entrée dans la commission Asile à son implication dans les années 2010 au CA du centre en tant que membre de Contact : “on s’est emparés de ça en tant que CA du centre”. Si cette personne mentionne au début de son entretien avoir quitté Contact

au milieu des années 2010, elle explique être restée impliquée dans la commission asile depuis cette période : “je suis restée après mais de plus loin”, “je suis revenue pour accompagner une personne en 2018”, “j’avais trop envie de retourner dedans quoi”. De manière similaire, l’enquêté.e n°5, engagé.e à Grenoble Fiertés dans les années 2020 puis à la Commission Animation, parle aussi de ce rôle du CA dans le déplacement de son engagement militant d’une association membre vers le centre :

“Entre temps, si j’avais rejoint au-niveau de Grenoble Fiertés j’étais l’une des personnes référentes au CA, en vérité je sais pas s’il y avait vraiment une personne parce que ça tournait quand même souvent, mais en tout cas j’ai assisté au CA comme ça, avant je n’y avais jamais été. Voilà et ensuite la Com Anim, c’était aux début je crois de la commission qui s’appelait encore Vie du Centre, donc j’ai rejoint après, par ricochet entre guillemets, enfin par le biais de Grenoble Fiertés [...] et j’ai connu l’histoire, le projet de cette com Anim de faire vivre aussi ce lieu tout ça. Donc ça m’a parlé et maintenant je suis plus désinvesti.e dans Grenoble Fiertés, et je suis plus investi.e dans la Com Animation”

La personne interrogée associe également son entrée dans la commission à son implication au CA au nom de Grenoble Fiertés : “j’étais l’une des personnes référentes au CA”, “j’ai assisté au CA comme ça, avant je n’y avais jamais été”, “j’ai connu l’histoire, le projet de cette com Anim”, “j’ai rejoint après, par ricochet”. Et de la même manière que l’enquêté.e n°1, elle insiste sur le déplacement de son engagement de son ancienne association membre vers une commission du centre : “plus désinvesti.e dans Grenoble Fiertés”, “plus investi.e dans la Com Animation”. Il semble donc, à travers le discours de ces deux enquêté.es, qu’un engagement militant affilié dans un premier temps à l’une des associations membres peut par la suite se recentrer exclusivement sur le centre LGBTI en lui-même.

Les trois autres bénévoles ont plutôt eu tendance à maintenir leur précédent engagement associatif en parallèle de leur implication dans une commission. Ainsi, l’enquêté.e n°12, engagée dans la commission Asile dès ses débuts dans les années 2010 est restée active aux Voies d’Elles jusqu’à la fin des années 2010 :

“Moi j’étais active jusqu’en 2019, mais je m’étais plus tournée vers la commission Migrants, qui existe toujours et que les Voies d’elles ont fondé.”

Ainsi, bien qu'elle précise avoir concentré une part plus importante de son engagement à la commission Asile ("je m'étais plus tournée vers la commission Migrants"), la personne ici interrogée précise être restée parallèlement impliquée aux Voies d'Elles : "j'étais active jusqu'en 2019". L'enquêté.e n°13 explique avoir cumulé son engagement aux Voies d'Elles depuis les années 1990 avec l'une, puis l'autre des deux commissions du centre (Asile dans les années 2010-2020 puis Animation depuis les années 2020). Cette personne évoque à plusieurs reprises les difficultés à maintenir tous ces engagements :

"Membre [*Des Voies d'Elles*] oui, mais active non là ça y est depuis très récemment, comme il y a eu un relais assez important de pris j'ai été contente de lâcher un peu parce qu'il faut savoir que pendant quelques années on était trois et on tenait le coup"

Cette personne explique que ce n'est que depuis très peu de temps qu'elle a réduit, sans pour autant l'arrêter, son engagement aux Voies d'Elles : "depuis très récemment". Elle insiste sur les difficultés à tenir ces multiples engagements : "j'ai été contente de lâcher un peu". A d'autres moments de son entretien, elle évoque à nouveau ces difficultés : "j'ai envie de me libérer de plein de choses parce que sinon j'y arrive pas", "Oui alors la com animation j'y suis mais je pense que je vais un peu la quitter". L'enquête n°14 a cumulé pendant une quinzaine d'années des engagements aux deux commissions ainsi qu'aux Voies d'Elles, avant de se désengager de la commission Asile très récemment. Cette personne explique qu'elle souhaitait conserver son engagement aux Voies d'Elles notamment afin de faire du lien avec la commission Animation :

"Moi je suis arrivée à la Commission vers 2016 ou 2017 je pense, elle venait tout juste d'être créée et il y a eu un appel en disant : voilà on a créé cette commission, qui veut rejoindre. Donc j'ai rejoint à ce moment là, et je me souviens qu'au final j'ai rejoint les Voies d'Elles après, même si j'étais déjà proche et tout, j'étais sympathisante des Voies d'Elles mais pas encore investie, et c'est là que je me suis investie aux Voies d'Elles pour faire le lien entre les deux."

Contrairement aux enquêtés.n°1 et n°5, cette personne explique que la découverte d'une commission l'a motivée à renforcer son engagement dans l'association dont elle était déjà membre : "pour faire le lien entre les deux", en maintenant ainsi son implication aux Voies d'Elles. Concernant la commission Asile, les liens étaient déjà établis avec les Voies d'Elles puisque cette association a été très active dans la première période moins formalisée du soutien aux personnes demandeuses d'asile (voir I-b), comme l'évoque cette même personne (n°14)

“Je pense que c’est la première année où il n’y a personne des Voies d’Elles à la Com Asile, mais bon le lien il se fait quand même. Avant moi j’y étais, mais les liens j’ai l’impression qu’ils sont là quand même.”

Son discours traduit une importance accordée à cette question des liens entre son association et les commissions (“le lien il se fait quand même”, “les liens j’ai l’impression qu’ils sont là quand même”), pouvant expliquer son engagement dans celles-ci.

L’implication bénévole dans une des commissions du centre LGBTI semble donc assez structurante dans le parcours d’engagement des enquêtés.es. En effet, soit cet engagement est venu remplacer leur implication antérieure dans une des associations membres (enquêté.es n°1 et n°5), soit il s’y est ajouté mais en représentant une charge de travail et d’implication au moins égale, voir souvent supérieur, à leur précédent engagement.

❖ La composition des commissions, quelle conception de l’inter-associativité ?

Puisque toutes les personnes impliquées dans une commission sont d’abord passées par une des associations membres comme “porte d’entrée” vers ce nouvel engagement, cela questionne sur la conception de l’inter-associativité portées par ces commissions. Les bénévoles perçoivent-ils les commissions comme des structures devant refléter la diversité des différentes associations membres? Ou bien les commissions sont-elles considérées comme des entités propres au centre LGBTI indépendamment des affiliations de leurs membres aux associations ?

Les résultats de l’analyse des entretiens évoquent une évolution de la manière dont a été envisagée l’inter-associativité dans la commission Asile. Lors de sa création, cette commission visait à impliquer davantage l’ensemble des associations membres dans une action vue comme “transversale” puisque ne relevant pas plus de la compétence d’une association par rapport à une autre. Ainsi, l’enquêté.e n°14, qui s’est engagée à la commission Asile dans les années 2010-2020, évoque sa conception de l’objectif initial de cette commission :

“La commission Asile, elle a été créée vraiment pour, moi j’ai l’impression que c’était porté par des gens pour réussir à se structurer autour de quelque chose qui était fait de façon informelle au cas par cas, qui était le soutien aux demandeurs et demandeuses d’asile, et avec l’importance que ce soit une commission et pas une asso à part, pour que aussi le Centre LGBT se sente plus généralement investi de cette solidarité.”

La personne interrogée désigne le but premier de la commission Asile comme étant un moyen d'impliquer davantage toutes les associations membres du centre, dans un contexte où le soutien aux personnes demandeuses d'asile était un sujet clivant et qui semblait surtout reposer sur les bénévoles des Voies d'Elles (voir I-b). Elle parle ainsi de la volonté que "le centre LGBTI se sente plus généralement investi de cette solidarité", avec l'importance que cela soit porté de manière inter-associative : "l'importance que ce soit une commission et pas une asso à part". Sans aller jusqu'à dire que chaque association devait avoir de manière stricte un.e représentant.e dans la commission, le but semblait toutefois bien de constituer une commission commune où la plupart des associations participeraient aux actions de soutien aux personnes demandeuses d'asile.

A partir de la fin des années 2010, la tendance à l'institutionnalisation du fonctionnement de la commission Asile est allée de pair avec une spécialisation de ses bénévoles, via notamment des formations (voir II-a). L'enquêté.e n°14 évoque cette tendance à la spécialisation des militant.es :

"Bon à la Com Asile c'est plus compliqué il faut être motivé, ça demande quand même un apprentissage, mais à la Com Animation tout le monde peut venir faire des choses."

L'enquêté.e insiste sur l'expertise nécessaire pour être bénévole à la Commission Asile en comparaison à la Commission Animation : "c'est plus compliqué", "il faut être motivé", "ça demande quand même un apprentissage". La personne interrogée n°12, engagée à la commission Asile dans les années 2010, mentionne une autre conséquence de cette spécialisation :

"Et encore aujourd'hui on a élargi, on a un peu entre guillemet externalisé, c'est à dire on s'est ouvert sur des collectifs un peu transpédégouines etc. plutôt anar, qui viennent aussi à la commission maintenant sans forcément faire partie des assos LGBT."

L'enquêté.e mentionne des collectifs politisés extérieurs au centre ("des collectifs un peu transpédégouines", "anar") vers lesquels semble se tourner la commission depuis peu ("aujourd'hui", "maintenant"). Le terme "externalisé" traduit une l'idée d'une expérience de ces collectifs dans le soutien aux personnes demandeuses d'asile.

Ainsi, l'analyse des entretiens montre une tendance à la spécialisation du militantisme à la commission Asile, qui va de pair avec sa progressive formalisation. La conséquence de cette spécialisation semble être l'éloignement de l'objectif initial d'inter-associativité. Autrement dit, le but ne serait plus tant d'impliquer l'ensemble des associations membres du centre dans le soutien des personnes demandeuses d'asile, mais plutôt de continuer à former une équipe de bénévoles déjà impliqués et de s'ouvrir à des collectifs extérieurs perçus comme expérimentés dans ce domaine.

La conception de l'inter-associativité dans la commission Animation semble avoir été dès le début éloignée d'un objectif de représentativité des différentes associations membres. Celle-ci aurait été pensée d'emblée pour être ouverte aux adhésions individuelles, et donc aux personnes extérieures aux associations membres. En effet, l'enquêté.e n°14, impliquée également dans la commission Animation depuis les années 2010, parle de la création de cette commission comme un renfort au CA du centre :

“Au fait pour la Com Animation ce qui s'est passé c'est que, on a changé de locaux en 2019, et du coup on avait beaucoup plus de capacités d'accueil et d'organisation d'évènements, et beaucoup de choses à réfléchir de fonctionnement. Et c'était un moment où le CA était un peu en perte de vitesse, il avait du mal à mobiliser parmi les assos qui adhéraient déjà pour faire le travail minimum, du coup c'était pas très... et du coup il y a eu l'idée de créer un groupe qui allait un peu travailler des protocoles, proposer des animations et tout. [...] Et au fait il y aurait une immensité de choses à faire et à penser, parce que le CA n'est pas très énergique quoi, ouais. Et du coup le deal c'est, nous dans toutes les missions listées on choisit ce qui nous parle en fonction des forces et des motivations.”

Pour l'enquêté.e, la commission aurait été créée dans un contexte de nouvelles opportunités (“changé de locaux”, “beaucoup plus de capacités d'accueil et d'organisation”), afin de compenser un manque d'énergie et de temps disponibles parmi les bénévoles des associations membres : “le CA était un peu en perte de vitesse”, “il avait du mal à mobiliser parmi les assos qui adhéraient déjà”. Son discours dresse le portrait d'une commission qui visait bien à pallier les limites de l'inter-associativité du CA, plutôt qu'à chercher à la reproduire. Comme pour la commission Asile, elle peut quand même être qualifiée d'inter-associative au sens où on peut y retrouver des membres de différentes associations du centre, mais dans une conception restreinte de l'inter-associativité, qui ne vise pas la représentativité mais plutôt la spécialisation dans une domaine d'action précis. Dans cette

logique de spécialisation des ses actions, la commission s'appuie sur l'adhésion de personnes jusqu'alors extérieures au centre et qui souhaitent s'impliquer spécifiquement à la commission Animation, comme l'évoque cette même enquêté.e :

“Et aussi un truc nouveau c'est qu'on a ouvert les adhésions individuelles au centre, ce qui n'était pas le cas avant puisque c'était qu'une asso d'assos, et du coup c'est aussi une porte d'entrée pour que des gens s'investissent”

L'ouverture des adhésions individuelles en 2020 (Voir statuts du centre en Annexe n°1) est associée par l'enquêté.e à une “porte d'entrée” vers la commission, en opposition aux périodes antérieures où l'objectif d'inter-associativité semblait primer sur celui de spécialisation des actions communes : “c'était qu'une asso d'assos”. Ce discours de l'enquêté.e n°14 se recoupe avec celui de l'enquêté.e n°5, engagée dans la commission Animation depuis le début des années 2020 :

“L'inter-associatif on ne se dit peut-être plus que c'est l'objectif premier mais oui après, ouais on n'a peut-être pas trop réussi là-dedans je sais pas. [...] ouhla pour le nombre alors ça c'est super dur à dire, ça dépend des périodes. Et sur les assos il y en a qui l'ont ou qui l'ont été mais il y en beaucoup qui sont pour la plupart primo-arrivants dans le centre.”

Les termes utilisées par cette personne traduisent l'ambiguïté de la place de l'inter-associativité dans le projet de sa commission, qui ne semble pas centrale (“on ne se dit peut-être plus que c'est l'objectif premier”), tout en restant indissociable du projet du centre LGBTI (“on n'a peut-être pas trop réussi là-dedans”). Elle mentionne aussi la part importante (“beaucoup”, “la plupart”) de personnes non affiliées à une des associations membres qu'elle qualifie de “primo-arrivants dans le centre”. Enfin, cet.te enquêté.e évoque aussi une volonté de développer l'expertise de la commission animation, qui va de pair avec la tendance à la spécialisation, en donnant ici l'exemple de la bibliothèque gérée par cette même commission :

“Big tata c'est un réseau des bibliothèques et centres d'archive LGBTQIA+, c'était la deuxième rencontre, et au nom de (rires) mon petit engagement à la bibliothèque j'y suis allée, c'était à Marseille cette année, on y est allés.”

La formation et l'expertise, ici documentaire, de la commission Animation semble passer par des participations à des événements nationaux (“un réseau des bibliothèques”, “à Marseille”).

Il semble donc que les commissions du centre LGBTI ont évolué depuis la fin des années 2010 vers une conception plus restreinte de l'inter-associativité, qui priorise la spécialisation de ses bénévoles plutôt que l'implication des associations membres du centre.

*

* *

Cette deuxième partie a permis de souligner la dimension fédérative du projet politique du centre, qui fait de cette structure un "acteur en soi" avec son identité politique propre, malgré sa fragmentation associative. Les commissions Asile et Animation jouent un rôle particulièrement important dans l'identité politique du centre, non seulement de par les activités sociales et festives qu'elles proposent, mais aussi grâce aux espaces d'engagement qu'elles créent indépendamment des associations membres du centre.

CONCLUSION

1. Quels sont les résultats de l'analyse ?

Ce travail de recherche et d'analyse a été mené afin de mieux comprendre le projet politique du centre LGBTI de Grenoble depuis 1994, en tension entre fragmentation et unité inter-associative. Si ces deux tendances d'apparence contradictoires ont été à l'origine de l'étonnement initial et de la formulation d'une question de recherche, il s'est avéré lors de l'analyse qu'elles se recoupent plus qu'elles ne s'opposent dans la manière dont est perçu le projet politique du centre LGBTI par les enquêtés. Le choix a donc été fait de construire un plan où chacune des deux parties explore l'articulation entre unité et fragmentation inter-associative à travers deux prismes différents : les dynamiques de confrontation (I) et les dynamiques fédératives (II) du processus de construction du projet politique du centre.

La première partie a exploré la dimension conflictuelle de la définition du projet du centre, en se demandant comment les dynamiques d'opposition et de confrontation inter-associatives sont intégrées dans un projet politique unique et cohérent.

Sur la question des rapports aux pouvoirs publics locaux, les résultats de l'analyse indiquent que ceux-ci varient selon les différentes associations membres, sans que cela ne constitue pour autant un défi central pour le projet du centre. En effet, l'identification de quatre types de liens institutionnels (utilisation du local mise à disposition par la Ville ; part importante de subventions publiques locales ; participation à des actions organisées par ou avec une collectivité ; interpellation politique d'un pouvoir public) a montré qu'aucune des sept associations ne présente la même configuration institutionnelle. Cependant, cette diversité est à relativiser puisque quasiment toutes les associations ont un lien marqué de type "communaliste" aux pouvoirs publics locaux, quel que soit le type de liens sur lesquels elles reposent. Ainsi, la diversité des configurations institutionnelles ne semble pas constituer un défi majeur pour l'unité du projet politique du centre depuis 1994, ce qui est toutefois susceptible d'évoluer dans le temps, en fonction de l'arrivée de nouvelles associations dans le centre, ou encore de ruptures institutionnelles de la part d'associations déjà adhérentes.

Les conflits et les rapports de force inter-associatifs semblent avoir posé plus de défis à l'unité du projet politique du centre, notamment les conflits liés au sexisme et ceux liés au soutien des personnes demandeuses d'asile, qui auraient tous deux fait évoluer le projet politique du centre. En effet, l'analyse des entretiens indique que la question de la place du féminisme dans le projet du centre serait passé d'un sujet conflictuel surtout porté par les Voies d'Elles dans les années 1990 et 2000, à un certain consensus depuis les années 2010. L'arrivée de l'association Osez le féminisme dans le centre, et le développement du mouvement Me Too à cette époque participent à expliquer un changement de rapport de force qui s'est traduit dans l'évolution du projet du centre. De manière similaire, la question du soutien aux personnes LGBTI demandeuses d'asile aurait d'abord été un sujet de désaccord et de tensions, avant d'être progressivement institutionnalisée au milieu des années 2010 comme une des missions officielles du centre. D'autres tensions ont été mentionnées, notamment autour de l'horizontalité de la gouvernance qui peut se heurter à des ressources politiques et institutionnelles inégalement distribuées entre les associations membres du centre. Cependant, les résultats ne semblent pas indiquer que ces tensions sur l'horizontalité des liens auraient remis en question le projet politique du centre de manière significative.

La deuxième partie s'est intéressée à la dimension fédérative du projet politique du centre, en s'interrogeant sur la manière dont l'inter-associativité est mobilisée et réinventée pour construire une identité politique du centre comme un "acteur en soi".

Au vu des résultats de l'analyse des entretiens, on peut affirmer que les actions inter-associatives constituent un élément structurant du projet et de l'identité politique du centre LGBTI. En effet, la commission Asile permet au centre d'être identifié comme un interlocuteur légitime tant pour les personnes demandeuses d'asile que pour le réseau associatif local de soutien à ces personnes. La commission Animation revient également souvent dans les discours des enquêté.es, en lien avec la visibilité de l'offre d'animation festives et politiques ouvertes aux habitant.es qu'elle propose. Enfin, la Marche des fiertés semble continuer d'occuper une place importante dans la manière dont les enquêté.es se représentent l'identité du centre, bien que celle-ci ne soit plus organisée de manière collective depuis 2017.

L'analyse montre qu'au-delà des activités qu'elles proposent, les commissions inter-associatives créent aussi des espaces d'engagement de plus en plus indépendants des associations membres. Ces nouvelles formes d'engagement militant au centre LGBTI contribuent à renforcer l'identité politique du centre comme un "acteur en soi", au-delà de la fragmentation associative.

*
* *

La distinction entre la dimension conflictuelle et la dimension fédérative du projet politique du centre a donc permis de dépasser l'opposition de départ entre fragmentation et unité inter-associative. En effet, les dynamiques de confrontation inter-associatives posent des défis politiques qui n'entraînent pas la disparition de l'unité du centre, mais qui participent au contraire à l'évolution de son projet politique. Et l'identité politique du centre LGBTI comme "acteur en soi" ne se construit pas en opposition à l'inter-associativité mais plutôt grâce à une réinvention des actions inter-associatives et des espaces d'engagement créées par celles-ci.

2. Quelles sont les limites de l'analyse ?

La méthodologie employée dans le cadre de ce travail induit plusieurs biais qui sont à prendre en compte dans l'interprétation des résultats.

La principale limite est probablement que trois des dix associations membres du centre n'ont pas pu être rencontrées (APGL 38, Rita et Randos). L'association APGL 38 semble peu active au centre LGBTI de par son implantation à Lyon, sa non prise en compte est donc peu impactante pour l'analyse. En revanche, l'association Randos et Rita sont, pour des raisons différentes, des acteurs majeurs du centre LGBTI. En effet, Randos est une des quatre associations fondatrices du centre, toujours active aujourd'hui. Sa non-représentation dans les données collectées entraîne un biais pour la profondeur historique de l'analyse puisque les discours portant sur les années 1990 traduisent uniquement le point de vue des bénévoles des Voies d'Elles. Quant à Rita, il s'est agit pendant longtemps de la seule association spécialisée dans le soutien des personnes transgenres. Le point de vue de bénévoles de Rita aurait permis d'interroger la manière dont le centre LGBTI a accueilli et intégré dans son projet les questions de transidentité et de transphobie dans les années 2010, une question qui n'a pas pu être explorée à partir des données collectées. Une personne bénévole à Déviations, une association implantée au centre depuis 2021 et qui se définit comme visant l'auto-support communautaire pour les personnes déviantes de genre, a pu être rencontrée, mais son discours n'évoquait pas de conflits inter-associatifs liés à l'intégration de la lutte contre la transphobie au projet politique du centre. L'association Rita étant implantée depuis 2019 au centre LGBTI, et évoquée à plusieurs reprises par des enquêtés.es comme étant l'association de référence pour les enjeux de transidentité, elle aurait pu permettre d'enrichir l'analyse en prenant davantage en compte la place de la transidentité dans le projet du centre.

Une autre limite méthodologique est la sur-représentation des Voies d'Elles dans l'échantillon des entretiens réalisés. Si le point de vue des Voies d'Elles s'est révélé particulièrement intéressant pour l'analyse, notamment sur la questions des tensions inter-associatives ayant contribué aux évolutions du projet du centre (I-b), cela entraîne toutefois un biais dans l'analyse. En effet, l'analyse a parfois manqué de diversité dans les points de vue des enquêtés.es, notamment la partie I-b qui repose beaucoup sur les discours des six bénévoles des Voies d'Elles interrogés.es.

Similairement, un autre biais méthodologique est le fait que trois des associations de l'échantillon (SOS Homophobie, Déviations et Freesons) ne sont représentées à travers le

discours que d'une seule personne bénévole. Cela pourrait être une explication possible de l'absence de représentation de ces trois structures dans les discours sur les tensions inter-associatives (I-b), ou encore de l'absence de représentation de SOS Homophobie dans les discours sur les actions inter-associatives du centre LGBTI (II-a).

3. A qui pourraient servir ces résultats ?

Les résultats de ce travail d'analyse pourraient contribuer à des travaux et/ou des réflexions d'acteurs et d'actrices du milieu académique, mais aussi militant.

En effet, dans le champ académique, les recherches sur les mouvements LGBT+ sont encore très récentes (depuis les années 1990 en France) et peu nombreuses. Si plusieurs chercheurs et chercheuses se sont intéressés aux évolutions des mouvements homosexuels et LGBT+ depuis les années 1950 (voir Introduction), peu d'études portent sur la période très récente de la fin des années 2010 à aujourd'hui, laissant notamment dans l'ombre le rôle joué par les centres LGBT+ dans les réseaux associatifs locaux. Cette analyse pourrait donc intéresser des étudiant.es et/ou chercheurs et chercheuses qui s'intéressent aux configurations récentes des mouvements politiques LGBT+, notamment à l'échelle locale.

Les résultats de ce travail pourraient aussi intéresser des militant.es du centre LGBTI et/ou des personnes qui souhaiteraient s'impliquer dans une association LGBT+ à Grenoble. En effet, si certaines personnes sont très impliquées dans le fonctionnement du centre, d'autres connaissent moins bien son fonctionnement et les dynamiques qui s'y jouent. De plus, la dimension historique de l'analyse, qui tente de prendre en compte les évolutions du centre depuis 1994, peut apporter des éclairages pour des bénévoles impliqués depuis récemment au centre.

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES ET OUVRAGES ACADÉMIQUES

- Avdija, E. (2011), La construction de l'homophobie comme problème des banlieues françaises. *Mémoire de recherche Master 2*, Pratiques de l'interdisciplinarité, ENS/EHSS, sous la direction de Sylvie Tissot
- Bereni, L., & Epstein, R. (2015). *Instrumenter la lutte contre les discriminations: le «label diversité» dans les collectivités territoriales*, Note de synthèse, Doctoral dissertation, CNRS-Centre Maurice Halbwachs, Université de Nantes-Droit et Changement Social
- Borrillo, D. & Mérary, C. (2019). *L'homophobie*. Presses Universitaires de France.
- Castra, M. (2010). Identité. in Paugam, S. (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Que Sais-Je ?, 72-73.
- Chandra, G., & Erlingsdóttir, I. (Eds.). (2020). *The Routledge handbook of the politics of the# MeToo movement*. Routledge
- Eaubonne, F. D. (1972). *Histoire et actualité du féminisme*, Paris Editions Alain Moreau
- Eloit, I. (2020). Trouble dans le féminisme: Du « Nous, les femmes » au « Nous, les lesbiennes » : genèse du sujet politique lesbien en France (1970-1980). *20 & 21. Revue d'histoire*, 148, 129-145.
- Fabry, A. (2002). Associations et pouvoirs publics locaux: le paradoxe du pouvoir et de la liberté. *Pyramides. Revue du Centre d'études et de recherches en administration publique*, (6), p.135-148.

- Fillieule, O., & Broqua, C. (2002). Les mouvements homosexuels. *La France rebelle*, 441-455
- Guillaud, E., & Prévert, A. (dir.), (2013). *La discrimination: un objet indicible?*, L'Harmattan, Paris
- Kus, S. (2023). Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn (2021), *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations*, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine. *Cahiers de la LCD*, 16, p.115-118
- Le Naour, G. (2005). Entrer dans l'action publique en la contestant: Quand la cause des usagers de drogues devient soluble dans la politique marseillaise de lutte contre le sida et la toxicomanie. *Politix*, 70, 9-28.
- Prearo, M. (2015). La naissance de la formule « LGBT » en France et en Italie : une analyse comparative des discours de mobilisation. *Cultures & Conflits*, 97, 77-95.
- Ragi, T. (2000). Les relations entre associations et pouvoirs publics. *Revue Projet*, 3., p.1-10
- Rochefort, F. (2022). *Histoire mondiale des féminismes*. Que sais-je.
- Salais, R. (1998). Action publique et conventions : état des lieux. in Commaille, J. & Jobert, B. (dir.), *Les métamorphoses de la régulation politique*, Paris, LGDJ
- Talpin, J. et al. (2021). *L'épreuve de la discrimination: Enquête dans les quartiers populaires*, Presses Universitaires de France

RAPPORTS INSTITUTIONNELS

- Grenoble Alpes Métropole, (2022). *Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes*
- Grenoble Alpes Métropole, (2023). *Rapport annuel d'activités*
- Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, (2019). *Violations des droits humains contre les personnes intersexes - Note d'information*
- Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, (2023), Dossier de Presse *Plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations anti-LGBT+*
- Planning familial, (2020). *Lexique trans*
- Ville de Grenoble, Mission Egalité des droits, (2023). *Rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes, les genres et les sexualités*
- Ville de Grenoble, (2023). *Subventions et avantages en nature versés aux organismes en 2023*

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Encadré 1 : LGBT, LGBTI, LGTQIA+, QUEER : Quelles différences ?.....	7
Encadré 2 : Principales évolutions du centre LGBTI depuis 1994.....	14
Encadré 3 : Mixité, mixité choisie, non-mixité : quelles différences ?.....	15
Tableau 1 : Associations membres du centre LGBTI de Grenoble en 2024.....	11
Tableau 2 : Liste des quinze entretiens réalisés.....	19
Tableau 3 : Co-occurrences entre les termes “centre LGBTI/Cigale” et la catégorie des liens institutionnels dans les 15 entretiens.....	22
Tableau 4 : Types de liens institutionnels mentionnés dans les discours des enquêté.es pour chaque association.....	25
Tableau 5 : Occurrences des termes relevant de la catégorie des oppositions et conflits dans les 15 entretiens.....	31
Tableau 6 : Principaux sujets de confrontation interne au centre LGBTI évoqués par les enquêté.es des différentes associations (de 1994 à aujourd’hui).....	32
Tableau 7 : Occurrences des termes “transversales”, “commun.es”, “inter-associatif.ves”, “commissions” et/ou “actions collectives”.....	42
Tableau 8 : Types d’actions inter-associatives évoqués par les enquêté.es (de 1994 à aujourd’hui).....	43
Tableau 9 : Enquêté.es membres d’au moins une commission du centre LGBTI.....	51

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Statuts du centre LGBTI de Grenoble en 2024.....	71
ANNEXE 2 : CCAS de Grenoble, convention 2019 d'occupation du domaine public pour l'utilisation du local par le centre LGBTI.....	77
ANNEXE 3 : Compte-rendu de l'Assemblée générale 2024 du centre LGBTI.....	78
ANNEXE 4 : Rapport d'activité 2020 du centre LGBTI.....	79
ANNEXE 5 : Rapport d'activité 2022 du centre LGBTI.....	80
ANNEXE 6 : Règlement intérieur 2015 du centre LGBTI.....	86
ANNEXE 7 : Compte-rendu de l'assemblée générale 2020 du centre LGBTI.....	87
ANNEXE 8 : Grille d'entretien.....	88
ANNEXE 9 : Retranscription des quinze entretiens.....	89

ANNEXE n°1 : Statuts du centre LGBTI de Grenoble en 2024

STATUTS du Centre LGBTI de Grenoble

Article 1 - Préambule

Le Centre LGBTI de Grenoble, régi par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, est formé des associations et d'individus ayant adhéré aux présents statuts et remplissant les conditions ci-après indiquées. Il est indépendant de tout groupe politique, philosophique ou religieux, au même titre que chacune de ses associations. La localisation de son siège est définie, en Isère, dans le Règlement Intérieur du Centre, et pourra être transférée par décision de son Collège. La durée du Centre est illimitée.

Article 2 - Objectifs du Centre

Le Centre a pour buts :

- d'affirmer collectivement l'identité Lesbienne, Gay, Bi, Trans et Intersexe (LGBTI) ;
- de lutter contre toutes les formes d'exclusion et de discrimination basées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre ASSEMBL, réelles ou supposées ;
- de porter le souvenir et d'assurer la pérennité, l'enrichissement et la transmission de la mémoire de la déportation commise au titre de l'homosexualité masculine, ou du lesbianisme sous couvert d'associabilité ;
- de mettre en lumière les liens entre les luttes LGBTI et féministes et de promouvoir la création et la culture LGBTI et féministes ;
- d'apporter un soutien moral et matériel aux personnes en précarité, imminente ou réelle, à cause d'une situation de LGBTIphobie et/ou de sexisme qu'elles subissent ;
- de permettre la mise en œuvre d'actions transversales à ses associations membres ;
- d'obtenir et de gérer les moyens communs nécessaires à la mise en œuvre des buts du Centre ;
- de valoriser un environnement social, culturel et sportif favorisant la reconnaissance, la visibilité et l'épanouissement des modes de vie des personnes LGBTI ou de toute autre personne en interrogation sur son orientation sexuelle ou son identité de genre.

Le Centre se réserve le droit d'ester en justice pour la défense et la poursuite de ses objectifs sur le territoire français. Le Centre reconnaît l'identité propre de chacune de ses associations membres. A ce titre, il n'intervient pas dans leurs affaires internes. A la demande de l'association concernée, il pourra cependant jouer un rôle de médiateur. Le Centre répond seul des engagements qu'il a contractés et des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui.

Article 3 - Moyens

Les ressources du Centre comprennent notamment les subventions de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ou privés, des cotisations de ses associations membres, des cotisations exceptionnelles, etc. Un règlement intérieur est adopté et peut être modifié par le Collège. Ce règlement est destiné à préciser les points non prévus par les statuts.

Article 4 - Composition

Le Centre se compose d'associations loi 1901 désireuses de concourir à la réalisation des buts définis dans l'article 2 des présents statuts. On distingue parmi elles :

Centre LGBTI de Grenoble - Statuts

- les « associations membres », qui administrent collégalement le Centre par l'intermédiaire de leur « représentant-e », au sein du Collège.
- les « associations candidates », qui peuvent donner un avis consultatif. La liste des associations (membres et candidates) du Centre figure dans le Règlement Intérieur.
- les membres individuels : personnes désireuses de concourir à la réalisation des buts définis dans l'article 2 des présents statuts et s'acquittant d'une cotisation annuelle à prix libre (prix indicatif basé sur les revenus?)
- les commissions composées de membres associatifs ou individuels du Centre ayant pour but de développer des objectifs/actions spécifiques du Centre. Leur création, modification et dissolution est décidée en CA.

Pour être admise comme « association candidate », l'association concernée devra :

- se reconnaître dans chacun des buts de l'article 2 des présents statuts ;
- reconnaître l'existence et accepter l'identité propre de chacune des associations membres ;
- obtenir un vote favorable d'admission, en Assemblée Générale, à l'unanimité des représentant-e-s des associations membres, présent-e-s et représenté-e-s. La transformation d'une « association candidate » en « association membre » est possible après un an de participation aux réunions du Collège en tant qu'« association candidate », par un vote en Assemblée Générale, à l'unanimité des représentant-e-s des associations membres, présent-e-s ou représenté-e-s.

La qualité d'association membre ou d'association candidate se perd :

- par démission ;
- par radiation prononcée par la majorité des représentant-e-s du Collège, après que l'association objet du processus de radiation a été appelée à fournir ses explications.

Les causes de radiation sont listées ici :

- non-paiement de la cotisation ; non représentation à trois réunions consécutives du Collège ;
- non-respect du règlement intérieur ou des statuts du Centre et notamment de ses objectifs ;
- conflit d'intérêt (notamment entre les activités de l'association et celles du Centre) ;
- affiliation avérée entre l'association concernée et un groupe politique, philosophique ou religieux, assortie d'au moins une tentative de récupération du Centre ou de ses représentant-e-s à des fins partisanses ;
- non-respect de la législation française par l'association concernée, incompatible avec son adhésion au Centre ; Une association cessant de faire partie du Centre, pour quelque motif que ce soit, ne pourra exercer de réclamations à l'égard des sommes versées, par elle, au Centre.

La qualité de membre individuel se perd :

- par démission ;
- par radiation prononcée par la majorité des représentant-e-s du Collège, après que la personne objet du processus de radiation a été appelée à fournir ses explications.

Les causes de radiations sont listées ici :

- non-paiement de la cotisation ;
- non-respect du règlement intérieur ou des statuts du Centre et notamment de ses objectifs ;

S'ajoutent des commissions composées de membres associatifs ou individuels du Centre ayant pour but de développer des objectifs/actions spécifiques du Centre.

Leur création, modification et dissolution est décidée en CA.

La mise en sommeil d'une association

Lorsqu'une association n'a plus la capacité humaine ou matérielle de participer à la vie et à son engagement au sein du collège d'administration, celle-ci peut être mise en sommeil. La mise en sommeil peut intervenir lorsqu'une association ne parvient pas à maintenir les activités de son association que très ponctuellement et qu'elle n'est plus en mesure de venir au CA ou, d'une manière ou d'une autre, de s'investir au Centre LGBTI.

Dans ce cas là, l'association est exemptée de cotisation annuelle. Ce sera à elle de manifester son désir de reprendre part aux activités et à la gestion courante du CA.

L'activité de l'association est pendant la mise en sommeil une activité du Centre, les membres devenant directement membres du Centre.

Article 5 - Assemblée Générale

Convocation de l'Assemblée Générale

La convocation de l'Assemblée Générale est décidée par le Collège, au moins une fois par an et notamment dans les six mois qui suivent la clôture des exercices financiers. Elle peut également se réunir à la demande d'un tiers des représentant-e-s de l'Assemblée Générale, issus d'au moins un tiers des associations et commissions membres.

Elle doit être convoquée par courriels et/ou par courriers, adressés aux représentants des associations, des commissions et aux membres individuels, au moins quinze jours avant la date de la réunion et accompagnée de l'ordre du jour et de l'ensemble des documents relatifs à l'Assemblée Générale.

Quorum de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale siège valablement lorsque la majorité au moins des représentant-e-s ayant voix délibérative est présente ou représentée.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle au moins. Elle peut alors valablement délibérer quel que soit le nombre des représentant-e-s présent-e-s ou représenté-e-s.

Pour les Assemblées Générales ayant pour objet la modification des statuts ou la dissolution du Centre, le quorum est fixé au deux tiers des représentant-e-s ayant voix délibérative présent-e-s ou représenté-e-s. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle, au moins. Elle peut alors valablement délibérer lorsque la moitié des représentant-e-s ayant voix délibérative sont présent-e-s ou représenté-e-s.

Désignation des participant-e-s et modalités de vote aux Assemblées Générales

A l'occasion de la première Assemblée Générale de l'année civile, chaque « association membre » chaque « association candidate » et chaque commission désignent un-e représentant-e-s et éventuellement un-e « représentant-e suppléant-e » pour porter la voix de leur association au sein du Centre, dans une vision collective et constructive. Il est laissé à la discrétion de chaque association la gestion de sa représentation à l'Assemblée Générale.

Ces représentant-e-s pourront donner procuration à une personne de leur choix membre d'une association du collectif ou d'une commission.

Les membres individuels sont représentés par l'intermédiaire des commissions dont ils font partie.

Vote et déroulement des Assemblées Générales

Chaque représentant-e (titulaire et suppléant-e) des « associations membres » dispose d'une voix délibérative.

Chaque représentant-e (titulaire et suppléant-e) des « associations candidates » dispose d'une voix consultative.

Chaque représentant-e (titulaire et suppléant-e) des commissions dispose d'une voix délibérative.

Chacune de ces personnes ne peut disposer que de deux voix au plus : la sienne et une procuration au maximum.

Ainsi, l'Assemblée Générale se compose d'un maximum de deux personnes physiques ayant voix délibérative par association membre. Pour autant, l'Assemblée Générale est ouverte à tout-e-s les membres des associations ou commissions du Centre, dans la limite du respect du bon déroulement de la réunion, de la sérénité des échanges et de la capacité d'accueil de la salle de réunion.

Les assemblées générales ne sont pas publiques et le Collège peut refuser la présence de personnes non prévues par les statuts.

L'Assemblée Générale prend ses décisions à la majorité des deux tiers des voix délibératives exprimées, sauf dans les cas prévus à l'article 4. L'abstention n'est pas considérée comme un vote exprimé.

Après que le Collège lui a exposé et proposé les quatre documents mentionnés à l'article 8, l'Assemblée Générale débat et modifie éventuellement ces propositions.

L'approbation de ces documents vaut mandat de l'Assemblée Générale au Collège pour que ce dernier mette en œuvre les orientations stratégiques qu'elle a choisies pour l'année en cours. L'Assemblée Générale fixe également le montant des cotisations et délibère sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour.

Article 6 - Collège d'administration

Composition et fonctionnement

Le Centre est administré de façon collégiale.

Il n'existe aucune hiérarchie au sein du collège.

Les représentant-e-s du Collège ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles après validation par le groupe de travail finances.

Le Collège agit sous l'autorité de l'Assemblée Générale souveraine et met en œuvre ses orientations stratégiques.

Chaque association et commission siège au Collège par l'intermédiaire d'un-e représentant-e titulaire » ou, en cas d'empêchement, par l'intermédiaire de son ou sa « représentant-e suppléant-e » tout-e-s désigné-e-s selon les modalités de l'article 5.

Le Collège se compose ainsi, au maximum, d'une personne physique par association. Parmi elles, seules celles représentant une « association membre » disposent d'une voix délibérative. Les autres disposent d'une voix consultative.

Le Collège ne peut valablement délibérer que si les deux tiers des représentant-e-s au moins sont présent-e-s ou représenté-e-s.

Les décisions du Collège sont prises à la majorité des représentant-e-s présent-e-s ou représenté-e-s. Chaque représentant-e-s ne peut disposer que de deux voix au plus : la sienne, et une procuration au maximum.

Les décisions peuvent être prises par voie électronique si le Règlement Intérieur en prévoit les modalités pratiques.

Il est tenu un compte-rendu de chaque réunion du Collège, soumis à approbation lors du Collège suivant.

Le Collège se réunit au moins deux fois par an, sur demande d'au moins un tiers de ses représentant-e-s.

Il se réunit notamment au moins trois semaines avant la première Assemblée Générale de l'année civile, pour préparer l'Assemblée Générale en actant des propositions pour les quatre documents suivants :

- le rapport d'activités de l'année écoulée ;
- les propositions d'orientations politiques pour l'année à venir ;
- le bilan financier de l'année écoulée ;
- la proposition de répartition des financements à travers le budget prévisionnel de l'année à venir.

A cette occasion, il définit également le rôle de chaque représentant-e pendant l'Assemblée Générale (animation, gestion du temps, distribution de la parole, présentation des quatre documents, etc.).

Groupes de travail

Le Collège peut créer, modifier ou dissoudre des groupes de travail thématiques, regroupant plusieurs bénévoles. Chaque groupe de travail a en charge une action spécifique définie par le Collège.

La comptabilité est obligatoirement tenue par un groupe de travail en charge des finances.

Démission et exclusion

La qualité de représentant-e se perd par démission, ou par exclusion.

En cas de démission d'un-e représentant-e en cours de mandat, son association ou commission d'origine désigne un-e représentant-e jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

L'exclusion d'un-e représentant-e peut être prononcée par le Collège, à l'unanimité moins une voix, après que l'intéressé-e a été appelé-e à fournir ses explications. Les causes d'exclusion sont listées ici :

- non-respect du règlement intérieur ou des statuts du Centre et notamment de ses objectifs ;
- conflit d'intérêt (notamment entre les activités du ou de la représentante et celles du Centre) ;
- affiliation de fait entre le ou la représentant-e concerné-e et un groupe politique, philosophique ou religieux, assortie d'au moins une tentative de récupération du Centre ou de ses représentant-e-s à des fins partisans.
- non-respect de la législation française par le ou la représentant-e concerné-e, incompatible avec le rôle de représentant-e du Centre.

Une fois l'exclusion prononcée par le Collège, son association d'origine désigne un-e représentant-e différent-e jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Article 7 - Dissolution du Centre

Dans le cas d'une dissolution du Centre votée en application de l'article 5 des présents statuts, un-e ou plusieurs liquidateurs-trices sont nommés par l'Assemblée Générale et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Article 8 - Historique des modifications des présents statuts

Les présentes dispositions ont été approuvées au titre de statuts du Centre LGBTI de Grenoble, par ses Assemblées Générales mentionnées ci-dessous :

Centre LGBTI de Grenoble - Statuts

- Création du Collectif Interassociations Gays et Lesbiennes (C.I.Ga.Le.), le 15 mars 1994, 1 rue Génissieu à Grenoble.
- Modification des statuts le 27 novembre 2002 par l'Assemblée Générale réunie à Grenoble, 8 rue Sergent Bobillot.
- Modification des statuts le 16 juin 2006 par l'Assemblée Générale réunie à Grenoble, 1 rue Pierre Arthaud.
- Modification des statuts le 20 mars 2012 par l'Assemblée Générale réunie à Grenoble, 8 Rue Sergent Bobillot : Ajout du nom de « Centre LGBT de Grenoble ».
- Modification des statuts le 23 Mars 2013 par l'Assemblée Générale réunie à Grenoble, 8 Rue Sergent Bobillot.
- Modification des statuts le 05 juin 2015 par l'Assemblée Générale réunie à Grenoble, 8 Rue Sergent Bobillot. Ajout du « l » : « Centre LGBTI de Grenoble ».
- Modification des statuts le 29 octobre 2020 par l'Assemblée Générale réunie en visioconférence. Création du statut de membre individuel et intégration des commissions aux Assemblées Générale et au Collège.
- Modification de l'objet le 29 février 2024 par l'Assemblée Générale pour inclure la valorisation des activités sociales, culturelles et sportives des personnes LGBTI.

Les présents statuts sont adoptés à Grenoble, le 29 février 2024.

Le président de séance pour l'Assemblée Générale

Basile Bucher

ANNEXE n°2 : CCAS de Grenoble, convention 2019 d'occupation du domaine public pour l'utilisation du local par le centre LGBTI, extrait (p.1/10)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET LE CENTRE LGBTI



Entre

Le Centre Communal d'Action Sociale de Grenoble, 28 galerie de l'Arlequin 38 029 Grenoble Cedex 2, représenté par son Vice-Président, Monsieur Alain Denoyelle, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 3 juillet 2017

Ci-après dénommé «Le CCAS »

D'une part

Et

Le Centre LGBTI (Lesbiennes, Gays, Bi-e-s, Trans, Intersexes) de Grenoble, domiciliée au 8 rue Sergent Bobillot, 38000 GRENOBLE, représentée par son collègue d'administration, dûment habilité,

Ci-après dénommé « Le Centre LGBTI »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Depuis de nombreuses années, le Centre Communal d'Action Sociale de Grenoble met à disposition d'associations, des locaux permettant à celles-ci de pratiquer leurs activités.

Le CCAS a aménagé au sein de l'immeuble situé au 8 rue Sergent Bobillot à Grenoble dont il est propriétaire, 432 m² de locaux à destination d'associations grenobloises à caractère social.

L'association LGBTI a pour but de lutter contre l'homophobie et toute forme d'exclusion ou de discrimination basée sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre.

Ainsi, il convient d'établir une convention entre le CCAS et le Centre LGBTI.

ARTICLE 1 : OBJET

Le Centre Communal d'Action Sociale de Grenoble met à la disposition du Centre LGBTI 174 m² de locaux.

Les locaux mis à disposition ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées par la présente convention.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LOCAUX

La superficie globale mise à disposition au Centre LGBTI est de 173 m² correspondant au rez-de-chaussée du 8 rue Sergent Bobillot.

Il aura l'usage exclusif des bureaux, des sanitaires et de la salle de réunion appelée plus communément « salle quartier ». Il pourra également, au besoin, utiliser la grande salle

ANNEXE n°3 : Compte-rendu de l'Assemblée générale 2024 du centre LGBTI,
 extrait (p.1/4)



Centre LGBTI de Grenoble
 8 rue Sergent Bobillot
 38000 GRENOBLE

RNA : W381008006

Association à but non lucratif
 de droit français régie par la loi
 du 1er juillet 1901.

Compte-rendu de l'Assemblée Générale du 29 février 2024

L'Assemblée Générale du Centre LGBTI de Grenoble s'est déroulée le **29 février 2024** dans les locaux de l'association, au 8 rue sergent Bobillot, Grenoble, à partir de 18h30.

Présences

Avec 22 voix sur 24, le quorum de la moitié des représentant-e-s des associations membres et commissions est atteint.

Associations membres	Représentant-e titulaire	Représentant-e suppléant-e	Autres adhérent-e-s
Les Voies d'Elles	██████████	██████████	
APGL			
Contact	██████████		
Déviations	██████████		
Free Sons	██████████	██████████	
Grenoble Fiertés	██████████	██████████	
Rando's	██████████	██████████	██████████
RITA	██████████	██████████	
Le Refuge	██████████	██████████	
SOS Homophobie	██████████	██████████	
Commissions			
Commission Asile	██████████		
Commission Animation	██████████	██████████	██████████
Associations proposant leur candidature (pas de pouvoir)			
Groupe Grimpe Glisse	██████████		
FLAM	██████████		
Adhérent-e-s individuel-le-s (pas de pouvoir)			
██████████			

ANNEXE n°4 : Rapport d'activité 2020 du centre LGBTI, extrait (p. 5/9)

Rapport d'activités 2020

Commission Vie du Centre

Cette commission a été créée au cours de l'année 2019 afin de décharger le CA d'une partie de la charge de travail concernant notamment : l'aménagement du lieu, l'organisation de soirées inter associatives, le fonctionnement.

Forum des asso en septembre

Certaines associations du Centre LGBTI ont participé au dernier Forum des Associations, qui a eu lieu le samedi 5 septembre 2020. Dans ce contexte sanitaire particulier peut de personnes, et donc peut d'associations étaient présentes.

Journée du souvenir trans: le TDOR

Le Centre LGBTI continue d'affirmer sa solidarité envers les revendications et les luttes trans et/ou intersexes, cette année 2020 aucun événement n'a été visible au Centre en tant que tel. Certaines asso ont pu communiquer sur ce jour du souvenir des personnes trans mortes assassinées, suicidée, et disparues qu'est le TDoR

ACTIVITÉS DES ASSOCIATIONS

ALG les voies d'elles

BILAN MORAL exercice 2020

Comme beaucoup d'associations à but notamment convivial, les Voies d'Elles ont été fortement impactées dans leur activité par la pandémie.

Hors des moments de confinement ou de couvre-feu, nous avons continué à tenir nos permanences au Centre LGBTI tous les 2ème lundi de chaque mois.

Quand les bars pouvaient être ouverts, nous avons également continué nos rendez-vous pour des apéros conviviaux au Café Noir tous les 4ème vendredi du mois.

En cette période difficile, nous avons gardé des liens forts entre nous et notamment en terme de solidarité avec des demandeuses d'asile lesbiennes à qui nous apportons un soutien au niveau de leur dossier de demande d'asile (en partenariat avec la Commission Asile et Exil du Centre), et également un espace pour briser l'isolement.

APGL38

Pour organiser les temps forts de l'association en 2020, plusieurs temps de réunion ont eu lieu :

- 3 réunions avec l'ensemble des membres de l'équipe active
- et des réunions en plus petit comité en fonction des projets :
 - "commission conviviales" pour l'organisation des temps de rencontres entre parents et futurs parents LGBT
 - "commission week-end" pour l'organisation du week-end annuel.

Comme pour beaucoup d'associations, l'épidémie de la Covid-19 a remis en cause de nombreux temps conviviaux prévus. Néanmoins, nous avons organisé ou participé aux événements suivants :

ANNEXE n°5 : Rapport d'activité 2022 du centre LGBTI, extraits (p.3-15)

RAPPORT DES ACTIVITÉS 2022

Les CA ont eu lieu au Centre LGBTI tous les mois, les groupes de travail, commissions ou associations membres ont poursuivi leur organisation et leurs missions habituelles. La commission vie du centre formée fin 2021 a été active tout au long de l'année 2022.

Comme les années précédentes, des protections périodiques, des préservatifs et lubrifiants ont continué à être distribués à certain·e·s usagers de commissions et d'associations membres du Centre.

Certaines associations du Centre LGBTI ont participé au dernier Forum des Associations, qui a eu lieu en septembre 2022.

Différents projets pour renouveler et intensifier la communication autour du centre LGBTI et de ses activités ont vu le jour en 2022. Une nouvelle plaquette présentant le centre LGBTI et les activités de ses associations et commissions membres a été réalisée et distribuée dans de nombreux lieux de Grenoble. Un chantier pour la mise à jour du site web a été entamé. La présence du centre sur les réseaux sociaux s'est accrue.

Une nouvelle subvention a été demandée et obtenue auprès de la DILCRAH pour 2022 et 2023. Elle permettra de financer de nombreuses activités sur l'année 2023, et notamment de soutenir les missions de la commission asile et de la commission vie du centre.

COMMISSIONS ET ACTIVITÉS DU CENTRE LGBTI DE GRENOBLE

Commission Asile et Exil

En 2022, comme les années précédentes, la commission Asile et Exil a continué d'accueillir un grand nombre de personnes à diverses étapes de leur demande d'asile. Ainsi, nous avons accompagné un total d'environ **210 personnes** soit une augmentation de 44 % par rapport à l'année précédente, dont 71 arrivé·e·s au cours de cette année (25 % de plus qu'en 2021). Une augmentation certainement due au fait qu'en 2021, nous avons connu une période de confinement, entre autres. Nous recevons essentiellement des personnes venant d'Afrique de l'Ouest et centrale, anciennes colonies françaises, anglaises ou portugaise.

Permanences

Nous avons également conservé et poursuivi le système de deux permanences par mois, une en anglais et une en français. Les demandeuses d'Asile (DA) se répartissent par langue et sont

Formation et partenariats

- Formations : En 2022, nous avons continué de participer régulièrement aux formations proposées par l'ADA (Accueil Demandeur-euse-s d'Asile), partenaire privilégié de notre commission.

- Les partenaires : nous avons également continué de travailler avec d'autres partenaires, tel que le réseau Asile et Exil LGBTI dans lequel nous retrouvons l'ARDHIS et 30 autres associations similaires, les avocat-e-s en charge des dossiers des personnes suivies, et plus localement avec l'EMPP Pass-Psy et les médecins du centre départemental de santé, plusieurs CADA (lieux d'hébergement), Tero Loko...

Cette année certain.es de nos bénévoles sont allé.es dans d'autres villes rencontrer d'autres commission asile de centre LGBTI afin de consolider nos partenariats et échanger sur nos pratiques.

Commission Vie du Centre

Nouvelle commission du centre LGBTI en 2022, la commission Vie du Centre s'est donné pour missions d'animer le centre LGBTI, d'y organiser des événements ou y faire venir des événements, de communiquer sur les activités du centre, de réfléchir à des règles de vie du lieu et gérer sa bibliothèque... Parmi les nombreuses idées d'actions qui ont été soulevées par ses membres, certaines ont commencé à être réalisées en 2022 (samedis queers, soirées), d'autres se sont progressivement construites en vue d'une réalisation en 2023 (bibliothèque), d'autres encore sont restées au stade d'idées plus ou moins avancées. Par ailleurs, si les événements qui se sont tenus sur l'année n'étaient pas bilingues, la commission s'est efforcée de mener une communication en français et en anglais. L'équipe utilise essentiellement comme outils une mailing list et un google drive.

Samedis Queers

A compter de mars 2022, la commission Vie du centre organise les troisièmes samedis de chaque mois entre 15h et 18h au centre LGBTI des temps conviviaux appelés "samedis queers". Ces après-midi ont vocation à permettre aux membres de la communauté LGBTQIA+ de se retrouver autour de jeux de société, d'activités créatives et/ou sociales. L'ensemble des locaux du centre

ACTIVITÉS DES ASSOCIATIONS

ALG les voies d'elles

BILAN MORAL exercice 2022

Les Voies d'elles ont fait une reprise progressive et efficace après la période Covid lors de laquelle elles ont connu un coup d'arrêt. Les principales missions que s'est données l'association ont été remises en route (tant bien que mal!)

1/ L'accueil.

Le temps de la permanence lui a été à nouveau consacré et nous avons conçu une plaquette de présentation à distribuer. Toutes les permanences et les RV café noir ont été assurées. S'y sont ajoutées 2 RV à la Passoire.

De même les moyens de communication : téléphone, liste mail, listes voies d'elles interne, newsletter (58 abonnées) et liste Whatsapp (30 membres) ont refonctionné, même s'il a fallu souvent se rappeler des buts pour lesquels elles ont été conçues. Leurs rôles ont été précisés lors de réunions de fonctionnement. Après quelques cafouillages.

Il y a donc eu une reprise de réunion plus régulières, et les adhésions ont été à nouveau sollicitées.

On a été de plus en plus nombreuses aux permanences. On a instauré une règle de décision visant le consensus, les voix minoritaires ayant ainsi la possibilité de défendre leur point de vue. Ce qui semble plus juste que le vote majoritaire.

Instauration d'un classeur des CR sur papier au local pour que l'on puisse s'y référer quand on y est.

2/ **Luttes contre les discriminations**

Ont été réaffirmées par, pour la précarité, le refonctionnement de la PAF (participation active financière)

la continuité du soutien aux personnes victimes de lesbophobie et ou sexisme les ayant poussées à s'exiler. Leur accueil au VDE et des lettres de soutien voire soutien matériel.

Participation active des VDE à la manif sur les violences faites aux femmes, grâce à la **visibilité** du nouveau drapeau (œuvre de Shqiponje et Béa)

Visibilité par une prise de parole d'un texte écrit par les VDE

et enfin la tenue d'un stand après la manif.

Ces deux derniers points doivent beaucoup à l'arrivée des lesbiennes de l'ex riposte lesbiennes, avec lesquelles nous nous sommes trouvées sur suffisamment d'accords politiques.

Mini concert d'xyza au café noir pendant la quinzaine des fiertés.

APGL38

L'année 2022 est pour l'APGL38 une année de transition avec, une partie du bureau de l'APGL38 qui se retire de l'association pour diverses raisons (déménagement, manque de temps etc...), et l'arrivée de nouveaux membres pour maintenir à minima l'organisation de certaines activités.

Les grandes lignes des activités de 2022:

Rencontres conviviales

- Dimanche 30 Janvier 2022 journée à la neige (Lans en Vercors)
- conviviale 3 Avril 2022 au centre LGBT Grenoble
- 28 avril: participation à un étude sur les enfants nés de PMA/GPA (université libre de Bruxelles)
- diner GPA le 14 Juin 2022 dans un restaurant de Grenoble
- conviviale 30 Juin au parc Mistral
- suite à des départs de bénévoles impliqués (Marie, Clémence, Marie-Pierre, Arnaud), à l'automne 2022, un appel au recrutement de bénévoles pour maintenir l'association à flot a permis l'arrivée dans l'équipe de Laure, Fabien, Jay qui viennent compléter l'équipe en place (Rose, Erik);
- 23 Octobre 2022: Organisation d'un groupe de parole sur l'adoption. 6 couples présents

Sur 2022, l'APGL38 a reçu 29 sollicitations concernant: des demandes sur la PMA (13), l'adoption (8), la GPA (4), les demandes générales sur l'homoparentalité (3) et la coparentalité (1).

Nombre d'adhérents au 31 décembre 2022 : 49 adhérent.e.s et 29 enfants.

Contact 38

Le nombre d'adhérents se stabilise avec 18 personnes, mais n'a pas retrouvé le niveau d'avant COVID.

La ligne d'écoute téléphonique reste très active, avec 70 appels sur 42 permanences. 27 personnes ont été accueillies également entre les accueils individuels et les groupes de parole. Globalement, sur l'ensemble des activités d'accueil, les questions trans (personnes concernées ou proches) sont toujours majoritaires.

Contact a organisé deux ciné-débats. Le 12 octobre 2022 avec le film documentaire *Unique en mon genre* avec *Vue d'en face* à Grenoble et le 18 novembre 2022, autour du film *Flee* à Voreppe, avec l'*UDAF38* pour le festival Vues de familles.

Pour le 11 octobre, journée mondiale du Coming-Out, Contact a participé à une émission sur *radio Grésivaudan* (avec le soutien de l'*UDAF* via Voix des familles) et a organisé un apéro ouvert au Centre.

2 sorties conviviales ont pu être organisées.

Les interventions en milieu scolaire ont permis de sensibiliser 361 élèves de collège ont pu être sensibilisés aux LGBT-phobies (15 classes).

Contact était présente également au forum des associations de Grenoble et à la Marche des Fiertés.

RITA

Les permanences d'accueil collectives bimensuelles ont continué d'avoir lieu chaque deuxième mercredi de 16h30 à 18h30, et chaque quatrième mardi de 19h30 à 21h00.

En 2022 nous constatons encore une demande croissante de la part de parents et de structures éducatives, mais aussi des professionnel-le-s de la santé, et plus particulièrement de la santé mentale.

Nous avons dispensé plusieurs formations à destination des professionnel-le-s afin de sensibiliser sur la réalité des personnes trans et des difficultés et discriminations auxquelles elles font face, dans le but que les professionnel-le-s puissent proposer un accueil respectueux et adapté.

Les soirées dédiées aux proches ont continué d'avoir lieu tous les deux mois, les besoins d'espace de parole et d'échange entre proches restent fort présents.

Nous continuons de faire face à une augmentation de demande d'accompagnements individuels en complément des permanences collectives d'accueil et d'accès à l'information. Des entretiens individuels ont lieu chaque semaine au Centre LGBTI.

RITA pour la journée du souvenir trans le 20 novembre 2022 a organisé un rassemblement en centre ville pour commémorer et se souvenir des personnes trans assassinées, ou suicidées. Cette année nous avons bénéficié de l'aide de militant-e-s du Centre LGBTI, ce qui a été très précieux pour nous. De plus,

Fondation "Le Refuge"

La délégation de l'Isère créée en 2019 compte aujourd'hui 24 bénévoles actifs.

Actuellement, la délégation dispose de 5 lits d'hébergement. Nous accueillons 5 jeunes de 18 à 25 ans en hébergement et 4 en accompagnement de jour.

Durant l'année 2022, nous avons accueilli et hébergé 9 jeunes et accueilli en accueil de jour 4 jeunes.

Nous avons effectué un déménagement de nos locaux, nous nous situons actuellement au 22 avenue Albert 1er De Belgique.

Notre liste d'attente est de plus en plus longue et nous manquons de moyens immobiliers et financiers afin d'accompagner au mieux les jeunes.

Nous réalisons aussi des interventions en milieu scolaire, collège et lycée afin de faire de la prévention et de l'information sur les LGBT-phobies et faire connaître nos actions.

Grenoble Fiertés

Le projet principal de l'association, la Quinzaine des Fiertés, a eu lieu du 27 mai au 12 juin, calqué sur le modèle du « Grenoble Pride Festival » organisé par l'ancienne équipe en 2018 et 2019. De nombreux événements ont été proposés, essentiellement par des acteur-ices du milieu associatif. La coordination de cette quinzaine a été un travail complexe, mais que nous avons mené à bien.

La Marche des Fiertés a eu lieu le samedi 28 mai, derrière le mot d'ordre : « LGBTI de tous pays, queers, immigré-es, putes et marginalisé-es, prenons le micro, saisissons les journaux ». Elle a rassemblé 5400

Rando's Rhône-Alpes (activité de l'antenne de Grenoble)

Rando's Rhone-Alpes est une association régionale dont le siège est sur Lyon mais qui comporte 3 antennes actives: Lyon, Grenoble et Saint-Etienne.

L'année 2022 a vu ses activités croître, après deux années un peu difficiles. Nous avons organisé à Grenoble 11 auberges espagnoles dont 9 en intérieur, certaines d'entre elles mobilisant plus de 20 personnes dont souvent plusieurs nouvelles.

Un représentant au CA du centre LGBTI a été présent à la quasi totalité des réunions de CA.

Environ 25 sorties (21 randonnées, un WE festif et quelques sorties culturelles) furent organisées dans l'Isère, et une cinquantaine sur toute la région Rhône-Alpes.

Rando's a participé au village des fiertés du 28 mai, et organisé une randonnée inter associative dans le cadre de la quinzaine des fiertés.

Fin 2022, 47 adhérents étaient à jour de cotisation sur l'antenne de Grenoble, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente (35). Sur toute l'ancienne région Rhône-Alpes, nous comptons à fin 2022 160 adhérents et ce chiffre est en croissance (177 au 9 mars 2023).

L'association a donc poursuivi son développement en cette année 2022. Quelques adhérents dynamiques constituent un nouveau vivier militant pour l'association et potentiellement pour le centre LGBTI.

Déviations

L'association Déviations a continué à mettre en place des activités conviviales au centre LGBTI cours de l'année 2022 : les broches, les soirées transfem, et occasionnellement des brunchs entre personnes trans ou en questionnement.

Un changement d'équipe a eu lieu vers la fin de l'année ; l'association ne comptait plus que deux personnes, et en compte désormais presque une dizaine.

La nouvelle équipe a maintenu les activités existantes et repris la gestion de la mailing list. Le ResP et le site internet sont peu maintenus.

FreeSons

Suite à la crise sanitaire qui a beaucoup perturbé l'année 2020-2021, nous avons quand même pu reprendre au rythme normal en septembre, en extérieur dans un premier temps, puis en intérieur, soumis au pass sanitaire, et avec masques.

Nous avons eu la chance d'accueillir beaucoup de nouvelles personnes : nous sommes passé-e-s de 9 à environ 17 choristes sur l'année.

Il y a eu pas mal d'absences au fil de l'eau, qui ont peut-être rendu l'apprentissage collectif plus compliqué.

Au printemps 2022, nous avons pu renouveler le partenariat pour le bal de clôture des Journées de la Flûte à Bec.

Nous avons acté cette année l'inscription à Foliephonies, même si nous n'avons pas encore pu participer à un événement.

4 représentations ont été données au total : bal médiéval en septembre (suite aux Journées de la Flûte à Bec 2021), au marché de Noël en décembre 2021, bal Renaissance des Journées de la Flûte à Bec en mai 2022, et enfin en juin au Café Noir, pendant la Quinzaine des Fiertés.

2022, et enfin en juin au Café Noir, pendant la Quinzaine des Fiertés.
Cette année nous n'avons pas pu tenir un stand au village associatif de la marche des Fiertés, néanmoins des flyers ont pu être distribués par des choristes.

Ça a été la première «vraie» année entière avec nous pour notre cheffe de chœur Cécile.
Au sein du répertoire varié qu'elle nous a proposé (chants anciens, canons, chants du monde...), nous avons

Rapport d'activités 2022

aussi fait l'expérience d'un chant bulgare dirigé par le choriste Eli.

Les pupitres se sont rééquilibrés, nous devons maintenir le cap pour garder cette bonne dynamique.

Nous avons pour projet notamment de faire plus de représentations (ex: participer aux tours de chant de Foliephonies), trouver des lieux/salles plus adaptées pour cela, et varier encore plus notre répertoire.

Nous renouvelons notre participation à Été Oh! Parcs, le 3 août 2022, pour un atelier chant.

[A Jeu Égal](#)

A Jeu Égal est restée en dormance encore cette fois en 2022.

ANNEXE n°6 : Règlement intérieur 2015 du centre LGBTI, extrait (p.1)

RÈGLEMENT INTÉRIEUR du Centre LGBTI de Grenoble

En application de l'article 3 des Statuts du Centre LGBTI de Grenoble, le présent règlement intérieur est destiné à préciser les points non prévus par les statuts du Centre. Pour cela, il reprend ci-dessous les numéros d'articles utilisés dans les statuts.

Article 1 - Préambule

Le siège social du Centre LGBTI de Grenoble est situé au « 8 rue sergent Bobillot 38 000 Grenoble ».

Les 11 associations membres du Centre LGBTI de Grenoble sont listées ci-dessous, par ordre chronologique de leur intégration dans le Centre :

<u>Les Voies d'Elles</u> , Association des lesbiennes de Grenoble, créée en 1992 et Fondatrice du Centre en 1994	<u>SOS Homophobie</u> , Association nationale de lutte contre la lesbophobie, gayphobie, biphobie et transphobie. Intègre le Centre en 2007
<u>Rando's Rhône-Alpes</u> , antenne de Grenoble, créée en 1992 et Fondatrice du Centre en 1994	<u>La Mêlée Alpine</u> , Equipe de rugby loisir LGBTI hétéro-friendly. Intègre le Centre en 2013
<u>A Jeu Egal</u> , créée en 1993 et Fondatrice du Centre en 1994	<u>Osez le Féminisme 38</u> , antenne de l'Isère créée en 2011 Intègre le Centre en 2014.
<u>Contact 38</u> , Dialogue entre les LGBT, leurs parents et proches. Intègre le Centre en 2000.	<u>ASSPA</u> , Association de Santé Solidaire et Prévention des Agressions. Intègre le Centre en 2015.
<u>APGL</u> , Association des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens. Intègre le Centre en 2005	<u>Free Sons</u> , chœur LGBTIH. Intègre le Centre en 2015.
	<u>Grrrrnoble Bear Association</u> a pour but d'affirmer l'identité BEAR (ou ours) : convivialité, tolérance, amitié, fraternité. Intègre le Centre en 2015.

Une association est candidate à son intégration dans le Centre LGBTI de Grenoble, La conviviale, pour une année probatoire.

Article 2 - Selon les modalités fixées par les associations elles-mêmes, par l'intermédiaire de son/sa/ses représentant-e-s, chaque association s'engage à transmettre à tou-te-s ses adhérent-e-s les informations concernant les activités et manifestations du centre en conformité avec les objectifs du centre.

Article 3 - L'exercice financier coïncide avec l'année civile

Article 4 - Composition

Les votes relatifs à l'admission d'une « association candidate », et à la transformation d'une « association candidate » en « association membre » portent sur deux réponses possibles :

« Favorable à l'admission » ou « Défavorable à l'admission »

Chaque vote défavorable devra être motivé, sur la base du non-respect des statuts du Centre, et notamment de son article 2, par l'association concernée.

L'association membre démissionnaire avise le centre LGBTI de sa démission par courrier papier ou électronique, dont la rédaction est libre. La démission de l'association est alors actée par sa suppression de la liste des associations du Centre dans le présent Règlement Intérieur.

La procédure de radiation d'une association se déroule en plusieurs étapes :

1- Le Collège fait parvenir un courriel sur l'adresse de l'association concernée (ou un courrier à l'adresse de son siège), exposant les faits motivant le lancement d'une procédure de radiation à son encontre, et l'invitant à apporter ses explications devant le Collège. Cet entretien doit se tenir au moins 15 jours après la date de réception du courriel (ou du courrier) précité.

ORDRE DU JOUR

[Déroulement de la réunion](#)

[Résultats financiers 2019](#)

[Modification des statuts](#)

Déroulement de la réunion & quorum

Début de séance : 18h45

Gestion des prises de parole : [REDACTED]

Secrétariat : [REDACTED]

Chaque association dispose de 2 voix pour cette assemblée générale extraordinaire. Le Centre compte 12 associations depuis l'assemblée générale du 15 septembre 2020 qui a intégré l'ATFAG comme membre plein.

Le quorum de 50% des représentant·e·s est atteint avec 12 personnes présentes ou représentées.

Résultats financiers 2019

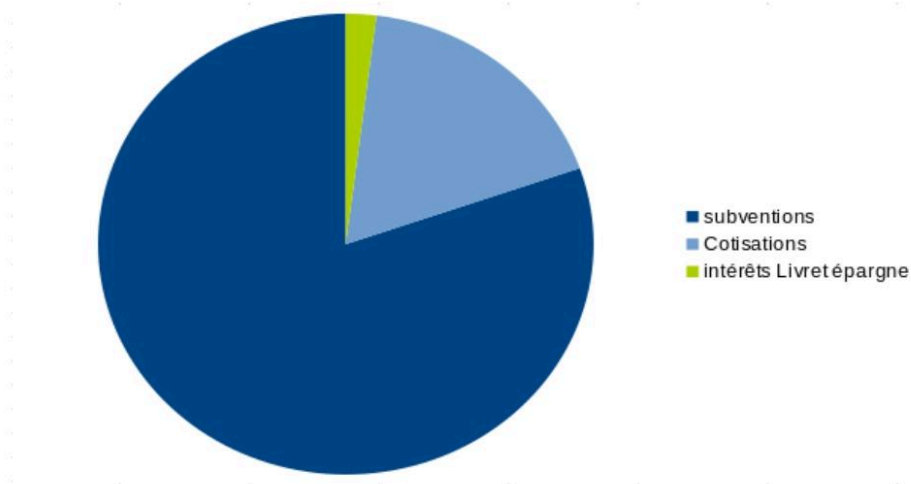
[REDACTED] ont travaillé 4 ½ journées et récupéré les infos de [REDACTED]. La comptabilité 2019 n'était pas à jour.

Le bilan a été reconstruit sur la base des entrées/sorties du compte.

Il manque par contre bon nombre de justificatifs. Dont les talons de chèques.

Les recettes: 3111,39€

- Subventions: 2500€
- Cotisations: 550€
- Intérêts livret épargne: 61€



Les dépenses: 7780,67€

ANNEXE n°8 : Grille d'entretien utilisée pour la réalisation des 15 entretiens

I - Regard porté sur l'association

1- Quand as-tu rejoint l'association ?

→ *Comment en avais-tu entendu parler? Est-ce que c'était ton premier engagement associatif? Quel est ton rôle au sein de l'asso ?*

2- Quels sont les objectifs de l'association ?

→ *Quels types d'actions ? Évolution des missions depuis la création de l'asso ?*

3- Combien y-a-t-il de membres actifs dans l'association ?

→ *Par qui et comment sont prises les décisions concernant le fonctionnement associatif?*

4- De quelles ressources matérielles et financières l'association dispose-t-elle ?

→ *D'où proviennent-elles ? Y-a-t-il eu des changements significatifs dans les sources de financement depuis la création de l'association ?*

5- Est-ce que la Ville a déjà sollicité l'asso pour un événement, des informations... ?

→ *Et/ou GAM, Département, Préfecture ? Et inversement, est-ce que l'asso a déjà sollicité/interpellé des institutions locales? Volonté de développer davantage ces liens ?*

6 - Est-ce que vous travaillez en partenariat avec d'autres associations ?

→ *Lesquelles et depuis quand ? A quelle fréquence ? Pourquoi celles-ci plutôt que d'autres?*

II - Regard porté sur le centre LGBTI

7 - Depuis quand l'association est-elle membre du centre LGBTI ?

→ *Qui a pris cette décision ? Dans quel contexte, avec quels objectifs ?*

8 - Quelle est l'implication des membres de ton asso dans le fonctionnement et l'animation du centre LGBTI ?

→ *Quelles actions réalisées ? Participation aux réunions ? Des évolutions dans le temps ? Si oui pourquoi ?*

9 - Qu'est-ce qui pourrait être amélioré dans le fonctionnement du centre LGBTI ?

ANNEXE n°9 : Retranscriptions des quinze entretiens

Les noms cités par les enquêtés ont été anonymisés (sauf pour les mentions non confidentielles de noms d'élus ou d'autres personnalités publiques).

L'ordre des entretiens correspond au système de numérotation des entretiens présentés dans la partie méthodologique de l'introduction.

Entretien n°1 (30 minutes, réalisé le 18 juin au centre LGBTI)

Q: Quand est-ce que tu as rejoint l'association?

R: Moi j'ai rejoint Contact en 2005, au fait l'année où j'ai su que notre fils était gay, est gay d'ailleurs. Et du coup j'avais vu dans le petit bulletin conférences, dialogue entre les familles et les personnes homosexuelles et donc ça m'a intéressée, et du coup on est venus et je ne savais pas du tout que c'était un groupe de parole autrement je ne serai jamais venue (rires) mais au final ça m'a plu. Donc je suis restée, je suis arrivée en 2005, en 2006 je rentrai au CA de Contact, en 2007 au CA du Centre et voilà et du coup on s'était, moi à Contact j'étais plutôt dans la partie accueil des personnes, soit téléphonique soit physique, et puis de l'animation et groupe de parole. Et j'y suis restée jusqu'à 2015.

Q: Et quels étaient les objectifs de l'asso selon toi, et est-ce que tu as vu une évolution? Et combien de membres actifs et actives il y avait ?

R: Je crois qu'au départ l'objectif affiché c'était de rétablir le dialogue dans les familles, donc ça reposait sur de l'écoute téléphonique et des groupes de parole conviviaux, et ensuite ça a évolué parce qu'il y a eu des personnes qui se sont formées en intervention milieu scolaire et qui interviennent encore dans les collèges et les lycées. Moi j'étais intervenue à l'IEP avec François Chemin justement (rires). Mais du coup c'était les personnes, les bénévoles on était quoi 8-9 à peu près, mais les bénévoles étaient plus intéressés pour faire les interventions en milieu scolaire, et on s'est retrouvés de l'autre côté moins nombreux pour faire des demandes de sub, rencontrer les partenaires, faire animer les conviviales les choses comme ça, on était un peu en souffrance quoi. Voilà, on brassait, je me souviens plus mais on devait recevoir à peu près 130-150 personnes par an, mais qui revenaient régulièrement quoi.

Q: Vous les receviez ici du coup dans les locaux?

R: Alors c'était là-haut, c'était les locaux, on avait une salle partagée pour toutes les assos, un petit local et une grande salle de réunion qu'on réservait pour les activités.

Q: Et sur les liens avec la Ville, la Métropole, le Département, et en termes de ressources, comment ça se passait dans l'asso?

R: Oui il y avait des demandes de subvention à la Mairie et au département. Nous on était intégrées aussi, mais les Voies d'Elles y était aussi, au Conseil général ils avaient fait un plan contre les discriminations mais très large, et on avait été invités pour faire des propositions de lutte contre les discriminations. C'était intéressant parce que toutes les propositions qu'on avait faites il n'y en a aucune qui avaient été retenues. Donc on avait fait remonter ça à la réunion d'après qui était en hémicycle devant nos élus et tout ça. Le département venait de basculer PS mais la personne, la technicienne qui s'occupait de tout ça était bien réac, elle nous avait dit quelque chose du style que c'était plus difficile d'être traité de renou elle avait dit, que de sale gay. Et là on avait reris en disant : on dit sale pédé, pas sale gay. Donc du coup on avait quand même des liens avec le Conseil Général et la Mairie.

Q: Et est-ce que tu te souviens ou tu sais quand est-ce que l'asso a rejoint le Centre LGBTI et comment ça s'est fait? Et puis qui s'impliquait dans le fonctionnement du centre, et est-ce qu'il y avait des partenariats réguliers avec d'autres assos?

R: C'est en 2000 que Contact a intégré le centre, il n'y avait que quatre assos à l'époque donc c'était la cinquième. Au fait, ça s'est fait à la création de Contact à Grenoble, la volonté c'était de rejoindre les autres assos, de partager les locaux. Moi quand j'y étais on était très en lien avec A jeu égal, qui était une asso très militante, on faisait des choses, il n'y avait plus de marche quand je suis arrivée en 2005, il y en a eu avant mais quand je suis arrivée il n'y en avait plus. Et au fait on faisait des opérations sur place Grenette, place Victor

Hugo, on faisait des faux mariages par exemple sur la place Victor Hugo, donc avec un couple de filles, un couple de garçons, et mon compagnon et moi aussi au milieu. On a fait des opérations comme ça dans le tram par exemple, sur les LGBTI phobies, pour voir comment les gens réagissaient dans le tram, et il y en a qui ont failli taper les agresseurs entre guillemets, donc voilà il y avait un lien particulier avec A jeu égal, et puis les voies d'Elles. Mais les Voies d'Elles étaient moins dans ces choses là. Pour le 17 mai on faisait le monté de drapeau à la Bastille, donc le grand drapeau géant on l'étalait sur le rempart et il était visible de toute la Ville, avec un picnic quelque chose comme ça. Et on avait repris la première marche en 2012, où là notre char c'était un caddie, on avait mis un mannequin dedans enfin voilà plein de choses, on était 200 à peu près. Première reprise des marches, avant il y avait des semaines des fiertés avec plein d'actions. Et il y avait la participation aussi à Radio Campus, je sais plus si c'était le mardi ou le jeudi, et donc qui était animé par des gens de A jeu égal et qui interviewaient d'autres assos du centre, ça c'était toute l'année. L'organisation de la marche, c'était une action transversale du centre, mais il y avait des tensions. On demandait à chaque asso d'appeler des bénévoles pour pouvoir l'organiser, c'était compliqué, et ce qui était compliqué aussi c'était surtout les mots d'ordre communs, les communiqués de presse, les choses comme ça, c'était un peu lourd. Du coup il y a eu beaucoup de tensions avec SOS qui à l'époque disait que c'était cette asso là qui organisait la marche, hors c'était le centre, et c'était avec des personnes du centre. Moi je me rappelle avoir appelé France Bleu Isère un matin pour leur dire non c'est le centre LGBTI qui organisait, SOS ils n'avaient quasiment pas de bénévoles pour la marche, ils venaient le dernier jour pour être interviewé etc. Alors ce qui avait été en plus appuyé c'est qu'un élu de la Mairie de Grenoble qui faisait partie de SOS, donc il y avait ce savant mélange où la marche on la faisait démarrer de la Mairie, donc ça c'était déjà ça, et puis ce discours et lui il avait le discours SOS quoi en disant que c'est SOS qui organisait. Et dans le centre il y a eu un moment très fort où dans les assos au fait il y a eu des heurts à ce moment là c'était en 2013 quand il y a eu le projet de mariage. Du coup là à ce moment-là je me rappelle qu'en janvier 2013 on a vu débouler dans le centre plein de gens de la Mairie au fait en gros, élus, cabinet du Maire etc. qui ont essayé d'envahir les choses. Un jour on avait eu un CA pour dire bon bah qu'est-ce qu'on va faire dans ce cadre de ce projet là et tout ça, et moi j'arrive ce soir là il avait été ouvert et boum je vois arriver tous des gens avec qui je travaillais en gros. Et ils venaient pour driver tout le truc sur le projet de mariage. Et je me souviens de ces discussions où d'abord j'étais très partie prenante à l'époque du coup j'avais mis un peu des holas en disant que c'était aux gens du centre de décider ce qu'on voulait faire. C'était compliqué parce que je travaillais à la Mairie, donc des fois on me disait mais qu'est-ce que tu fais, mais je disais ouhla mais j'ai ma casquette centre là. Mais déjà sur la banderole par exemple, parce que leur mot d'ordre c'était sur le mariage mais je suis désolée c'était pas ça notre mot d'ordre, donc on était revenus on avait réussi à négocier sur l'égalité des droits. Donc déjà ça, et ça a clashé quand Hollande est venu, il est venu à la MC2, et on cherchait des actions à mener donc je dis on va aller à la MC2 quand Hollande vient quoi, pour revendiquer l'égalité des droits. Et là tout le PS m'est tombé dessus en me disant mais qu'est-ce que tu fais c'est contre Hollande, parce que c'était une mairie PS. À cette période j'étais bien dans le CA du Centre, et du coup là toutes les actions se sont arrêtées derrière quoi, on s'est retrouvés là-bas un certain nombre mais les actions collectives se sont arrêtées à ce moment-là, et ça a laissé des traces dans les rapports justement des différentes personnes du CA. Donc voilà c'était un gros moment ça aussi (rires).

Q: Parce que c'est des gens du CA du centre qui avaient sollicité des gens de la Mairie à cette période?

R: Oui je pense que c'est des gens de certaines assos. Je me souviens bien parce que j'ai vu ça et je connaissais tous des gens du cabinet que je connaissais et je me suis dit : mais qu'est-ce qui se passe quoi.

Q: Et quelles asso avaient ces liens avec la Ville pour les faire venir au CA du centre?

R: Bah il y avait SOS c'est sûr mais Emmanuel Carroz n'était pas élu encore, c'était avant, je me souviens plus, mais il y avait une personne qui était assez présente dans les choses et qui était président de Homosexualité et socialisme, et qui voulait s'imposer il faisait sa place.

Q: Ok merci. Et sur la commission asile est-ce que tu es membre active? Et est-ce que c'est venu remplacer ou s'ajouter à ton engagement à Contact? Et quels sont les objectifs de cette commission?

R: Alors la Com asile officieuse (*rires*), elle a commencé en 2010 au fait. Des personnes des Voies d'Elles ont été alertées en 2010 par d'autres personnes, mais j'ignore comment c'est arrivé au centre, qu'une personne sénégalaise était pourchassée par le Préfet en gros. Donc on s'est emparées de ça en tant que CA du Centre, et du coup on s'est beaucoup investis là dedans, tous les vendredis soirs on était devant la Pref pour manifester, solliciter des élus, on a eu des communiqués de presse, et la personne a été cachée dans le réseau pendant 11 mois. Le Préfet a craqué au bout de 11 mois et lui a donné les papiers, et nous a demandé de ne pas en parler surtout. Et au fait là nous on avait mis pas mal d'argent, parce qu'il y avait un avocat qui était venu et tout ça, et du coup le centre a payé pas mal, on n'avait pas beaucoup d'argent à l'époque, on payait les fluides en gros c'était un peu ça, et on s'est dit mais si on est saisis après par d'autres personnes qui ont besoin il faut qu'on réfléchisse à comment on se structure pour pouvoir voir comment on fait. Donc on a commencé à réfléchir à ce moment là en 2010, après il y a une fille qui est arrivée et qu'on a soutenu mais au fait on connaissais rien à la demande d'asile, donc on faisait des soirées de soutien, des choses comme ça pour pouvoir écouter et soutenir ces personnes qu'on recevait mais pas du tout comme on intervient aujourd'hui. Juste au passage il y avait l'Autre Cercle qui était en stage au CA du centre et qui a quitté le centre à l'époque quand on a fait ce

communiqué de presse parce que ça ne plairait pas à leurs clients, voilà, entre parenthèses (rires). Mais du coup moi je suis restée après mais de plus loin quoi je participais aux soirées de soutien des choses comme ça jusqu'en 2015 à peu près et après je me suis absentée pour des raisons de santé. Et je suis revenue un peu pour accompagner une personne en 2018, parce que j'avais trop envie de retourner dedans quoi.

Q: Et comment ça s'est structuré progressivement puisque tu dis qu'au début c'était un peu informel?

R: Euh oui on avait pas de connaissances du tout dans la demande d'asile, on était à la one again hein c'était plus en soutien moral, financier des choses comme ça. Et puis on s'est formé, enfin moi personnellement en 2018 quand l'Ardhis, l'asso parisienne pour les demandeurs d'asile, est venue nous former au fait, et après on y est allé (rires) avec pas mal d'accueil. Et aujourd'hui il y a aussi un lien de confiance et beaucoup d'échanges avec l'ADA.

Q: Vous faites surtout de l'accompagnement administratif maintenant?

R: Euh c'est pas administratif c'est surtout les préparations aux entretiens OFPRA ou audiences CNDA. Maintenant on fait de plus en plus de recours, on écrit beaucoup de recours. On aimerait aussi refaire plus de convivialité mais là on a un peu la tête sous l'eau avec le nombre de personnes à préparer là ouais. Et puis de plus en plus de choses, par exemple là on a l'ADA, l'ADA on leur fait confiance sur les recours mais par exemple ils ont supprimé beaucoup de postes de juristes et franchement c'est la catastrophe quoi, et les avocats aussi c'est la catastrophe, donc on est amenés à faire des recours de plus en plus souvent.

Q: Et vous accompagnez combien de personnes à peu près?

R: Euh là en ce moment en dossiers à suivre quoi en gros on a 130 personnes. Et en bénévoles bah là c'est bien on a du renfort qui est arrivé là depuis quelques mois, des très chouettes personnes qui s'investissent qui font du bien quoi qui sont là, mais en personnes actives ouais 7 ou 8, 9. Et les nouvelles personnes sont en train de se former et elles commencent à prendre de l'autonomie sur des choses.

Q: Et est-ce que vous êtes en contact avec le Refuge, comme il y a aussi pas mal de demandeurs d'asile dans les personnes qu'ils accompagnent?

R: Alors (rires), c'est une très bonne question. On a été en lien mais plutôt pour leur faire remonter des choses. Mais là on en entend plus trop parler on ne sait plus trop ce qui s'y passe. Eux ils ont 7 places d'hébergement aujourd'hui je crois, dans deux appartements. Nous on en envoie quand il y a des personnes qui sont à la rue, on leur dit. Mais au fait il y avait des contrats d'hébergement qui étaient hallucinants au Refuge, avec des surveillances, des choses comme ça, et puis ils voulaient préparer les personnes pour les préparer à l'OFPRA mais ils étaient pas formés du tout quoi. Et il y en a qui venaient en cachette ici pour se préparer, parce que ça leur posait problème qu'ils... enfin au début c'était ça, maintenant on entend plus parler de ça mais on en voit moins, je sais pas. Je ne sais pas comment ça se passe aujourd'hui, mais ça a été compliqué avec le Refuge.

Q: Ok, et est-ce que des fois vous êtes en lien avec d'autres centres LGBTI ailleurs en France, et de manière générale est-ce qu'il y a des projets ou envies d'évolutions dans le fonctionnement du centre?

R: Alors la com Asile on est membre du réseau Exil national, on est une trentaine d'assos dans ce réseau donc ça peut être intéressant sur certains points, c'est un réseau spécifique LGBTI au niveau national. A Paris par exemple, il y a trois lieux. Et il y a des liens avec les UEH, universités d'été euroméditerranéennes des homosexualités, il y a des demandeurs d'asile qui y vont.

Entretien n°2 (40 minutes, réalisé le 29 avril en visio)

Q : Tu as rejoint en quelle année l'association Contact?

R: Alors moi j'ai rejoint Contact Dijon en 2008, et je suis arrivé à Grenoble en 2013 donc j'ai changé pour Contact Grenoble. Contact donc c'est un réseau d'associations départementales, des associations différentes au final entre départements. Entre Grenoble et Dijon c'est sensiblement pareil, à peu près identique et l'équipe est à peine plus importante à Grenoble mais ça reste deux petites assos dans les deux cas.

Q: Vous êtes combien à Grenoble?

R: Aujourd'hui on doit être euh, l'année dernière on était 18 adhérents dont la moitié sont des bénévoles au fait.

Q: Ok et c'était ton premier engagement associatif?

R: Ouais.

Q: Et tu en avais entendu parler comment?

R: Au fait le chemin pour moi c'est quand j'étais rentré dans la vie active, je voulais m'investir dans autre choses que le boulot, et ça correspondait à peu près au moment où j'ai fait mon coming out, c'était un sujet un petit peu d'actualité pour moi on va dire, donc j'ai regardé ce qui existait à Dijon comme asso Lgbt et j'ai trouvé assez rapidement Contact et l'esprit m'a plu.

Q: Et sur l'asso en elle même, c'est quoi les objectifs de l'association?

R: L'objectif de l'association c'est de, globalement c'est l'acceptation des personnes lgbt, avec deux axes essentiels : l'acceptation pour soi-même, qui est le premier point auquel sont confrontées les personnes lgbt, et ensuite l'acceptation de l'entourage très rapidement derrière (rires). Voilà donc on travaille sur ces deux volets, et puis après plus globalement on a des actions de lutte contre la discrimination lgbt en général, mais la particularité c'est quand même ce lien familial.

Q: C'est de la médiation du coup?

R: Non c'est pas de la médiation parce que c'est pas, c'est pas notre objectif de recevoir en même temps les personnes concernées et leurs proches, c'est vraiment de l'accompagnement de chacun là où il en est, et on se rend compte que souvent, simplement le fait de parler, de témoigner ou d'entendre des témoignages bah ça fait progresser des gens dans leur cheminement.

Q: Donc c'est des gens volontaires qui viennent vous voir?

R: Oui. La seule exception c'est les actions plus génériques, en milieu scolaire ou ça peut nous arriver de faire des événements auprès du grand public. Sinon notre mode de fonctionnement, on a une permanence, mais aujourd'hui le premier moyen de contact c'est le téléphone. On a une ligne d'écoute nationale qui est partagée, gérée entre les différentes assos du réseau, et on a beaucoup plus de gens qui nous contactent par téléphone que des gens qui se déplacent quoi. On ne fait pas de suivi, on n'est pas dans une relation suivi médical comme peut le faire un psy, on est sur de l'accompagnement de la personne à l'instant T, là où elle en est le jour où elle nous appelle, peut être qu'elle nous rappelle le lendemain pour nous raconter autre chose, ou le mois suivant etc. nous on n'a pas de rendez-vous suivis comme pourrait l'avoir un psy, on n'est pas sur ce domaine. Notre démarche c'est ce qui nous différencie aussi très clairement d'une approche médicale quoi.

Q: Il y a une dizaine de villes en tout avec une association Contact?

R: Une vingtaine plutôt. La clé c'est d'avoir un noyau dur bénévole qui va vouloir porter le truc quoi. Et c'est une difficulté d'ailleurs dans la pérennité des associations, on a des antennes qui se créent, on a un principe d'accompagnement quand il y a création d'une nouvelle antenne par une autre asso, ce qui permet à un petit groupe pas forcément encore à l'aise avec toute la gestion associative d'être un petit peu accompagné dans ses débuts. Donc on a à la fois des zones où il y a des énergies nouvelles qui arrivent à se fédérer et d'autres endroits à l'inverse où on a des assos qui peuvent exister quelques années et puis avec le départ de une ou deux personnes clés et personne qui se sent de reprendre le flambeau derrière. C'est la vie aussi des associations et des petites structures, ça reste fragile. Donc nous notre démarche de développement c'est quand on a un groupe, ou des fois juste une personne ou un couple qui est présent à un endroit où on n'est pas et qui se dit : et bah moi j'aimerais monter une structure contact, et bah elle va être accompagnée par une asso tutrice, en général celle qui est la plus proche qui va jouer un rôle de tutorat en quelque sorte pour aider les personnes à fédérer d'autres personnes et mener leurs premières actions pour que ça puisse se développer en asso derrière quoi.

Q: Et depuis 2008 tu as vu un peu des évolutions des missions de l'asso et des manières de faire?

R: Oui il y a eu un certain nombre de changements importants. Quand j'étais en 2008 on n'intégrait pas du tout la question trans, ça c'est venu quand même pas mal plus tard, et aujourd'hui c'est, enfin ça c'est un changement vraiment fort parce que aujourd'hui il y a plus d'une personne sur deux qui viennent nous voir pour des questions de transidentité. Donc ça c'est vraiment une évolution à la fois dans l'asso et dans la société quoi c'est très fort. C'est quelque chose qu'on avait discuté collectivement, on a une structure nationale qui cherche justement à fédérer un peu le réseau, parce qu'on fait partie du même groupe mais bon enfin (rires) d'animer on va dire plutôt. Et donc ça c'est des choses qu'on avait discuté au national, et c'est passé par de la communication aussi, et de l'accompagnement des bénévoles mais qui met beaucoup de temps à, finalement c'est là qu'on voit que le temps associatif est quand même long parce que c'est quelque chose qu'on a commencé à mettre en place, je sais plus exactement, il y a 4 ou 5 ans et on est encore à monter les formations pour aider nos bénévoles à traiter, enfin à être à l'aise on va dire avec toutes les questions auxquelles ils peuvent être confrontés sur de la

transphobie. Jusqu'à maintenant ce qu'il s'est fait c'est beaucoup en local avec une asso de support trans qui peut aider des bénévoles, et là on est en train de structurer, on a fait une première session de formation avec un formateur qu'on a identifié, et on a monté un programme qui était plus ciblé sur nos besoins, et on est en phase des ajustements entre la première session qu'il a faite et ce qui devrait être derrière la formation à distiller pour tout le monde. C'est un changement effectivement majeur dans l'asso, après dans le fonctionnement il y a eu d'autres choses mais qui sont plus internes on va dire, après il y a notre mode de fonctionnement au niveau national qui a changé et qui s'est un peu structuré. Quand je suis arrivé dans l'asso c'était relativement informel les échanges qu'on avait entre les assos du réseau et ça ça s'est structuré maintenant il y a une asso nationale qui porte cette structure commune, qui gère les relations aussi avec les institutions au niveau national tout ça, ça s'est structuré au début des années 2010 quoi.

Q: Et les assos avec qui vous travaillez localement ça va être lesquelles?

R: Bah en premier lieu les assos du centre LGBTI, euh (hésitation) avec les mêmes difficultés je, je pense que ce que pourront dire les autres assos du centre c'est qu'on est, l'énergie première on la met quand même dans notre asso, et du coup trouver l'énergie pour faire des actions au niveau du centre c'est toujours compliqué, c'est pas que pour Contact. Alors ce qui a changé là-dessus, alors je parle un peu du centre LGBTI là mais ce qui est en train d'évoluer là-dessus c'est que maintenant on a des personnes qui viennent au centre en tant que bénévole du centre, et plus seulement en tant que bénévole d'une asso du centre, et donc ça permet d'avoir quand même un petit groupe de personnes qui est un peu plus porteur du centre LGBTI en lui-même, qui sont pas forcément impliquées dans une autre asso.

Q: Vous avez rejoint quand le centre?

R: C'était avant que j'arrive, quasiment au début hein, je crois que l'asso à Grenoble a été créée en 2000 et je sais plus te dire mais c'était dans les premières assos qui ont rejoint le centre, c'est assez rapidement ouais. Et après, en-dehors du centre, je reviens à ta question initiale de relations avec les autres assos, ça se fait plus par la connaissance entre bénévoles direct en général, avec l'intérêt et la fragilité de ça parce que bah voilà des fois les gens changent. Il y a , comment ils s'appellent là, Vue d'en Face avec qui on a fait 2-3 événements, et voilà ouais après au niveau des assos c'est essentiellement le centre et Vues d'en face ouais.

Q: Donc tu m'as dit que vous étiez 18 adhérents dont la moitié de bénévoles donc vous avez un noyau dur de 8-9 personnes ou un peu moins?

R: Ouais on est plutôt 4-5 on va dire dans les personnes les plus impliquées, on est 4 cette année au CA, voilà à peu près l'ordre de grandeur, ça reste une petite structure quoi.

Q: Et tu es arrivé quelques années après la création de l'antenne grenobloise, est-ce que tu sais un peu comment ça s'est fait pour les personnes qui l'ont créé?

R: Euh (hésitation), si je me souviens bien, Grenoble a été aidée par l'antenne de Lyon à son origine, je crois que c'est deux personnes à Grenoble qui ont voulu monter une structure, et épaulés par Lyon ça s'est fait quoi.

Q: Et vous travaillez parfois avec Rita pour le public des personnes trans, ou pas tellement?

R: Ouais euh Rita ils sont quand même très actifs au centre donc on les voit régulièrement ça c'est sûr. On n'a pas forcément d'actions communes, on n'a pas forcément la même approche non plus de l'accompagnement, c'est aussi le propre de chaque asso. Mais on peut renvoyer des gens vers Rita s'ils ont une question vraiment sur l'accompagnement de la transition, là c'est pas le même domaine de compétence, donc là-dessus on va renvoyer vers les assos support, Rita ou Chrysalis sur des gens qui cherchent peut être d'autres modes de, ils ont un domaine, enfin ils sont intéressants quand même c'est des gens qui font quand même beaucoup de choses sur Lyon ouais.

Q: Et c'est quoi qui est différent dans votre approche par rapport à Rita?

R: Bah c'est des sujets un peu plus sensibles (rires), mais disons que Rita a une vision des fois un peu, assez unique de ce qui est la transition et de la manière de faire la transition, et ce qu'on voit nous à Contact c'est que ce mode de fonctionnement correspond en effet à un certain nombre de personnes et au souhait d'un certain nombre de personnes, mais pas forcément de toutes, et c'est, ils peuvent être des fois un peu, alors après je comprends hein c'est ce qu'ont vécu des personnes c'est pas des questions simples, mais ils peuvent être des fois un peu violents dans leur approche vis-à-vis de l'entourage, là où même si on a la même exigence que eux sur la nécessité de l'acceptation, on n'a pas la même approche d'accompagnement que ça nécessite. Ils accueillent aussi des proches, mais ils sont, ils peuvent avoir une indulgence qui n'est pas du tout dans notre manière de faire.

Q: Et par rapport aux ressources financières et matérielles de l'asso, comment vous fonctionnez?

R: Au niveau matériel on bénéficie déjà des, du centre qui gère un certain nombre de biens communs à commencer par le local. On est domiciliés au centre et ouais c'est notre local principal, c'est là où on fait la majorité de nos actions, donc le local déjà il est fourni par la Ville, ce qui n'est pas un lien négligeable. Et le fonctionnement du local il est assuré par le centre avec des financements essentiellement de la Ville aussi. La Ville est quand même très présente dans cette aide. Au niveau de Contact même, la Ville, enfin on est beaucoup financés par des communes aussi, Grenoble, Saint-Martin-D'Hères et Echirolles. Et comme autre financement on a le FDVA, fonds de développement de la vie associative, ça c'est départemental, donc en fait c'est un fond qui a été mis en place dans chaque département au moment de la disparition des enveloppes parlementaires. Je sais pas si c'est des choses que tu connais un peu mais avant chaque parlementaire disposait d'une enveloppe qui n'était pas suivies dans sa destination, ce qui était, alors avec plus ou moins de transparence, mais en général assez peu de transparence, c'était quand même un moyen de financement des associations en local. Mais on va dire que le manque de transparence a fait que la décision a été de mettre un stop, et par contre il y a le FDVA qui a pris le relais comme mode de financement associatif.

Q: Et vous avez des liens en particulier avec les communes qui vous subventionnent? Pourquoi ces villes-là vous financent plutôt que d'autres?

R: Je ne sais pas comment ça s'est fait en réalité. Maintenant c'est un peu historique on va dire, et voilà ouais.

Q: Ok, et est-ce que l'asso est parfois sollicitée par la Ville de Grenoble pour des évènements ou est-ce que vous leur envoyez parfois des rapports au autre?

R: Par la Ville euh non, après dans les institutionnels on va dire au niveau local il y a l'UDAF, l'union départementale des associations familiales, dont on est membre aussi et euh, qui fait pas mal d'actions pour mettre en avant les associations, dont on essaye de participer au maximum avec eux, c'est une forme à la fois sur la forme c'est associatif puisque l'UDAF est elle-même une association mais qui est quand même, qui est institutionnelle quelque part puisque c'est aussi une volonté de l'Etat de fédérer les assos familiales.

Q: Et au niveau national?

R: Alors auparavant c'était géré par l'asso de Paris, et euh bah voilà maintenant c'est une structure à part entière où chaque asso est représentée donc c'est un peu plus démocratique même si ça reste un principe de représentation.

Q: Et eux ils essayent d'avoir des subventions nationales qu'après ils re-dispatchent?

R: Ouais alors ils distribuent sous forme d'actions, c'est-à-dire que c'est le national qui gère la formation des bénévoles, c'est le gros poste national c'est ça, après il y a l'édition de brochures, l'organisation d'un séminaire national qu'on fait, enfin qui se déplace en France chaque année, qui était à Grenoble l'année dernière au passage. Voilà ouais les missions principales de Contact rance finalement c'est ça, plus aussi de permettre les échanges entre les assos, les échanges de pratique, des échanges sur où on en est, c'est quoi nos évolutions, voilà il y a des questions qui sont moins terrain on va dire mais aussi qui peuvent être bah justement prendre du recul par rapport à notre action première. C'est intéressant que ce soit géré, enfin de toute façon c'est quelque chose qui n'intéresse pas tous les bénévoles ça c'est sûr. C'est des réflexions qui sont assez difficilement présentes dans les assos locales, parce que c'est le rôle de Contact France ouais d'animer un peu ça.

Q: Et avec la Métropole vous avez des liens?

R: On n'a jamais fait de projet avec la Métropole, euh après aujourd'hui le champ de la lutte contre les discriminations il y a quand même un axe claire de la Métropole sur le sujet, ils ont pas mal communiqué dessus, ils ont mis en place un système d'alerte de discriminations, sur tout type de discrimination. Donc pour nous c'est une, ça fait partie des ressources qu'on connaît, que jusqu'à maintenant on n'a jamais eu à activer mais ça peut être aussi des, on sait que ça peut être aussi un relais sur cet aspect là parce qu'ils ont mis en place des choses quoi.

Q: Ok donc plutôt via leur dispositif de signalement?

R: Ouais.

Q: Ok ça marche, et est-ce que tu penses que ce serait quelque chose à développer davantage les liens avec les pouvoirs publics locaux?

R: Moi j'en attend pas forcément grand chose, je me rends compte que c'est toujours assez compliqué. On a été sollicité aussi par la Préfecture sur certains sujets, euh mais on se rend compte que ce genre de sollicitation c'est toujours assez compliqué parce que ça s'inscrit dans un temps politique où à un moment il y a une directive nationale de : il faut s'attaquer à tels sujets, et là ils demandent à être super réactifs et puis après on n'en entend

plus parler pendant des mois. C'était une sollicitation au fait sur l'évolution des violences anti-LGBT, donc sur les questions de sécurité qui sont bien dans le périmètre de la Préfecture ça c'est clair.

Q: Ils vous ont demandé quoi, une expertise chiffrée?

R: Bah ils attendent ouais, ce qu'ils attendent en premier lieu c'est ça c'est d'avoir des retours de terrain sur l'état de la situation ou l'évolution si on avait des chiffres, chose que nous on a assez peu en plus (rires). Donc il n'en est pas ressorti grand chose de cet échange, mais aussi on a eu des gens qui étaient tout à fait ouverts on va dire mais pas spécialement productif pour nous ouais.

Q: C'était quand ça?

R: Euh c'était il y a un an à peu près. Ah et pour rajouter quelque chose quand même sur les relations avec la Mairie, je vois des fois un décalage, bah tu vois là quand on avait été invité par la Préfecture finalement ce sont les assos qui se sont déplacées à ce moment là il y a eu nous, l'asso SOS Homophobie, il y a eu l'Autre Cercle qui sont présents à Grenoble depuis peut-être pas très longtemps et ils ont pas rejoint le centre encore, et je crois que c'est tout, dans les assos. Et au fait il y a une, je me suis aperçu à ce moment-là qu'il y a une très forte défiance d'autres assos, qui sont dans un rejet de tout ce qui peut représenter l'Etat de près ou de loin quoi. Et nous on n'est pas du tout dans cette ligne là même si ça veut pas dire qu'on soit, ça veut pas dire qu'on est d'accord avec tout ce qui est fait mais au minimum discuter ça peut pas faire de mal (rires).

Q: Et aussi quelque chose que j'ai oublié de te demander, est-ce que vous avez des dons au niveau de votre financement?

R: On en a peu, ça reste marginal. C'est pas notre, j'ai envie de dire c'est pas notre souci premier, on est, à la limite on préfère avoir des adhérents, on a un montant de cotisation réduit à 10 euros, pour les personnes en difficulté on ne demande pas de justificatif, on préfère avoir un adhérent qui, le nombre d'adhérent va compter plus que ce qu'ils nous versent quoi c'est pas, finalement c'est pas les adhésions qui nous font vivre c'est quand même essentiellement des financements publics, et ça a plus de poids d'avoir un adhérent que d'avoir 10 ou 25 euros.

Q: Et vous êtes tous bénévoles donc?

R: A Grenoble il n'y a pas de salarié non. Il y a des salariés à Paris, à Toulouse, il y en a eu ailleurs je sais pas s'il y en a encore.

Q: Ok merci beaucoup ! Et est-ce que tu penses à des assos ou des personnes actives du centre que tu connais et avec qui je pourrais échanger?

R: Ouais alors il y a deux commissions au centre qui sont très actives. Il y a la commission asile qui je pense représente même le plus de personnes et qui font je pense le plus de boulot, et puis les commissions animation vie du centre. Donc ouais c'est des gens qui donneront aussi une vision complémentaire ouais.

Entretien n°3 (30 minutes, réalisé le 24 mai dans un café)

Q : Pour Déviations tu m'as dit que tu as rejoint l'asso quand?

R: Alors en novembre pas 2023 mais 2022, octobre ou novembre je sais plus exactement mais des ces eaux là quoi.

Q: C'est une asso qui est assez récente?

R: Euh au fait Déviations à ma connaissance si je me souviens bien ça a été créé plutôt en Automne 2021, et euh j'ai été à la première réu de création, et après il y a eu des propositions d'activités etc. mais en gros j'ai pas trop réussi à m'inclure dans les activités à l'époque et c'est aussi l'époque où je commençais à m'investir au 38 donc je me suis investie au 38 et j'ai pas eu l'occasion de m'investir à Déviation. Et en automne 2022 un an plus tard l'équipe qui avait créé Déviations était en mode : on n'a plus d'énergie, on n'a plus de temps, on est passé à autre chose, donc es-ce qu'il y a des gens qui sont chauds de reprendre la structure de l'asso ou est-ce que on oublie quoi. Et du coup avec des copaines on a été à cette réunion de passation transmission quoi, et c'est à ce moment là que j'ai rejoint l'asso et que l'ancienne équipe a quitté Déviations tu vois.

Q: Comment ça se fait qu'il y a eu cet épuisement là en un an?

R: Bah c'est fatiguant, il n'y pas forcément beaucoup de gens dans l'équipe non plus quoi.

Q: Et vous avez des rôles spécifiques au sein de l'asso?

R: Non c'est hyper flou, et d'un côté moi c'est un peu un truc qui me plaisait c'est pour ça que je me suis aussi investie, enfin bien sûr pas que ça, mais le fait que ce soit flou ça me dérangeait pas du tout parce que je suis dans des trucs où c'est beaucoup plus structuré donc c'est bien d'avoir aussi des trucs qui changent quoi, d'autres façons de faire. Donc non on a pas vraiment de pôles, enfin de façon informelle mais c'est pas acté, c'est pas très structuré on va dire, et peut-être que ça manque je sais pas.

Q: Et c'est quoi les objectifs de cette asso?

R: Déviations c'est du coup une asso pour les personnes déviantes de genre, trans, trav, en questionnement, non-binaire, intersexe. Et les objectifs c'est surtout de l'entraide, du soutien, permettre des échanges, c'est une asso qui a été créée à l'origine un peu en parallèle ou en dissension avec l'association Rita, de ce que je connais un peu de Rita c'est beaucoup plus peut-être formel, structure, et c'est beaucoup sur du conseil, du suivi je sais pas moi psy, médical etc. alors que Déviations l'idée c'était plutôt de créer des moments d'échange et ouais voilà. Il y a des personnes qui faisaient partie de Rita qui ont créé Déviations ouais.

Q: Et tu les vois comme complémentaires?

R: Ah c'est complètement complémentaire, moi je connais des gens qui me disent : ah j'ai été aux permanences de Rita et c'est un peu protocolaire, ça fait un peu peur. Et c'est pas négatif, mais c'est juste que c'est pas le même genre d'accueil et de suivi et voilà, c'est hyper complémentaire.

Q: Ok donc ça c'était les objectifs dès 2021 et là la nouvelle équipe c'est la même lignée?

R: Ouais c'est toujours un peu ça, alors il y a des trucs qui se sont un peu développés. Il y a les soirées transfem, spécifiques pour les personnes transfem ou en questionnement, qui étaient déjà là dès le départ mais qui ont lieu deux fois par mois au lieu d'un avant. Et il y a le concept des Brosses qui était un dimanche par mois de care, qui a un peu changé parce qu'au début c'était surtout sur le soin de la personne là c'est plus sur le care en général, l'échange de services, donc ça a un peu évolué voilà. Et il y avait une activité qui s'appelait le Brunch aussi qui était plutôt dédiée au fonctionnement de l'asso de repas partagé, et c'est pas forcément un truc que la nouvelle équipe a gardé. Mais c'est vrai que dans la nouvelle équipe il n'y a personne de l'ancienne équipe donc on a repris un peu les choses à notre sauce et on profite un peu de la structure associative et de pouvoir utiliser les locaux du centre LGBT pour faire les activités quoi.

Q: Et du coup la nouvelle équipe vous êtes combien?

R: Bah pareil c'est assez fluctuant, depuis 2021 bah ça a pas mal changé en vrai, il y a je sais pas je vais dire une dizaine et là on a peut-être la moitié. Après il y a quelques nouvelles personnes qui sont investies depuis l'automne aussi mais on est moins d'une dizaine, demi-douzaine.

Q: Et tu m'as dit qu'il n'y a pas de rôle attribué, les décisions vous les prenez comment?

R: Au fait, normalement on a signé comme asso donc il y a des mandats mais ça c'est juste un papier et d'ailleurs c'est encore les personnes de l'ancienne équipe qui sont sur les papiers parce que pour nous c'est pas vraiment important. Concrètement c'est assez autogéré donc c'est les gens qui veulent prendre des initiatives qui les prennent, ça convient pas forcément à tout le monde mais les personnes qui voudraient changer ça arrivent pas vraiment à mettre en place le changement qu'ils voudraient voir donc disons que ça reste assez informel. Disons qu'il y a des personnes qui s'occupent des soirées trans, il y a des personnes qui s'occupent plus des Brosses, mais maintenant c'est un peu flou donc disons que clairement bah dans les soirées transfem c'est que des personnes transfem, mais sinon il y a pas de mixité particulière pour les autres mixité, enfin la mixité de Déviations quoi.

Q: Et vous avez quoi comme ressources financières?

R: On n'a pas de ressources particulières, on n'a pas de financement, éventuellement si on fait une activité et que quelqu'un fait un gâteau il y a un petit prix libre, on n'a même pas d'adhésion, c'est vraiment flex quoi.

Q: Et le local du centre par contre vous l'utilisez pour toutes les activités?

R: Ouais, ouais, ouais, ouais, ouais. Et du coup on a une petite cotisation au centre LGBT comme toutes les assos qui en font partie et qui est aussi à prix libre, donc on voit en fonction du prix libre qui a été récolté, en général il me semble qu'on donne trente euros quelque chose comme ça quoi.

Q: Et est-ce que c'est arrivé que la Ville vienne vers vous pour des événements, des infos etc.

R: Non pas du tout, on n'a pas de contact particulier avec la Ville en fait, après c'est sûr que vu qu'on est au centre LGBT bah dans l'absolu on est censé assurer aussi une présence au CA tous les mois, il y a un suivi, on

a un regard sur ce qui se passe au centre LGBT sur toutes les assos du centre LGBT mais non clairement on a pas de lien direct, et on l'a pas cherché quoi. J'ai l'impression qu'on est juste dans un truc très informel et que on n'a pas, personne n'a envie de chercher des subventions quoi, c'est pas du tout le mood des gens qui sont dans l'asso quoi. En fait concrètement il y a une structure associative juste pour pouvoir utiliser le centre LGBT plus le lien etc. mais c'est tout quoi.

Q: Et il y a d'autres assos avec lesquelles Déviations fait des actions en partenariat ou pas spécialement?

R: Bah depuis qu'il y a tout ce mouvement de la contre offensive trans il y a plus de liens avec Rita, A feux doux ou la Quête 38 qui sont des jeunes assos aussi, mais on ne peut pas parler de, la c'est un mouvement de lutte qui se met en place, c'est pas vraiment des actions entre associations quoi.

Q: A feux doux et Quête 38 c'est des nouvelles associations?

R: Ouais c'est ça bah A feux doux ça s'appelait le collectif sebrevar avant mais même pas monté en asso, et là depuis quelques mois ils s'appellent À feu doux, et la quête 38 là il y a vraiment une structure associative c'est pour l'accompagnement des personnes en questionnement etc. et c'est tout nouveau, il n'y a pas beaucoup de membres voilà ça démarre quoi.

Q: Et dès le début en 2021 Déviations était membre du centre?

R: Bah ouais parce que ça s'était créé justement en faisant cette structure associative pour avoir des locaux.

Q: Ok, et tu m'as parlé tout à l'heure des CA. Est-ce que vous arrivez à y aller régulièrement, avez envie ou non d'ailleurs de participer à d'autres temps du centre LGBT?

R: Bah au fait comme on est une toute petite équipe, on essaye d'avoir une présence au CA régulière, je sais qu'il y a des personnes de l'association qui avaient envie de, d'être plus investi.es au centre, mais c'est aussi des personnes qui pour des raisons personnelles et tous arrivent pas forcément à s'investir comme iels le voudraient quoi, donc ça reste un peu flou, léger quoi.

Q: Et quels ont été un peu les avantages, inconvénients de rejoindre le centre, tu m'a un peu répondu déjà en disant...

R: Bah les locaux. Et pour les inconvénients ouais bah on doit assister au CA, ça c'est un peu contraignant mais bon c'est le fonctionnement collectif quoi. Non franchement je crois pas que, de mon point de vue il n'y a pas d'inconvénients. Et dans l'absolu il y a les avantages un peu de visibilité, je sais pas légitimité euh c'est sûr que si on voulait mener des actions autres on aurait un peu le centre LGBT derrière nous quoi, donc oui c'est un plus.

Q: Et pour le roulement des salles, comment vous faites, vu que c'est central pour beaucoup d'assos?

R: Ça va, mais c'est toujours un peu les mêmes créneaux qui sont demandés, en soirée quoi. Après il n'y a pas vraiment non plus de bataille, il n'y a pas autant d'assos pour vraiment, ça va quoi.

Q: Ok, si ça te va on peut passer à Grenoble Fiertés? T'as rejoint quand cette asso?

R: Et bah concrètement j'ai rejoint, en fait comme je faisais partie de Déviations et quand pendant la première année je faisais quand même régulièrement des événements avec Déviations j'ai rencontré des personnes qui étaient dans Déviations et qui étaient aussi dans Grenoble Fiertés, et c'est comme ça que j'ai fait la jonction entre les deux assos. Et voilà c'est vrai qu'au printemps 2023 bah j'ai vu un peu comment ça se passait pour l'orga de la marche des fiertés, vite fait quoi de loin, et j'ai vu qu'il n'y avait vraiment pas assez de monde, que c'était une toute petite équipe qui gérait tout ça et qu'ils étaient vraiment débordés donc moi tout avril 2023 j'étais pas là, et en fait en mai j'ai demandé à rejoindre l'asso et j'ai pris l'initiative d'organiser la soirée de clôture de la marche au drak art, et c'est comme ça que j'ai rejoint l'asso officiellement. Parceque des gens étaient un peu confus, certains disaient que : quelqu'un qui ne fait pas partie de l'asso qui va organiser la soirée de clôture mais comment c'est possible etc. donc là j'ai rejoint officiellement, et j'ai fait pas mal pour qu'il y ait plus d'activités pendant la quinzaine des fiertés parce qu'il y avait vraiment pas grand chose. Et donc ouais à partir de mai 2023 j'ai été pas mal sur l'orga de la marche et du...

Q: C'était une quinzaine l'an dernier et là c'était un mois c'est ça?

R: Ouais, ouais, et du coup j'ai participé au jour de la marche etc. et après en novembre dernier, 2023, l'équipe qui organisait depuis trois ans la marche des fiertés était aussi en mode : ko on n'en peut plus on arrête, on cherche de nouvelles personnes pour s'investir. Et là avec une petite équipe, enfin quelques personnes que je connaissais et pas que, on a fait cette réunion de passation etc. quoi.

Q: Et vous êtes combien à peu près maintenant?

R: Et bien c'est toujours un peu le même bordel, en novembre à la réunion de passation on était une bonne vingtaine de personnes chaud patates, et là on est une demi douzaine, dizaine max max quoi, ça se compte sur les doigts de la main les personnes bénévoles qui sont dans l'orga. On organise la marche, le mois des fiertés etc.

Q: Et en termes de ressources vous vous reposez sur quoi financièrement?

R: Alors là Grenoble Fiertés a des subventions de la Ville, apparemment il y a des subventions de la Métro (hésitations) non pas de la Métro, il y avait des subventions de la DILCRAH mais on a raté le coche cette année donc on n'a pas eu. Et la Métro je crois qu'on a raté le coche, enfin bref, en gros de la Ville quoi, et quelques mécènes privés qui nous financent un petit peu, des petites sommes ou en nature pour la bouffe pour les bénévoles. Donc voilà c'est ça nos sources de revenus et on a aussi une cagnotte en ligne sur helloasso mais on fait pas une grosse com dessus.

Q: Et vous êtes beaucoup en contact avec la Ville pour le mois des Fiertés?

R: Bah pour la Ville à partir de, genre décembre-janvier on est en contact parce qu'au fait il fait réserver un espace public, il faut faire les demandes de réservation, il y a toute une démarche à suivre pour que l'organisation d'un évènement comme ça ait lieu, auprès de la TAG, de la Pref, donc on est en lien constant quoi (rires), on s'appelle tous les jours on boit des caf (rires). Non mais oui il y a tout un suivi quoi, avec le service animation de la Ville en particulier.

Q: Et ça se fait facilement le lien avec eux?

R: Oui oui c'est des gens, enfin on a vraiment des bons contacts et apparemment c'est quand même un truc qui date pas d'hier aussi et ça se passe bien ils sont à l'écoute, il n'y a aucun souci là dessus quoi.

Q: Comment ça se passe avec les autres associations du centre sur l'orga?

R: Alors on n'a pas vraiment de soutien, chaque asso du centre est invitée bien sûr à être présente le jour J et éventuellement organiser des activités pendant le mois des Fiertés, ce qui s'est fait. Après c'est vrai qu'on s'est rendu compte qu'il y a des gros flous et qu'il faudrait qu'on remette des choses au point. Disons que, je te dis ça parceque c'est vrai qu'hier on a eu une réunion en particulier qui a parlé de ça, en vrai officiellement Grenoble Fiertés est une association indépendante qui fait partie du centre lgbt et qui est chargée de l'organisation de la marche et du mois des fiertés. Après concrètement comme on est aussi une nouvelle équipe on n'a pas eu tant l'occasion de rencontrer tout le monde, c'est des liens qui se créent au fur et à mesure et au fait bah à l'origine Grenoble Fiertés avait été créée parce que c'était une commission du centre informelle qui organisait la marche des fiertés et ils se sont rendus compte que c'était trop compliqué et pas possible, et du coup ils ont créé une association spécifique chargée de ça quoi.

Q: Et vous utilisez les locaux du centre?

R: Ah oui bien sûr, ça fait partie du centre lgbt ! C'est juste que c'est pas une commission, au centre il y a la commission asile, animation, la bibliothèque.

Q: Et toutes les assos du centre LGBT ont un stand à Grenoble Fiertés, comment ça se passe?

R: C'est les assos qui nous répondent qui nous disent on veut un stand, nous on les oblige pas. Et après on met à disposition les barnums, les tables, après on demande un peu d'aide pour toute la logistique bénévole, si des gens peuvent s'investir pour aider à l'installation c'est super, et après il y a des prises de parole.

Q: Et vous êtes parfois en contact avec des orgas d'autres villes?

R: Ouais on essaye on essaye, à Lyon on a des bons contacts apparemment qui datent depuis un moment déjà et tous les ans il y a des bénévoles de Lyon qui viennent aider à l'organisation à Grenoble et nous aussi on est quelques uns, quelques unes à aller là-bas, et c'est formateur aussi. Enfin là je crois que l'année dernière Lyon tombait avant Grenoble donc c'était cool d'aller à Lyon déjà pour voir comment ça se passe et puis là c'est l'inverse cette année. Du coup il y a ça puis il y a un peu des contacts inter persos puis il y a des contacts entre associations mais qui sont pas hyper formels non plus quoi. Il n'y a pas de contact formel entre orgas mais moi je trouve que c'est un truc à développer ouais. Là par exemple je vais aller à Gap ce week-end et ce serait vraiment chouette de créer un peu un réseau pour voir comment ça se passe. Mais on a été en contact quand on a choisi la date, quand on a réservé l'espace public on a fait le tour de toutes les prides du coin Lyon, Marseille tout ça pour que ça ne tombe pas le même jour, parce qu'on sait qu'il y a des gens qui vont se déplacer quoi.

Q: Et je ne suis pas sûre d'avoir compris de ce dont tu me parlais sur le CA d'hier?

R: Non c'est juste qu'on a eu un peu des discussions sur (hésitations), sur l'autonomie de Grenoble Fiertés dans, sur l'orga de la marche par rapport aux autres assos du centre, c'était ça quoi la discussion. C'était un peu flou et du coup c'est vrai que je pense que c'est des trucs sur lesquels il faut qu'on reréfléchisse à un moment ou à un autre quoi. C'est vrai que c'est dès, qu'il y avait beaucoup de gens, et voilà c'est comme dans n'importe quel collectif tout le monde n'a pas le même investissement, le même temps, il y a des personnes qui ont des envies mais qui comprennent pas, voilà quoi c'est complexe (rires).

Entretien n°4 (45 minutes, réalisé le 25 juin à mon domicile)

Q: Quand as-tu rejoint l'association, et comment tu en avais entendu parler?

R: Alors moi j'ai rejoint en 2019 la chorale, à la rentrée en septembre à peu près, et je crois que j'avais vu dans le magazine Hétéroclite qui recense les associations LGBTI sur Lyon et Grenoble, et comme ça faisait un ou deux ans que j'étais sur Grenoble je cherchais un peu voir ce qu'il y avait des activités et tout ça et j'avais vu qu'il y avait une chorale et je me suis dit ah tiens c'est original, sachant que je faisais partie avant d'une chorale à Lyon et je m'étais dit oh bah une chorale LGBTI ah c'est (rires) donc euh voilà j'ai tenté. Je fais partie du collège de la chorale, enfin c'est le bureau quoi mais c'est collégial, et j'en fais partie depuis 2020 au fait, à la fin de ma première année quand il y a eu l'assemblée générale et le renouvellement, je me suis présentée parce qu'ils cherchaient au moins une nouvelle personne.

Q: Et vous êtes combien dans ce bureau collégial?

R: Alors on est quatre, enfin on était quatre quand je suis arrivée et puis on est toujours quatre avec une personne qui est sortie et une nouvelle qui est rentrée. C'est collégial donc ça veut dire qu'il n'y a pas de présidence juste un rôle de trésorière, du coup actuellement, et donc c'est collégial et le but c'est de prendre des décisions en commun (rires), après bah forcément il y a des personnes plus ou moins actives ou réactives, bon moi je suis assez active parce que j'aime bien anticipé et tout ça. Souvent, c'est un peu moi qui sollicite voilà pour qu'on prenne des décisions ou qu'on discute des choses pour organiser. Et dans la chorale ça a beaucoup varié, quand je suis arrivée on était pas plus d'une quinzaine, entre dix et quinze, c'était en 2019 donc la fin de l'année de la chorale c'était 2020 le covid donc il y a eu, déjà il y avait des personnes qui avaient prévu de partir, la cheffe de chœur partait aussi, et comme c'était l'année covid au fait on n'avait pas le droit de se rassembler et tout on a fait de la visio avec la nouvelle cheffe de chœur mais on était 5-6 quoi cette année là. L'année d'après on a pu reprendre un peu mais avec le masque et il y a eu du coup des nouvelles personnes qui sont venues donc on a été 10-15 et ça a augmenté depuis et cette année on a été 25 inscrits en moyenne sur l'année on va dire, après il y en a qui viennent que par trimestre, mais tout le monde n'est pas là tout le temps, on va dire qu'on est 15-20 à chaque séance.

Q: Ok, et comment tu définis les objectifs de l'asso?

R: Alors euh c'est ce qui est marqué dans les statuts (rires), je pense que c'est plutôt comme ça que je vais le dire. Du coup l'idée c'est de proposer une activité conviviale, ah une précision c'est que c'est une chorale LGBTI donc c'est LGBTI et hétéros friendly, alors j'ai pas complètement l'historique hein du coup vu que moi je suis pas là depuis le début, mais l'idée c'est d'être ouvert aussi aux personnes alliées ou proches des personnes LGBTI qui voudraient venir chanter avec. Et le but c'est de venir chanter ensemble dans un cadre convivial, et au niveau de répertoire de mettre en avant peut-être, enfin d'être moins dans un répertoire habituel de chorale et d'essayer de mettre en avant un répertoire un peu plus féministe, ou un peu plus LGBTI ou un peu plus minoritaire, ce qui n'est pas je trouve encore actuellement encore beaucoup le cas mais on essaye de travailler là-dessus. Là c'est très varié avec la nouvelle cheffe de chœur enfin celle qui est arrivée l'année après moi. Elle son répertoire de base c'est le baroque renaissance, c'est son répertoire de prédilection mais elle savait en venant pour nous qu'elle proposerait des trucs plus variés donc elle essaye de faire plus varié avec des chants du monde, des chansons françaises du XXème siècle, on n'a pas trop de pop et c'est vers ça qu'on voudrait aller aussi parce que c'est là qu'on peut trouver aussi des trucs plus actuels LGBTI tout ça mais ouais elle essaye de faire très varié au fait au niveau des époques, des cultures, des langues, différents courants. Et on fait une répétition de deux heures par semaine, et seulement sur l'année scolaire.

Q: Et les personnes qui vous rejoignent viennent d'où, vous ont connu par quel biais?

R: Les personnes qui viennent bah là dernièrement elles ont surtout cherché sur internet une chorale, alors on sait pas trop si elles cherchent une chorale LGBTI ou pas, mais voilà elles tombent dessus soit via notre page facebook, ou peut-être le centre LGBTI mais souvent les gens ils nous disent vaguement j'ai trouvé sur internet (rires) donc c'est pas forcément dans le détail. Et aussi on essaye, enfin on avait participé l'année dernière et cette année au stand, au village associatif de la marche des fiertés, on avait fait aussi l'été oh parc! On a fait ça deux ans, c'est-à-dire qu'on proposait une animation de chant en plein air au parc paul mistral donc il y a des gens qui sont arrivés par ça aussi un petit peu.

Q: C'est la ville de Grenoble qui vous avait proposé de participer?

R: Alors je sais pas exactement parce que c'était une autre personne du collège qui s'en était occupé la première fois, soit qu'il avait vu passer et il s'est dit que c'était une bonne idée, soit on a été contacté directement, je suis pas sûre. Mais du coup on l'a fait deux années de suite au fait, l'été, proposer une séance. Ah et on a aussi chanté plusieurs fois au marché de Noël de la ville, même si l'organisation était pas géniale et je crois qu'on renouvellera plus l'expérience parce qu'à chaque fois c'était une déception au niveau de l'organisation.

Q: Et financièrement est-ce que tu sais d'où viennent vos ressources?

R: Alors c'est que les adhésions des choristes, on n'a pas de subventions. On propose un paiement au trimestre, actuellement c'est 50 euros par trimestre, et il y a un demi-tarif pour les personnes précaires, étudiantes, retraitées enfin voilà on demande pas de justificatif mais chaque personne paye le tarif qui lui semble le plus juste par rapport à sa situation. Et on a que ça comme ressource si je dis pas de bêtise, il y a parfois des gens qui font des mini dons mais (rires) voilà.

Q: Et en dehors de l'été oh parc et du marché de Noël vous avez d'autres liens avec la ville?

R: Alors l'année dernière il y a eu les dix ans du mariage pour toutes et on a chanté à cette occasion là, là c'est eux qui nous ont contacté, je sais plus son prénom de la mission égalité, un truc comme ça, qui nous avait contacté pour proposer qu'on intervienne et on avait chanté quelques chants à l'occasion de cette soirée là à la mairie du coup c'était sur place.

Q: Ok ça marche, et est-ce que ça vous est arrivé de faire des partenariats avec d'autres assos?

R: Alors pas depuis que je suis là, il y en a peut-être eu par le passé je sais pas, et on a évoqué très récemment, quelqu'un a parlé d'une chorale A voix et à vapeur je crois à Lyon, une chorale LGBTI qui est, quelqu'un avait un contact là-bas et disait qu'on pourrait organiser quelque chose mais on a jamais fait et pour l'instant c'est pas du tout précis.

Q: Ok et avec d'autres assos du centre?

R: Euh d'autres assos artistiques pas vraiment non, euh non enfin il y a eu des moments où on a fait un mini concert au centre dans les locaux, mais c'était plus qu'on a invité voilà, c'était pas avec une autre asso. C'était l'année, janvier 2020 eu fait, avant le covid, c'est la seule fois moi où j'ai fait un concert dans le centre, après on a fait, on a participé aux journées de la flûte à bec (rires), via notre cheffe de chœur qui connaissait quelqu'un et c'était l'occasion de travailler un petit ensemble de morceaux et de faire, enfin de chanter avec l'orchestre de flûte là-bas. Et après au niveau de la vie du centre oui bah on participe, en étant asso du centre du coup on a une représentation au conseil administratif du centre. Eliot de notre asso qui est membre du collège fait aussi partie de l'assoc Randos qui est aussi une asso du centre LGBTI, et je crois que c'est une personne historique du centre LGBTI, c'est un des rares, et lui ça fait très longtemps je pense qu'il fait partie du CA du centre, et moi quand je suis arrivée il y avait un autre membre du collège qui je crois allait aussi aux CA du centre, après quand il s'est retiré moi je me suis proposée pour y aller, donc j'essaye d'y aller. C'est Eliot et moi qui faisons un peu le lien avec le centre.

Q: Ok et en termes d'implication ça vous demande beaucoup de temps?

R: Ouais bah moi depuis cette année je suis dans le mandat réseaux sociaux donc la gestion de la page facebook du centre. Je m'occupe aussi avec un autre du site internet, au fait comme ça fonctionne par mandat c'est des personnes un peu volontaires et à chaque AG on se désigne.

Q: C'est quoi ces mandats?

R: Bah les commissions c'est comme une sous-association du centre quoi, et les mandats c'est pour se répartir un peu les responsabilités sur différents sujets, bah là par exemple il y a réseaux sociaux parce que le site ça n'a été créé que cette année, enfin je sais pas si il y avait eu par le passé, enfin il y avait déjà un site mais on l'a un peu renouvelé quoi. Il y a l'équipe comptabilité et trésorerie, il y a les relations avec le CCAS, pour les locaux, il y a pas mal de mandats au fait, il y en a d'autres encore mais je sais plus lesquels. C'est que des bénévoles, c'est que des personnes du CA au fait. Normalement dans chaque asso il y a une personne représentante, et potentiellement une deuxième un peu suppléante, donc ça peut faire vite au total (rires) plus d'une vingtaine de personnes mais après à chaque réunion on est une dizaine, ça dépend vraiment des réunions au fait, c'est une fois par mois. Et les mandats c'est vraiment les personnes volontaires qui se sont prononcées sur un mandat, et il y en a qui ont plusieurs mandats donc au fait on doit être six à dix max quoi.

Q: Et sur le CCAS quel est le lien?

R: De ce que j'ai compris c'est des locaux du CCAS au fait, donc de ce que j'ai compris c'est ça le lien direct, c'est le CCAS qui est notre interlocuteur, c'est au fait les locaux du CCAS c'est à l'étage au-dessus du centre au fait donc c'est vraiment dans le même bâtiment et du coup c'est eux les propriétaires du local et dès qu'il y a des interventions techniques tout ça, ça passe par eux. C'est comme si on était locataires quoi, mais sans payer, enfin après est-ce qu'il n'y a pas les factures d'eau, électricité, gaz et tout ça, il y a quand même pas mal de charges qu'on paye nous. Sacha du coup est sur ce mandat relation CCAS et est aussi à la comptabilité et tout ça, elle était membre de Grenoble fiertés mais ne l'est plus depuis cette année et maintenant iel est au moins dans la commission animation ça c'est sûr mais après je sais pas si iel est pas aussi à Déviations mais je suis pas sûre à 100%, mais la com Anim ça c'est sûr.

Q: Et est-ce que tu sais comme l'asso avait décidé de rejoindre le centre?

R: Non j'ai pas cette information là. Je crois qu'au début c'était très informel, au début il n'y avait pas d'asso, c'était juste des gens qui se retrouvaient pour chanter avec le chef de chœur de l'époque, c'est lui je crois qui a lancé la chorale. Et je crois que l'asso a été créée que quelques années après, et je crois mais je veux pas m'avancer mais je crois que le fait d'être hétéro friendly est venu du fait qu'il y a des personnes dont la chorale s'est dissoute et qui ont été accueillie dans la chorale, et du coup c'était pas forcément toutes des personnes LGBTI donc ils ont un peu fait en sorte de pouvoir (rires), c'était une chorale de femmes je crois mais je sais pas le nom, j'ai pas tous les détails. Eliot saurait sûrement mieux dire que moi, je crois qu'il est là depuis l'origine de la chorale.

Q: Et cette ouverture aux hétéros friendly c'est quelque chose de compris et partagé au centre ou c'est vu comme atypique?

R: Alors on a pas eu d'échanges là-dessus à ma connaissance, par contre je pense que oui c'est un peu atypique par rapport aux autres assos, et moi je trouve que c'est intéressant et en même temps c'est vrai que c'est un peu délicat parfois à naviguer, parce qu'à partir de quel moment, je veux dire on sait pas on n'a pas de statistiques précises des personnes (rires), moi je trouve ça intéressant parce que ça permet aussi aux personnes en questionnement de venir sans se sentir illégitimes, comme peut-être parfois dans des assos LGBTI, moi clairement si j'ai rejoint, enfin je me suis sentie plus à l'aise de rejoindre la chorale par rapport à ce positionnement là, mais c'est vrai qu'on a eu, enfin on peut avoir parfois des échanges où il y en a qui voudraient pousser plus l'aspect LGBTI dans les chants et tout ça, et les personnes qui sont hétéros dans la chorale seront peut-être parfois un peu moins à l'aise enfin voilà. On a je pense, du coup des questionnements inverses que des chorales lambda, au niveau de la question de l'inclusion quoi (rires). L'idée de base c'est de créer un cadre convivial pour chanter ensemble. Et on est une partie des personnes à vouloir qu'il y ait plus l'aspect répertoire, on essaye de travailler ça avec la cheffe de chœur, pas plus tard que demain on a une réunion avec elle pour l'année prochaine pour essayer de venir avec plus de suggestions pour cet aspect là quoi.

Q: Et par rapport au mini-concert qui avait eu lieu au centre juste avant le covid, comme ça s'était déroulé? Le public c'était des gens du centre?

R: Alors moi j'ai pas participé à la commission parce que je faisais pas partie du collège à ce moment là, donc je sais pas bien comment ça avait été communiqué autour et aux autres associations du centre et tout ça, moi j'ai eu l'impression que c'était surtout des proches des choristes, et des personnes du centre enfin des assos du centre qui étaient intéressées quoi. Et maintenant le truc c'est qu'on est beaucoup, à l'époque on était une dizaine donc ça rentrait mais la grande salle du centre n'est pas non plus énorme. Rien que pour les répétitions la salle est bien remplie, donc on voit mal comment faire un concert maintenant dans les locaux du centre, et c'est pour ça que depuis 2021 qu'on ne fait plus de concerts dans la salle du centre, à chaque fois on essaye de faire un concert pendant la quinzaine ou le mois des fiertés ça fait notre concert de fin d'année en même temps, et donc on l'avait fait au Café noir, parce qu'on avait justement du mal à trouver une salle, bon au final c'était pas plus grand que la salle du centre (rires). Et là l'année dernière et cette année on l'a fait à la maison des habitants du centre ville, c'est nous qui cherchons pour trouver une salle disponible au fait, donc c'est aussi un lien avec la ville d'une certaine manière mais pas le même quoi.

Q: Et sur le centre vous faites des actions transversales?

R: Moi j'avais participé aussi à la journée inter-associative, c'était au début de cette année, même si moi j'avais pas pu être là à la date de la journée mais j'avais participé à la préparation, c'était en février. L'idée c'était que toutes les personnes des assos du centre, enfin les personnes volontaires puissent se retrouver sur une journée pour échanger, enfin agir et échanger sur, on avait du coup identifié des thématiques, donc il y avait toute une histoire sur la gestion du matériel dans les locaux du centre, il y a des petites affichettes du coup qui ont été faites pour un peu indiquer ce qu'il fallait faire niveau ménage machin, l'inventaire au fait du matériel, il y avait quoi, il y avait eu un groupe sur une newsletter, du coup la newsletter mensuelle qui a été créée à la suite de cette journée là, il y a eu des échanges sur des permanences, sur ce qu'on pouvait mettre sur le site internet, de manière générale au fait la communication externe du centre, visuellement aussi peut-être la façade du centre la rendre plus visible. J'étais pas là sur place mais j'ai vu un peu les comptes-rendus. Ouais l'idée c'était que ce soit pas juste les personnes représentantes des assos, mais aussi que les membres des assos puissent venir

participer à ces échanges, il y avait deux choristes je crois qui étaient venus. Je crois qu'il y a eu pas mal de monde ouais quand même. Je pense aussi au fait qu'on relaye du coup les infos du centre, ça c'est plutôt moi qui m'occupe de transférer les mails du CA, des infos et des activités tout ça. Et je pense à une autre journée aussi où on avait fait le grand ménage du centre, et on avait communiqué à toutes les personnes de toutes assos.

Q: Et la journée des 5 ans du local, tu y étais?

R: Alors moi j'ai aidé à l'installation avec Océ mais pas énormément, c'est beaucoup Océ qui a fait, justement c'est peut-être quelque chose à dire sur l'organisation du centre (rires), c'est aussi collectif, collégial et parfois c'est difficile, j'ai l'impression que c'est un peu toujours les mêmes qui se démènent et qui sont très actifs et des fois comme il n'y a pas une personne responsable qui tranche bah des fois c'est difficile aussi de prendre des décisions communes et de s'organiser en collectif c'est pas facile je trouve, ça on a encore beaucoup à s'améliorer je pense. Et je sais qu'il y avait eu d'autres journées inter-associatives avant, pas tous les ans en tout cas, mais il y en avait déjà eu, l'idée de mutualiser les trucs, au fait parce que les réunions du CA ça passe très vite, on a toujours plein de points à aborder, même des petits points ça prend du temps, et des fois les sujets de fond ils passent un peu à la trappe parce qu'on a jamais le temps de rentrer dans le fond des sujets, et du coup la journée inter-associative elle peut aider à ça au fait. Là justement on avait identifié l'histoire de la communication externe, parce qu'au fait en CA on a déjà les sujets entre guillemets du quotidien, une question du CCAS sur machin, l'intervention technique de bidule, un truc qui marche plus, des sollicitations externes du coup il faut apporter au nom du centre donc il faut un peu pouvoir en échanger ensemble et ça prend vite un peu du temps d'échanger et d'arriver à un truc commun. C'est plus si on veut changer des choses au fait, mettre en place des nouvelles choses, des trucs qui demandent un peu de creuser et de s'y poser assez longtemps, par exemple la newsletter moi je trouve que c'est une réussite d'avoir réussi à faire ça, après il faut qu'on arrive à le tenir dans la durée. Là il y en a eu 4 ou 5 depuis février, et c'est Océ qui du coup s'en occupe, et elle fait beaucoup de choses, et du coup elle a dit qu'elle s'en occupait jusqu'à juin et là c'est moi qui me suis proposée pour prendre le relais donc on va voir, ça redit au fait les trucs réguliers donc les permanences hebdomadaires ou mensuelles de toutes les assos, et puis les événements ponctuels à venir dans le mois, pour quand même informer, avec un petit encart pour présenter ou représenter une des assos du centre, et elle a fait jusqu'à maintenant aussi un petit point historique ou thématique, c'est ça que je m'inquiète de savoir comment gérer ça mais on va voir (rires) je vais en discuter avec elle sur comment je gère ça.

Q: Et sur le mandat réseaux sociaux, comment ça marche?

R: Alors il y a une page facebook et il y a un compte instagram mais qui est plutôt le compte instagram de la commission animation. C'est pour ça que moi je suis dans le mandat facebook avec Justine, et à la commission animation il y a Tristan surtout et Kamel en suppléant qui s'occupent du coup du compte instagram. Sachant que le compte instagram s'appelle centre LGBTI hein donc c'est le compte insta du centre mais je crois qu'il a été créé par la com animation il y a deux ans peut-être donc il a surtout servi à relayer les infos de la com anim. Et suite au fait que j'ai rejoint ce mandat là j'ai proposé qu'on se fasse une réunion ensemble parce que pour justement relier les deux comptes comme ça si on poste d'un côté ça poste aussi de l'autre et on se facilite la vie parce qu'il y a eu un moment où j'essayais de suivre ce qu'il se passait sur l'insta et de repartager sur la page facebook mais ça demande un suivi, c'était un peu compliqué, on peut les relier et du coup poster des deux côtés en même temps, donc on s'est mis d'accord sur ça donc ça permet que ça soit plus fluide la gestion pour tout le monde. Chaque asso peut demander d'avoir accès à la page facebook, enfin qu'une personne représentante de l'asso ait accès à la page facebook du centre pour relayer plus facilement les infos de chaque asso, mais actuellement il n'y a que moi pour Fressons et Olivier pour contact qui avons fait la demande, je crois qu'il n'y a personne pour les autres assos, du coup il n'y a pas toutes les activités de toutes les assos dessus ça c'est sûr. Mais après moi quand je voyais passer des trucs et que c'était facile à repartager je l'avais fait mais bon, je trouve qu'on a pas tant que ça l'info de tout ce qu'il se passe dans les différentes assos mais du coup on va pas le redire à chaque fois, du coup c'est les assos qui vont un peu se motiver pour donner l'info, partager l'info pour que ça soit communiqué quoi. On s'était mis d'accord aussi sur une sorte de ligne directrice qui est de ne partager que les infos du centre, parce que je pense qu'il y a eu peut-être des antécédents je sais pas (rires) mais je crois qu'il y a eu parfois des choses un peu conflictuelles de partage des trucs externes et qu'au fait il n'y a pas, on n'est pas forcément tous en accord avec, ouais des événements ou des positionnements politiques ou des trucs comme ça, et du coup pour éviter de se mettre en porte-à-faux et tout ça et bah il a été décidé de partager que ce qui concernait les infos du centre. Pour nous ça facilitait aussi parce que des fois on se pose la question de est-ce qu'on partage ou pas, bah si c'est organisé par une asso du centre oui et sinon on peut partager en story mais pas comme une publication officielle qui reste sur le fil quoi. Je pense qu'il y avait déjà eu des discussions avant que j'arrive sur ce sujet là, puis ça a été rediscuté entre nous quand moi j'étais là, et je crois qu'on prévoit d'en reparler à un prochain CA pour clarifier ça. A la com animation au fait il se passe beaucoup de choses et c'est parfois un peu flou si c'est des personnes de la com animation qui sont prêtes à être référentes pour mettre à disposition les locaux du centre pour d'autres organisations externes qui organisent un événement, mais du coup c'est pas organisé par la com animation, mais du coup il y a un petit flou parfois sur comment on communique sur ce genre de choses. Par exemple je sais qu'il y avait des ateliers organisés par A feux doux leur nouveau nom, je crois que c'est une asso assez récente et qui du coup a changé de nom là, euh ça peut être euh des fois c'est aussi qu'ils proposent des groupes de discussion mais c'est une personne

individuelle je sais pas trop, des fois il y a des réunions aussi du GNOUP je crois, le GNOUP c'est suite à la fermeture du lieu autogéré, la BAF, je crois qu'il y a un petit groupe je sais pas si c'est vraiment une asso qui s'est formée pour organiser de nouveaux trucs et du coup il y a des fois des réunions de ce groupement et des fois les locaux du centre sont mis à disposition. Au fait à partir du moment où il y a une personne membre du centre qui est volontaire pour être référente pour une organisation extérieure qui voudrait utiliser les locaux ponctuellement, et que ça a été mentionné en CA et qu'il n'y a pas de contre-indication et bah c'est possible d'utiliser les locaux pour des externes. On est censé en discuter en CA à chaque fois mais je crois que des fois il y a des trucs qui se passent sans qu'on en ait discuté en CA (rires) parce que des fois en un mois il peut se passer beaucoup de choses, bon après il y a des trucs qui peuvent se gérer par mail, il y a beaucoup de mails au fait, il y a beaucoup d'échanges de mail sur la liste CA, enfin on reçoit beaucoup de mails, après il y a des sollicitations mails où peu de personnes répondent parce que bah je pense que c'est comme tout quand on s'adresse à plein de personnes, personne ne se sent directement visé.

Q: La newsletter c'est diffusé en interne?

R: C'est pour les personnes qui ont dit qu'elles étaient intéressées par la newsletter, donc c'est surtout la com animation quand ils font des événements et qu'ils proposent aux gens de s'inscrire à la newsletter. La liste CA était inscrite d'office à la newsletter mais il y a aussi d'autres personnes. Elle n'est pas sur le site pour l'instant, on s'est dit qu'on attendait de voir si la newsletter perdurait assez dans le temps, sachant que sur le site on a déjà ajouté le planning des activités, c'était un gros point c'est quand même vachement mieux. Je crois qu'il n'y a pas encore tout ce qui est visible sur le site mais c'est déjà bien.

Entretien n°5 (25 minutes, réalisé le 18 juin au centre LGBTI)

Q: Quand est-ce que tu as rejoint l'association?

R: Alors ce que j'ai oublié de te préciser c'est que j'ai fait aussi partie de SOS Homophobie. Disons que moi j'étais pendant une période à Avignon et du coup à Avignon SOS Homophobie a un poids plus important je pense qu'ici à Grenoble, et du coup quand je suis revenue à Grenoble, je me suis rapprochée de l'antenne de SOS, c'était ça en 2017-2018 à peu près. Voilà, que dire là-dessus, c'est lié à mon engagement antérieur à Avignon et j'avais envie de poursuivre quelque chose aussi ici, et de voir ce qu'ils faisaient. Parce que le domaine d'action est beaucoup restreint ici puisqu'il y a beaucoup plus d'assos, par rapport à Avignon tu vois où il n'y a pas tant d'assos que ça. Voilà, et après il y a eu des confinements, j'ai eu des soucis personnels etc. et j'ai repris une activité au centre à Grenoble Fiertés en 2020. Pourquoi, comment bah parce que il y a eu un appel massif de : on est l'ancienne équipe, on n'en peut plus, en plus ils avaient dû annuler l'édition 2020 avec le Covid donc euh. Donc ils ont fait un appel courant de l'été et j'ai rejoint en septembre 2020 et c'était encore un peu le covid quand même parce qu'on a eu des confinements après et tout. Donc je suis restée trois ans là-bas, et puis bah chacun son tour d'être épuisée (rires). Entre temps si j'avais rejoint au niveau de Grenoble Fiertés j'étais l'une des personnes référentes au CA, en vérité je sais pas s'il y avait vraiment une personne parce que ça tournait quand même souvent, mais en tout cas j'ai assisté au CA comme ça, avant je n'y avais jamais été. Voilà et ensuite la Com Anim quand on a, c'était aux débuts je crois de la commission qui s'appelait encore Vie du Centre, donc j'ai rejoint après, par ricochet entre guillemets, enfin par le biais de Grenoble Fiertés au départ parce que c'était à ce endroit là que enfin, grâce à Grenoble Fiertés que j'ai intégré le centre, et après j'ai connu l'histoire de , le projet de cette com Anim de faire vivre aussi ce lieu tout ça. Donc ça m'a parlé et maintenant je suis plus désinvestie dans Grenoble Fiertés, et je suis plus investie dans la Com Animation même si cette année j'étais pas hyper, enfin bon, pas hyper active ici mais voilà quoi, j'aime bien quand je peux être présente quoi.

Q: Et quels étaient les objectifs de l'asso selon toi, et est-ce que tu as vu une évolution? Et combien de membres actifs et actives il y avait ?

R: (rires) je cherchais dans le livret du centre pour me faire des rappels mais j'ai pas trouvé (rires). Mais donc c'est Grenoble Fiertés, la mission principale c'est, l'objet normalement c'est surtout d'organiser la marche des fiertés, ou la quinzaine ou semaine ou cette année c'était le mois des fiertés, tous les événements autour, enfin de coordonner un peu tout ça parce que après c'est plus les assos et les collectifs, les organisations différentes qui prennent le relais dans l'organisation de tel événement, mais il y a toute une communication quand même qui est faite sur tous ces événements là, qui est assurée par Grenoble Fiertés donc l'organisation de la marche des fiertés et le, chapeauter le, coordonner on va dire ce mois des fiertés quoi. Après bah forcément il y a des, ohlala je vais être bonne là-dedans moi, des débats militants, politiques etc. je m'y connais pas trop mais il y a aussi eu des, quelques, bah forcément c'est, comment dire ça. Il y a un discours, on porte un discours donc il y a quelque chose de politique aussi dans ce qu'on peut dire, donc des fois il peut y avoir des désaccords, des choses comme ça. L'objet de toute façon c'est celui-ci, derrière qu'est-ce qu'il y a derrière la marche des fiertés, forcément c'est un événement qui a des valeurs qui a une histoire, donc bon là j'ai l'impression que je parle dans le vide (rires). Voilà et l'autre question c'était sur le nombre, quand j'y étais je dirais en membres très actifs

disons que ça variait un petit peu en fonction de la période. Parce que forcément t'as beaucoup de bénévoles ponctuels qui sont là sur le, sur le moment pour la Pride voilà pour la marche ou la journée des Fiertés, il y a des gens qui s'impliquent beaucoup par rapport à ça il faut le reconnaître mais plus ponctuellement et donc là on peut avoir jusqu'à une soixantaine de bénévoles il me semble. C'est moins moi qui gérait les bénévoles mais voilà. Et puis après en termes d'effectif de membres actifs toute l'année, six, cinq-six je sais pas, c'est compliqué parce qu'il y en a qui sont là mais tu ne les compterais pas comme central, je sais pas (rires).

Q: Parce que toi tu as participé à trois éditions c'est ça de marche des Fiertés?

R: Bah trois ouais, trois années après il y a eu une année où on l'a décalée en septembre et où il n'y a pas eu de festivité, enfin de mois ou de quinzaine des Fiertés. Une année à peu près normale, et une année où il n'y a pas eu de marche ! (rires) C'était quand même pensé et prévu mais voilà. Et pour d'autres assos, comme SOS par exemple c'est une asso nationale, donc il y a quelques assos comme ça qui ont des impératifs entre guillemets, qui suivent les règles fixées au niveau national entre guillemets donc ils sont pas pleinement libres de faire tout ce qu'ils veulent d'une certaine manière, et voilà c'est ça que je voulais dire, c'est impacté pour ces assos par le national.

Q: Et sur les liens avec la Ville, la Métropole, le Département, et en termes de ressources, comment ça se passait dans l'asso?

R: C'est surtout avec la Mairie, parce qu'en termes de subventions, il faut pas que je mélange avec la Com Anima et tout moi (rires). Et si il y a aussi la DILCRAH, mais ça c'était, attends, pour le centre mais aussi pour Fiertés il me semble que certaines années ils en ont donné et d'autres non, c'était un peu... C'est la délégation interministérielle de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et tout ce qui est LGBTI phobies voilà. Et bah selon les années ils ont donné, et moi il y a des choses que j'ai pas toujours très bien comprises, j'ai pas compris pourquoi les montants qui étaient, bon ça c'est du détail je sais pas si je le dis, bon c'est trop tard (rires), non mais sur ce qui était demandé c'était pas toujours très euh, comment dire ça, dans les sommes qui étaient demandé aux pouvoirs publics, euh c'était pas, enfin je pense qu'il y a des choses qui étaient perfectibles dans la manière de faire quoi en tout cas. Mais oui on a eu des subventions là, après la DILCRAH c'est un peu, je crois qu'une année on en a pas eu du temps, une année on en a eu pas mal donc on avait dû baisser nos attentes de la Mairie en se disant on va avoir la DILCRAH, sauf qu'on a pas eu la DILCRAH enfin des trucs tu vois, des mauvais calculs un peu comme ça c'est ça que je voulais dire, après on peut pas tout maîtriser ce genre de choses. Après on a pas tenté d'autres, la Métro, le Département ça a pas été trop tenté.

Q: Et est-ce que tu te souviens ou tu sais quand est-ce que l'asso a rejoint le Centre LGBTI et comment ça s'est fait? Et puis qui s'impliquait dans le fonctionnement du centre? Et est-ce qu'il y avait des partenariats réguliers avec d'autres assos?

R: Alors Grenoble Fiertés au fait l'asso c'est une des plus récentes pour le coup, enfin récente, oui ce qui s'est passé c'est qu'en 2017-2018 dans ces eaux là, la marche était organisée par le centre, et moi je n'y étais pas mais c'est ce que j'ai cru comprendre. Du coup c'était long en termes de procédure, comment dire ça, il fallait l'accord en tout cas de beaucoup de monde pour décider certaines choses, et il a été décidé du coup, enfin certains membres ont décidé, enfin ça a été acté de créer une nouvelle association qui aurait pour objet principal l'organisation de cette marche. Et du coup cette asso elle fait partie du centre, mais c'est quand même une asso, c'est pas le centre en lui-même quoi du coup. Donc ça s'est créé dans ces années-là 2018 je crois que c'est ça il me semble. Et du coup c'est issu avec des membres du centre auparavant d'autres associations quoi, enfin moi je suis déjà de l'ancienne équipe maintenant (rires), mais il y a l'ancienne ancienne équipe de Grenoble Fiertés et c'était d'anciens membres d'autres associations du centre finalement. Je crois que c'était surtout des gens de SOS, il y avait quelqu'un de AIDES aussi. Après moi des gens que je connais de l'ancienne ancienne équipe de Grenoble Fiertés je les connaissais déjà par le biais de SOS, non mais au fait il y en avait pas tant que ça de SOS mais il y en avait au moins deux. Et pour la question des partenariats, bah au fait vu l'objet de l'association Grenoble Fiertés qui est d'organiser cette marche et le mois des Fiertés, finalement il y a un peu cette idée d'être partenaire de beaucoup, beaucoup de structures. Donc c'est bien mais en même temps c'est un peu difficile parce que ça se noie un peu dans, il n'y a pas vraiment de structure privilégiée, à part l'entité centre peut-être à la rigueur, parce que finalement le fait que Grenoble Fiertés ait été, vient entre guillemets, ses racines sont dans le centre, peut-être que ça explique vu l'objet de l'association un attachement fort au centre, mais ceci-dit il n'y a pas de partenaires vraiment privilégiés. C'est un peu tout, il y a plein de partenaires très différents quand tu vois le programme du mois des fiertés, il y en a du centre et en plus beaucoup en-dehors aussi.

Q: Ok merci. Et sur la commission animation vous faites quoi comme types d'actions par exemple?

R: Et bah à la Com Animation on fait des samedis queer, donc qui sont des après-midi donviviales au centre avec jeux de société, ateliers créatifs, goûters partagés entre guillemets, ouverture de la bibliothèque enfin tout ça quoi. Après on a soirée du nouvel ans, soirée divers et variés, soirée pour les cinq ans du nouveau local. Voilà après il y a plein d'autres choses, la bibliothèque aussi, ça tend la bibliothèque à l'indépendance (rires), mais du coup la gestion de la bibliothèque, enfin la gestion du fonds, des prêts et des ouvertures lors des permanences. Qu'est-ce qu'on a d'autres on aussi des ateliers, c'est ouvert aussi à des propositions des

membres, euh on a eu aussi des ateliers de fitness et relaxation, là on va peut-être avoir des journées de friperies, des invitations aussi d'auteurs, l'expo etc.

Q: Donc c'est plutôt à destination les habitants, habitantes qui viennent pour participer aux activités où ça vise plutôt l'inter-associatif des assos?

R: Bah l'inter-associatif on ne se dit peut-être plus que c'est l'objectif premier mais oui après, ouais on n'a peut-être pas trop réussi là-dedans je sais pas. Et après je pense à quelque chose qui crée un peu de la confusion c'est que par exemple la page insta du centre il y a quasiment que des infos de la Com Anim dessus.

Q: Et vous êtes combien de membres actifs et actives à la Com Anim? Et est-ce que c'est des personnes qui étaient déjà membres d'assos?

R: Ouhla pour le nombre alors ça c'est super dur à dire, ça dépend des périodes. Et sur les assos il y en a qui l'ont ou qui l'ont été mais il y en beaucoup qui sont pour la plupart primo arrivants dans le centre.

Q: Ok, et est-ce que des fois vous êtes en lien avec d'autres centres LGBTI ailleurs en France, et de manière générale est-ce qu'il y a des projets ou envies d'évolutions dans le fonctionnement du centre?

R: Bah moi par exemple j'ai été aux "Big tata", mais c'est pas des gens du centre LGBT, c'est des gens d'orgas qui des fois font partie de centres LGBT mais pas forcément quoi. Big tata c'est un réseau des bibliothèques et centres d'archive LGBTQIA+, c'était la deuxième rencontre, et au nom de (rires) mon petit engagement à la bibliothèque j'y suis allée, c'était à Marseille cette année, on y est allées. Mais c'est vrai qu'il y a des liens comme ça mais avec des centres LGBTI vraiment il n'y a pas tant de relation.

Entretien n°6 (45 minutes, réalisé le 2 juillet au local du Refuge)

Q: Quand as-tu rejoint l'asso et comment tu en avais entendu parler?

R: Du coup pas l'asso mais la fondation, le Refuge c'est une fondation, je ne me rappelle plus trop la différence entre les deux mais je sais qu'on a eu le statut de fondation il y a quelques années et du coup c'est bien de préciser que c'est une fondation. J'ai rejoint l'asso il y a deux ans maintenant, au fait juste après la Pride donc pas de l'année dernière ni de l'année d'avant mais encore avant. Donc au fait ça devait être en juin 2021, ou 2022, non 2021 euh et je connaissais la fondation le Refuge de nom, je connaissais un peu ce qu'il faisaient et au fait j'ai rencontré au centre LGBTI suite à la Pride où ils avaient fait une, ils avaient proposé une activité justement soirée de rencontre, jeux de société, blinds tests et j'aime beaucoup ça, j'aime bien les jeux de société et les blinds tests du coup je me suis dit trop cool. Et à la base quand j'y suis allé je me suis dit oh je vais trouver quelqu'un pour y aller avec moi puis je me suis dit : t'es un grand garçon Hugo tu peux y aller tout seul. Donc j'y suis allé tout seul et j'avais fait la connaissance de plusieurs personnes et notamment d'un bénévole, qui à ce moment là était bénévole et qui est devenu quelques mois après délégué du Refuge de Grenoble et au fait en échangeant je l'ai revu hors contexte du centre LGBTI on est allé boire un verre, plus pour, parce que j'avais à ce moment là je commençais un stage, j'étais plus stable dans un point de vue professionnel, je finissais mes études c'était mon stage de fin d'étude et doup j'avais envie de prendre de mon temps personnel, de mon temps libre pour une cause. Et au fait ça a fait sens justement le Refuge parce que mon coming out a été très bien accepté par mes proches, par ma famille et mes amis et c'est pas le cas de tout le monde, du coup j'avais envie d'aider. J'avais peur d'être en contact direct avec justement les personnes qu'on peut accompagner et héberger parce que les situations difficiles, les vies compliquées voilà le rejet, l'abandon, l'abandon de ses proches, parfois du pays etc. la fuite, c'est pas évident et j'avais dit à Benoit moi je veux bien vous aider, je veux bien faire partie de l'asso mais je veux pas être en contact direct. Enfin s'il y a des activités à faire avec bien sûr, avec plaisir, par contre à ce moment là on n'avait pas encore d'éducateur spécialisé et donc du coup l'équipe éducative était un pôle à part entière et du coup les bénévoles et notamment délégué et déléguée adjointe étaient en charge du, du, merde, de la situation professionnelle des différents jeunes. Voilà c'est comme ça que j'ai rejoint le Refuge et ça fait deux ans.

Q: Et donc tu as rejoint avec quelles responsabilités comme tu ne voulais pas être en contact direct avec...?

R: Ouais, du coup il m'a proposé, il m'a dit qu'il y avait des besoins notamment dans la partie communication parce qu'au fait il y avait un gros turnover au fait. Je pense que dans beaucoup d'assos et fondations, et plus particulièrement au Refuge à Grenoble, on a beaucoup d'étudiants et étudiantes, donc beaucoup de personnes sont parties pour faire leurs études ailleurs, notamment l'ancien délégué qui était parti et il s'occupait de tout ce qui était réseaux sociaux donc instagram, twitter et facebook. Donc j'ai commencé à faire des posts comme ça, sur instagram principalement, et puis après on a essayé d'être un peu plus présent aussi sur facebook mais c'était un peu plus délicat, et twitter je maîtrise pas trop donc on l'a mis un peu de côté. Et suite à ça j'ai été aussi

dans un autre pôle qui pour le coup était plus le pôle proximité, qui est le pôle en charge de, d'activités pour les personnes qu'on accompagne et qu'on héberge. Donc l'idée c'est que les personnes qu'on accompagne elles ont un contrat qu'elles signent et elles s'engagent notamment à participer à au moins une activité par semaine, et donc depuis un peu plus d'un an et demi maintenant on est passés de permanences régulières les mardis et samedis de 14h à 17h à des permanences ponctuelles mais ponctuelles par les bénévoles et donc proposées avec des activités différentes. Comme ça marche bien dans d'autres délégations comme par exemple à Lyon, et moi à ce moment là j'avais dit je veux bien qu'on essaye, je pense pas que ça va vraiment le faire parce qu'on avait besoin de bénévoles pour proposer des activités, pour les organiser, pour assister à ces activités là, et moi j'avais peur qu'on soit pas assez pour cette démarche là, mais on s'est lancés et ça a été. Là on a un peu plus de mal donc on risque de repasser dans des permanences, entre guillemets obligatoires où plus régulières les mardis et samedis. Les jeunes là ils sont pas obligés de venir à tous tous les temps mais c'était au minimum une fois par semaine, et au fait pourquoi avaient été choisis les mardis et samedis, les mardis parce qu'il y avait la banque alimentaire donc ils récupèrent à ce moment-là les denrées. Et on a des bénévoles à la retraite qui vont à la Banque alimentaire à Sassenage et qui font la distribution ici au local par appartement. Et le samedi en général parce que je pense qu'il y a beaucoup de bénévoles qui étaient dispos à ce moment-là et il y avait beaucoup de personnes qui venaient les samedis. Et après le fait de rendre plus obligatoire les permanences il y avait moins de jeunes qui venaient, et après en général il y a plus d'activités qu'on peut faire mais moins de bénévoles présents. Aujourd'hui ça nous est arrivé quelques fois de devoir annuler quelque chose qu'on propose parce que les personnes hébergées ou accompagnées ne sont pas inscrites à ces activités là, et c'est dommage mais du coup s'il y a une personne on ne va pas les faire. Ou au contraire il n'y a pas de bénévoles à ces créneaux là donc on est obligés de les annuler. Et sur la communication je suis un peu moins actif maintenant parce que du coup depuis deux, trois mois, deux mois je dirais, je suis devenu un des délégués adjoints du Refuge. Il y a eu un switch il y a à peu près un an, où délégués et délégués adjoints ont inversé parce qu'on savait que le délégué allait partir pour ses études et du coup il a fait une transition assez lente de passer de délégation adjoint, et ensuite on nous a proposé avec un autre bénévole d'être délégués adjoints à sa place. Et je suis toujours référent du pôle communication, comme je suis référent du pôle proximité, mais je suis plus autant actif sur le pôle communication, parce que ça marche bien, parce qu'on a une bénévole qui propose des publications vraiment intéressantes, et au fait c'est un peu, on s'est rendu compte là il y a quelques temps que c'était un peu ce rôle là de délégué de déléguer certaines choses au fait pour pouvoir mettre plus d'énergie sur d'autres points là où justement ça manque un petit peu. Il fait savoir que la déléguée n'est plus déléguée aujourd'hui parce qu'elle a démissionné de sa fonction de déléguée parce que ça lui prenait beaucoup de temps sur sa vie perso, sur sa vie pro aussi, ça commençait à nuire un peu à son travail, donc elle a décidé de réduire. On a appris la nouvelle très récemment et un peu brutalement, ça nous a un peu surpris, mais en même temps personnellement pas tant que ça parce que je voyais un peu tout ce qu'elle faisait et ça faisait beaucoup. Et on essayait de l'aider un peu comme on pouvait mais je pense qu'on a loupé un truc. Bon c'est pas grave, c'est moins pire que ce que je pensais parce qu'au moment où on a appris sa démission je pensais qu'elle voulait quitter totalement le Refuge, aujourd'hui elle ne veut plus forcément être en contact direct avec les jeunes. Elle était en charge depuis deux ans et demi de la compta et elle était seule dessus, donc de devoir avoir à reprendre tout un pôle comme ça on s'est dit : Wouah ça va être chaud, mais au fait elle reste au moins pour ça pendant un temps donc ça c'est cool et on verra au fur et à mesure ouais. Aujourd'hui donc il n'y a pas de déléguée officielle, il y a officieusement la déléguée régionale qui dirige de loin la délégation, mais ça va être sur un temps assez restreint parce que elle elle est sur Lyon, elle s'occupe d'autres délégations déjà et donc on est en train de discuter justement avec l'autre délégué adjoint de savoir comment on veut faire, est-ce que l'un de nous deux veut prendre ce poste de délégué, est-ce que c'est obligatoire ou non, est-ce qu'on propose à un autre bénévole et si oui qui. Donc voilà plein de choses qui se passent en ce moment donc c'est pas vraiment une priorité de mettre un visage sur ce délégué mais il va falloir, au fait d'un point de vue administratif, on va nous le demander d'ici peu ouais. Là moi mon poste de délégué adjoint, quand on m'en a parlé, en plus de ce que je faisais ça voulait dire plus de temps avec le national, ce qu'ils appellent Codir et j'avais ça en tête et en fait est venu aussi le fait d'être plus au courant justement des situations des jeunes, donc des PA, des personnes accompagnées et hébergées. C'est une chose que je ne voulais pas au fait à la base mais pour l'instant ça va, parce qu'on est accompagné depuis plus d'un an de l'éducateur spécialisé qui lui suit chaque personne sur son projet de vie, sur son projet professionnel, il fait beaucoup dans tout ce qui est aussi démarches puisqu'on a aussi des personnes issues de l'immigration donc voilà. Des demandeurs d'asile, donc voilà et il suit aujourd'hui 11 personnes, et on a un maximum de, notre nombre de places max est à 13 sauf qu'aujourd'hui on a un problème dans un appartement, on a des punaises de lit, et on a une personne du coup qui est touchée puisque c'est un appartement de trois places, et deux personnes sont parties, j'allais dire de leur plein gré, mais de par la suite logique, elles ont trouvé un travail et sont parties de Refuge, mais voilà cette personne là donc est à part en attendant et on a décidé de se débarrasser des meubles et de remeubler et là c'est en cours. Et donc en plus de la démission de la déléguée on a ce problème là à gérer et d'un commun accord avec le national on reste à 11 places le temps de stabiliser un peu tout ça.

Q: Ok et comment tu définirais toi les objectifs de l'asso?

R: Bah c'est un peu plus clair depuis quelques jours, depuis 10 jours parce qu'on a eu une réunion avec justement la déléguée régionale qui, justement le fait de la démission de Maria moi ça m'a fait un peu réfléchir, et la discussion aussi qu'on a pu avoir avec le directeur général, enfin je sais plus si c'est directeur général son poste mais bref l'objectif du Refuge aujourd'hui c'est d'accompagner, de, d'héberger et, donc d'accompagner

jusqu'à la réinsertion professionnelle, donc trouver un appart, trouver un travail, et aussi si on peut aider à la reconstruction des personnes qu'on accompagne, mais ça c'est vraiment les deux objectifs qu'on doit garder en tête. Et c'est vrai qu'on s'est beaucoup focalisés sur les activités qu'on peut proposer aux jeunes, qui sont pas forcément en lien direct avec ces objectifs là, c'est aussi pour les divertir et essayer de créer du lien entre eux et avec les bénévoles pour qu'ils le voient pas forcément comme un devoir de venir ici mais aussi comme un plaisir, et en même temps ils sont pas là pour, enfin, c'est pas non plus un club de vacances, il faut qu'ils aient en tête, et nous en tant que bénévoles et délégués adjoints il faut qu'on ait en tête que bah ils sont pas là éternellement, donc au mieux on les aide pour refaire leur CV, les entraîner sur les entretiens, mais aussi leur apprendre des choses qui nous paraissent peut-être basiques mais entretenir un appartement, cuisiner certaines choses. Cette réunion elle m'a permis de me dire : ok il faut qu'on se recentre sur certaines choses sur ces activités là et de temps en temps viendra le temps de proposer des choses plus divertissantes. Parce qu'aujourd'hui on a aussi un problème d'absentéisme et de ponctualité, enfin de, de la part de ces personnes là qui au fait ne respectent pas forcément leur contrat d' une activité par semaine, et qui sont en retard et qui parfois s'inscrivent à des activités, des événements et puis ne viennent pas. Donc là on passe un peu pour la police à devoir leur dire : vous pouvez pas faire ça, il y a des gens qui prennent de leur temps libre pour faire ces choses là et on le voit comme un manque de respect de ne pas venir et de ne pas respecter leurs engagements. Donc voilà, tout ça (rires), beaucoup de choses.

Q: Et comment ils arrivent jusqu'à vous les jeunes?

R: Alors plusieurs possibilités. Les personnes qui sont accompagnées ou hébergées peuvent être du coup redirigées par exemple une personne du centre LGBTI peut rediriger vers le Refuge. Sinon c'est principalement une ligne d'écoute qui est redirigée 24h/24h et 7 jours sur 7. Et les personnes elles appellent, soit elles sont en détresse, mais ça peut être aussi des personnes qui sont déjà hébergées ou accompagnées mais qui ont besoin de parler, de dire qu'il y a quelque chose qui s'est passé etc. donc les personnes qui sont sur la ligne d'écoute si je dis pas de bêtises c'est des bénévoles aussi mais qui sont formés justement à rediriger et au fait, euh il y a je crois que l'année dernière il y a eu à peu près 5000 appels, ça devait faire à peu près 1600 qui correspondait à des personnes qui avaient des besoins et qui respectaient les critères, et on a pu, il y avait beaucoup de personnes du coup en liste d'attente mais je crois qu'on a pu répondre à, euh combien c'était, je j'ai plus le chiffre mais au final assez peu puisque du coup on a hébergé 276 personnes sur l'année dernière, et on a 200 places, au niveau national, à Grenoble comme je t'ai dit on a 11 places, principalement issues de la ligne d'écoute, de la ligne d'appel, de la ligne d'urgence (rires) c'est ça le mot que je cherchais. Et voilà après ils passent un entretien pour vérifier qu'ils respectent bien, respectent bien les critères et au vu de leur situation si la personne elle n'a pas de logement, elle dort dans la rue, elle va être prioritaire sur une personne qui peut être hébergée sur une personne qui peut être hébergée par de la famille ou des proches, et au fait il y a un système de priorisation en fonction de l'urgence.

Q: Ok et vous êtes combien de bénévoles sur Grenoble?

R: On est 14 bénévoles, avec des personnes qui sont plus ou moins actives, on va dire je pense qu'on est à peu près 6 ou 7 un coeur assez actif de bénévoles, et après des personnes qui sont là ponctuellement euh on a 2, 2 à 3 bénévoles les mardis après-midi donc des personnes retraitées qui sont là pour la banque alimentaire et Claude qui s'occupe des cours de français les mardis et certains samedis. On a une bénévole qui s'occupe du coup des, du pôle RH, elle elle va recevoir toutes les candidatures et elle va bien cibler pour voir si c'est des personnes qui ont envie de s'engager, sur combien de temps etc., déléguée et délégué adjoint donc ça fait 6, et après, j'oublie qui, et après ponctuellement donc même si on la voit pas en présentiel la personne qui s'occupe des réseaux sociaux elle est relativement active, elle propose des publications très régulières donc ça c'est chouette, voilà. Et quand on fait les, nous on fait des réunions toutes les semaines, on fait un espèce de point hebdo avec déléguée, délégués adjoints et éducatif, où on va parler de la situation des jeunes, si on a des choses à traiter, pour que ce soit des dossiers de subvention, des partenariats, des, voilà des choses urgentes, et des choses aussi, moi faisant partie du pôle proximité pour les activités j'essaie de proposer au moins une réunion par moi pour proposer les activités du mois d'après et parmi les activités qu'on propose on a essayé de proposer aussi un apéro que pour les bénévoles au début, pour créer du lien entre bénévoles. Parce que des fois on se voit mais des fois on se voit pas au fait, parce que ça sert pas à grand chose d'être 14 pour aller au cinéma par exemple, il n'y a pas besoin d'être un nombre max, pas comme à la Pride par exemple voilà où pour le coup c'est vraiment l'événement qui rassemble un maximum de bénévoles.

Q: D'accord, et en termes de ressources matérielles et financières vous reposez sur quoi?

R: Alors au fait on fonctionne principalement par les dons, donc c'est du don et du mécénat, et au fait c'est des dons qui peuvent être au niveau national et après c'est le national qui va nous redistribuer en fonction du nombre de personnes qu'on héberge et qu'on accompagne, et de nos besoins si on a, aujourd'hui nous on a 5 appartements donc on a le budget pour 5 appartements. On a aussi de la subvention de la part de, alors je suis mauvais élève sur ça, je sais plus si c'est la Métro ou la Ville de Grenoble, et après des entreprises aussi qui sont partenaires au niveau national, comme on va avoir par exemple euh, on va avoir Lévis, Ikea, LVMH et après les entreprises qui sont plus locales et qui nous aident nous Grenoble et pas forcément d'autres sites même s'ils sont à plusieurs endroits, comme Beckton Dickinson et Avery Dennison, qui ont pu nous faire des gros dons, ou

financiers, on a eu il y a un peu plus d'un an un don de 18000 euros, et là récemment on a fait un point sensibilisation auprès d'une des deux entreprises et ils ont fait une collecte de dons, on a reçu des vêtements et un peu d'alimentaire aussi. Et le local qu'on a ici on le loue. Globalement dans toutes les délégations du Refuge ça va être de la location, il y a je crois 1 ou 2 locaux dans la région parisienne qui ont été achetés je crois mais sinon c'est loué.

Q: Ok et en dehors des subventions est-ce que vous avez d'autres liens avec la Mairie?

R: Alors on est en lien avec la Mairie, on est invités parfois à des, à des, j'allais dire à des réunions ou des événements, par forcément que Grenoble d'ailleurs, je sais qu'on est en lien avec la mairie de Fontaine où on a déjà fait le forum des jobs d'été pour les étudiants, et donc du coup ça nous permet de nous sensibiliser les personnes ce jour là pour faire du bénévolat et sensibiliser au niveau de la communauté LGBT ou bien sûr oui de devenir bénévole. Et ça permet aussi aux personnes qu'on accompagne et on héberge de pouvoir trouver un job d'été. On a eu ce partenariat là parce que l'ancien, un des anciens délégués a sa mère à la, alors elle est pas maire elle est au service jeunesse de la mairie de fontaine quelque chose comme ça, et du coup on était en lien avec elle et ils nous ont notamment proposé quand ils ont ouvert une nouvelle salle pour les jeunes on a fait une soirée cinéma là-bas où ils avaient projeté le film Love Simon, et à Grenoble on assiste au forum des associations. Du coup là cette année par ma faute je pensais que j'avais fait l'inscription mais au final non donc du coup on va être avec le centre LGBTI et en soi c'est pas plus mal parce qu'en soi pour l'avoir fait déjà deux fois c'est chouette mais au fait parfois il y a peu de personnes et ça peut être long quand on n'a pas de roulement. Voilà je sais que l'année dernière on était deux et la journée était un peu longue, voilà voilà.

Q: Et est-ce que vous avez des partenariats avec d'autres assos qui sont un peu réguliers?

R: Oui, on a des partenariats avec d'autres assos, plus ou moins réguliers en fonction des besoins et des activités qu'on veut proposer, notamment bah dernièrement on a proposé avec les Petites Cantines, donc c'était un des nouveaux bénévoles qui lui pour le coup est dans le pôle partenariat mécénat, donc lui son but c'est justement de trouver des partenaires et des mécènes, à plus ou moins grande échelle, ça peut être le coiffeur du coin qui peut faire une coiffure pour les jeunes qu'on accompagne ou justement un peu plus gros là c'était avec les petites cantines, c'est une association, un restaurant associatif participatif où leur but c'est de créer du lien entre les personnes et proposer des repas pour tout le monde, pour ceux qui ont plus ou moins de budget, plus ou moins de revenu. Donc au fait quand toi tu y vas tu as la possibilité de donner ce que tu veux, donc il faut juste être adhérent et après tu payes ton repas, ils te proposent entre 13 et 15 euros le repas avec le café plat-dessert etc. et après tu donnes ce que tu veux, les gens qui ont peu de revenus donnent moins et ceux qui en ont plus peuvent donner ce qu'ils veulent. Et je trouve ça hyper sympa parce que l'idée c'est vraiment de pouvoir discuter avec la personne à côté de toi et pas genre de juste rester dans son coin, de faire du lien. Et aussi ce qu'ils proposent que je trouve ça hyper cool c'est de venir avant pour cuisiner et après de manger ce que t'as cuisiné et ça je trouve ça hyper chouette, et ils font divers événements après thématiques avec des menus différents, ils récoltent des produits des supermarchés ou du marché, des choses des invendus au fait et parfois ils ont aussi du poisson et de la viande, c'est beaucoup de fruits et légumes du coup c'est local ou de saison donc ça c'est cool. Nous on a vu un gros plus pour les jeunes qu'on accompagne qui ne savent pas ou peu cuisiner. Ils organisent les premiers dimanches de chaque mois ou la semaine entre midi et deux, mais vraiment très chouette. Donc on a fait ça, on a cuisiné ensemble c'était vraiment très chouette. Donc ça c'est au niveau national et on a un partenariat avec ce qu'ils appellent ma petite carte où la personne peut aller manger pour cinq repas, cuisiner aussi si elle veut avant, et la seule contrepartie qu'ils attendent c'est d'avoir un retour d'expérience sur qu'est-ce qu'ils en ont pensé, le lien qu'ils ont pu créer etc. Pour les avoir rencontrés la plupart c'est des bénévoles, il y avait deux personnes en services civiques et 1 ou 2 salariés et le reste c'est des bénévoles. Voilà et j'ai aussi rencontré il y a pas très longtemps une personne de Aides aussi qui m'a parlé du fait qu'il y avait un partenariat avec le Refuge passé un temps et beh qui s'est arrêté et bah pourquoi pas le remettre notamment pour faire la sensibilisation sur tout ce qui est santé sexuelle, et aussi pour pouvoir discuter avec d'autres personnes, voilà. Nous on a déjà fait venir Enipse, qui est aussi dans le même principe mais au fait ils sont pas souvent ici, c'est peut-être une fois par mois quelque chose comme ça alors que Aides pour le coup ils sont au centre LGBTI c'est à Grenoble et il y a des permanences toutes les semaines. Donc voilà j'ai aussi émis la demande de, enfin le besoin de lubrifiant parce qu'on a récupéré des préservatifs à Sida info service, que j'avais pu voir aussi à la Pride, et eux n'avaient plus du coup de lubrifiant et je me suis dit : je vais les contacter aussi pour ça et ils nous en ont donnée donc ça c'est vraiment très cool aussi de leur part. Voilà, je réfléchis en termes de partenariats ce qu'on peut avoir aussi parce que j'en oublie sans doute, mais ouais voilà.

Q: Et donc quand toi tu es arrivé le Refuge était déjà membre du centre LGBTI depuis un moment?

R: Ouais, au fait le Refuge est, était au centre LGBTI passé un temps, historiquement au fait il n'y avait pas de locaux avant extérieur au centre LGBTI et puis je ne sais pas à quel moment ils sont sortis du centre pour se prendre leurs locaux, je sais qu'avant ici ils étaient rue Etienne Marcel je crois, parce que j'allais dire Sergent Bobillot mais ça c'est celle du centre. Je pense qu'on a changé deux fois d'adresse après le centre à cette rue et puis après ici, là je pense qu'on va rester un moment ici, on a des projets justement de travaux pour justement accueillir des personnes à mobilité réduite. On a déjà fait faire les toilettes et l'idée après ce serait de soit mettre une rampe soit euh un élévateur, donc on en a discuté avec le national et ça va se faire.

Q: Ok, et du coup qui participe aux réunions du centre LGBTI?

R: Alors quand j'ai rejoint l'asso, la fondation pardon du Refuge, j'avais demandé justement c'était quoi le contact qu'on avait, le lien qu'on avait avec le centre LGBTI et j'ai accompagné une fois je crois Benoit et après j'ai dit bah si toi tu peux pas je peux y aller, et ça été au fait principalement moi qui y a été, j'y allais quand je pouvais et quand c'était pas trop chaud d'un point de vue soit le Refuge ou pro. Et j'essaye d'y aller pour essayer justement de faire du lien avec les autres assos, et j'essaye de voir et de se dire : bah au fait il y a peut-être des activités qu'on pourrait proposer, il y a peut-être des choses qu'on pourrait faire aussi avec les bénévoles, on a toujours dans l'idée de faire une crémaillère de ce local là parce que pour l'instant on attend de pouvoir accueillir des personnes à mobilité réduite mais on aurait envie justement d'inviter le centre LGBTI, d'inviter les élus de Fontaine, de Grenoble et quelques partenaires qu'on peut avoir. Et j'ai voulu y aller, j'avais noté d'y aller la semaine dernière et au fait euh la démission de la déléguée plus le fait que j'ai dû redescendre dans le sud donc j'y suis pas allé. Je voulais faire un mail déjà pour prévenir qu'on ne venait pas et au moins pour faire un retour de la Pride et au fait je me suis dit, il y avait des trucs que j'avais noté avec les bénévoles et je m'étais dit : on va faire ça, et au fait on a eu une réunion d'urgence pour gérer comment on va faire sans Maria et ça m'est sorti de la tête et je me suis dit mince je l'ai loupé, tant pis. Parce que j'avais dit justement à Maria, si tu peux y aller à ma place euh ça serait chouette parce qu'au fait l'autre délégué adjoint ne sent sentais pas forcément d'y aller puisqu'il est aussi membre de l'association l'Autre Cercle, et comme ils allaient en parler de ça ça allait être un peu bizarre et pas forcément bienvenu qu'il soit présent, surtout que c'était lui qui avait présenté à la base l'Autre Cercle au centre LGBTI donc voilà il s'est dit je pense qu'on a d'autres choses à faire et puis bon c'est pas très grave, une réunion de plus ou de moins on va dire. Voilà.

Q: Et est-ce que tu es parfois en lien avec la Commission Asile?

R: Très peu. Honnêtement, moi personnellement non, je me demande s'il y a quelqu'un du Refuge qui l'est, si oui peut-être plus l'éducateur spécialisé et encore je sais pas je veux pas me prononcer sur ça parce que je suis pas sûr.

Q: Et donc les activités avec le centre c'est quelque chose que tu voudrais développer tu m'as dis?

R: Ouais essayer qu'on soit un peu plus présents, on a déjà beaucoup de choses à faire dans chaque asso du centre hein de toute façon toutes les assos ont déjà beaucoup de choses à faire dans leur propre asso et fondation. Mais ouais j'aurais aimé, tout comme j'aurais aimé participer au 17 mai bah il se trouvait que j'étais à la Rochelle et c'était prévu depuis 1 mois, ou les 30 ans du Refuge, euh les 30 ans du Refuge n'importe quoi, les 30 ans du centre. Mais oui j'aimerais bien participer un peu plus là je me suis noté le ménage qui est à la fin du mois de juillet, et quand bien même on est pas dans les locaux bah si on peut avoir justement un moment où on peut faire du lien avec d'autres assos je pense que ça ne serait que mieux, voilà.

Q: Ok et tu parlais de comment tu as rejoint le Refuge et tu me disais qu'il y avait eu une rencontre après la Pride au centre, c'était organisé par qui?

R: Je pense que c'était le centre en lui-même parce que le blind test avait été organisé si je dis pas de bêtise par Léo, à confirmer, mais ouais, ou peut-être Nicolas, non je pense que c'est Léo, du coup euh ouais, il me semble.

Q: Ok ça marche, et pour tout ce qui est Com les réseaux et tout, est-ce que vous utilisez les canaux de diffusion du centre, l'insta, le site et tout?

R: Non pas du tout, la bénévole qui gère la com elle est pas en lien avec le centre LGBTI, ça pourrait être à discuter, je sais pas dans quelle mesure elle pourrait le faire ou non, parce qu'au fait elle est bénévole et pas de formation com et je sais pas après, mais oui c'est quelque chose que je vais me noter

Entretien n°7 (30 minutes, réalisé le 18 mai au local du Refuge)

Q: Le Refuge a donc le statut de fondation et pas d'association, qu'est-ce que ça change concrètement ?

R: Fondamentalement pour notre organisation ça ne change rien.

Q: Et ça fait combien de temps que vous avez rejoint cette asso là?

R: C'était en septembre 2021.

Q: C'était votre premier engagement associatif?

R: Oui, ouais ouais.

Q: Et qu'est-ce qui vous a poussé à rejoindre cette asso là?

R: Euh (temps de pause), j'avais pas mal d'amis dans la communauté et que je trouvais toutes ces discriminations terribles comme tout le monde, enfin pas comme tout le monde (rires) et de savoir que des parents mettaient dehors leurs enfants c'était quelque chose de très, ça me hérisse le poil quoi, donc voilà pourquoi je me suis engagée.

Q: Et c'est une fondation nationale avec une antenne locale ici?

R: C'est ça, il y a dix-neuf délégations, alors j'ai plus le chiffre exact mais la plupart se sont des délégations avec hébergement et accompagnement, et certaines sont juste des délégations de sensibilisation.

Q: Du coup les objectifs dépassent l'hébergement?

R: C'est hébergement, accompagnement, euh en fait quand ils sortent de chez nous ce qu'on essaye de faire, pour l'instant on y arrive, c'est qu'ils sortent de chez nous avec un logement, un métier et qu'ils deviennent autonomes quoi c'est ça le but.

Q: La plupart sont des jeunes adultes?

R: En France il y a une seule délégation qui accueille les mineurs, que des mineurs à partir de 14 ans, et sinon on a une délégation aussi qui accueille ceux de plus de 26 ans, et sinon nous les autres c'est de 18 à 25 ans révolus, mais ça tend à changer appartement, c'est ce qu'on a commencé à nous dire, je pense qu'on va aller plus loin que 25 ans. Mais pas plus jeunes, plus jeunes ils sont nombreux hein pour peu de jeunes, il faudrait du 1 adulte pour un jeune pour les accompagner c'est plus lourd à gérer.

Q: Et il n'y a pas une sur-demande des plus jeunes? Elle est où cette délégation qui accueille les mineurs?

R: Alors je ne sais plus le lieu (temps de pause), dans le sud je crois, peut-être Nîmes je sais plus, voilà.

Q: Ok, et donc dans le reste des villes ces mineurs se tournent vers le droit commun ?

R: Alors euh pour les mineurs j'ai aucune info sur comment ça se passe.

Q: Et vous êtes combien de membres actifs ici à Grenoble?

R: A Grenoble on a un travailleur, un éducateur spécialisé, il aime pas que je dise travailleur social donc éducateur spécialisé (rires), voilà donc un salarié. Et sinon on est, je sais plus la dernière fois que j'avais compté on était douze (hésitation), douze bénévoles. L'éducateur il fait le côté accompagnement social voilà.

Q: Et vous arrivez à accompagner combien de jeunes à peu près?

R: Aujourd'hui on a treize places d'hébergement, quand je suis arrivée on en avait cinq, on est passés à treize, on devrait passer à quinze à la fin de l'année là. Et elles ne sont pas toutes prises parce qu'on voudrait passer une à deux chambres en PMR, parce que le local aussi on est en train de le passer en PMR parce qu'à Grenoble ça a du sens quoi. Et puis il n'y en a pas d'autres ailleurs en France dans notre structure, comme Grenoble il y a des transports en commun accessibles et tout, c'est plus facile entre guillemets.

Q: Et l'asso a été créée à Grenoble en quelle année?

R: Oui c'était euh je l'ai vu passer il n'y a pas si longtemps (hésitation) ah je sais plus, je ne sais pas si je peux le retrouver rapidement ça mais c'est pas si vieux.

Q: Et il y a eu une évolution des missions dans le temps?

R: Depuis que je suis là, moi oui. Après il y a une nouvelle direction qui s'est installée euh (hésitations), j'ai du mal à me rappeler des dates (rires) mais ça fait un an parce qu'on s'est vus il y a pas longtemps et la personne a dit que ça faisait un an que la nouvelle direction est en place. Ils ont mis plein de choses à plat, les contrats d'hébergement, le contrat de bénévolat, tout ce qui est structurant au fait pour la fondation. Ils ont tout relu, tout, et puis ils ont fait du ménage dans les employés là-bas, il y avait beaucoup, beaucoup d'employés donc ils ont fait beaucoup de ménage, euh c'était le siège non il est à Montpellier. Entre Montpellier et Paris il y avait plus ou moins deux sièges, le siège aujourd'hui ils veulent le transférer à Paris mais il est encore à Montpellier, et par contre la direction est installée à Paris. Voilà ils ont fait un peu de ménage en arrivant et tout restructuré au fait.

Q: Et ça a eu des impacts, ce changement de direction, sur l'antenne locale ici?

R: Non pas tellement.

Q: Et je n'ai même pas demandé, c'est quoi votre rôle dans l'association est-ce qu'il y a des rôles attirés?

R: Moi je suis déléguée départementale bénévole, et j'ai deux délégués adjoints. Après on fonctionne par pôles, on a un pôle proximité, donc le pôle proximité c'est celui qui organise toutes les activités avec les jeunes que ce soit au local ou à l'extérieur, c'est aussi celui qui organise la Pride là qui arrive bientôt. Euh on a le Pôle logement, quand on a un nouveau logement bah si il est pas meublé bah faut trouver des meubles, pas chers (rires). Mais on a souvent de la chance là la dernière fois sur un des apparts qu'on venait d'avoir on a eu une dame qui nous a appelé en nous disant qu'elle changeait d'appart et donnait ses meubles. On a pratiquement pu meubler tout le monde avec ses meubles (rires) c'était cool. Mais bon c'est pareil, il faut louer un camion, aller chercher les meubles et les porter au deuxième étage sans ascenseur.

Q: C'est des logements individuels?

R: Oui oui c'est, euh non c'est des logements euh, individuels par personne vous voulez dire? Non non, ils sont deux à trois par appartement avec chacun leur chambre, ce qui n'est pas le cas partout, il y a des fois ils sont deux dans une chambre mais moi je suis pas pour ça, on reste sur une chambre chacun. Ils ont déjà vécu euh, ils arrivent là ils sont déjà assez... Alors après il y a des colocs où ça se passe super bien, ils arrivent à faire des activités ensemble, et d'autres colocs où ils restent chacun dans leur chambre. Les autres pôles il y en a plusieurs mais bon après je sais plus (rires), j'ai ma petite lise là (va chercher dans ses documents), alors logement, logement, logement. Le pôle communication aussi, on a une personne qui gère toute la com sur les réseaux, euh comptabilité, logement et comptabilité c'est moi. Il y a le pôle financement et partenariat pour essayer de récupérer des sous, on a une personne dédiée. Le pôle formation et sensibilisation, ça c'est plus pour nous former nous et après on a une mission aussi qui devrait être d'aller dans les écoles et les collèges lycées pour sensibiliser, j'allais dire porter la bonne parole mais (rires) donc, mais pour l'instant euh il faut être formé je crois qu'il n'y a que moi qui est formée et je travailler à temps complet donc j'ai pas le temps quoi (rires), c'est compliqué d'aller dans une école et puis d'aller euh...

Q: C'est qui qui vous forme du coup?

R: On a un pôle formation au niveau national qui nous forme. Et puis on a aussi un pôle RH pour gérer les bénévoles, la gestion des bénévoles, et bah c'est tout, c'est pas mal déjà.

Q: Et financement et partenariat, c'est aussi partenariat avec d'autres assos?

R: Alors euh on travaille avec qui? récemment les petites cantines. On est allés faire un atelier chez eux, on arrive à 9h30 du matin avec les jeunes et nous et on cuisine pour le nombre de couverts qu'il va y avoir à midi, on prépare le repas et on mange. C'est une cantine solidaire, donc les gens qui viennent payent selon leurs moyens. Qu'est-ce qu'il y a d'autres, euh on travaille avec le centre LGBT, avec Rita pour toutes les questions euh hésitation) trans, transgenre. Euh (hésitation), avec qui on travaille d'autre euh ça ne me revient pas comme ça, ah si le GUCEM aussi, parce que je travaille chez Petzl et au fait il y a une fondation Petzl et j'ai demandé une dotation pour pouvoir faire une sortie escalade et randonnée avec une nuit en refuge, et du coup il nous restait des sous, c'est eux qui nous ont accompagné pour cette activité là et qui continue d'accompagner certains jeunes accompagnés par l'escalade un dimanche par mois ils les aident à progresser en escalade. Et sinon Rita, au fait nous on envoie, on travaille ensemble, enfin travailler ensemble plutôt on envoie nos jeunes vers eux quoi, c'est à dire qu'ils aident nos jeunes quoi. Moi en direct j'ai pas vraiment de...

Q: C'est plutôt l'éducateur de l'asso qui a leur contact ?

R: Oui exactement c'est lui qui a tous les contacts sociaux hein la partie sociale c'est lui gère.

Q: Et depuis quand est-ce que vous êtes adhérents au centre LGBT?

R: Alors moi je suis là depuis 2021 et on y était, avant je pense aussi mais je n'ai pas, je ne saurai pas te dire.

Q: Et quelle place a le centre LGBT dans le fonctionnement de l'asso en dehors de ce pont avec Rita pour l'accompagnement des jeunes?

R: (temps de pause), bah (hésitation) je sais pas. Moi j'ai pas, j'ai très peu de contacts avec eux, on a un délégué adjoint qui est leur contact mais... pour la Pride, ils nous aident pour la Pride puisque c'est eux qui gèrent un peu le truc, mais sinon ouais je sais pas, il faudrait que je lui demande s'il y a d'autres... là comme ça ça ne me vient pas.

Q: Vous n'utilisez pas le local du centre LGBT?

R: Non, jamais. Ça a juste du sens parce qu'on travaille sur la même communauté au fait.

Q: Et en termes financiers vous avez quelles ressources?

R: Que des dons pour la plupart, au national c'est 80% de dons, et sur la ville euh on a euh la mairie qui nous donne 5000 euros par an, c'est tout (rires).

Q: La métropole non?

R: Pour l'instant non, on doit rencontrer Christophe Ferrari, on n'arrive pas à se trouver un créneau (rires) mais je pense qu'on va y arriver en Juin.

Q: Et en dehors de cette subvention est-ce que vous avez d'autres liens, relations avec la ville?

R: Bien sûr bah de toute façon pour faire une demande il faut produire de la documentation donc on leur donne toutes les infos oui oui.

Q: Et côté Département, Préfecture il y a aussi des partenariats qui existent?

R: On n'en a qu'un non on a que les 5000 euros, l'ALT, l'allocation logement temporaire.

Q: Et à l'échelle nationale est-ce qu'il y a un travail de plaidoyer, avec par exemple des communiqués de presse ou des choses comme ça?

R: Alors je sais pas franchement, je... entre mon boulot et le Refuge euh je sais pas du tout ce qu'ils font je peux pas tout suivre au fait, moi je m'occupe de Grenoble déjà c'est pas mal (rires). Moi je dégage six heures par semaine minimum, ça c'est le minimum parce qu'on se voit le lundi soir et le samedi après-midi, sinon après c'est ce matin je suis encore allée chercher un carton pour un habitant, c'est plein de petits trucs comme ça qu'il faut faire, mais c'est beaucoup de temps au fait. Parce que la compta à faire aussi ça prend un peu de temps, donc je compte pas au fait (rires) c'est plus simple.

Q: Est-ce que vous pensez qu'il y aurait un intérêt pour le Refuge à développer plus de liens avec la Ville ou pas vraiment, pour participer à des événements, festifs ou non, contribuer à des temps organisés par la Ville contre l'homophobie etc.?

R: Alors euh l'association euh la fondation donc vous voulez dire les bénévoles ou les jeunes? Parceque ce qui est toujours un peu compliqué quand on est, quand nos personnes accueillies sont mélangées avec d'autres au fait c'est le regard sur certaines personnes, notamment les personnes en transition où là c'est compliqué, et je ne sais pas si ce serait bien ou pas, là je... après je suis peut être trop sur la défensive mais c'est vrai que ça peut être compliqué pour eux aussi.

Q: Et par rapport à la commission asile du centre LGBT, s'il y a des jeunes qui sont en danger à cause de LGBT phobies et qui font pour cette raison une demande d'asile...

R: On a aussi des demandeurs d'asile hein.

Q: La commission asile du centre c'est plus de l'accompagnement social et de l'animation?

R: Peut-être je ne sais pas, ça c'est plutôt Vincent qui pourrait vous répondre, ouais (temps de pause), tout ce qui est accompagnement il aura plus de réponses parce qu'il a mis aussi des choses en place comme ça fait plus d'un an qu'il est arrivé, avant il n'y avait pas de salarié c'est nous qui faisons l'accompagnement social.

Q: Ah ouais?

R: Et ouais, c'est chaud hein (rires).

Q: Et les demandeurs d'asile représentent une partie importante des personnes que vous accueillez?

R: Oui oui, on a des personnes qui sont en attente de leur premier entretien OFPRA, on a des personnes qui sont entre les deux, on a des personnes qui ont une OQTF donc ouais ouais c'est chaud ouais. On sent le changement là, je sais pas ce qui se passe, on a jamais pour l'instant, au fait quand ils arrivent dans un pays avant nous, au fait s'ils se font choper en France ils sont renvoyés dans ce premier pays là, et plusieurs fois on en a eu plein où c'est passé comme une lettre à la poste, personne n'a jamais demandé à récupérer, au fait il faut qu'il y ait une demande faite au pays pour savoir s'ils acceptent qu'on renvoie le jeune, et là il y a un pays qui a accepté l'Espagne. Jusqu'à peu au fait le pays, surtout l'Italie au fait on n'a pas de soucis ils renvoient pas,

mais l'Espagne là ils ont dit oui, donc le jeune est encore là mais on attend, on suppose qu'à la prochaine convocation à Lyon ils vont le mettre dans un avion direct quoi, c'est chaud ça hein.

Q: Et il y a aussi des jeunes qui viennent de France?

R: Ouais, oui oui on a les deux.

Entretien n°8 (20 minutes, réalisé le 24 juin au local du Refuge)

Q: Alors tu as rejoint quand le Refuge, et comment tu en avais entendu parler?

R: Alors ça s'est fait en Avril 2023, dans un contexte un peu particulier où c'était une ouverture de poste de travailleur social, du coup moi je suis éducateur spécialisé, et du coup avant au fait l'accompagnement social des jeunes et tout ça c'était fait par l'équipe de bénévoles qui intervient toujours auprès des jeunes mais du coup sur un autre versant aujourd'hui. Donc je suis arrivé voilà en Avril 2023, comment, et bien je connaissais le Refuge et justement je savais qu'il n'y avait pas de travailleur social à proprement parler ni de salariat dans cette association, et j'ai vu l'offre sur Indeed je crois et je me suis dit bah chouette dis donc ça recrute et du coup j'ai postuler sans trop savoir à quoi m'attendre, et au final ça a été le premier pied dans la porte et ça s'est fait comme ça, un petit peu par curiosité et par opportunité aussi que j'ai vue.

Q: Et tu sais si ce n'est qu'à Grenoble qu'ils ont commencé à recruter des éducateurs?

R: Il y en avait à, bah du coup c'est un peu mes collègues quoi, qui sont les autres TS partout en France, et c'est vraiment un désir très profondément affirmé depuis janvier 2023 de recruter sur les délég où il n'y a pas de travailleurs sociaux, travailleurs et travailleuses sociales, de recruter des pros pour gérer l'accompagnement social et les quotidiens avec les jeunes quoi sur des situations. Donc ça s'inscrit vraiment dans une dynamique nationale ouais.

Q: Ok, et comment tu définirais les objectifs du Refuge, et ça passe par quels types d'actions pour mettre en œuvre ces objectifs?

R: Ça passe par toutes les actions possibles et imaginables j'ai l'impression. Franchement je suis là depuis plus d'un an et je suis encore là à essayer de dresser un peu des listes exhaustives de mes missions mais c'est pas possible (rires), et des actions des bénévoles aussi c'est hyper large quoi. Le postulat c'est qu'on accueille une personne qui est à un moment de rupture dans sa vie, rupture familiale, professionnelle, et des moments de transition importants niveau santé et tout ça, avec une grande précarité quand même ça ça peut être un peu le socle commun. Et quand on commence l'hébergement on aura un premier sas de bah, on se pose on essaye de déjà revaloriser, se réaffirmer, recommencer un petit peu à croire en soi quoi, et ensuite on va travailler vachement sur des démarches liées à la santé, sur des parcours de personnes en transition, sur l'insertion professionnelle, sur l'accès au logement, tout ça quoi.

Q: Ok, et depuis un an que tu y es, est-ce que tu as vu un peu une évolution ?

R: Donc moi je m'occupe de tout ce qui est accompagnement social large quoi, et les bénévoles ils sont plus pour faire de la sensibilisation auprès des entreprises, pour proposer des activités chouettes aux jeunes, pour qu'il y ait des moments un petit peu sociaux collectifs quoi. Donc ouais on fait des allers-retours mais c'est vrai qu'on est sur des missions quand même très distinctes les unes des autres. Et moi j'ai quand même le secret professionnel donc je peux pas non plus partager avec eux sur ce que je fais au quotidien avec les jeunes quoi.

Q: Et comment vous fonctionnez localement là, l'antenne, pour prendre des décisions etc.?

R: Il y a des temps d'échange ouais, des temps principalement avec la déléguée départementale, ses adjoints et moi-même. Du coup ça forme une espèce de, on appelle ça l'équipe éducative (rires), mais voilà c'est un petit peu notre, notre instance interne de décision, d'échange sur les situations, à eux trois je m'autorise plus à dire là où j'en suis avec les jeunes et tout a, plus qu'aux bénévoles. Donc plus un truc de partage et de décision collégiale aussi quand il y a des gros soucis, ça peut arriver qu'il y a des avertissements, des décisions un peu plus sures à prendre, pour que les responsabilités soient un petit peu diluées et saines bah on se sert beaucoup de ces instances pour ça quoi. Après entre eux ils se subdivisent un petit peu les choses, avec le pôle logement, le pôle proximité etc. Donc eux ils ont une organisation bien à eux pour essayer de gérer tout ça quoi, parce qu'il y a aussi énormément de comptabilité et tout ça, donc c'est vraiment un bénévolat plus plus plus quoi dans lequel ils sont inscrits.

Q: Donc vous êtes quatre, cinq membres très actifs, et après il y a tout un ensemble de bénévoles c'est ça?

R: Ouais c'est ça, qui peuvent être aussi assez actifs hein, à travers des activités, et ça se fait pas trop sur grenoble, ça se faisait avant mon arrivée mais du coup j'ai un peu récupéré le machin, mais à Lyon par exemple il y a une équipe de quatre bénévoles qui font des visites sur les appartements, sur les colocations des jeunes. Je trouve ça chouette aussi, ça fait un autre regard, c'est pas mal de croiser. Nous actuellement ça se fait pas, après on fait aussi avec les moyens qu'on a en termes de bénévoles quoi.

Q: Et toi les jeunes tu les vois plutôt sur leur logement ou ici sur des temps collectifs?

R: C'est hyper variable, pas mal d'entretiens individuels, euh selon l'ambiance sur les logements ça peut être aussi beaucoup de médiation sur les colocs, et puis je fais aussi pas mal d'accompagnement aux rendez-vous en extérieur, il y en a qui ont un peu de mal, de méfiance, un peu de tout ça à la fois quoi, vis-à-vis des institutions, qui gardent un peu des comportements des fois on peut le dire clairement transphobes, et donc ils ont besoin parfois d'être réellement accompagnés et donc je peux aller des fois à l'extérieur comme ça, à bicyclette. C'est très variable, aux impôts, des acteurs locaux multiples quoi, c'est en fonction des besoins, on sait pas trop ce que, le lundi j'arrive je sais à peu près le tenant de ma semaine mais pas beaucoup plus (rires).

Q: Et financièrement comment fait l'asso ici, c'est quoi les principales sources de revenus?

R: ça je mets pas trop mon nez dedans, par manque de temps et manque d'envie (rires) ouais c'est plutôt Maria qui a une vision sur ça puisque c'est elle qui gère le pôle comptabilité en plus de ses responsabilités de déléguée, mais ouais il y a des dons locaux et puis il y a une aide du national aussi, ça a l'air de faire pas mal d'allers-retours quand même, mais voilà je suis pas du tout expert en la matière.

Q: Et est-ce que de par les actions que tu as faites il y a eu des choses où vous avez été sollicité par la Ville ou d'autres acteurs comme la Métropole?

R: Moi non, moi non après les bénévoles plus, ceux en charge de la communication, des sensibilisations et tout ça ouais, ils font des interventions en entreprises, euh dans les espaces Mairie, CCAS et tout je suis pas certain non. J'en ai déjà vu mais pas mal en entreprises quand même, et dans d'autres délégations dans les écoles aussi, les IMS interventions en milieu scolaire ça se fait bien. Voilà, mais après ouais pareil ça je suis assez loin quand même.

Q: Et vous avez des partenariats avec d'autres assos?

R: Euh ça peut arriver mais quand même très ponctuellement, là on a un truc avec le GUCEM, le truc d'escalade, randonnée machin et tout, pour des activités où il y a des jeunes un peu plus autonomes quoi qui y vont, sur l'insertion pro il y a pas mal de choses qui sont en mouvement. Pareil c'est un gros désir du national d'aller un peu fort sur l'insertion professionnelle, nous on met un peu les warnings sur le terrain avec les autres collègues parce qu'on accueille quand même des jeunes, c'est bien beau de parler de l'insertion par l'emploi mais il faut déjà aussi, il faut être en mesure d'y aller soi, mais il y a pas mal de partenariats qui vont être mis en place, d'autres qui existaient déjà avec LVMH, Nespresso, Ikea mais nous on n'arrive pas sur l'Isère mais d'autres délégations qui bossent super bien avec eux, Carrefour. Donc ouais là il y a un vraiment un gros désir d'insertion professionnel, donc la majorité des partenariats qui vont être trouvés par le national ça veut être dans cette direction. Après c'est nous sur le terrain on essaye un petit peu de rencontrer des recteurs, mais c'est difficile niveau temps aussi. Moi, le but visé c'est que je suive une quinzaine d'hébergés. On peut accompagner des jeunes sans hébergement, mais ouais c'est pas le but en soi quoi parce que bon au niveau des sous on est financés par certains acteurs qui financent pour de l'hébergement et pas de l'accompagnement de jour mais des fois c'est pertinent et du coup on se retient pas de le faire ouais, après ça arrive pas non plus pas très très souvent quoi. Parce qu'il y a besoin d'hébergement, et toutes les demandes elles passent quand même par la ligne d'écoute, c'est une ligne nationale, donc c'est pour ça aussi des fois on a des jeunes qui viennent de partout en France au final.

Q: Et par rapport au centre LGBTI, est-ce que toi tu as des liens des fois avec le centre.

R: Non, très peu. Vu que je suis quasiment exclusivement sur de l'individuel ou alors des permanences collectives quoi, mais euh non, très très peu.

Q: Il y a des réunions du CA du Centre, est-ce que des membres de l'équipe y vont?

R: Il y a Hugo qui y va, enfin qui y est allé les deux dernières fois si je ne me trompe pas. Mais non après c'est vrai que ça reste, ouais ponctuel. Après on sait qu'il y a les samedis queer à telle date du coup on peut orienter les jeunes, mais c'est pas dans un truc d'aller-retour quoi. C'est plus relayer des infos.

Q: Ok, et est-ce que ça vous est arrivé d'aller vers la Ville pour des demandes de visibilité ou des choses comme ça?

R: Pas à mon niveau non, c'est vrai que ce serait pas inintéressant de le faire, mais moi j'ai jamais contacté la Ville non.

Q: Tu sais comment s'était prise la décision de rejoindre le centre, même si c'était avant ton arrivée?

R: Non j'ai pas eu d'info du tout non, faudrait ouhla (rires) aller chercher les anciens, les anciens et les anciennes. Et juste nous aussi on accompagne pas mal de personnes en demande d'asile, donc la commission asile du centre ça peut être des ressources qu'on va communiquer aux jeunes quand ils arrivent, pareil que les liens avec l'APARDAP ou l'ADA, c'est tout un réseau dont on peut se saisir aussi en termes d'orientation. Il n'y a pas vraiment de croisement, j'ai un peu plus de liens téléphoniques avec l'APARDAP par exemple mais c'est vrai que c'est difficile de savoir aussi quoi. Moi ça peut m'arriver d'aider des jeunes à se préparer à des entretiens, la rédaction du récit de vie s'ils le souhaitent hein je peux les aider sur des relectures tout ça, et préparation à l'entretien et éventuellement y aller. Et après bon quand ça se passe mal aussi on a une avocate qui intervient pour la fondation, c'est tout récent, mais depuis Paris, et elle peut être là pour défendre les recours à la CNDA, elle était là un petit peu en mode consultante conseil quoi et maintenant elle est plus active et elle est financée pour ça depuis, je dirais janvier, février. C'est assez récent ouais. Mais c'est chouette c'est un bon relais quoi, parce que c'est vrai que dans ces situations t'es un peu con quoi, t'as un refus OFPRA et tu fais bon allez on fait quoi (rires), on fait quoi on vas où. Il y a pas mal de jeunes du coup qui vont un peu partout, et d'autant plus du temps, là je crois qu'ils en font plus, mais quand le centre LGBT enfin la Commission elle pouvait faire des attestations d'accompagnement, alors ils allaient à tous les endroits pour avoir le max d'attestations quoi aussi. Je crois qu'ils en font plus maintenant, j'ai vu passer un mail l'année dernière quelque chose comme ça je crois, mais peut-être je te dis des anneries. Et nous on en fait des attestations pour les jeunes, attestations d'hébergement et d'accompagnement.

Entretien n°9 (45 minutes, réalisé le 11 juin au domicile d'un.e autre bénévole des Voies d'Elles)

Q: Donc toi, quand est-ce que tu as rejoint les Voies d'Elles?

R: Alors, moi, j'ai rejoint les Voies d'Elles à l'origine parce que j'étais avec le groupe qui a fondé les Voies d'Elles. D'accord. Alors, la date, c'est... 92, je crois. Donc il y avait un groupe avant les voies d'Elles, ce n'était pas officiel en tant qu'association déposée. Voilà. Donc moi je suis arrivée sur Grenoble en 81 et en 82, j'ai, en 1982, j'ai rejoint un groupe qui était, je ne pense pas une association, mais c'était la Maison des Femmes, c'est-à-dire un lieu dans le quartier Saint-Laurent, en face de la statue de Xavier Jouvin. Donc un petit local un peu sordide à l'arrivée, puis chaleureux à l'intérieur, mais bon, il me semble que c'était un genre de gymnase ou un truc où il y avait des choses qui étaient stockées, je ne sais pas trop quoi. Puis il y avait un espace où il y avait un groupe de filles qui se rassemblaient pour discuter et tout ça. Il y avait une opération qui s'appelait sur le campus c'était des affiches où était écrit : Lesbiennes, démasquez-vous . C'est pour ça que je suis arrivée, mais ça, ce n'était pas les Voies d'Elles, ça c'était à la maison des femmes, donc c'est pour ça que je suis arrivée là-bas, parce qu'il y avait des grandes affiches vertes avec les personnages, les femmes en noir, les têtes de femmes en noir, et c'était marqué : Lesbiennes démasquez-vous, avec le numéro de téléphone. Mais c'était le local de la maison des femmes, à Saint-Laurent, un truc un peu sordide, j'ai déjà dit mais ça faisait souvenirs (rires). Et après, ça a duré quelques années, c'était un peu informel quoi, c'était des groupes de discussion. Après moi je suis partie pendant 4 ans. Je suis revenue sur Grenoble en 87 il me semble. Et il y avait un groupe au Planning familial, parce que la maison des femmes avait disparu. C'était un local qui était prêté par le planning familial. Et donc sur ces entrefaites, comme il y avait quand même un peu des dissensions, ça ne bougeait pas trop, et donc il y a Claudia Belledent qui a proposé de créer une association déposée et tout ça. Donc c'est ce qui s'est fait, on était quatre ou cinq à suivre Claudia, à l'accompagner en tout cas et être les fondatrices de l'association Les Voies d'Elles.

Q: Ok, donc vous étiez 4, 5 à l'origine?

R: Oui, 4, 5, 6 peut-être. Il y avait un noyau d'essentiellement 2, 3 personnes et puis il y en avait 2, 3 autres qui gravitaient autour selon. Il y avait Bernadette aussi, mais bon, elle était plus... C'est Claudia qui a proposé l'idée, qui a été à l'initiative, quand même, de proposer l'idée, et voilà.

Q: Et tu es restée jusqu'à quand, ou bien si tu es toujours membre?

R: J'y suis toujours, mais là, enfin, depuis un certain nombre d'années, je suis un peu à distance, mais je cotise toujours. Voilà, je suis membre soutenante.

Q: Mais du coup, si tu es toujours membre, mais moins active, jusqu'à quand tu dirais que tu as été membre active de l'asso? Tu es arrivée quand?

R: En 99. Voilà, en 99. Donc, voilà, on était quelques-unes à être là pour faire les permanences, pour pas que ça meurt quoi. Et puis après, il y a un groupe, notamment, avec Catherine, et Emma, qui sont arrivées. Et donc, ça relance une dynamique. Et bon, moi, j'avais des problèmes un peu plus personnels, donc, j'ai pris un peu de recul à ce moment-là. Je faisais des permanences. Mais je veux dire, c'était une fois de temps en temps.

Q: Ok, ça marche. Et comment tu définirais les objectifs de l'association?

R: Il y a des objectifs officiels et puis il y en a qui sont peut-être moins officiels. Ce n'est pas un groupe de rencontre mais par le fait que c'est ce qui s'y passe. Donc au départ c'était plus un groupe qui se réunissait pour défendre un peu des idées et puis proposer surtout des animations, des choses comme ça. Des animations, se réunir pour aller au cinéma, pour aller au resto, pour faire des balades, des choses comme ça, l'activité un peu ludique quoi. Et puis après, ça a pris un tournant carrément plus politique. Parce que déjà la demande d'un local auprès de la mairie, c'était très politique à l'époque.

Q: Vous l'avez fait quand cette demande?

R: Eh bien quand on a fondé l'association, parce qu'après une fois qu'il y a eu l'association, il y a d'autres assos qui existaient déjà, Randos, A jeu Égal, pas David et Jonathan, en tout cas ils existaient, mais ils n'étaient pas avec le collectif. Il y a eu un collectif, parce que Claudia connaissait aussi Paul, qui était je ne sais quoi. Claudia qui venait de David et Jonathan, qui a proposé, avec Paul, qui ont proposé qu'il y ait un collectif. Parce qu'en tant qu'association des lesbiennes de Grenoble, on ne pouvait pas avoir un local, par exemple. Donc chaque association individuellement, on ne pouvait pas avoir un local. Donc il fallait qu'on soit réunis en un collectif.

Q: C'était une demande de la Ville d'être réunis pour pouvoir avoir en local?

R: Voilà. Il nous a été suggéré. Et donc il y a eu l'initiative de Paul, notamment, je ne sais pas son nom. Paul? Bref, en tout cas, il y a eu un collectif qui s'est rassemblé, donc avec Randos, A jeu Égal, peut-être David et Jonathan, et nous, les Voies d'Elles, qui se sont rassemblés pour faire le collectif CIGALE. Centre Inter-Association, gays et lesbiennes, collectif inter-associations gays et lesbiennes.

Q: Et du coup à partir du moment où vous êtes regroupés, la demande pour avoir le local ça s'est fait assez facilement?

R: Ça a changé de municipalité un peu aussi et du coup on a eu un local à Sergent-Bobillot là-bas, donc il fallait qu'on se répartisse entre les assos comme c'est maintenant depuis il y a eu beaucoup plus d'assos qui sont arrivées et puis il y en a eu d'autres entre temps qui sont arrivées, notamment Contact.

Q: Et du coup si j'ai bien compris il y a eu un peu une évolution où c'est devenu un peu plus politique dans les années 2000 et c'est à dire ça passait par quoi du coup par exemple?

R: Une certaine visibilité, parce qu'avant on était une à vouloir aller défiler pour la gay pride, Claudia est allée au charbon parce qu'elle était passée à la télé voilà elle osait montrer, dire qu'elle était lesbienne mais après il y en a plein d'autres qui étaient dans le placard donc on avait vaguement défilé mais c'était un peu planqué quoi. Et donc à partir du moment où on a eu un local on était un peu plus costauds, et on s'est senties un peu plus fortes pour organiser des choses, demander des subventions après ça a pris d'autres proportions pour aider celles qui étaient dans la précarité, mais au départ c'était voilà c'était juste exister et pouvoir être présenté comme des interlocuteurs auprès de la mairie.

Q: Quand tu dis pour aider celles qui étaient dans la précarité, c'était les membres de l'asso qui avaient moins de moyens?

R: Oui, quand il y avait des activités payantes, c'était la participation active financière, la PAF. Qui existe encore, normalement.

Q: Et si tu suis toujours un peu, même de plus loin aujourd'hui, est-ce que tu penses qu'il y a de nouveau eu une évolution? Comment elles ont changé les missions maintenant?

R: Maintenant, c'est les jeunes qui sont venues et qui ont repris les choses et qui font un tas de propositions d'activités, de réunions, qui sont super dynamiques, ça c'est bien, puis qui ont fait une fête, il y avait 5000 personnes t'imagines? 5000? Oui enfin la marche des fiertés c'est pas que les voies d'Elles c'est le collectif, du coup. C'est le collectif.

Q: Mais sur les types de missions proposées, tu trouves que... Tu trouves que c'est un peu les mêmes missions qu'à l'époque ou qu'est-ce qui a changé?

R: Là, je n'ai pas relu les statuts vraiment, mais... Il y a des actions en faveur des trans. Et il y avait une question d'intersectionnalité qui se posait c'est à dire qu'on était à la fois femmes et lesbiennes donc on essaie de faire reconnaître cette double discrimination et parfois les gays avaient du mal à comprendre, c'était pas toujours fluide avec eux. Oui c'est pas toujours fluide avec le collectif cigale, c'est pas toujours fluide. Je pense que ça a un petit peu changé.

Q: Et est-ce que, vers le moment de la création, vous avez commencé à vous tourner pour des subventions de la ville? Vous êtes allées voir aussi département, préfecture et autres ?

R: C'était plutôt la ville. C'était déjà pas facile d'avoir quelque chose en cherchant local en fait parce que sinon on accueillait les personnes dans un bar donc c'est pas simple quoi, ou chez quelqu'un. Donc ce n'était pas toujours facile d'accueillir, que la personne vienne chez quelqu'un qu'elle ne connaissait pas. Donc ça, c'était très compliqué. Selon qui accueillait, c'était à tel endroit ou à tel autre. Donc il n'y avait pas un lieu où on pouvait se retrouver et décider des choses ensemble. Voilà, donc il y en a une qui habitait là, l'autre qui habitait ailleurs. Donc c'était... Voilà on cherchait un local. Le premier truc c'était un local comme ça, c'était un endroit fixe où on pouvait avoir un soir. Donc on avait pris le lundi soir et c'était... Je ne sais pas comment ça marchait exactement à l'époque déjà mais comme il n'y avait que 5 à 6, c'était pratique. Voilà, c'était un jour, un jour, on était presque, c'était un bazar. Voilà, puis de temps en temps, un week-end, enfin un samedi, on parlait des trucs.

Q: Et est-ce que tu te souviens avec qui vous étiez en contact pour cette demande de local?

R: Non, ça je ne sais pas du tout. Il faudra demander à Claudia parce que c'était elle qui faisait aussi les papiers et tout ça.

Q: Est-ce que vous avez fait des partenariats avec d'autres assos à cette époque-là?

R: Avec le collectif Cigale. Donc Randos, il y avait des liens avec le Nid, l'amicale du Nid, Bernadette, elle a beaucoup tourné autour de différents assos. Donc elle proposait des choses en lien mais c'était un peu ponctuel quand même, ce n'était pas vraiment des liens. Et on était avec le Planning familial, parce qu'au départ il y avait quand même le local.

Q: Est-ce que concrètement il y avait des actions avec eux des fois ou c'était plus une forme d'histoire commune?

R: Ben c'était des femmes qui étaient aux deux. Voilà qui venaient. Il y en a qui sont allées dans les collèges ou les lycées pour faire aussi pour parler de ce que c'était, qui étaient invitées par des profs qui venaient pour présenter. Ça c'était un peu plus tard quand même. Et puis la réunion à Autrans qu'elles avaient faites avec la coordination et tout ça, la coordination lesbienne. La CLF, coordination lesbienne en France. C'était CLN au début, coordination lesbienne nationale, après on a dit en France, après on a dit de France, ça a changé.

Q: Et avec Randos, à jeu égal, et puis les autres assos qui sont arrivés, vous avez fait un peu des choses en commun ou pas trop?

R: Il y a eu des balades, des choses comme ça, il y avait aussi le 1er de l'an, le 1er de l'an qui se passait à un autre moment, il y avait une petite fête de l'association CIGALE, le collectif CIGALE et puis il y avait des activités en lien avec d'autres associations en France, avec Dijon, avec Marseille, avant qu'ils aient la CLF vraiment d'accord, il y avait des femmes qui venaient quoi qui transitaient, par la connaissance par le bouche à oreille parce que on connaissait l'une qui faisait partie de telle asso, donc ou il y avait des copines qui montaient ou on y allait. Et puis après il y a eu les films aussi, ça c'est aussi notre groupe qui s'est occupé de ça. Le festival. Le festival des films. Avant il y avait un groupe qui s'est occupé de ça. C'était le collectif CIGALE qui avait organisé ça je crois. Après, il y a eu une dissidence, ils ont fondé Vues d'en face. Mais ils se sont détachés. Ils ne sont pas rentrés dans le centre. Donc, il y avait une activité par soir. Alors au tout départ les voies d'Elles, c'était quand même comme je te disais quand il y avait le groupe informel il y avait Bernadette qui avait passé une annonce dans Lesbia Magazine et c'était Sandrine Cathi qui avait répondu, qui habitait dans le Jura. Une copine de copine. Voilà, Eve. C'est un réseau comme ça. Donc elles se sont rencontrées et elles ont dit pourquoi pas on ferait quelque chose ensemble, pourquoi pas du ski etc. Parce que Sandrine elle fait beaucoup de ski, donc elle avait d'autres copines qui faisaient du ski, Eve et tout, donc elles sont parties pour organiser un truc de ski. Voilà c'était un peu informel comme ça, c'était par copinage, puis après pof tout le monde, enfin deux trois se rapprochaient. Avant l'asso dans le groupe informel. Sinon ponctuellement il y avait eu au temps de la maison des femmes donc dans les années 80 85, 86 je ne sais pas, il y avait Claudia Jean qui avait organisé les femmes soleil et c'était une semaine de vacances en montagne mais ce n'était pas une association permanente c'était un groupe qui organisait elles avaient loué un gîte et puis voilà, ça coûtait tant et puis on faisait des balades ouais c'était comme ça.

Q: Et est-ce qu'il y avait, comme il y a toujours aujourd'hui, les réunions un peu régulières de CA, du centre LGBT?

R: Oui.

Q: Ok. Et vous aviez une personne attirée un peu ou vous tourniez pour qui y va ou non?

R: Au début on y allait toutes parce qu'on était pas très nombreuses, et puis après quand il y a eu un groupe un peu plus important c'est vrai que c'était toujours un peu les mêmes qui venaient et qui s'y collaient quoi. Et puis c'était pas rigolo alors qu'au début c'était rigolo parce qu'en fait on avait envie de se voir pour dire alors qu'est-ce qu'on fait le week-end prochain, qu'est-ce qu'on fait à tel moment. Et si on faisait ci, si on faisait ça. Enfin il y en avait toujours une qui avait une idée pour faire un truc. Oui. Mais c'était plus, voilà, j'allais dire ludique, loisir, des choses comme ça. On a fait une formation à l'accueil aussi.

Q: Ok, là tu parles des réunions de l'asso, mais par rapport aux réunions du centre Igbt qui se réunissent un peu tous les deux mois je sais pas vous faisiez comment?

R: Oui il y avait un cercle régulier, mais c'était super administratif, comme on faisait pas trop d'activités en commun en dehors de la semaine les gays lesbiennes, de la cigarette c'est la galette des rois et des reines du coup c'est vrai que c'était très administratif parce qu'il y avait toujours un tas de choses, c'était par rapport à la gestion du local les demandes de subventions enfin c'était assez administratif.

Q: Et tout à l'heure je sais je crois que tu as utilisé le terme de fluide, tu as dit que c'était pas toujours fluide etc., est-ce que tu veux reparler de ça et comment ça a changé aujourd'hui où c'est plus 4 assos mais 12 je crois, enfin beaucoup d'assos en fait et est-ce que tout simplement il y a des liens qui existent pas forcément avec certaines assos ou comment ça rentre en contact?

R: Alors aujourd'hui je sais pas du tout parce que je suis pas en contact avec les autres assos. Ce n'était pas fluide parce que nous, on était les seules représentantes femmes dans le collectif au départ. Les autres assos, c'était beaucoup des gars, que ce soit A Jeu Égal, que ce soit Randos, etc. Et bien du coup, ce n'était pas toujours facile. On n'avait pas les mêmes préoccupations. Nous, on n'existait pas trop en tant que lesbiennes, on ne savait pas trop comment faire, etc. et on se faisait un peu manger. Alors, il fallait aussi exister en tant que femme, que lesbienne, c'était pas toujours facile à ce niveau-là. Parce qu'on n'avait pas les mêmes problèmes, les mêmes préoccupations, et d'ailleurs ça divergeait, enfin par rapport aux migrants, les gars ils ont pas du tout suivi par exemple. Alors que les voies d'Elles ont accueilli des migrants hommes. Et voilà. C'est peut-être pas le seul exemple. Pour les trans, je ne sais pas s'ils vont bien dans les assos. Voilà. Bref. Donc c'est à ce niveau-là aussi qu'il y a eu une réflexion plus profonde, je trouve, de la part des voies d'Elles, qui a été animée, il y a eu des gens qui sont venus, il y a eu des rencontres, et qui n'est pas forcément cette démarche-là avec d'autres associations. Alors maintenant, je ne sais pas, mais à l'époque, c'était... Et il y avait la question de la non-mixité, alors, bon à la Maison des Femmes, c'était non-mixte, mais c'était... Il n'y avait pas trop de débats sur la non-mixité, mais c'était plus des débats sur le désir d'enfant, sur est-ce qu'on se dit lesbienne ou pas, est-ce que... Il y en avait qui avaient vécu les mouvements des libérations, l'avortement, tout ça, donc elles le revendiquaient aussi. Donc c'était plus ces débats-là, et qui revenaient sans cesse chaque année, parce que chaque année il y avait des nouvelles, à l'occasion de la rentrée scolaire et qui disaient bon ben oui alors moi j'ai un désir d'enfant mais comment je fais etc., voilà ces questions là revenaient sans cesse et qui sont toujours pas résolues, et aussi par rapport aux parents et puis par rapport voilà : est-ce que je le dis ce que je le dis pas est ce que le dire à mon entourage aux parents aux amis, voilà et beaucoup de ces questions là de par rapport à la visibilité qui avaient lieu à cette époque qui n'existent plus trop aujourd'hui concernant la visibilité il me semble. Parce qu'en fait ça se pose plus quoi. Peut-être pas dans les mêmes termes. Donc il y avait une crainte quand même, je veux dire beaucoup étaient quand même dans la crainte de savoir, et si on le dit, qu'est-ce qui va se passer sur le lieu de travail, dans l'entourage. Il y en a qui témoignaient que dans leur famille, ça avait été la catastrophe. Donc, ils s'étaient retrouvés chassés. Enfin, tu vois, même chez les femmes. Enfin, même. Des fois, il y a des gars qui témoignent de ça, mais chez les filles aussi, quoi. Donc, c'était, voilà. C'était quand même toujours une espèce de crainte qui était intégrée et qui, voilà, on essayait de faire... Donc on avait plaisir et envie de se retrouver entre nous parce que là au moins il y avait quelque chose qui était clair, il n'y avait pas besoin de se cacher on pouvait... C'est un lieu où on peut être accueilli, sans avoir besoin de dire, je suis comme ci, je suis comme ça, je suis pas comme ci, je suis pas comme ça. Il faut que ce soit bon.

Q: Je te pose un peu une question sur une autre asso je sais pas mais est-ce que c'est pas une thématique qui revenait aussi du coup chez l'asso à jeu égal et les autres assos du coup d'homme gay ce truc de visibilité, du placard et tout, c'est pas quelque chose dont vous pouviez partager ensemble cette thématique là?

R: Ça s'est pas fait. Ça, c'est pas fait parce que... À Jeu Égal, par exemple, ils étaient un peu... Ils étaient très festifs, beaucoup dans la fête, beaucoup, voilà, se réunir, faire la fête et tout ça. Et nous, on était un peu dans... poser des questions. Le cliché, tu vas dire. Enfin, c'est pas un cliché, c'est la réalité. Randos ils étaient sportifs. On n'était pas rejetées hein par eux. À Jeu égal ils étaient quand même limités dans l'âge. Après, il y en avait quand même un certain nombre qui étaient hors de la limite déjà.. Je ne sais pas si pour les filles, ils étaient limités en âge aussi, c'était plutôt pour les garçons. Je sais plus.

Q: Il y avait des filles dans leur asso?

R: Oui, il y en avait quelques-unes. Il y en avait quelques-unes.

Q: Ok. Donc il y avait aussi des lesbiennes, en fait, dans leur asso?

R: Oui, tout à fait. Qui ne voulaient pas être dans la non-mixité.

Q: D'accord. Déjà. Ah, je pensais que c'était juste des hommes, du coup, j'avais pas compris.

R: Non, non, c'était mixte.

Q: Et le programme de l'asso vous le diffusiez comment?

R: Par voie postale, aux adhérentes.

Q: Il n'y avait pas une volonté de le visibiliser en dehors des adhérentes?

R: Non, alors ça s'est posé la question de savoir si on mettait nos noms de famille ou pas, nos numéros de téléphone perso etc. parce qu'il n'y avait pas de portable à l'époque donc on n'avait que les fixes donc après on n'avait pas envie d'être embêtées, alors on mettait un prénom, des fois des initiales. On était audacieuses mais pas téméraires de trop (rires), et c'est pour ça qu'après on a eu un local, c'est ça le problème c'est que si c'est chez toi, après tu accueilles des gens que tu ne connais pas. Et pour toi, recevoir des gens que tu ne connais pas, ce n'est pas tout simple. Et pareil pour le téléphone. Enfin bon, voilà. Donc rapidement, on voulait un local. Et puis on voulait, après, on a pris une ligne et puis il y avait la répondeuse sur laquelle on ne prenait pas les appels. On ne prenait pas les appels, on ne prenait pas de messages, mais il y avait un message qui était diffusé avec le rendez-vous de la permanence. Puis il y avait donc Lesbia Magazine, dans lequel on mettait les annonces des activités un peu plus lointaines.

Q: Et du coup, c'est la version d'avant du Lesbrouffe?

R: Non, pas du tout. Ah non, c'est autre chose.

Q: Ah, mais d'accord. Ok. Et que vous étiez abonnée?

R: Ah bah, oui, carrément abonnée. Dans le magazine. Vous voyez que c'était la seule revue. Et on regardait d'abord les petites annonces. Voilà, il y avait des annonces de rencontres. De rencontres, oui. Et Lesbrouffe c'était au départ c'était un journal un peu comme ça pour se faire connaître aussi pour présenter les activités du mois d'après etc et rapidement c'est devenu, voilà on faisait aussi un peu des entre guillemets des reportages sur ce qui avait été fait on parlait un peu de ce qui avait été fait pour que ça incite des personnes à venir et à participer.

Q: Et donc ça a évolué comment le nombre d'adhérents au début tu m'as dit que vous étiez 4-5?

R: au tout début il faudra voir peut-être un peu plus avec Claudia mais oui il me semble que ça s'est monté quand même rapidement un peu plus.

Q: Dans tes souvenirs, vous êtes arrivée à combien dans les personnes régulières?

R: Il y avait quand même bien une vingtaine de personnes qui venaient assez régulièrement à diverses activités, au moins 50 ?

Q: Après, je m'étais notée une question, mais elle n'est pas forcément facile. C'est plus à l'époque où tu étais plus active aussi dans l'asso et dans le centre. Est-ce que vous discutiez des fois ce qui pourrait être amélioré dans le centre? Est-ce que dans l'asso les voies d'Elles, des fois vous parliez de ce qui pourrait être amélioré dans le fonctionnement du centre ou pas trop?

R: Oui, tout à fait. C'est plus avec le collectif. Mais c'est vrai que, par exemple, déjà, il a fallu parler de la répartition des temps d'accueil, les soirées. Après, le côté matériel des choses, les casiers, qui fait le ménage, mais bon dans l'ensemble voilà des fois il faut aider les poubelles des autres mais c'est pas non plus.

Entretien n°10 (30 minutes, réalisé le 19 juin au domicile de l'enquêté.e)

Q: Quand est-ce que tu as rejoint l'asso et jusqu'à quand es-tu restée active? Et quel était ton rôle si tu en avais un au sein de l'asso?

R: Alors je ne suis pas à la fondation des Voies d'Elles, les voies d'Elles elles ont été fondées par trois personnes, Bernadette, Sandrine et euh comment elle s'appelait? Celle du Planning Familial, une fille du Planning, bref voilà c'était elles trois. Et c'est comme ça qu'on a, quand elles ont voulu relancer quelque chose, je sais pas comment elles ont fait au départ elles ont mis des annonces ou par le bouche à oreille. Mais bon, très vite il y a eu quand même un peu de monde. Moi je l'ai su assez rapidement, c'était au printemps je me souviens mais l'année euh, et du coup on a pu se réunir au Planning familial.

Q: Tu te souviens de l'année?

R: Alors la création officielle c'était 1992, donc je crois que c'était dans l'année soit 1990 soit 1991, ça doit être plutôt printemps 1991, à vérifier. "Sapho d'elles" ça s'appelait à l'époque, et c'est devenu les Voies d'Elles quand officiellement on l'a créé en 1992. Le Planning voulait un peu nous chapeauter, ça avait été super qu'elles nous accueillent, ça avait permis de créer quelque chose, et puis c'était très actif, très interactif. Mais au bout d'un an on devenait une petite partie du Planning et ça on s'est dit non c'est pas possible il faut qu'on soit complètement indépendantes, qu'on reste en contact bien sûr mais qu'on soit indépendantes. Donc on a créé l'association, avant c'était un collectif informel.

Q: Et tu es restée jusqu'à quand?

R: Euh pratiquement tant que j'étais à Grenoble, mais bon les dernières années je venais plus trop trop, je suis arrivée ici en 2006 donc euh jusque les années 2000, j'y étais encore mais plus ou moins quoi. En 1996 c'était la création de la coordination, je n'y étais pas parce que j'étais à la clinique à ce moment-là.

Q: Et tu définirais comment les objectifs de l'asso dans la période où tu y étais?

R: Alors moi dans mon souvenir, parce qu'on se raconte des histoires beaucoup dans les trucs comme ça, on transforme les souvenirs des fois (rires). Mais quand même un des points pour moi très important c'est que à l'époque c'était pas encore facile du tout de se dire, c'était donc de toucher le maximum de femmes lesbiennes qui étaient seules, isolées, donc de pouvoir les rassembler, et le gros truc c'était la visibilité quoi. La visibilité et elle passait par le contact, l'intégration, enfin c'est pas s'intégrer mais se poser quoi, exister au niveau de la ville, exister au niveau des institutions, des associations et du coup on a été en contact avec plein d'associations féminines, féministes, donc en ville parce que ça faisait partie de la visibilité. On était là comme les autres associations comme le Planning familial, Solidarité Femmes qui était une association d'accueil des femmes battues, le CIF centre information féminin. C'était l'époque aussi où il y a eu un truc politique de femmes sur Grenoble, on est allées à des réunions politiques avec une élue, je sais plus son nom, c'était l'assemblée des femmes ça s'appelait. C'était super intéressant au fait, et on était allées (rires) au forum du mariage pour les questionner un peu quoi, c'était trop drôle. Je pense qu'il y en avait d'autres mais je sais plus là.

Q: Et tu as vu une évolution dans les types d'actions menées entre le début et la fin de la période où tu y étais?

R: Euh et bah oui il y a eu le forum des ONG à Pékin sur les femmes en 1995, avec à la suite de ça même si ça avait déjà commencé, la création de la coordination nationale. Ça c'était une grande action quand même, le fait de se dire, il y a des associations partout en France mais si on veut être une force il faut se retrouver, et surtout ne plus attendre que ce soit les parisiennes qui fassent, parce qu'il y avait eu des essais mais c'était pas mal de chicaneries voilà. Donc il se passait beaucoup de choses en régions, de se regrouper, de créer quelque chose entre nous.

Q: Et vous étiez combien à peu près dans le noyau dur, comment vous preniez les décisions?

R: Euh ça a toujours été il me semble plutôt collégial. A l'époque il fallait une présidente, une trésorière etc. les associations à l'époque on ne pouvait pas être en collégial donc il y avait un bureau mais qui changeait quoi. Mais oui autour d'une dizaine je dirais qui étaient présentes assez régulièrement. Et dans les actions je pense que l'accueil, on était très ancrées sur l'accueil des unes et des autres. On accueillait individuellement chaque fille qui arrivait, on passait des annonces pour se faire connaître, et on accueillait vraiment chacune, et ça a beaucoup aidé à la visibilité des unes et des autres, au fait de se sentir reconnues par des pairs, ce qui a permis à beaucoup relativement rapidement de faire leur coming out dans leur famille en se sentant épauler. C'était le truc de : ensemble on est fortes, et ensemble oui on peut exister comme ça, c'était des actions fortes ça quand même. Et j'étais passée moi dans l'émission télé Ciel mon mardi avec Dechavanne, c'était une émission donc très polémique. J'avais été contactée parce qu'avant ça moi j'avais fait partie de David et Jonathan, et j'avais donc encore quelques contacts et celui qui était à la communication de David et Jonathan m'avait contactée quand il avait su qu'il y avait cette émission spécialement sur les lesbiennes. Et comme on avait déjà nous un bon coming out à l'assemblée générale du Planning familial, on s'était présentées comme les Voies d'Elles bon voilà, et à la suite il y a eu ça, et l'idée c'était la visibilité. Et avant tout ça, dans les années 1980 moi avec une

copine on était montées à Paris pour la marche, on était que deux hein à monter (rires) et l'effet que ça m'a fait c'est que là, non seulement on disait : on existe, vous nous voyez, je sais pas comment dire, on a le droit d'exister et on est même regardées en tant que ce qu'on est, et ça à posteriori pour moi c'était très fort. C'était que les gens soient obligés de porter leur regard sur nous et nous voir, et ça c'est wouah. Moi je dirai que j'ai eu la chance, une fois que j'avais pris la parole au planning familial déjà j'étais visible, après j'avais été à la télé, donc à partir de là pour moi tous les gens qui voulaient savoir ils le savaient et j'avais plus à m'en occuper. Vraiment c'était libérant, après tu te poses plus la question donc c'est très libérant ouais. Mais ça on en était bien conscientes et on le disait : les Voies d'Elles sont visibles, mais vous n'êtes pas obligées d'être vous visibles, et laisser chacune faire son parcours, et ça c'était super important, il n'y avait pas de violence, et on ne voulait pas que ce le soit, que chacune au contraire se sente bien.

Q: Il y a eu d'autres liens avec les médias au nom de l'asso?

R: Euh Elodie Durand est passée aussi sur l'homoparentalité.

Q: Et tout à l'heure tu parlais des liens aux assos mais aussi aux institutions, tu pensais à quelles institutions?

R: Euh beh c'était surtout dans la ville, puisqu'on était sur Grenoble, mais je saurais plus te dire. Il y a eu des occasions où on participait avec d'autres, on avait des contacts avec la mairie, déjà pour demander le local quand il y a eu la création de CIGALE. La création de la CIGALE je m'en souviens très bien parce que c'était avec Paul de David et Jonathan, un autre gars de Randos qui habitait sur les quais et puis À jeu égal c'était un jeune. On s'est réunis plusieurs fois chez les uns chez les autres, moi je connaissais bien Paul parce qu'il était à David et Jonathan.

Q: Donc ça s'est fait par interconnaissance, ou comment vous avez vu l'idée de croiser ces assos là?

R: Alors le local on l'a eu, bah non non c'est CIGALE qui a eu le local, et alors on connaissait les associations voilà il y avait des contacts, c'était facile on s'est proposées de faire ça. Et ça bougeait beaucoup à l'époque, il y avait une dynamique quand même dans ces associations. Le but c'était de demander un local, et de montrer qu'on était différents mais qu'on était une force, que à nous tous on pouvait s'entendre, qu'on était sur le place publique et qu'il n'y avait pas d'opposition quoi, qu'on était d'accord pour travailler ensemble, d'être reconnus chacun dans nos spécificités et c'était un point important pour être un interlocuteur valable.

Q: Et tu te souviens si ça avait été galère ou si vous aviez eu des bonnes écoutes de la part de la Mairie là-dessus?

R: Alors je ne souviens pas être allée à une réunion avec la Mairie, Paul faisait beaucoup de choses, d'autant que lui avait des entrées à la Mairie, je crois qu'il était dans l'éducation populaire donc il connaissait déjà des gens à la Mairie, il avait des entrées, mais il a pas du tout marché tout seul. Il facilitait les choses, mais j'ai peut être participé mais je m'en souviens pas. Et ça n'a pas été non, ça n'a pas été compliqué quoi, on a été reconnus, on avait aussi l'appui déjà des autres associations féministes, mais voilà on avait rempli un dossier on a fait ce qu'il fallait pour.

Q: Et en termes de ressources de l'asso, tu te souviens de ce que vous aviez comme fonds?

R: Alors on avait nos cotisations, euh le local c'était gratuit, alors peut être aussi des subventions mais pas tout de suite. Au départ on était peut être plutôt dans l'idée de rester indépendants et de ne pas demander de subventions, et on avait pas vraiment besoin, avec le local on avait pas vraiment besoin de subventions.

Q: Une fois que ça a été créé et qu'il a fallu gérer le local avec les différentes assos, quelle était ton implication à toi et des autres membres des Voies d'Elles sur les réunions des CA, les actions transversales du centre?

R: Je pense qu'on s'était distribué des jours où on avait le local, sans grand problème, et on avait la possibilité d'avoir une salle commune à l'espace, pas qu'à nous, et qu'on pouvait réserver en soirée en s'inscrivant sur un tableau. On avait des lignes téléphoniques différentes, pour pouvoir faire l'accueil. Mais Randos venait jamais parce qu'ils n'en avaient pas trop besoin, David et Jonathan marchait plus très très bien donc ils étaient pas là très souvent, c'était surtout A jeu égal et nous. Et donc on faisait une permanence un soir par semaine les lundis soir, plus des réunions. Alors les réunions il me semble que c'était ouvert à toute l'association, donc il y avait qui réfléchissait plus, qui était plus impliquée, la volonté c'était de faire participer le plus possible de femmes à l'organisation. Et sur les actions communes, alors quand il y a eu les marches des fiertés, les soirées tirage de galette au début d'année. Mais on faisait pas beaucoup de choses de toute façon avec les autres, chacun menait sa vie quoi. Sauf oui après quand il y a eu la semaine gay et lesbienne autour du 17 mai, mais plus tardivement autour des années 2000.

Q: Et qu'est-ce qui aurait pu être amélioré dans le fonctionnement du centre comme lieu inter-associatif à cette époque selon toi?

R: Euh il faut se replacer dans le contexte (temps de silence), qu'est-ce qui aurait pu être amélioré fissile de se remettre dans le contexte, parce que c'était tellement dense les premières années qu'on a l'impression qui s'est passé plein de temps mais au fait non. On avait pas de relation avec les autres associations qui étaient dans le bâtiment, en dehors de cigale, parce qu'il n'y avait pas que nous dans ce bâtiment. Après il y a eu une autre association, Contact qui s'est créée. On ne voyait pas trop la nécessité de faire des choses avec les autres, on était non mixtes et c'était un truc important de défendre ça, donc on ne voyait pas trop l'intérêt d'aller... Il y a eu la formation à l'accueil il me semble que c'était discuté avec CIGALE, je me demande si on l'avait pas discuté ensemble au départ et puis on était allées se former avec une association. Mais à l'époque ce qui était important c'était de pouvoir en tant que femmes être reconnue sans être chapeautées par des mecs.

Q: Et il n'y avait pas encore les commissions qui existent aujourd'hui au sein du centre, animation, asile?

R: Non non ça c'était après. Et sur les missions de l'asso le but au fait c'était que les femmes qui venaient se sentent bien et récupèrent de l'estime. Après c'était plus politique quand on a préparé les rencontres de la coordination là c'était plus politique, on avait eu beaucoup de contacts avec les groupes de dijon, les marseillaises, toulouse, on a fait plusieurs week-end régionaux avec un dans le vercors, puis celles de marseille en avaient fait un du côté de chez elles. Et c'est ces rencontres régionales qui ont aidé à faire quelque chose de national, avec les rencontres chaque année de la coordination.

Entretien n°11 (30 minutes, réalisé le 24 juin, au domicile d'un.e autre bénévole des Voies d'Elles)

Q: Quand est-ce que tu avais rejoint les Voies d'Elles, et comment tu en avais entendu parler, et jusqu'à quand tu es restée active ?

R: Alors je crois qu'on a commencé à l'association féministe qui s'appelait, je ne sais plus comment, mais c'était à Saint-Laurent un local féministe et il y avait quelques lesbiennes. On a eu un projet de faire du théâtre ensemble et tout ça. Et donc le théâtre ça s'est pas vraiment fait, et il y avait un projet de film aussi avec une amie iranienne qui a fait un film sur sa mère qu'elle nous a montré, sa mère en Iran, un très beau film, et elle a essayé de faire un film sur les lesbiennes de Grenoble mais comme elle est partie à Paris ça n'a pas eu lieu et elle avait un restaurant à Grenoble. La Baleine bleue, qui n'était pas qu'un repère de lesbiennes, je sais pas si c'était officiellement lesbien la Baleine Bleue, valait mieux pas (rires) pour une Iranienne. Et donc de là après on s'est retrouvées quelques unes au Planning familial, et je sais plus à quel moment j'ai mis une annonce dans Lesbia magazine qui disait groupe d'aikido féministe, parcequ'il y avait un groupe féministe international d'aikido, et à la suite de ça il y a des filles sportives qui nous ont contacté. Là on n'avait toujours pas de local mais on a fait des randonnées avec elle à ski, et elles avaient un gîte dans le Jura et on a fait des stages de ski, ski de fond dans le Jura. On se réunissait à un moment dans le, au-dessus de la piscine on avait un local municipal. Et c'est à ce moment-là qu'on cherchait un nom pour le groupe de lesbiennes. L'association s'est appelée ALG, association des lesbiennes de Grenoble, qu'on a déposé à la Préfecture, et c'est aussi parce que ALG il y avait une des filles et une autre qui avaient des racines en Algérie donc ALG ça faisait bon (rires) il fallait y penser, mais apparemment ça s'est pas répandu. Et puis les Voies d'Elles on était pas sûres du nom qu'on voulait mais c'était dans les propositions, et une amie qui était au Népal a fait broder des t-shirts avec le nom par des Népalaises.

Q: Et c'était quand que vous avez commencé à faire des activités toutes ensemble ?

R: Vers 1983 je crois, enfin après 1980. Et après on n'avait pas de rapport avec les garçons, et en fait je crois que pour les contacts avec les garçons ils ont commencé je sais pas avec qui qui s'en est chargé, mais la motivation c'était d'avoir un local, parce que que les lesbiennes aient un local toutes seules c'était impossible. Donc il y a eu des contacts avec des garçons et, je crois qu'ils ont eu le local avec nous, en même temps, on l'a eu ensemble.

Q: Et tu es restée jusqu'à quand dans l'asso de manière régulière?

R: De manière financière? (rires), officielle avec la carte, on a fait quelques cartes. Alors euh je crois que ça fait plus de dix ans que je me tiens au courant plus ou moins quoi, mais comme pas mal d'entre nous les divorces entre deux femmes ça crée des départs de l'association pour ne pas se retrouver à l'association. De toute façon je crois que même avant mon divorce je m'étais un peu écartée de l'asso, parce que j'ai habité à la montagne. Donc oui jusque 2005-2010 oui, je suis pas dans les dates, je suis dans le flou comme dirait Anne Sylvestre. Après je suis quand même allée à la chorale, il y avait pas que des lesbiennes il y avait des filles pas lesbiennes et des garçons aussi.

Q: Et pour toi comment tu définirais les objectifs de l'asso?

R: Et bah ce qu'on avait mis pour la Préfecture c'était bien sauf qu'on ne s'y est pas vraiment tenues, c'était encourager les créations des femmes et des lesbiennes. Il y avait eu l'opéra, c'était un point manquant quand même, je devais être à moitié aux Voies d'elles, j'ai demandé des subventions parce que j'avais une amie cheffe de chœur compositrice russe, et je lui en ai parlé si elle pouvait créer un opéra de femmes. Et donc le thème c'était deux femmes russes, une qui était partie en France, deux femmes soviétiques, deux sœurs, l'une poétesse et l'autre je sais pas quoi. Et donc elles ont eu des correspondances et donc elle a fait une musique là-dessus, et j'ai eu des subventions de la Ville et de la Métro pour une création du groupe des Voies d'elles association de lesbiennes. Et en effet je l'ai présenté à la salle Messiaen en disant que c'était à l'initiative des Voies d'elles, et je définissais l'association des Voies d'Elles comme une association de lesbiennes qui soutenait les créations de toutes les femmes. Et la salle était pleine, pas qu'avec des Russes. Et ce qui était marrant, enfin je sais pas (rires), je lui avais dit : ah bah si tu peux mettre dans ton opéra des choses comme ah bah une femmes sans hommes c'est comme un poisson sans bicyclette, ou des choses comme ça, elle m'a dit ouais ouais. J'avais écrit des petits trucs plus ou moins rigolo qui tournaient autour de ça, et puis en réponse plus ou moins à ça elle avait une chorale à l'intérieur de l'opéra et pour les paroles de ce chœur elle avait pris des soi-disant proverbes masculins qui présentait le genre de choses qu'on trouve dans les assiettes dans les magasins de souvenirs, qui reprennent des clichés, faits pour être drôles mais c'est toujours en bas de la ceinture. Je lui ai dit mais c'est pas possible tu fais un opéra présenté par un groupe féministe de lesbienne, et elle disait mais oui regarde c'est bien c'est féministe, mais elle était russe et elle est devenue féministe parcequ'elle a eu la vie dure avec son mari mais bon c'était pas évident la présentation de cet opéra parceque par exemple elle pour présenter l'opéra à l'époque elle était pas divorcée c'est son mari qui l'a traduite, elle l'a pas dit mais il s'est trouvé qu'il était bien qu'elle présente son mari. Et je devais pouvoir présenter cet opéra comme une initiative du groupe de lesbiennes et qu'on commence par là, mais le jour de la représentation elles m'ont dit les chanteuses : ah peut-être il faut pas que ce soit toi qui commencer, si tu commences en racontant que c'est les lesbiennes ça va pas, alors toute seule j'ai dit bah non on l'a décidé comme ça donc je l'ai fait, et elles l'ont pas regretté. Donc c'était la première grosse initiative de l'asso sur Grenoble de cette ampleur. C'était culturel et politique aussi, pour la place des femmes, l'égalité et tout ça. Il y avait aussi nos participations aux 8 mars, on a participé à mettre des plaques avec des noms de femmes dans les rues. Et oui il y a eu un 8 mars avec une cheffe de chœur à saint-égrève où j'étais dans sa chorale, et en Avril il y avait une présentation de l'action de la commune de Saint-égrève avec des associations et tout ça, et la chorale a chanté et je pense que comme c'était en avril on a voulu faire quelque chose par rapport au 8 mars et j'ai dit à notre cheffe de chœur : bah écoute on pourrait chanter l'hymne des gouines rouges, je sais pas qui l'a écrit, on sait jamais qui a créé quoi chez les femmes parce qu'on s'en fout on veut pas des vedettes (rires), et c'était Nous on fait l'amour et pas la guérilla, l'amour entre nous c'est l'amour avec joie mais partout il y a des hommes et partout on se bat. Et c'était que les femmes de la chorale qui avaient chanté ça. Donc ça c'était pas les Voies d'Elles mais c'était une lesbienne avec une féministe.

Q: Ok et tu as vu une évolution dans les actions de l'asso entre le début et les années 2000?

R: Euh je ne me rappelle pas, à part les actions dans la rue, les manifs du 8 mars je ne me rappelle pas de choses concrètes vraiment. Le sentiment que j'ai dans les groupes de lesbiennes comme dans les groupes de femmes c'est qu'il y a des moments avec beaucoup d'énergie et des moments où ça retombe et des moments où ça remonte, selon qui vient et qui part, selon les affinités entre les femmes, selon les, oui c'est en ce moment. Au début quand on était au Planning il y a eu des dissensions entre celles qui ont fait des images très érotiques entre femmes, et d'autres qui trouvaient ça déplacé, c'était des propositions de visuel entre nous, une conception de l'art (rires) entre nous.

Q: Et comment vous preniez les décisions entre les membres actives?

R: On était 8-9 ou 9-10, je pense pas qu'on ait voté, on en parlait et c'était classiquement féministe c'est-à-dire on vote pas et on fait un consensus, ce qui a beaucoup d'inconvénients mais comme le vote (rires). Mais bon le consensus il était amical et pas, on peut pas dire qu'il y en avait qui se taisaient il me semble, il y avait peut-être quand même des voix qui étaient plus fortes que d'autres.

Q: Et vous avez fait d'autres demandes de subventions à part pour l'opéra?

R: Pas que je sache mais peut-être quoi, il y a sans doute eu des demandes de subvention.

Q: Et tu te souviens de partenariats avec d'autres associations?

R: Avec le Planning mais les féministes elles étaient pas structurées. Avec le Planning déjà au début on se retrouvait là-bas puis au Planning il y a eu des histoires de clé donc c'est pour ça qu'on a arrêté avec le Planning. Et des féministes je sais qu'il y a eu des manifs pour le 8 mars avec des féministes et avec le Planning. Parce qu'après il y a eu l'association pour l'égalité, Femmes égalité ou quelque chose comme ça mais c'était après 2000 je crois. Oui il y a eu la chorale féministe qui existe toujours avec des lesbiennes et des féministes, la choraleuse.

Q: Et la création du centre c'était surtout pour le local tu m'as dit?

R: Bah il me semble, après il y a eu des groupes de randonnée mixte plus à l'initiative des garçons, il n'y avait pas beaucoup de femmes qui allaient aux randonnées mais quelques-unes. Et une fois, il y a eu une personne trans qui a expliqué qu'est-ce que c'était le mouvement trans. Il y a eu une femme, sans doute après ça mais sans rapport, une femme suisse qui a écrit des livres et qui a une association un peu internationale à Genève et qui a présenté son livre qui s'appelle *Le sexe, ou la sexualité des femmes*, le titre exact je sais plus. Et il y a eu des femmes lesbiennes et féministes qui sont venues, et alors il y a eu un évènement assez surprenant. Il y a un groupe de trans, qui étaient des garçons, apparemment des garçons, dont un qui était grand avec des talons aiguilles 44 et tout ça et exégéré genre folle et je sais pas quoi, femme exégérée comme certains trans peuvent l'être. Mais c'était pas pour rire parce que maintenant il y en a qui font ça pour rire mais lui il se sentait pas déguisé et ils ont fait surtout lui une grande esclandre en disant qu'ils étaient méprisés et ils ont gueulés en disant qu'on était pas des sales gouines ou des sales quoi mais des pas comme il faut quoi. On n'a pas pu discuter avec eux pour leur demander de quoi ils parlaient, mais voilà quoi. Et il y a eu aussi une rencontre internationale de lesbienne, la dernière c'était à Genève et il y a eu des femmes de Grenoble dont moi qui y étions allée. Et à la fin de cette rencontre, il y a toujours dans les groupes de femmes, des groupes sur femmes handicapées ou sur la ségrégation, parce que maintenant on parle d'intersection entre toutes les oppressions et tout ça, et là à la fin c'est des femmes noires qui étaient toutes au bureau pour présenter ce qui s'était passé, et les femmes noires ont dit qu'elle ne voulaient pas faire la cuisine et servir des femmes blanches etc. donc j'ai trouvé ça super. Mais autre chose qui s'est passé et qui était moins super c'est qu'il y avait des femmes anarcha je sais pas quoi, anarcha-antipathiques, qui ont foutu le bordel parce qu'on logeait dans les abris nucléaires à Genève, donc évidemment c'était une drôle d'association (rires), et elles ont foutu le bordel dans les abris nucléaires et il y a eu je sais pas combien de frais ça a coûté très cher et le mouvement des femmes de l'époque a dû payer tous les dégâts.

Q: Et est-ce que tu étais encore là quand il y a des commissions qui ont été créées dans le centre LGBT?

R: Euh oui, est-ce que je l'ai fait officiellement dans une commission, mais oui j'ai eu plusieurs femmes immigrées que j'ai aidées pour les papiers et donné des sous personnels, pas beaucoup mais quand même. Ah et il y a eu un truc rigolo, il y a eu un 8 mars et on avait une manif et il y a eu une grande page du journal du Daubé qui disait que j'étais moi une responsable du féminisme à Grenoble (rires), il fallait un nom parce que les médias et les mecs il leur faut un nom, un chef (rires)

Q: Et tu te souviens de vos relations avec les autres assos du local ?

R: C'était sympa mais moi quand j'y étais on se voyait pas souvent, on se retrouvait plus ou moins par hasard. A un moment les garçons se sont pas mal occupés du local pour changer les meubles et tout, sans doute les filles aussi mais j'y étais plus sûrement.

Entretien n°12 (50 minutes, réalisé le 22 mai au domicile de l'enquêté.e)

En 2004 les Voies d'Elles ont été à l'initiative de la participation du collectif qui devait s'appeler encore Cigale, on y reviendra si tu veux après, à la journée de commémoration de la déportation, je crois que c'est le dernier dimanche d'avril. Et donc on voulait que la déportation des personnes LGBT soit reconnue. Le préfet, je viens de voir qu'on avait eu un contact avec le Préfet dans ce petit journal (*me montre le journal*) parce qu'on faisait des comptes-rendus de nos activités, et le Préfet ne nous a jamais répondu.

Q: Je vois que c'est dans les années 2000 ?

R: On a commencé en 2004 apparemment parce qu'on a mis depuis 2004, nous contactons la Préfecture pour participer à ce rassemblement officiellement, pour que la déportation soit reconnue. Alors le prétexte qu'on nous donne c'est de dire qu'il n'y a pas eu de LGBT français déportés, ce qui est faux il y a eu des alsaciens, qui comme l'Allemagne a annexé l'Alsace ont été sous le coup de la législation allemande et donc du paragraphe 175 qui pénalisait l'homosexualité déjà avant le nazisme, et ça valait aux homos allemands d'être déportés pendant le nazisme et d'être mis en camps de concentration. Donc après on nous dit il n'y a pas eu de lesbiennes, c'est faux, parce qu'il y a eu une chercheuse allemande qui n'a pas été traduite en français, quand je serai à la retraite j'aimerais la traduire, qui a montré qu'il y a eu des lesbiennes allemandes qui ont été déportées. Alors c'est vrai que ceux qui ont été déportés depuis la France, à part Pierre Seel qui est alsacien puis d'autres alsaciens, c'est des gens qui étaient plutôt déportés sous le coup de la Résistance, comme résistants, mais bon quand même (rires). Et donc on nous a refusé ça, et à l'époque le Maire c'était Destot, c'était un socialiste, qu'on est allées aborder en disant mais voilà, vous avez cité dans votre discours euh, alors là on part sur un truc je suis pas très ordonnée (rires), vous savez que je vous ai toujours soutenu naninana, mais il avait cité tous les types

de déportés sauf les homos. Donc voilà et après il nous dit qu'il nous a toujours soutenu enfin bref, voilà nos relations des fois avec les institutions, donc ça peut aller jusqu'au Préfet.

Q: Le Préfet qui n'avait pas accepté votre demande du coup?

R: Non mais on y est allées quand même sur place, mais pas comme des officiels quoi.

Q: Et le Maire sur place vous a soutenu d'une certaine manière?

R: Le Maire, bah il a dit qu'il nous soutenait mais l'année d'après il n'a pas plus cité ces déportations, un bon politicien quoi (rires). Alors bon Les Voies d'Elles, pour te reprendre un peu l'historique des associations LGBT à Grenoble, Les Voies d'Elles c'est pas forcément la première hein je connais pas forcément l'histoire des autres assoc, mais c'est né en 1992 de deux groupes au moins, mais là je pourrai te faire rencontrer une personne qui était à la fondation mais voilà qui bosse aujourd'hui. Donc euh un groupe qui venait du planning familial, donc des lesbiennes qui étaient intégrées au Planning dans les mouvements féministes des années 1980 tout ça, et puis un groupe qui venait d'une association plutôt d'obédience chrétienne on va dire même si certaines filles qui étaient là-bas m'ont dit qu'elles étaient athées, qui s'appelaient David et Jonathan.

Q: Et ce groupe a disparu à ce moment-là ou c'est des sous-groupes qui ont fusionné?

R: Alors au fait c'est des femmes de David et Jonathan qui se sont mises avec des femmes qui étaient au Planning pour faire un groupe, alors je sais plus trop comment ça s'articule, faut vraiment qu'on écrive notre histoire, mais il y avait aussi un groupe qui faisait une maison des femmes sur les quais, et toutes ces femmes là se sont retrouvées et ont fondé les voies d'elles.

Q: Maison des femmes? Aujourd'hui il y en a une qui existe à Echirolles mais médicale, c'était la même chose?

R: Non ouais rien à voir là c'était militant, et c'était un lieu de rencontre pour les femmes comme il y a en banlieue parisienne comment ça s'appelle là à Montreuil il y a encore une maison des femmes, il y a un côté médical, accueil, alphabétisation pour les étrangères, ils font de tout à Montreuil. Là c'était un lieu convivial, il y avait du café, c'était un lieu de rencontre.

Q: Donc c'est trois groupes qui ont fusionné en 1992?

R: Ouais alors je suis pas sûre que la Maison des femmes ce soit pas après, faudrait que je retrouve et je vais essayer de faire une chronologie, il y a des filles qui avaient fait une chronologie.

Q: Et toi tu as rejoint quand l'asso?

R: Alors moi c'était en 1999. Au départ ils ont créé un collectif interassociations gay et lesbien, qui s'appelait donc CIGALE, l'acronyme ça faisait CIGALE. Alors il y a eu quatre associations au départ, donc les voies d'elles qui était un des membres fondateurs du collectif, David et Jonathan, A jeu égal qui était une association, enfin je crois que ça existe encore d'ailleurs c'était les jeunes gays, c'était une association mixte, nous on était la seule non-mixte, ce qui nous a valu bien des avanies on va dire (rires). Mais À jeu égal donc c'était des jeunes gays et ils n'admettaient pas les hommes au-delà de 25 ans.

Q: Eux aussi étaient non mixtes alors non ? (rires)

R: C'est ce qu'on leur disait mais ils nous disaient toujours ah mais nous c'est pas pareil (rires), et d'ailleurs une fois je leur avais envoyé un de mes copains qui avait trente ans et qui était hyper déprimé et tout, et on l'a envoyé chier parce qu'il avait plus de 25 ans et je l'ai super mal pris quand même. D'abord il m'a engueulé j'ai pas trop apprécié et j'ai trouvé ça vraiment craignos quoi parce qu'il avait vraiment besoin de rencontrer des gens. Leur truc c'est qu'ils avaient peur que des vieux gays viennent faire leur marché du sexe, ils nous l'ont expliqué hein clairement, alors après ils ont fait péter la barrière d'âge parce que je leur ai dit mais un jour vous allez la faire péter votre barrière d'âge parce que vous allez aussi vieillir (rires), ça a pas loupé. Mais voilà enfin bref. Ils étaient assez actifs mais je sais pas s'ils existent toujours maintenant il y a plein d'assos que je connais pas, j'ai un peu décroché. Ensuite il y avait Rando's, qui est une association qui existe toujours, donc c'est les quatre fondatrices. Alors après dans l'ordre je pense que la cinquième qui nous a rejoint c'est Contact, et là si t'es intéressée je connais une des fondatrices de Contact à Grenoble, elle te dira mieux que moi la date à laquelle ils ont rejoint le collectif. Donc on a été longtemps cinq associations, ensuite il y a l'APGL qui est venue, l'association des parents gays et lesbiens, ça c'est 2007, et après je pense que c'est SOS Homophobie la suivante. Donc à chaque fois on les a intégrées, alors il y a eu une parenthèse aussi à un moment c'est une association féministe Osez le Féministe qui a voulu venir, bon je sais pas trop si c'était le PS qui voulait faire de l'entrisme dans les associations bon ça c'est du OFF n'est-ce pas j'ai aucune preuve. Après on avait des divergences sur un certain nombre de questions, la façon dont on voyait le truc. Parce que nos assos c'étaient quand même positionnées pour la défense des travailleurs et travailleuses du sexe.

Q: Toutes? Collectivement les cinq assos fondatrices?

R: Alors peut-être pas les cinq, euh si au fait je pense que c'était une majorité parce que c'est au CA de CIGALE qu'à un moment elles ont dit qu'elles portaient. Bon c'est le clivage habituels entre féministes.

Q: Donc elles ont quand même fait partie du centre avant de le quitter?

R: Alors ça nous a posé des questions parce que quand même c'était une association qui n'était pas marquée LGBT même majoritairement hétéro mais on s'est dit que comme elles étaient féministes finalement ça allait, enfin voilà c'était un peu bizarre.

Q: C'est elles qui avaient fait la demande?

R: Ouais, pour que les assos soient intégrées il faut que ce soit elles qui fassent la demande, voilà. Ensuite plus tard je pense qu'il y a eu Rita, donc les trans, et puis moi je me suis arrêtée là je crois, parce qu'après j'ai décroché pour des raisons personnelles donc voilà, à suivre. Moi j'étais active jusqu'en 2019, mais je m'étais plus tournée vers la commission Migrants, qui existe toujours et que les Voies d'elles ont fondé. Alors, tout le monde prétend que c'est quelqu'un de A jeu égal qui l'a fondé, c'est faux, et pendant longtemps on a été les seules parce qu'à chaque fois on faisait le lien avec d'autres assos qui s'occupent de migrants qui étaient un peu généralistes sur grenoble, donc on nous envoyait surtout des gays et un peu de lesbiennes, et on n'avait aucun répondant dans les autres assoc, Contact nous soutenait un peu mais les autres vraiment nous ont laissé nous dépatouiller. Et une fois il y a un gay qui avait décidé de s'en occuper, qui était lui-même racisé, et à partir de là il ya eu un basculement, tout le monde a cru que c'était lui qui avait fondé le truc. Alors ça ça m'avait scotché, c'est assez typique de la récupération, je sais plus comment ça s'appelle en anglais le "mans" je sais pas quoi là, t'as le mansplaining quand les mecs prennent beaucoup de place et ça il doit y avoir un nom aussi (rires). Bon je vais te laisser peut-être me poser des questions si tu préfères parce que (rires).

Q: Non mais c'est super intéressant et je vais revenir d'ailleurs après sur tout ça, sur le centre et tout. Mais...

R: Et la commission je sais quand on l'a créé, c'est parce que les voies d'elles dans leurs permanences ont été contactées par un homo sénégalais qui est devenu un de mes amis très proches maintenant, et j'avais essayé de contacter les autres assos et personne ne m'avait répondu. Du coup je me suis occupée de lui, je suis devenue sa marraine républicaine et à partir de là on a lancé la commission c'était en 2010.

Q: Ok, et qui s'appelait déjà la commission asile?

R: Ah on l'avait pas trop nommé... ouais

Q: C'était la seule commission en dehors du partage de locaux par toutes les asso, c'était la seule commission interasso sur le principe en tout cas?

R: Ouais alors non parce qu'il y avait des groupes comme par exemple la chorale inter-associative, on faisait aussi des rendez-vous par exemple on avait institué ce qu'on appelait la cigarette, c'était la galette des rois et des reines en janvier, pour se voir. Bon il y avait bien sûr la marche des fiertés qui était organisée, avec les assos de Grenoble, il y a eu aussi les semaines gay lesbiennes de Grenoble. donc voilà on essaye de faire quand même des trucs un peu interassos. Mais de fixe il y avait la chorale et puis en politique plutôt la commission, mais plutôt animée par les voies d'elle pendant longtemps. Et encore aujourd'hui on a élargi, on a un peu entre guillemet externalisé, c'est à dire on s'est ouvert sur des collectifs un peu transpédégouines etc. plutôt anar, qui viennent aussi à la commission maintenant sans forcément faire partie des assos LGBT.

Q: Des collectifs qui viennent aider dans la commission asile?

R: Bah carrément, qui sont présents et qui tiennent, c'est un truc qui fonctionne bien. Chantal de Contact elle en fait partie maintenant et c'est un des piliers, donc elle pourra t'en parler aussi.

Q: Ouais avec plaisir. Et la chorale existe toujours, parce qu'il y a une asso qui fait de la chorale mais il me semble que c'est une asso à part?

R: Alors je crois que c'est devenu une asso après, Freasons ouais c'est ça, mais je sais plus depuis quand j'ai oublié. Et nous on nous avait dit : mais vous voulez pas faire une commission à part? Parce qu'on faisait des soirées de soutien inter-associatives et tout et il y avait très peu de gays qui venaient, et qui avaient une attitude genre ils parlaient jamais aux gens réfugiés etc. et ça je l'ai assez mal pris. A un moment ils nous ont demandé de faire une asso à part, je sais pas pourquoi ça les dérangeait. Alors j'avais été assez virulente, je leur avais demandé si eux ils voulaient d'occuper des français d'abord, ça m'avait un peu énervée quoi.

Q: Ok, et comment t'avais entendu parler de l'asso toi quand t'as rejoint en 1999?

R: Alors avec ma compagne de l'époque on cherchait un peu une association où trouver des lesbiennes quoi ça faisait combien de temps qu'on était ensemble, quinze ans, voilà et on a cherché, comment on a trouvé je sais même plus. Peut-être par une psy qu'elle allait voir à ce moment-là, donc voilà (rires).

Q: Et c'était ton premier engagement associatif à l'époque?

R: Alors j'ai eu d'autres engagements dans ma jeunesse mais voilà.

Q: Et vous avez des rôles fixes dans l'asso actuellement?

R: Alors actuellement je sais pas, mais moi j'ai été présidente pendant tout un moment, parce qu'on est une assos de loi 1901 donc fallait déclarer en préfecture une présidente, trésorière etc. bon mais c'était plutôt collégial comme fonctionnement parce que l'idée c'était pas que ce soit hiérarchique justement, on voulait pas reproduire ce qu'il se passe ailleurs quoi, on voulait conserver un côté subversif quand même, celui des féministes des années 1970 etc. Ouais donc j'ai eu ce rôle là, tu verras dans nos comptes-rendus on dit qu'il y avait des référents mais c'était souvent un joyeux bordel (rires). Mais il y en a voilà qui ont essayé de formaliser des trucs, et puis finalement on formalisait et puis, voilà par exemple à un moment en 2007 il y avait une liste des référentes, alors une qui préparait l'ordre du jour, une qui prenait des notes. Bon mais au fait, bon c'est vrai que certaines faisaient plus l'histoire de l'art, culture lesbienne et féminisme, d'autre s'plus les activités sportives parceque c'était leur truc, bon chacune faisait un peu ce qu'elle avait envie quoi.

Q: Ok, et c'était quoi les objectifs de l'asso, enfin c'est quoi, c'était quoi ça dépend de si ça a évolué.

R: Ah bah tiens il faut que je te ressorte nos statuts, si t'as une adresse mail il faudrait que je te les envoie. Alors l'objectif c'était d'accueillir toute personne, alors je crois qu'on avait mis toute femme au début, qui se posait des questions sur une éventuelle sexualité lesbienne, donc c'était assez large. Après on a débattu pour accueillir les trans en, donc on a invité des trans pour qu'ils et elles nous parlent de leur expérience et de, voilà, parce qu'il y en avait qui avaient du mal à se déterminer et puis au final voilà on a accueilli les trans. Donc on avait dû changer nos statuts à ce moment-là. Et l'idée c'était de promouvoir la visibilité lesbienne, on tenait à notre non-mixité justement pour montrer qu'on était autonome de toute vénéité matriarcale, y compris de nos amis gays qui des fois ne se rendent pas compte qu'ils ont aussi des comportements un peu patriarcaux. Et une fois j'avais été contactée quand j'étais présidente, ça c'était rigolo, par un membre des RG, des renseignements généraux, il m'avait téléphoné sur mon portable perso parce qu'en préfecture il fallait donner nos coordonnées. Alors au début j'ai cru que c'était une blague parce qu'il m'appelle et il me dit : Allo ici Monsieur Cheval des renseignements généraux, alors j'ai fait Pffff : alors c'est qui qui me fait un coup pareil, j'ai fait (*intonation comique*) : Ah oui Mr Cheval des renseignements généraux. Et puis il m'a un peu glacée en me disant : Mais je ne plaisante pas, vous avez fait des demandes de subventions à la jeunesse et au sport, au ministère de la jeunesse et au sport, à la délégation départementale de la jeunesse et des sports, qu'est-ce que vous voulez aux jeunes? Dans le genre vous êtes pédophiles ou quoi? Alors je lui avais dit bah écoutez monsieur on veut éviter quelques suicides, il m'avait dit d'accord, au revoir madame clac. Donc voilà il y avait ça aussi, parcequ'il ya des gens qui nous ont souvent dit, bon nous mêmes on en a bénéficié hein, moi j'ai pu vivre par exemple ouvertement mon homosexualité, parceque j'étais quand même au placard, grâce à cette assoc. Il y en a qui nous ont dit qu'on leur avait sauvé la vie, bon "on", je dis pas à titre personnel mais de l'association hein bien sûr, leur avait sauvé la vie. Il y a aussi ce côté qui n'est pas à négliger de faire en sorte que les gens s'acceptent et de vivre une vie épanouie quoi.

Q: Et ça passe par quelles actions, là par exemple pour la visibilité?

R: Alors la visibilité on faisait des, pas mal d'activités ouvertement, si on louait un lieu ou je ne sais quoi et bah on disait qui on était par exemple, on participait bien sûr à des manifestations. On a participé aussi à ce qui s'appellait à l'époque la coordination lesbienne nationale, qu'on a appelé ensuite la coordination lesbienne en France, puis la coordination de France je sais plus, ça aussi je pourrai te retrouver des documents. Donc c'était une réunion de toutes les assos lesbiennes de France et parfois d'ailleurs une fois par an. Donc on était je sais pas combien, des centaines c'était super chouettes. Et puis on réfléchissait sur des thèmes, il y avait aussi des activités de convivialité, et donc on réfléchissait sur des tas de questions qui à l'époque étaient un peu nouvelles comme l'homoparentalité, euh qu'est ce qu'on a réfléchi d'autres que je me souviens, euh faut que ça me revienne (rires), enfin voilà il y avait tout un tas de sujets, on a par exemple fait entrer le mot lesbophobie dans le dictionnaire des homosexualités de Louis George Tin.

Q: Comment vous avez fait?

R: C'est cet auteur, c'est quelqu'un de très chouette qui fait partie aussi du conseil représentatif des associations noires de France, c'est vraiment quelqu'un d'extraordinaire. Quand il intervenait auprès de réac sur France inter ou je ne sais quoi c'était toujours d'une manière posée vraiment il te les étrillait c'était vraiment du petit lait (rires). Et il a publié des choses très intéressantes, notamment un dictionnaire de l'homophobie qui doit être dans la bibliothèque du centre LGBT. Et il a fait plein d'autres trucs, et c'est lui qui m'avait donné l'idée de la commission asile, parcequ'il en parlait, il voulait promouvoir ça au sein de l'ONU, parcequ'il faisait partie je crois de l'ILGA,

international lesbien and gay association je crois, qui est une ONG au fait qui intervient à l'ONU pour que les LGBT phobies reculent, parcequ'on va dire qu'il y a beaucoup de travail encore. Donc voilà il faisait partie de ces groupes là, et d'un groupe en France qui devait s'appeler l'IAO, mais faudrait vérifier son CV là parce que je me rappelle plus trop. Et on l'avait invité à l'occasion d'une, parce qu'on invitait souvent des gens, des écrivains, des gens qui avaient publié des choses etc. des chercheurs ou chercheuses, et là il était venu à une marche des fiertés, enfin à l'occasion d'une semaine des fiertés on appelait ça, et donc j'avais été le voir pour discuter avec lui et il avait parlé de ça, de l'accueil de migrants réfugiés à Paris et je m'étais dit mais purée ils doivent exister à Grenoble c'est pas possible quoi (rires), et on les a pas trouvés tout seul ils sont venus à nous quoi. Et puis après quand on était rentrées en contact avec les autres assos on en a découvert plus quoi. Et ensuite comme on a porté ça aussi à la coordination lesbienne il y a d'autres groupes qui se sont formés pour la défense de migrants, dont Paris, Paris n'a pas été la première (rires). Il y a eu Paris, Strasbourg, donc Grenoble-Strasbourg-Paris dans l'ordre, donc après on se disait les marseillaises elles font quoi bon sang si il n'y a pas de migrants LGBT à Marseille c'est qu'il y a un problème (rires), et elles ont fini par trouver. Il y a eu à Bordeaux je crois puis à Toulouse, enfin bon, maintenant il y en a un petit peu dans plusieurs villes de France quoi.

Q: Ok et tout ce qui est accueil, les permanences?

R: Voilà alors on en faisait une par semaine à une époque, on avait les forces puisqu'on a été jusqu'à 120 adhérentes à une époque, plus toutes celles qui gravitaient autour sans jamais adhérer n'est-ce pas (rires). Et donc on faisait des roulements, bah tu verras à des moments c'est écrit dans les petits journaux les permanences, j'essaierai de t'en trouver d'autres où j'ai les doubles, sinon si t'as l'occasion d'aller aux archives lesbiennes à Paris je pense que des copines en ont envoyés aussi.

Q: Et pourquoi à Paris?

R: Alors les archives lesbiennes c'est une association qui vise à réunir les archives de nos associations diverses et variées pour un jour transmettre, pour que l'histoire soit écrite.

Q: Et localement au centre LGBT vous n'avez pas d'archives?

R: Non, bah on n'a pas assez de place je crois.

Q: Et c'était à quelle époque que vous étiez aussi nombreuses?

R: C'était au moment où on a organisé nous le rassemblement de la coordination lesbienne de France à Autrans, donc c'était en 2002. J'ai les actes hein de ce rassemblement de la coordination lesbienne nationale. Déjà le fait qu'on prépare, donc il y a plein de femmes qui sont venues pour préparer avec nous, qui ont apporté aussi des choses, qui voulaient faire des choses. Et puis on avait, nous on tenait à faire, ça ça nous a été donné un peu par des assoc, parce qu'on a des copines qui venaient de Lille et qui pratiquaient ce qu'on appelait aujourd'hui la PAF, la participation active financière, c'est à dire que chacune payait les activités payantes au prorata de ses revenus, et même l'adhésion à l'association c'était au prorata des revenus, pour pas que le moins riches payent plus que les plus riches finalement, parce que quand c'est un pourcentage ça veut dire que celles qui ont moins de moyens payent plus finalement proportionnellement à leurs revenus. Voilà donc on était pour l'impôt progressif (rires) et donc les cotisations progressives et les activités progressives.

Q: Ok et actuellement vous êtes combien de membres actives?

R: Aucune idée, moi j'ai décroché je reviens un peu depuis cette année parce que j'ai un peu des projets culturels mais voilà.

Q: Et tu es restée jusqu'en 2019? Est-ce qu'il y avait déjà moins de monde en 2019?

R: Un peu moins oui. Je pense que tout le groupe, sans âgeisme là mais de jeunes qui sont là maintenant, sont venus après, après le covid même. Nous on avait étudié ça, il y a eu une sorte de crise des associations que t'as peut être étudiée à sciences po, c'est un phénomène un peu général dans les associations, les syndicats, les partis politiques, nous on a mis ça là un peu sur le dos des réseaux sociaux parce que maintenant les gens ont d'autres moyens de se rencontrer que les associations. Parce que à une époque, en plaisantant, on disait que certaines venaient, elles se trouvaient une copine et puis après on les revoyait plus pendant 10 ans, elles revenaient quand elles avaient rompu (rires), bon c'était pas complètement faux (rires) mais il faut pas généraliser non plus, voilà. Et donc on a connu cette crise un peu et là peut être que le covid a fait que les gens tout à coup ont éprouvé le besoin de se rencontrer à nouveau parce que c'est trop triste de rester seul soi devant son ordinateur quoi, voilà.

Q: Donc pour toi c'était un déclin vers les années 2010 à cause des réseaux?

R: Ouais, ouais, alors est-ce que c'est les réseaux j'en sais rien moi, peut être un j'ai pas fait de recherche hein, je suis pas sociologue. (rires)

Q: Ok, bon peut être que tout ce qui est sur le fonctionnement actuel je demanderai à quelqu'un d'autre du coup...

R: Ouais ouais, Sarah, Steph... Parce qu'elles ont pris des décisions entre temps là j'ai vu, et je suis pas trop au courant. Après c'est toujours le problème quand t'es minoritaire dans une réunion et que tu prends une décision qui concerne une majorité qui n'est pas venue c'est pas toujours bien pris mais bon...

Q: Et est-ce qu'il y a des partenariats un peu récurrents avec des associations, enfin partenariat au sens certaines avec lesquelles vous travaillez?

R: Alors je parlerai plutôt des voies d'elles parce que le centre LGBT je sais pas trop. Nous on a travaillé avec l'APARDAP alors je sais pas trop où ça en est maintenant. Bon c'est une asso qui a des côtés un peu, je vais dire mon opinion politique mais très républicaine quoi. Moi j'ai assisté, je suis marraine républicaine de plusieurs personnes, et déjà ils avaient du mal à utiliser le mot marraine, c'est qui l'avons imposé quand on est venues, ils disaient mairaines quand même mais parrainage alors que nous on a demandé marrainage, et puis c'était un peu : il faut être de bons républicains vous les réfugiés hein. Donc ça c'est le côté qui m'agace un peu, je les ai trouvés un peu paternaliste parfois, et maternaliste d'ailleurs. Après on a eu des relations aussi avec l'ADA, alors là c'est une relation continue, l'association demandeurs d'asile je sais pas si c'est pas spécialisé pour les algériens, mais c'est peut être pas eux les algériens. Donc l'ADA voilà qui est aussi à Berthe de Boissieux, donc là c'est, d'après ce que me dit Chantal on est amies avec Chantal donc elle me raconte, ils sont toujours très en relation avec l'ADA. A une époque on était très en relation avec le Planning mais ça a beaucoup changé, Planning familial. Au fait il y a des effets de génération, c'est à dire que les fondatrices qui étaient là aux débuts elles avaient leur réseau de relation avec d'autres féministes, même l'association qui s'appelait le Nid qui s'occupait des prostituées, je sais pas si ça existe encore. Euh le Planning, bon elles avaient des contacts avec quand même plusieurs associations féministes, enfin je vais les qualifier d'hétéros parce que mais après tout elles font ce qu'elles veulent mais voilà. Et ensuite ces liens se sont un peu rompus parce que les plus âgées se sont mises en retraite, y compris de l'association de voilà, et puis chaque génération apporte ses nouveaux réseaux c'est normal hein. Alors je sais que Rita par exemple il faisait des permanences au Planning donc en tout cas le centre LGBT oui...

Q: Et parmi les assos du centre est-ce qu'il y en a avec lesquelles les voies d'elles a plus de lien?

R: Pff bah il y a eu Freesons parce qu'on allait chanter (rires), plus de liens euh ça dépendait un peu des gens, et des moments. Il y a des moments où on nous reprochait tellement notre non-mixité que c'était compliqué. Et d'autres moments au contraire à Jeu égal où il y avait plutôt des personnes un peu transgenres qui étaient présentes et là c'était beaucoup plus sympa. Mais ça dépend un peu des personnes.

Q: Et à la marche des fiertés en général vous êtes associés à d'autres assos pour le stand?

R: Des fois oui, mais je sais pas moi les week end je ne suis pas souvent là donc euh, ouais une fois on avait fait sur le stand un stand commission asile d'ailleurs c'était sympa, ça devait être la dernière fois où j'y étais allée d'ailleurs.

Q: Et financièrement du coup comment est-ce que vous avez, enfin sur quoi vous vous basez?

R: Alors pendant très longtemps c'était sur les cotisations, mais on a toujours fait des trucs pas chers, des activités qui coûtent presque rien ou quand il y avait une participation financière bon bah on procédait à ce que je t'ai dit tout à l'heure, on était pas très dépensières au fait, et puis à un moment on a demandé quand même des subventions donc là il fallait le faire par projet. Et je viens de déposer au centre LGBT des documents financiers et notamment tous les dossiers de demande de subventions qu'on a fait pendant des années avec notre trésorière qui s'était tapée tout le boulot. Parcequ'elles voudraient redemander des subventions l'équipe là dynamique, et donc je leur ai dit et bah vous pourrez peut être regarder ce qu'on a demandé si ça peut vous aider, donc c'est un gros truc tu sais avec des transparent où tu mets de des feuilles, noir, voilà une grosse pochette épaisse comme ça, noire, donc si tu veux la consulter tu pourras aller voir je pense que tu pourras. On a obtenu surtout du département, peut être quand il était PS pour le coup, depuis qu'il a viré à droite je sais pas, de la Délégation départementale aux droits des femmes, on était très en contact avec Brigitte Périllie qui est Maire de Vif, Mairesse de Vif. On a eu aussi Délégation départementale toujours jeunesse et éducation populaire, non jeunesse sport et éducation populaire, c'est le que j'ai eu le téléphone des RG de Monsieur Cheval (rires).

Q: Et la Ville non pas de subventions?

R: La ville je me souviens pas, faudra regarder dans le classeur ouais, je pense qu'on en a eu mais ouais, et après Emmanuel Carroz qui à l'époque était donc adjoint au discriminations et je sais plus quoi tout un truc, qui

s'est battu corps et, bon qui est un ancien de nos associations hein, qui s'est battu pour qu'on ait le local actuel, parce qu'avant on avait une toute petite pièce comme une chambre étudiante au premier étage. Il a quand même œuvré pour ça on est allés le voir plusieurs fois en délégation, et bien sûr il était tout à fait favorable il nous a soutenu. Parce qu'on était de plus en plus nombreuses les assos là haut. J'avais eu l'occasion de visiter le nouveau local pour l'inauguration puis après je me suis retirée pour raisons personnelles.

Q: Et en dehors de ce lien là avec Emmanuel Carroz sur le local, est-ce que la Ville vous a parfois sollicité pour des événements ou des infos, des chiffres des choses comme ça?

R: Alors peut-être le Centre plutôt. Ah on a quand même fait plusieurs cérémonies de parrainage républicain à la Mairie. C'est vrai que souvent c'était délicat d'être visible parce que pour les migrants parfois c'est compliqué dans leur communauté et il vaut mieux pas que ça se sache. Mais on était très en lien avec l'ancienne, alors soit conseillère soit adjointe aux droits des femmes, donc elle était venue à une soirée de soutien des migrants au centre LGBT, donc voilà.

Q: Donc c'était plus autour de cette commission là quoi ?

R: Ouais ouais ouais, après peut être que le centre a eu d'autres liens, mais en tant que Voies d'elles pas tellement quoi.

Q: Et est-ce que à l'inverse vous en tant que Voies d'elles vous avez sollicité des fois la Ville ou la métropole pour des demandes précises ou des revendications locales?

R: Je ne me souviens pas trop (rires), là il faudrait que je me replonge dans des comptes-rendus d'activité des choses comme ça qu'on faisait tous les deux mois. Il y a une partie de la collection du journal là je sais pas où elle est passée, j'ai vu qu'à un moment il y avait une commission histoire des voies d'elles il y en a une c'est une copine et j'ai complètement zappé. J'en faisais pas partie pour le coup, je voulais pas influencer avec ma formation, des fois ça fait un peu plus de pouvoir et c'est pas très agréable pour les autres donc voilà. Et les anciennes elles appelaient à fournir des numéros anciens de ce petit journal qui s'appelle Lesbrouffe, ce qui montre un peu qu'on se prenait pas trop au sérieux quand même (rires). Parce qu'il leur manquait des numéros dans la collection qu'on avait au centre et je pense mais je vais demander, qu'une des membres de cette commission avait envoyé une partie des numéros aux archives lesbiennes nationales. Je pourrai te passer aussi les actes de la CLF, coordination lesbienne de France, je vais voir ce que j'ai en double. (Elle part regarder dans ces documents). Et il se peut que je l'ai encore en forme numérique parce que j'ai pas mal de choses numériques j'ai fait partie du travail d'archive, mais c'est sur un vieux PC et peut-être même encore sur des disquettes tu vois (rires), mais voilà tout ça là tu peux le garder quelques mois hein.

Q: Combien de temps ça avait duré ce rassemblement?

R: C'est simple je me souviens parce qu'on disait que c'était le week-end dit de Pentecôte donc ça faisait samedi dimanche lundi. Il y en a eu dans plusieurs villes de France selon les années, et à chaque fois il fallait qu'une asso soit volontaire pour organiser parce que c'était une grosse orga. Il y avait des associations et des individuels. Ça nous reboostait et ça nous permettait de partager nos expériences, par exemple la coordination apportait des choses, alors ça s'appelait comment, c'était au niveau de l'Union européenne, un truc autour de la question des femmes quoi, l'idée c'était de reconnaître la lesbophobie comme discrimination, donc de faire du lobbying, ah oui voilà ! C'était le lobby européen des femmes, ça me revient. Donc il y avait des copines qui faisaient partie de ce groupe, des copines qui faisaient partie de Attac, l'association Attac, et qui voulaient montrer comment la mondialisation avait des effets néfastes sur les femmes. Il y a eu plusieurs groupes comme ça mais là c'était plutôt à l'échelle nationale quoi, alors c'était plutôt les parisiennes qui s'y collaient au fait en général. Elles étaient très dynamiques et beaucoup d'entre elles étaient des vieilles militantes des années 60-70, bon on était pas toujours d'accord sur tout mais elles avaient quand même une sacrée pêche et elles ont fait énormément quoi.

Q: Et sur le centre LGBT la question de la non-mixité comment est-ce que vous vous êtes imposées là dessus au final?

R: Alors souvent les gars ils pensaient qu'on était androphobes au fait, alors on avait publié un petit texte pour leur expliquer pourquoi on était en non-mixité, les origines, les années 1970, que c'était important que les femmes puissent prendre la parole en toute liberté. Ils se rendent pas compte de comment ça se passe au fait, que dans une assemblée quand il y a quatre femmes et un homme, l'homme parle plus que les quatre femmes réunies quoi, bon des choses comme ça donc on leur a un peu expliqué gentiment bon, au départ on avait aucune hostilité, enfin on a jamais eu aucune hostilité à leur égard, mais à chaque fois il fallait réexpliquer aussi quand il y avait de nouvelles personnes dans les assos. Et ils ont arrêté de nous embêter le jour où une association non-mixte de gays a été créée qui s'appelait les Bears, les nounours. Je ne sais pas s'ils existent toujours. Donc là nous on avait dit wouah c'est vachement bien, en plus politiquement c'était souvent des quadras-quinquas un peu bedonnants qui avaient pas les standards on va dire, parce que les gays de cet âge ils souffrent un peu de ce genre de discrimination, donc on avait dit wouah politiquement c'est vachement bien ! Et

ils nous avaient dit : Non non, nous on ne fait pas de politique (rires). Pourtant leur existence, le fait d'être une assos non mixte de gays un peu âgés, mais au fait il faisait juste du convivial, ils n'avaient pas mesuré la portée politique de leur association. C'était des monsieurs jourdain de la politique tu vois, ils faisaient de la politique sans le savoir, voilà. Et là on a arrêté de nous le reprocher notre non-mixité, alors ça frisait le boycott parfois. Parce que quand on faisait des choses inter associatives il y en a qui venaient pas juste pour nous faire payer notre non-mixité, bon c'est comme ça.

Q: Et à l'origine les cinq associations fondatrices, comment ça c'était fait la création du centre? Je sais que t'es arrivée après mais c'est vrai que ça pose question ce mélange d'assos très différentes.

R: Ca je sais pas, je vais me renseigner je peux pas te dire. Celles qui étaient là à la création viennent plus trop à l'asso c'est des vieilles dames, mais j'en connais une ou deux je peux essayer un jour de les contacter. Moi-même tu vois je me suis dit tout à l'heure qu'il faudrait qu'on fasse l'histoire des Voies d'Elles donc que je l'interviewe aussi, voilà. Et ma compagne actuelle fait partie des fondatrices aussi donc elles saura peut-être plus. Bon pour David et Jonathan et les Voies d'elles c'est clair c'est que c'est des femmes de David et Jonathan qui sont sorties de David et Jonathan pour faire notre assoc. Et après il faut peut-être contextualisé aussi c'était dans l'ère du temps dans les années 1990, les premiers centres, alors qui s'appelaient peut être pas encore LGBT je sais pas j'ai beaucoup de lacunes là (rires), tu sais parfois on est dans des mouvements et on se rend pas compte qu'il se passe la même chose ailleurs, donc je peux pas te dire, années 1990 ouais.

Entretien n°13 (40 minutes, réalisé le 1er juillet au domicile de l'enquêté.e)

Q: Tu as rejoint quand l'asso? Et comment tu en avais entendu parler ?

R: J'ai rejoint en 1997, et oh ça a été compliqué parce que moi j'avais 42 ans et j'avais une très longue relation avec une femme mais que je considérais comme hétéro, donc j'ai essayé d'être bisexuelle donc j'allais un peu voir de tous les côtés et puis un jour je me suis dit non ça marche pas, et je me suis dit non je suis lesbienne donc ça a cassé ma première relation. Et là je me suis dit mais où sont les lesbiennes quoi, j'en avais pas vu de visibles, jusqu'à 42 ans quand même, et là c'est une copine de travail, c'est par des hétéros que j'ai su. J'habitais à Chambéry et j'ai fini par avoir le contact des voies d'elles, j'ai eu Bernadette au téléphone qui m'a accueillie et là tout de suite je suis allée à tous les rendez vous des Voies d'elles et ça a été un pas de géant pour moi, j'ai fait un pas de géant. C'est aux Voies d'elles que j'ai rencontré Catherine un an ou deux après.

Q: Et du coup, est-ce que tu avais un rôle un peu précis au sein de l'asso?

R: Alors à l'époque c'était encore pyramidale avec un bureau donc j'étais secrétaire, j'ai été secrétaire ouais essentiellement, j'ai toujours fait partie du bureau, et j'ai été présidente mais alors présidente fantoche parce qu'au fait quand c'était Catherine qui était présidente et quand elle a arrêté on voulait plus être dans un système pyramidal, et on arrivait pas parce qu'on était pas très douées à passer en collégial, et il fallait un nom à l'assemblée générale pour que les Voies d'Elles continuent donc j'ai dit mettez mon nom mais c'est tout quoi. Et j'ai aussi écrit Lesbrouffe pendant une dizaine d'années, enfin rédigé Lesbrouffe le journal des Voies d'elles. Alors il y a eu avant moi pas mal de, d'autres personnes, mais moi je l'ai fait ouais pendant une dizaine d'années, jusqu'à que j'arrête et que personne reprenne au fait, le dernier que j'ai fait c'est pour les trente ans l'année dernière, mais il y avait déjà plusieurs années que je le faisais plus. Ouais ça devait être jusqu'à ma séparation dans les années 2000.

Q: Ok ça marche, et du coup tu es toujours membre active de l'asso?

R: Membre oui, mais active non là ça y est depuis très récemment comme il y a eu un relais assez important de pris j'ai été contente de lâcher un peu parce qu'il faut savoir que pendant quelques années on était trois et on tenait le coup, et moi notamment je disais il faut qu'on tienne juste le minimum, un numéro de téléphone, une adresse mail et des permanences de manière à ce qu'il y ait des braises qui pourraient redémarrer si, parce que créer une association c'est quand même plus compliqué que d'en reprendre une en route. Et bah j'ai bien fait (rires), j'ai bien fait parce qu'il y a toute une bande qui est arrivé, que du coup politiquement ça l'a fait, donc voilà j'espère que ça va aller, hier soir je les ai vues elles me disent qu'elles étaient un peu débordées pas assez nombreuses. Elles sont très nombreuses en apparence mais c'est comme tout le temps, c'est qu'il n'y a qu'un petit noyau qui se bouge mais j'espère que ça va aller, mais je suis toujours là quoi.

Q: Et c'était quand cette période où vous n'étiez que trois?

R: Et bah elles sont arrivées aux trente ans ça veut dire en 2022, et ouais bah entre 2017 et 2022, peut-être qu'on a eu été 4,5 mais je me souviens bien des fois où on était que trois au bar en se disant bon bah c'est notre

petite famille les Voies d'Elles, mais voilà à peu près, c'est approximatif mais ça c'est passé quand même comme ça.

Q: Et comment est-ce que tu définis les objectifs de l'asso? Et tu penses qu'il y a eu une évolution?

R: Alors pour moi la mission principale c'est quand même l'accueil de personnes qui seraient isolées par rapport à la lesbophobie, par rapport à un monde lesbophobe. En tout cas à mon époque c'était vraiment très très essentiel, ça a été très très essentiel souvent, souvent j'ai eu le téléphone aussi, j'avais des appels presque un peu désespérés qui se demandaient comment machin. Euh sortir de l'isolement, parler de ses problèmes, de ses coming-out et tout. Après maintenant je pense que ça a un petit peu changé parce que c'est quand même me semble-t-il un peu plus facile d'être lesbienne maintenant, même s'il faut se méfier je pense qu'il y a des très jeunes qui sont foutus à la porte de chez eux mais voilà celles que je vois maintenant elles viennent pas pour les mêmes raisons, elles viennent pour un combat politique, mais on a toujours été lesbiennes féministes. En deuxième temps moi pour moi il y a la première mission, c'est-à-dire pouvoir apporter ce que j'ai reçu à d'autres et je pense que c'est encore le cas, des fois c'est après une rupture hein tout simplement, pour se mettre à l'aise avec son orientation sexuelle dans ce monde là quoi. Après j'ai l'impression que les jeunes elles sont quand même beaucoup plus à l'aise, enfin celles qui viennent aux Voies d'elles, et donc elles prennent un biais encore plus politique qu'on avait déjà, y compris sur la Palestine, sur le voile, sur euh mais parce qu'on est féministes aussi et puis sur la transphobie enfin voilà. Il y a des sujets qui ont émergé ces dernières années quoi. La transphobie c'est une question qu'on posait déjà avant, quand j'étais avec Catherine on a fait plusieurs interventions de personnes trans qui venaient d'associations parce qu'on était officiellement, alors à l'époque on savait pas trop comment, c'est allé vite toutes ces choses là donc on était ouvertes aux femmes trans, on était ouvertes à toutes les femmes quoi et y compris en questionnement et donc on a fait ces rencontres là pour que les femmes trans puissent venir et qu'elles soient bien acceptées, ça aussi c'est un gros point. Et avec les nouvelles et bah on va un peu plus loin, euh on s'est posées la question des hommes trans, qui ne demandent pas à venir, enfin moi les personnes qui ont transitionné à homme au début elles m'ont dit oh bah c'est dommage on aimerait bien les Voies d'elles, on pourra plus venir. Donc moi je me suis dit bon bah les choses sont claires elles deviennent des hommes donc elles acceptent notre mixité choisie politique hein quand même je rappelle ça tout le temps pour pas qu'on pense que je parle de transphobie. Mais ça a tellement évolué que maintenant, même dans les nouvelles des Voies d'elles il y a des fem..., non des personnes, pas des femmes, des personnes alors il faut que j'apprenne à parler, des personnes qui parlent d'elles au masculin, c'est devenu beaucoup plus fluide maintenant, et du coup la mixité choisie elle est beaucoup plus en tension quoi, on demande beaucoup plus qui on accepte, qui on n'accepte pas, donc récemment on a résolu le problème en disant les lesbiennes, toutes les lesbiennes, qu'elles soient cis, ou trans ou je sais plus si on précise tout, on a enlevé l'astérisque parce que du coup l'astérisque il aurait fallu citer tout le monde et au fait on s'est dit bah au fait c'est des personnes qui sont concernées par la lesbophobie qu'elles soient non-binaires, hommes trans, femmes trans, tu vois. Et du coup maintenant j'ai un retour de bâton, il y a des personnes qui disent moi je suis non-binaire, c'est pas précisé dans votre truc, bah oui mais non-binaire c'est le genre, nous c'est l'orientation sexuelle, donc si tu te considères même pas comme lesbienne mais que t'es concernée par la lesbophobie tu viens. Parce que si on met trop de précisions, ça veut dire qu'il y en a qui pensent qu'elles n'ont pas le droit de venir, c'est tout le monde peut venir dans la mesure où elles se retrouvent dans notre combat contre la lesbophobie au fait. Je sais pas si je suis claire mais c'est à ça que j'en suis enfin arrivée. On a mis toute personne lesbienne, je crois qu'on a mis ça en dernier, mais du coup ouais je te dis il y en a qui disent ouais vous précisez pas non-binaires (rires).

Q: Et tu sais ce que c'était un peu les ressources financières, matérielles de l'asso?

R: Alors c'était principalement les adhésions, et on a eu des subventions, il y en a d'autres qui t'en parleront mieux mais en tout cas il y en avait qui étaient demandées pour les personnes précaires, et notamment c'est aux Voies d'Elles qu'a commencé la commission de soutien aux demandeurs d'asile, mais comme c'était un homme, la commission a tout de suite été au centre LGBTI et non pas aux Voies d'elles, la commission on l'a tout de suite faite au centre LGBT et non pas aux Voies d'elles mais elle est née à partir des Voies d'Elles. Et au fait les Voies d'elles ont dès le début une politique d'inclusion, quels que soient les revenus ou les conditions matérielles des gens, donc depuis le début l'adhésion elle était au pourcentage des revenus, maintenant elle est à prix libre, et on pratique ce qu'on a appelé la PAF, ce qui veut dire participation active financière et non pas participation aux frais, c'est-à-dire que toutes les activités payantes, on fait passer une enveloppe dans laquelle les personnes mettent anonymement ce qu'elles veulent et ce qu'elles peuvent, et c'est les Voies d'elles qui payent le total et donc qui absorbent s'il n'y a pas assez et payent le total. Et c'est toujours comme ça maintenant, ça a été bien repris par les nouvelles parce qu'il y a eu beaucoup de débats hein, là on a fait un peu un nettoyage politique récemment (rires). Il y a des personnes qui disaient il faut mettre un minimum, pour leur dignité il faut qu'elles mettent au moins 15 centimes, enfin on a eu des débats absolument horribles. Et puis on a eu des débats sur le soutien à la Palestine, sur la transphobie et sur l'abaya, et du coup il y a une petite poignée de personnes qui sont parties parce qu'elles étaient en minorité. Du coup actuellement politiquement c'est quand même assez cohérent quoi. Et le passage au prix libre, bon alors on a laissé la suggestion de 2% des revenus annuels, parce que prix libre il y a des milieux où ça marche très bien mais les milieux qui ont pas l'habitude soit ils pensent que c'est gratuit soit ils pensent que voilà quoi, du coup l'idée c'est de payer en conscience quoi, en tout cas on a laissé la suggestion parce qu'il y a toujours des personnes qui disent bah oui mais moi je sais pas quoi mettre, et

on voudrait pas que les personnes qui ont les moyens donnent moins parce qu'on en a besoin pour faire la PAF. C'est à partir de 0 parce qu'on estime que sinon c'est pas prix libre mais il a fallu qu'on se batte pour que ce soit 0, c'est pour ça qu'on parle de prix libre maintenant et plus en pourcentage de revenus.

Q: Et tu as contribué toi à la com asile? Et c'était tenu que par des personnes des Voies d'elles?

R: Au tout début oui, on était que deux. Et puis attends, j'essaye de me, alors du coup on a été que deux et on en parlait au CA du centre LGBT, euh ça a été un peu houleux par moments. Et puis finalement, alors non le premier qui a été défendu, non non il y a eu un énorme mouvement politique autour du premier qui a été défendu parce que Catherine et moi on l'a accompagné dans les associations de gays et ils l'ont trouvé très gentil, très mignon et il y a eu un énorme mouvement parce qu'il était vraiment dans la galère, pour empêcher son expulsion, de personnes du centre, de tout le centre il y a eu un énorme mouvement, des manifs, des cotisations enfin des trucs incroyables, un lien avec SOS, enfin pas SOS racisme si ça doit être ça. Et quand cette histoire s'est finie, enfin elle s'est finie longtemps après mais bien, il y a des nouvelles personnes qui sont venues dont des femmes, et là le centre LGBT a plutôt fait marche arrière assez clairement en disant on peut pas accueillir tout le monde, on n'est pas fait pour ça, et du coup au débit on a galéré avec un petit groupe, et finalement il y a un gay qui s'appelait Donald qui a repris beaucoup ça, sur ce Catherine et moi on s'est séparées donc elle elle a continué, ona continué un peu chacune, mais ça a un peu fait un vide donc Donald s'en ait occupé pendant longtemps et puis il y a deux trois ans je sais il faudrait que tu questionnes quelqu'un d'autre, mais la commission a pris une énorme ampleur, il y a Chantal aussi mieux qui pourrait t'en parler. Mais moi j'y suis plus. Donald il devait être à A Jeu Egal. Du coup moi je suis plus à la commission demandeurs d'asile parce qu'il y a énormément de mecs et que j'ai pas, au fait j'essaye de m'occuper aux Voies d'elles des femmes de la com d'asile, qui viennent aux Voies d'Elles, il y en a pas tant que ça au fait, en ce moment même il n'y en a plus, il y en a deux-trois et au fait souvent quand elles ont leur statut on les voit plus, mais bon après elles font ce qu'elles veulent. Non on les voit pas tant que ça et si elles parlent pas français c'est un peu compliqué, et on leur fait aux voies d'elles des lettres de soutien. On a toujours fait des lettres de soutien, même aux, non, est-ce qu'on en a fait aux mecs? Aux mecs on en a fait individuellement pour dire qu'on les avait vu souvent au centre LGBT et puis aux voies d'elles on en a fait que pour les femmes je pense.

Q: Et est-ce que vous avez eu des partenariats un peu récurrents avec des assos?

R: (*moment de silence*) Euh je saurais pas trop te dire, il me semble que oui mais c'est un peu flou dans ma tête. Parce qu'on a dû faire des choses avec des Plannings mais c'était plutôt ponctuel je pense, et puis un temps il y a eu Osez le féminisme qui faisait partie du centre LGBT mais elles avaient une position sur la prostitution que nous on n'a pas, et elles sont parties pour ça je crois, il me semble, parcequ'au fait elles voulaient qu'on ait cette position, le centre LGBT. J'ai peur d'oublier des choses mais ça ne me revient pas tout à fait là. Au fait avec Catherine j'ai vu, on a parlé d'une personne avec qui elle n'est plus en contact et que moi je pourrai être en contact qui s'appelle Julie Charot et il faut que je lui demande si elle serait d'accord pour te parler donc j'ai dit à Catherine je dois pouvoir essayer de la joindre elle était important quand même.

Q: Et est-ce que la ville de Grenoble vous a sollicité pour des événements ou des actions, ou à sens inverse si vous, vous les avez sollicité peut-être?

R: Si t'as vu Claudia belledent elle a dû te répondre à ces choses là ou Catherine parceque dans ma tête c'est pas, il me semble que oui mais je sais pas trop. Claudia je me souviens que quand je suis arrivée aux Voies d'elles elles avaient déjà gagné en justice centre un site qui avait utilisé leur publicité pour un site pornographique, moi ça m'a frappé quand je suis arrivée aux voies d'elles parce qu'elles avaient gagné, parce qu'au fait quand tu tapais voies d'elles tu tombais sur un site porno, donc elles ont porté plainte et elles ont gagné. Moi je m'en souviens parceque ça m'avait frappé parce que je m'étais dit bah c'est une association militante et c'est là que j'ai découvert que la pornographie et le lesbianisme ça pouvait être une confusion (rires).

Q: Toi tu as rejoint en 1997 donc le centre LGBTI avait déjà été créé?

R: Ah bah non alors je suis arrivée avant parce que j'ai fait l'inauguration du centre LGBT, parce que j'y étais à l'inauguration. Parce que les Voies d'elles c'était 1992 et moi j'étais à l'inauguration du premier local, alors dans ma tête Voies d'elles c'est 1992, LGBT c'est 1994 et le local il me semble que c'est encore après, mais j'étais à l'inauguration donc peut-être que je me trompe dans mes dates.

Q: Et tu sais comment s'était prise cette décision de créer un collectif et demander un local?

R: Non parce que je crois que je n'y étais pas, mais je sais que les Voies d'elles il me semble qu'il y avait trois associations un truc comme ça, Claudia Belledent a dû te le dire je crois. J'ai pas été dans les débats euh

Q: Ok et tu te souviens un peu des débuts de la vie dans le local après l'inauguration ?

R: Oui au fait il n'y avait pas beaucoup d'assos il me semble, au début il y avait David et Jonathan, A jeu égal, les Voies d'elles, et puis et puis après je sais pas quand Contact est venu, SOS Homophobie je sais pas quand ils

sont venus. Au début ce que je me souviens c'est que les conseils d'administration du centre LGBT étaient parfois très durs sur le plan du féminisme parce que les gays étaient pas féministes forcément, enfin il y en avait peut-être quelques uns, mais on avait beaucoup de conflits au sujet du féminisme, c'est pour ça que quand Osez le féminisme est arrivé ça nous a un peu renforcé, et par contre maintenant c'est très féministe. C'est plus la coupure gay / lesbienne, c'est vraiment tout, et il y a un certain consensus sur le féminisme, qui est une belle évolution pour moi. Je pense que ça s'est fait progressivement, parce que moi je suis plus aux CA du centre LGBT vraiment, j'y suis allée quelques fois et c'est très jeune maintenant, ça a vraiment changé de population quoi, vraiment, vraiment. J'essaie de pas parler de génération au niveau âge ou vieux/jeunes parce que c'est faux, parce que c'est âgiste, mais c'est quand même comment dire, pour employer un mot plus juste, c'est des (hésitation) merde j'arrive pas à, des histoires générationnelles qui sont différentes. C'est moins un effet d'âge qu'un effet d'histoire commune, voilà. L'âge n'a pas d'effet, l'âge ne rend pas réac et être jeune c'est pas être moderne et progressiste. C'est pas l'âge en lui-même qui fait des générations mais c'est ce qu'on a vécu ensemble, des effets de cohorte je crois qu'il y a quelqu'un qui parle comme ça. Et maintenant c'est beaucoup plus queer, c'est queer maintenant, le centre LGBT il est queer, non il n'y a pas le Q, je sais pas pourquoi d'ailleurs, il n'y a pas le Q mais les gens ils te parlent de queer tout le temps quoi. Et avant, bah c'est-à-dire qu'on s'est pas tout le temps appelé le centre LGBTI ça c'est je sais pas quand parce qu'avant c'était CIGALE. CIGALE et c'était euh gay et lesbien au fait. Et euh c'est devenu centre LGBT bah j'ai pas la notion du temps donc moi je dirais peut-être une dizaine d'années mais j'en sais rien.

Q: Et aux Voies d'elles le terme queer c'est quelque chose que vous utilisiez aussi ou à l'époque pas tellement?

R: Alors euh non, on a, enfin dans les débats qu'on avait fait on avait fait venir des trans et puis on avait fait venir Paul Preciado qui à cette époque c'était Béatrice Preciado et je m'en souviens parce que j'avais écrit un article dans Lesbrouffe sur le queer mais on n'a pas intégré le mot dans notre charte ou dans nos propos quoi.

Q: Et en-dehors des réunions du CA et de la com asile, ah oui on n'a pas parlé de la com Animation ?

R: Oui alors la com animation j'y suis mais je pense que je vais un peu la quitter, je voudrais rester dans la com Bibli mais pour le moment la com bibli n'est pas séparable de la com animation donc pour le moment je reste un peu dans la com Animation, j'ai donné mon avis pour plein de choix de bouquins à acheter et tout ça, mais après je m'y retrouve pas forcément. Moi le problème de l'âge pour moi c'est un peu compliqué parce que je peux avoir des accords politiques à fond avec des personnes qui ont 20-25 ans mais au bout d'un moment j'ai besoin d'autre chose. Et aux Voies d'elles ça va assez bien parce que c'est assez clair au niveau politique, c'est vachement structuré, les réunions depuis peu il n'y a plus de débat sur internet, par liste de diffusion, donc quand il y a des sujets un peu chauds c'est structuré au niveau de la parole, alors que dans la com Animation et Biblio je m'en retirais parce qu'il y a trop de mails, je les lis pas donc euh, ça passe énormément par les mails et du coup des fois je peux pas prendre de position sur un truc parce que j'ai rien lu donc je me dis je vais peut-être pas y rester quoi. Je dois y être depuis deux ans là je sais plus trop. Mais ça m'embête un peu parce que j'essaie de pousser les nouvelles des Voies d'elles de se mêler des affaires du centre LGBT parce qu'il y a quand même de grosses subventions qui sont données, pas n'importe quoi, pas des trucs de luxe ou je sais pas quoi enfin tu vois, et du coup je sens que je lâche un peu tout mais j'ai encore un petit doute sur le fait que les Voies d'elles vont quand même donner leur avis sur l'usage des subventions et tout ça, voilà.

Q: Les Voies d'elles continuent d'être représentées au CA?

R: Alors oui mais pas assez, parce que la personne qui y va c'est Océ et Océ elle est aux Voies d'Elles mais elle fait tellement de choses que aux Voies d'elles elle y est vraiment de manière parcimonieuse, et du coup on voudrait qu'il y ait une des nouvelles qui y aille mais apparemment elles étaient, hier on a fait un truc sur les élections qui a été proposé par les Voies d'elles, on a proposé de se retrouver au centre pour écouter les résultats, mais apparemment elles étaient débordées pour le moment donc je pense qu'on va attendre la rentrée pour voir un peu.

Q: Donc c'est principalement le fait que ça passe par mail pour toi qui bloque en terme d'orga?

R: Oui et puis par mail, par discussion avec des sujets qui font des pages et que je lis pas parce que j'aime pas les écrans et parce que j'aime pas, enfin moi je pense qu'il vaut mieux faire des réunions où on discute, discute, normalement aux voies d'elles on discute en visant le consensus mais il n'y a pas longtemps on a été obligées finalement de voter parce que le consensus on l'aurait jamais eu, mais moi ça me va mieux de dire à un moment bon bah voilà tout le monde a pu parler. Mais le problème c'est quand il y a des gens qui mettent des grandes tartines par mail ils prennent un droit de parole immense, et il y en a d'autres qui ont peut-être pas envie de passer des heures sur internet, alors qu'en réunion on peut mieux répartir le temps de parole, ça me paraît être plus démocratique quoi.

Q: Et vous avez mis quoi en place à la com anim?

R: Euh et bien il y a des samedis queer, alors après je sais pas toujours qui organise parce qu'il y a eu un truc sur la psy, la psychiatrie, hier il y a eu tout un week-end sur l'inceste mais je sais pas qui, je sais pas si c'est la com

anim qui a organisé au fait. Et on commence à parler, il y a eu une artiste handi qui est venue, ça je crois que c'est la com anim mais je suis pas sûre. On commence à aborder un peu des sujets, tu vois là l'inceste, le validisme, euh voilà. Moi j'ai en tête d'introduire antispécisme et l'âgisme aussi, et je suis en train d'y réfléchir, et d'écrire dessus. C'est pour ça que j'ai envie de me libérer de plein de choses parce que sinon j'y arrive pas.

Q: Et est-ce que tu as pu participer ou voir d'autres actions un peu transversales du centre qu'il y a pu avoir?

R: Bah il y a la Pride évidemment, la marche des fiertés. Euh j'ai bien peur qu'il n'y est que ça qu'on fasse en transversal il me semble. Les Voies d'Elles on fait beaucoup des trucs qui sont ouverts à tout le monde, quand elles font des panneaux avant les manifs, je dis elles parce que j'y étais pas mais quand nous avons fait des panneaux avant les manifs, et puis la journée de la visibilité lesbienne elles ont peut-être pas ouvert à tout le monde là je sais plus, mais hier soir par exemple c'était ouvert à tout le centre LGBT.

Entretien n°14 (30 minutes, réalisé le 18 juin au centre LGBTI)

Q: Quand est-ce que tu as rejoint l'association?

R: Alors moi je pense que j'ai rejoint les Voies d'Elles à peu près à l'époque où la Com asile s'est montée sous la forme qu'elle a actuellement, euh c'était quand je suis nulle en date (*pires*), ça devait être vers 2014 quelque chose comme ça. Les Voies d'Elles moi je les connaissais, bah je suis arrivée à Grenoble en 2007, et assez vite on se disait avec certaines personnes des Voies d'Elles qui étaient un peu le noyau dur et les plus investies au niveau militant on va dire, et du coup on se croisait sur des luttes féministes notamment et moi j'allais aux fêtes des Voies d'Elles qui étaient des grosses fêtes à l'époque, qui réunissaient pas mal de monde. Il y avait déjà des proj de films ou des présentations de bouquins, du coup j'allais aux trucs quoi. Et après j'ai rejoint à un moment où aussi les Voies d'Elles étaient un peu en perte de vitesse, je pense qu'il y a une période où il y a beaucoup d'assos communautaires qui ont été en perte de vitesse, parce que les moyens de rencontre ont changé avec l'arrivée des sites de rencontre, des applis et tout. Je pense qu'il y avait moins besoin de se voir physiquement dans des lieux associatifs ou commerciaux aussi les bars communautaires. Et voilà, du coup aussi je faisais la Chorageuse, la chorale avec trois camarades des Voies d'Elles, c'était une chorale féministe qu'on a créé en 2013 je dirais, on va dire.

Q: Ok donc c'est pas la même chose que la chorale Freesons?

R: Non c'est pas la même chose, Chorageuse c'est une chorale féministe et Freesons c'est une chorale LGBTI et alliés, et les gens qui passent par là.

Q: Et tu es toujours membre des Voies d'Elles?

R: Je suis toujours membre des Voies d'Elles, après là je suis un peu en retrait, parce qu'au fait les Voies d'Elles moi j'ai pas vu la période d'essor et je pense que c'est un peu mon mode c'est que j'aime bien, au fait quand il y a des assos qui me semblent importante, quand ça baisse un peu d'énergie ou au moment de création du truc je suis assez présente, et là il y a eu plein de nouvelles personnes qui sont arrivées aux Voies d'Elles, ça a mis une nouvelle énergie et moi je fatiguais un peu donc je pense que j'étais contente de pouvoir me mettre en retrait. Et du coup le temps où moi j'étais dans les Voies d'Elles on était peu nombreuses, on n'a pas eu l'énergie pour organiser beaucoup de trucs, mais ce qu'on a fait l'année dernière et qui était vraiment un très beau moment c'est les 30 ans de l'asso. Et ça ça a réuni toutes les personnes qui avaient rejoint l'an passé, où il y avait des personnes de tous âges mais aussi pas mal de personnes jeunes, et il y avait des camarades plus âgées qui ne venaient plus forcément mais, soient qui avaient été très actifs soient pour qui les Voies d'Elles ça avait vraiment eu un rôle important. Il y avait eu un concert, une boum, une discussion, des archives qui avaient été ressorties, Lesbrouffe qui est un magazine que les Voies d'Elles ont fait pendant pas mal d'années, il y a un numéro spécial qui avait été fait, voilà. Du coup je suis au CA au nom des Voies d'Elles depuis que je suis aux Voies d'Elles au fait, parce que moi quand je suis arrivée on m'a vraiment transmis ce truc de ras-de-bol du CA, que ça faisait longtemps que les camarades actives aux Voies d'Elles n'y allait plus, parce que à l'époque, et je pense que ça a un peu changé quand même, les questions de féminisme étaient assez compliquées à aborder apparemment, il y avait beaucoup de lesbophobie, de misogynie au fait de la part d'hommes cis gay. Et aussi sur les valeurs étaient importantes pour les Voies d'Elles, qui ont notamment, qui ont fait partie des personnes qui ont impulsé la création de la com Asile, et qui avant ça faisaient déjà du soutien à des demandeurs, demandeuses d'asile, et que c'était pas facile toujours en face les retours. Et puis les Voies d'Elles s'engagent dans un truc, bah c'est dans nos statuts hein, contre toutes les oppressions, les discriminations et ça c'était pas forcément partagé par plein de gens, du coup elles en ont eu ras le bol elles ont arrêté d'aller au CA. Moi quand je suis arrivée j'ai eu le goût de m'y mettre, et entre temps des choses avaient un peu changées, des nouvelles assos étaient arrivées, des nouvelles personnes et l'ambiance du CA a beaucoup changé et son positionnement politique général aussi.

Q: Ok et tu avais un rôle précis dans l'asso, il y avait une raison pour que tu ailles toi au CA?

R: Bah c'est juste que personne d'autre voulait y aller, moi j'ai proposé d'y aller les autres étaient très contentes parce que voilà, ça faisait de la représentation au CA, il y a quand même des décisions qui sont prises et tout. Et après nous aux Voies d'Elles on est organisé en collégiale, c'est à dire que les personnes qui veulent donnent leur nom en Préfecture mais il faut pas donner trop de noms mais en même temps assez pas pas monopoliser un pouvoir qui théoriquement n'existe pas mais qui pourrait de fait être pris si conflit. J'étais trésorière adjointe mais c'est comme au centre je détestais ça, très vite fait je faisais ça, au fait on a eu tout un bordel que c'était super compliqué de changer notre compte, parce qu'on était à la poste qui est devenue une galère pour les assos, donc beaucoup d'assos ont bougé de la Poste, et nous ça a été créé je sais pas quand par je sais pas qui, on a eu des galères c'était compliqué, mais voilà tout ça c'est réglé et au final c'est une autre camarade qui s'en est beaucoup plus occupé que moi.

Q: Et quels étaient les objectifs de l'asso selon toi, et est-ce que tu as vu une évolution? Et combien de membres actifs et actives il y avait ?

R: Alors les Voies d'Elles je pense que les objectifs c'est de faire et des espaces de convivialité et de rencontre, et aussi potentiellement des espaces de lutte peut-être plus politisées, ça c'est quelque chose pendant que j'y étais où en tout cas moi personnellement j'ai toujours vu en tension, entre des personnes qui cherchaient des choses différentes. Des fois ça pouvait complètement cohabiter, des fois pas. Moi quand j'y suis arrivée, je pense il y avait peut-être, allez on va dire, peut-être 6-7 personnes un peu actives, d'adhérentes un peu plus, quand on faisait des AG il y avait aussi des camarades qui habitaient à la campagne mais qui étaient plus sur Grenoble, donc qui venaient aux AG mais qui n'étaient pas là pour la vie de l'asso tout au long de l'année. Après on est descendues à 4 pendant quelques années quand même, mais toute cette période aussi de confinement tout ça, et après là maintenant, je pense en personnes actives peut-être il y a une quinzaine, il y a beaucoup plus de personnes qui viennent aux permanences, du coup les permanences c'est les permanences des Voies d'Elles qui sont au centre, et il y a toujours ce truc qui est un peu resté de se proposer des activités que ce soit escalade, hammam, des apéros au café noir, avec toujours à coeur un truc d'accessibilité. Du coup ce qu'il y a comme système c'est que quand il y a des choses payantes, que ce soit aller boire un coup dans un bar ou autre chose, il y a une enveloppe qui tourne, chacune met ce qu'elle peut, veut, et du coup l'asso complète. Et ça c'est un truc pour vraiment réfléchir à l'accessibilité. Et même si on était pas nombreuses à porter l'asso, il y a toujours eu des liens en plus avec des lesbiennes en demande d'asile, donc du coup ça ça a créé des vrais liens de solidarité aussi matériels. Il y en a qui sont hébergées chez les Voies d'Elles tout ça, il y a des trucs comme ça.

Q: En lien avec la Com Asile du coup?

R: Ouais. Bah la je pense que c'est la première année où il n'y a personne des Voies d'Elles à la Com Asile, mais bon le lien il se fait quand même. Avant moi j'y étais, mais les liens j'ai l'impression qu'ils sont là quand même. Je pense pas que les objectifs de l'asso aient changés vraiment, mais c'est ces deux trucs là en tension, au bout d'un moment il y a même eu des gens qui ont dit : mais est-ce qu'on fait une scission? Et je pense qu'il y a des personnes qui sont parties parce qu'à un moment il y a une envie d'avoir des positions politiques qui soient claires, c'était déjà clair dans les statuts mais finalement ce qu'on croit clair n'est jamais vraiment clair, et sur des questions qui tenaient fort à coeur à beaucoup d'entre nous. Il y a eu de la dissension et du coup il y a eu des discussions qui ont mené à des prises de position officielles claires, ce qui a fait que certaines ne s'y retrouvaient pas, elles sont parties. La dernière en date c'est l'islamophobie. Pas beaucoup de personnes au final c'est des personnes qui étaient arrivées ou revenues récemment, un peu plus âgées que, que moi, et qui étaient sur des positions que moi j'appelle féminisme old school, même s'il n'y a pas d'âge pour être féminisme old school, des trucs ouais très loi 2004 sur le voile et tout, et ça c'était pas possible parce que pour nous c'était important que les Voies d'Elles prennent position. Et après les personnes qui n'étaient pas d'accord, personne ne les a virées mais de fait, elles ne se reconnaissaient plus quoi.

Q: Et sur les liens avec la Ville, la Métropole, le Département, et en termes de ressources, comment ça se passait dans l'asso?

R: Voies d'Elles aucun lien. Il y a eu des demandes de sub qui ont été faites une fois il y a très longtemps, à je sais pas qui c'était bien avant que je vienne, ce qui fait qu'il y a un peu de sous. Ce qui permet de faire ce que je t'expliquais là pour financer les activités, mais sinon il n'y a pas du tout de lien avec les pouvoirs publics à ma connaissance.

Q: Et est-ce que tu te souviens ou tu sais quand est-ce que l'asso a rejoint le Centre LGBTI et comment ça s'est fait? Et puis qui s'impliquait dans le fonctionnement du centre? Et est-ce qu'il y avait des partenariats réguliers avec d'autres assos?

R: Alors les Voies d'Elles je crois que c'est une des quatre assos fondatrices, c'était une asso qui avait un an à l'époque je pense, qui se réunissait à droite à gauche chez des membres des Voies d'Elles ou dans des bars. Et après moi je sais pas cette histoire de liens et tout, à part les liens avec la Commission Asile j'ai pas trop

l'impression. Pour la Pride j'ai l'impression qu'il y a un truc où le centre est tellement content de ne plus avoir à gérer cette orga, du coup on s'empare plus du tout de ça en tant qu'asso, et cette année ça s'est vu dans la marche, on s'était dit : vas-y on fait un cortège centre LGBTI symbolique donc chaque asso envoie une ou deux personnes pour être avec une banderole qu'on avait fait en speed, on est arrivés il n'y avait pas la banderole personne ne l'avait prise du coup, le mot était plus ou moins tourné du coup on s'est retrouvé juste avec nos pancartes (rires), ça n'avait rien à voir avec l'asso, il n'y a rien qui signalait que c'était le centre LGBTI. Le mot n'était pas hyper bien passé dans les assos, et à part ça il n'y a même pas eu un ordre du jour, à un moment dans le CA on s'était dit voilà comment on s'empare de ça, est-ce qu'on veut une sono, est-ce qu'on a des slogans, est-ce qu'on a de la musique et puis rien (rires). Et du coup ça je pense que c'est quelque chose qu'il va falloir qu'on réajuste quoi.

Q: Ok merci. Et sur les commissions asile et animation est-ce que tu es membre active? Et est-ce que c'est venu remplacer ou s'ajouter à ton engagement aux Voies d'Elles? Et quels sont les objectifs de ces commissions?

R: Bah la commission Asile elle a eu un début officiel et il y a eu des débuts officieux. Moi j'y étais pas au début. La Commission Asile elle a été créée vraiment pour, moi j'ai l'impression que c'était porté par des gens pour réussir à se structurer autour de quelque chose qui était fait de façon informel au cas par cas, qui était le soutien aux demandeurs et demandeuses d'asile, et avec l'importance que ce soit une commission et pas une asso à part, pour que aussi le Centre LGBT se sente plus généralement investi de cette solidarité. Moi je suis arrivée à la Commission vers 2016 ou 2017 je pense, elle venait tout juste d'être créée et il y a eu un appel en disant : voilà on a créé cette commission, qui veut rejoindre. Donc j'ai rejoint à ce moment là, et je me souviens qu'au final j'ai rejoint les Voies d'Elles après, même si j'étais déjà proche et tout, j'étais sympathisante des Voies d'Elles mais pas encore investie, et c'est là que je me suis investie aux Voies d'Elles pour faire le lien entre les deux. Du coup ça a plutôt fait que je me suis plus investie au Centre. Après je me suis aussi investie au CA après ça, parce que le premier CA où je suis venue au fait c'était un CA où on venait un peu régler des comptes par rapport à une Pride où c'était partie en sucette parce qu'il y avait un char d'un bar karaoké qui projetait des images de Pride et notamment de la Pride de Tel Aviv, et du coup il y avait eu un peu des actions de débrancher leur écran et tout, c'était parti en sucette. Les gens de l'orga de la Pride n'avaient pas très bien compris ce qui se passait, avaient peur que ce soit une attaque fasciste, bref, et là il y a eu une montée de violence de ouf des vigiles du char puis des vigiles de la Pride puisqu'à l'époque c'était des vigiles qui faisaient la sécu. Et du coup moi je faisais partie des gens qui avaient écrit un texte qui venaient, du coup comme j'avais un pied dans le centre, à venir au CA pour expliquer ce qui c'était passé et donner notre point de vue, et ça ça a été mon premier pied dans le CA, c'était en 2018 je pense après la première Pride organisée par la toute jeune asso Grenoble Fiertés.

Q: Et pour la Com Animation?

R: Au fait pour la Com Animation ce qui s'est passé c'est que, on a changé de locaux en 2019, et du coup on avait beaucoup plus de capacités d'accueil et d'organisation d'événements, et beaucoup de choses à réfléchir de fonctionnement. Et c'était un moment où le CA était un peu en perte de vitesse, il avait du mal à mobiliser parmi les assos qui adhéraient déjà pour faire le travail minimum, du coup c'était pas très... et du coup il y a eu l'idée de créer un groupe qui allait un peu travailler des protocoles, proposer des animations et tout. Moi je fais partie des gens qui ont lancé le groupe, donc je suis depuis le début. Et en fait c'est un peu flou parce que le Com Animation, qui s'appelait Commission Vie du centre avant, moi je trouvais ça un peu moche c'était très bien de changer de noms. Et au fait il y aurait une immense quantité de choses à faire et à penser, parce que le CA n'est pas très énergique quoi, ouais. Et du coup le deal c'est, nous dans toutes les missions listées on choisit ce qui nous parle en fonction des forces et des motivations. Parce que là ce qu'on a vu qui était un peu chiant, c'est que des fois on fait des réunions inter-assos, comme une par an on va dire, journées de travail c'est toujours les mêmes qu'ils organisent on va pas se mentir, et là le problème qu'on a c'est qu'on a bien avancé sur des sujets, qu'on doit les faire valider en CA mais qu'on n'a jamais le temps. Parce qu'il y a quand même d'autres choses à discuter en CA et du coup partir sur des discussions et tout c'est compliqué, donc au fait là ça fait un an qu'on est bloqués sur des choses qui pourraient avancer, certaines ont avancé et d'autres non.

Q: Et quelles ont été les actions proposées par la Com animation par exemple?

R: On a invité des auteurs, autrices, il y a l'expo en ce moment, bon je ne sais pas avec quelle casquette je la portais celle-là (rires). C'était avec le centre à la base mais bon. Et puis aussi les 25 décembre on fait une après-midi conviviale.

Q: Donc c'est plutôt à destination les habitants, habitantes qui viennent pour participer aux activités où ça vise plutôt l'inter-associatif des assos?

R: Alors à la base on visait un peu ça l'inter-associatif mais on a lâché cette affaire. Après on passe l'info quand même régulièrement et de fait il y a des gens d'autres assos qui viennent. Et l'insta du centre c'est surtout des infos de la Com animation. C'est une camarade qui est dans Freesons qui gère l'insta, en partenariat avec deux personnes de la Com animation puisque c'est nous qui mettons le plus gros quoi. Les autres assos vont penser, peut-être, à mettre des événements exceptionnels, mais leurs permanences et tout ça n'apparaît pas j'ai

l'impression, après maintenant il y a la newsletter aussi, enfin on a des nouveaux trucs de com. On a le centre, enfin le site internet qui pendant longtemps ne marchait pas, donc maintenant il y a un nouveau site qui est à jour avec l'agenda, mais comme ça c'est relativement nouveau tout le monde ne s'en est pas emparé non plus pour faire apparaître leurs événements, et il y a la newsletter qui est pour l'instant portée, bah par moi, mais c'est un hasard ça parce que je suis dans la com animation et là ça va être porté par la camarade qui est sur insta.

Q: Et vous êtes combien à la Com Animation?

R: Ah ça c'est compliqué à dire, un noyau dur on pourrait dire 7, au hasard un peu (rires). Et après ça va être, par exemple les saemdis queer avant on les portait beaucoup collectivement, là on galère ne serait-ce qu'à avoir trois personnes qui les font, ce qu'on a dit qui était le minimum. Et nos énergies on va plus les mettre dans des trucs différents, c'est un peu dispersé.

Q: Et il n'y a pas de salarié, tout le monde est bénévole c'est bien ça?

R: Ouais.

Q: Et du coup parmi les autres membres de la Com Animation est-ce que les personnes sont aussi membres d'assos du centre?

R: Non pas forcément, comme la Com Asile au fait il y en a beaucoup qui découvrent le centre avec ça, c'est pour ça aussi qu'on a changé les statuts du centre. Parce qu'avant les statuts du centre c'est que c'était un ensemble d'associations qui avaient chaque asso un pouvoir en AG. Vu que dans les commissions c'est pas un truc transversal de plein de gens des assos qui viennent, que ça attire de nouvelles personnes, on s'est dit que les commissions avaient le même statut que les associations. C'est-à-dire qu'elles ont elles aussi un pouvoir au CA et en AG. Et aussi un truc nouveau c'est qu'on a ouvert les adhésions individuelles au centre, ce qui n'était pas le cas avant puisque c'était qu'une asso d'assos, et du coup c'est aussi une porte d'entrée pour que des gens s'investissent. Bon à la Com Asile c'est plus compliqué il faut être motivé, ça demande quand même un apprentissage, mais à la Com Animation tout le monde peut venir faire des choses.

Q: Ok, et est-ce que des fois vous êtes en lien avec d'autres centres LGBTI ailleurs en France, et de manière générale est-ce qu'il y a des projets ou envies d'évolutions dans le fonctionnement du centre?

R: Bah c'est vrai qu'il y a eu l'inter-LGBT je sais pas quoi, dont quelqu'un nous a parlé mais nous on n'est pas dedans je sais pas pourquoi (rires). Après de fait par la Com Asile il y a des liens avec d'autres collectifs, d'autres associations spécifiques d'asile LGBTI, il y en a dans beaucoup de villes, certaines villes il y en a plusieurs. Après je pense que personnellement on peut avoir des liens avec des gens, avoir la curiosité d'aller visiter, mais c'est pas une dimension qui est actuellement travaillée quoi. Mais ouais non on n'est pas très en lien c'est bizarre je sais pas pourquoi, on est dans plein de réseaux mais pas tellement avec les autres centres LGBTI. Bah je pense qu'on arrive déjà pas à faire du lien avec nos assos à l'intérieur, mais ça aurait vraiment du sens de le faire. Après c'est sûr qu'il y a des centres LGBTI où les tendances politiques sont quand même très différentes sur certaines questions je pense qu'on s'entendrait pas super bien avec tout le monde, mais là ouais pour l'instant c'est pas, ouais.

Entretien n°15 (45 minutes, réalisé le 13 mai au domicile de l'enquêté.e)

Q : A quel moment as-tu rejoint l'association ?

R : Je suis militant depuis pas mal d'années déjà, avant j'étais à saint etienne et j'ai créé une association avec mon mari d'ailleurs, qui s'appelle toujours Face face pour le festival de cinéma lgbt de saint-étienne.

Q: C'est marrant ça ressemble à "Vues d'en face"

R: Exactement on l'a fait en même temps à peu près, et il y a le même à lyon, il y en a un peu partout. Donc on a milité beaucoup euh aussi au moment du mariage pour tous bien sûr, on était (rires) impatientes et on a d'ailleurs pu se marier l'année même, et après on est venus à grenoble en 2015. Et donc je connaissais des actions de sos homophobie vis-à-vis des scolaires et je voulais faire ça parce que j'avais pas trop eu l'occasion de le faire une seule fois et je trouvais que c'est intéressant de faire de la prévention auprès des jeunes, donc je me suis rapproché de Eléonore que je connaissais à l'époque qui était la déléguée et progressivement j'ai adhéré à l'association en 2016-2017 je pense, et je suis devenu délégué en 2019. Voilà.

Q: Délégué c'est à dire que c'est toi le référent principal?

R: Ouais, SOS Homophobie est organisé en délégations donc régionales. La notre s'appelle Dauphiné alpes Nord et regroupe donc le département de la savoie, haute savoie, drôme et isère, et on est deux co-délégués donc Marie Jaquart et moi-même, pour animer l'équipe d'une quinzaine de bénévoles, (hésitation) qui vont faire beaucoup en intervention scolaire mais aussi formation pour adulte, d'évènementiel, qui participent à différentes commissions thématiques sur la réalisation de notre rapport annuel par exemple. Et on a pas mal de commissions, commission écoute évidemment qui est la colonne vertébrale de l'association puisque l'association elle s'est créée autour d'une ligne d'écoute nationale qui fonctionne toujours, qui permet de recueillir tous les témoignages et de publier ce rapport qui est le condensé de tous les témoignages qu'on a reçu pendant un an sur la ligne d'écoute. Donc maintenant il y a un chat aussi, on s'est adapté évidemment, mais ça reste notre activité principale c'est ça c'est vraiment l'aide aux victimes de LGBTI phobies.

Q: Quand tu dis Aide, la ligne d'écoute permet de rediriger vers quoi comme type d'aide?

R: Alors on a deux salariés, un responsable administratif et une juriste, à temps complet. Donc ça peut être une aide juridique immédiate, on renvoie vers d'autres structures qui seraient plus adaptées s'il devait y avoir de l'hébergement de mineurs par exemple il y a d'autres associations qui le font. On peut se porter partie civile dans le cadre d'un procès, alors on le fait régulièrement. (temps de silence). On peut agir auprès des employeurs, on a d'ailleurs édité un document à destination des employeurs, pour (pause), un guide voilà pour lutter contre l'homophobie au travail donc voilà on peut intervenir à la demande d'une victime soit dans son école, soit sur son lieu de travail, comme médiateurs et voilà.

[5:00] Q: Des bénévoles sont formés spécifiquement à la médiation?

R: La ligne d'écoute alors malheureusement elle n'est qu'à Paris, ça va pas durer je pense que maintenant avec la technologie il n'y a pas de soucis pour faire une ligne d'écoute localisée mais historiquement c'était une ligne fixe et ça se passait dans le local de sos à Paris, donc la c'est vraiment des bénévoles qui sont formés parce que je peux te dire que c'est pas évident des fois d'avoir des personnes qui viennent d'être agressées physiquement, d'être violées, qui menacent de se suicider, donc la c'est vraiment une formation avec une partie psy et tout, pour pouvoir écouter, recueillir le témoignage, parce que souvent c'est ça au fait, la personne elle arrive même pas à parler donc déjà on va l'aider à parler après voilà on oriente par exemple les réfugiés il y a des structures même à Grenoble qui accueille, il y a une commission asile voilà. Donc nous souvent, on est une asso assez connue, donc pas plus tard que cette semaine j'ai reçu un mail d'une personne un peu en détresse qui était en danger donc je l'ai orientée voilà donc au bon endroit.

Q: Vers la commission asile du coup ?

R: On ne prétend pas pouvoir répondre à tout, mais au moins on assure cette écoute et on rappelle les gens s'ils le souhaitent donc c'est totalement anonyme, on ne trouvera jamais évidemment de nom, même pas de prénom dans notre rapport. On a, on n'extrait pas non plus de chiffres locaux, c'est-à-dire que souvent les journalistes nous demandent le 17 mai alors, la situation à Grenoble, à Marseille, mais ce n'est pas le sujet au fait. L'homophobie elle est partout, et donc voilà l'association nationale donc, on ne fait pas de distinction géographique, on fait des distinctions thématiques pour distinguer la transphobie, la lesbophobie qui ne sont pas à mélanger non plus, souvent il y a des problématiques un peu différentes donc on nomme les choses aussi et les gens parce que pendant longtemps on a parlé que d'homophobie maintenant voilà on s'est adaptés on parle de lgbti phobies, voilà.

Q: Au début quand tu parlais de saint etienne ton engagement militant etc. c'était l'asso face à face, c'était avec cette asso qu'il y avait une implication pour le mariage pour tous, ou c'était pas au nom de l'asso?

R: Oui tout à fait, c'était et ça l'est toujours d'ailleurs la plus grosse association militante à saint-étienne qui n'est pas une ville historiquement très (moment de pause) gay friendly. Il y a Lyon à côté qui a développé une communauté lgbt depuis beaucoup plus longtemps, donc à saint-etienne il n'y a pas grand chose. Donc on a créé ce festival parce que finalement le cinéma c'est une bonne façon d'aborder tous les sujets, d'avoir des échanges, des débats, ça reste une asso, un festival militant on va dire. Culturel et militant.

Q: ça marche, du coup tu nous a nommé 2 types de missions : aide aux victimes et sensibilisation c'est ça?

[8:45] R: Voilà, alors on a trois piliers, je rappelle toujours les trois piliers à sos homophobie, donc c'est effectivement : Assister, aider les victimes, soutenir on va dire, Prévenir donc tout ce qu'on fait auprès des jeunes et des adultes avec de la formation et les interventions, et puis donc Militer le côté revendication, ça on le fait dans la rue, à l'assemblée nationale, auprès de nos partenaires institutionnels, locaux, toute l'année. Ça passe par des communiqués de presse, des prises de position, des revendications, SOS Homophobie a un livre rose qui est le corpus des revendications, c'est un document public qu'on peut trouver sur notre site et qui est très intéressant parce qu'il détaille vraiment toutes les catégories, les lgbti phobies à la retraite, les lgbti phobies et le handicap etc. et on va aller chaque fois faire le constat et nos revendications à nous, qui évoluent au fait hein. Les revendications sur les travailleuses travailleurs du sexe aujourd'hui sont pas les mêmes qu'on avait il y a dix ans donc voilà on suit la société, la PMA, la GPA, voilà donc tout est détaillé, ça s'appelle le livre rose de SOS

Homophobie, donc ça c'est un peu la Bible pour qu'on n'ait une seule parole. Parce qu'au fait la difficulté quand on est militant comme ça c'est d'avoir son avis à soi, son opinion, et puis d'être le porte-parole d'un groupe et ce n'est pas toujours facile. Il y a une seule parole, c'est ce qui fait la force de cette asso c'est qu'elle est apolitique (moment d'hésitation puis rire) pardon non elle est apartisane mais elle est forcément politique puisque c'est, tout ça c'est de la politique. Par contre on est apartisane et on n'a jamais été affiliés ni à un parti ni à un syndicat, ce qui nous permis d'avoir des échanges avec les différents gouvernements hein forcément il faut faire avancer les choses, et pour ça pour être crédible il faut qu'on est une seule parole, sinon euh ça serait inaudible.

Q: Et comment vous faites pour trouver des consensus au sein de l'asso?

R: Il y a des longues heures de réunion, cette année on a fêté nos trente ans, on a d'ailleurs édité ce livre (me montre le livre), Trente ans de combat, donc c'est des échanges, des séminaires, c'est ce corpus auquel on adhère forcément quand on veut rentrer à SOS Homophobie on est censé le connaître et on adhère à ces idées là au fait, donc voilà c'est en réflexion permanente. C'est une asso qui comme beaucoup a été créée au moment d'une urgence, il y avait dans les années 1990 peu de droits, il y avait eu le sida qui était arrivé et ça a été vraiment une urgence d'avoir ce tissu associatif pour s'emparer de sujets qui l'Etat ne voulait même pas aborder, aujourd'hui c'est différent, c'est clair que l'Etat s'est emparé de ces sujets là mais parce qu'on était derrière, jamais un parti n'aurait mis le mariage, l'adoption pour toutes et tous à son programme s'il n'y avait pas eu les assos hein, faut pas rêver, ni la gauche ni la droite. Donc on a toujours été derrière pour pousser et c'est pas fini, on continue, donc voilà.

Q: Donc toi t'as rejoint en 2016, il y a 8 ans et est-ce que tu as vu des évolutions en 8 ans des actions menées et dans les prises de position ?

[13:30] R: (Rire), Alors euh forcément on s'adapte et on est content d'enlever des revendications quand on obtient les droits, donc on en a obtenu par exemple la PMA pour toutes ça existe, ça n'existait pas quand j'ai commencé, j'ai encore des affiches là faut qu'on les jette, après on peut les garder en souvenir, donc ça c'est un acquis. Il n'y a pas eu beaucoup d'autres acquis depuis. C'est vrai qu'il y a eu une énorme avancée enfin que moi je trouve énorme parce que c'est aussi symbolique de l'adoption du mariage (hésitation) pour tout le monde en 2013. Après il y a eu un effet au fait un peu de creu de vague, déjà parcequ'on était fatigués aussi, c'était super dur de se taper toute l'homophobie dans les rues, tu te souviens peut être cette année là, c'était super dur et donc après les assos se sont un peu, ouf on a gagné et voilà, mais après il faut retourner au combat parcequ'il y a encore d'autres choses, et là les combats du moment c'est sur la transphobie, il y a quand même un vrai sujet parcequ'il y a des propositions de loi de la droite qui voudraient vraiment restreindre encore plus les droits des trans notamment des jeunes pour interdire définitivement tout changement et toute démarche de transition qui nous ciblent aussi en disant qu'on fait du prosélytisme et autre, alors que dans le même temps un rapport de l'OCDE en 2023 qui est aussi accessible sur notre site je t'incite à le lire, je pourrais te l'envoyer d'ailleurs, donc un rapport de l'OCDE donc c'est quand même l'organsime qui évalue l'éducation, l'enseignement et qui a vraiment étudié nos interventions concrètement sur des élèves, et qui démontre que clairement il y a un effet indéniable sur le bien être des élèves, sur leur évolution et donc on fait un travail de santé publique au fait, un travail qui n'est pas assez fait par les pouvoirs publics. Aujourd'hui on a eu une réunion au rectorat, qui a mis en place pour l'académie de Grenoble un Observatoire donc c'est bien, mais euh ils nomment des référents dans les établissements mais si les référents il n'ont pas d'heures dédiées et de formation, c'est juste de l'affichage ! Ok ils sont référents égalité, bon bah c'est bien mais il faut les former parce que le jour ou un gamin vient leur raconter qu'il est harcelé, s'ils savent pas comment gérer au fait bon. Alors ils nous appellent ils nous disent d'intervenir, bon c'est déjà pas mal mais nous ce qu'on aimerait c'est qu'il y ait une vraie formation d'au moins des agents publics, dans le privé aussi mais au moins des agents publics qui sont en lien avec des jeunes, que ce soit en formant le personnel périscolaire par exemple de la Ville de Grenoble, ça on l'a fait l'an dernier et on va continuer parce que bon on a des demandes de Fontaine, de saint martin d'hères donc euh.

Q: Le livre rose, c'est un document de l'asso?

R: Il est je crois sur notre site (il va vérifier), il est actualisé tous les trois-quatre ans parce qu'il faut le voter en assemblée générale et il y a tout un processus démocratique donc c'est un peu long. mais c'est vraiment intéressant, parce que la par exemple j'ai assisté à la dernière évolution donc pour chaque item on avait des choix au fait, parce que bon on est pas binaire, on est comme les mots hein c'est (rire), c'est jamais si simple la vie donc pour vraiment se forcer à avoir une conversation, une réflexion on avait vraiment la possibilité puis oui un vote puis au final c'est la majorité qui a décidé de telle et telle revendication. Avec tous ceux qui veulent, tous les adhérents. (son téléphone sonne et il répond au téléphone). Donc consulter notre livre rose, on va aborder tous les grands sujets déjà rappeler qui on est puis nos revendications sur l'orientation, sur l'identité de genre, sur l'intersexuation et ça évolue au fil de la société alors, bon moi j'ai un peu la prétention de dire que c'est nous qui faisons aussi évoluer la société quand même hein, parce qu'on aborde des sujets qui au départ n'étaient pas vraiment abordés, et encore aujourd'hui quand on les aborde auprès des jeunes et même des plus âgés, on se rend compte que l'information bon, quand on parle des personnes interxsexe il n'y a quand même pas beaucoup dans la classe et même parmi les profs qui savent de quoi on parle (rires). Moi même j'ai appris beaucoup de choses en étant dans l'association et je continue à en apprendre parce que finalement on s'intéresse souvent qu'à son environnement immédiat et voilà. Donc pour chaque revendication on a établi, euh voilà.

Q: Et sur le branche locale ici, vous êtes combien, est-ce qu'il y a un noyau dur un peu pour les prises de décision ça marche comment ?

[20:45] R: Ouais c'est ça ouais, alors on est plus d'adhérents hein parce qu'on peut être simple adhérents et juste soutenir, là il y a une cinquantaine d'adhérents pour la délégation mais avec une quinzaine de membres actifs et actives, qui participent à la réunion mensuelle, on a une réunion tous les deuxièmes mercredis du mois, plus toutes les activités et interventions scolaires après avoir suivi une formation, on a tous suivi des formations pour ça, et participer aux différents événements donc euh les marches des fiertés, les différents rassemblements c'est à ce titre là qu'on est considérés comme bénévole actif ou active quoi. mais il n'y a pas de salarié sur la délégation, les seuls salariés sont sur Paris. On a un bureau à Paris, avec Quentin le responsable administratif et notre juriste.

Q: Pour les locaux c'est le centre LGBT le principal lieu?

R: Oui on est basé au centre LGBTI, la plupart sont comme ça hein dans les villes, pratiquement toutes les grandes villes ont un centre. Donc évidemment on est ensemble ça a du sens hein, on se croise, on a notre réserve de matériel, SOS a pas mal de matériel de com, c'est important d'être visible, là voilà on vient de réaliser ce petit document qu'on a appelé la boussole (me la montre) et qui est facile à transporter et à lire sur les principaux, les principales aides qu'on peut apporter, ça s'adresse à tout le monde. On peut tous un jour être victime ou témoin malheureusement je pense qu'on le sera tous, je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un qui échappe à l'homophobie musicale l'insulte PD ou enculé est prononcé vingt fois par jour dans une cour de récréation donc au fait, c'est comme le sexisme au fait, qui peut dire qu'en France ou sur cette Terre il n'est pas concerné par le sexisme il n'y en a pas (rires) donc voilà si on a envie d'être un peu plus éclairé et d'essayer de changer le monde et bah on essaye de participer à notre niveau. Pas mal d'outils de com donc, papier, web, on fait aussi pas mal de communiqués de presse, on a donc ouais vraiment une branche qu'on appelle le porte-parolat au fait qui sont au fait des personnes qui suivent l'actualité, qui sont basées à Paris quand même mais qui vont aller discuter avec les élus, les médias pour euh réagir sur les euh, il faut réagir, les homophobes réagissent très vite au fait, donc il faut que nous on soit en permanence réactif pour rétablir la vérité, et donner la parole parce que sinon on ne nous la donne pas au fait, il faut prendre la parole sinon on ne nous la donne pas forcément.

Q: C'est que sur Paris ou vous rencontrez ici aussi des élus locaux?

R: Oui oui oui on le fait euh bah on a des bonnes relations avec la Ville de Grenoble parce que c'est euh une majorité qui est sensible à la question et on a rencontré l'élue, Laura Pfister qui est en charge de la lutte contre les discriminations, et l'an dernier par exemple pour fêter les dix ans du Mariage pour tous, ils avaient fait un super programme à la Mairie. Il y a eu la présentation du rapport c'était vraiment une belle soirée parce qu'on a aussi envie de faire la fête des fois et de regarder un peu dans le rétro pour voir quand même que malgré tout ça s'améliore quoi, parce que bah voilà hisser un drapeau arc-en-ciel sur le fronton d'une mairie c'était pas si évident il y a quelques années et ça ne l'est toujours pas dans beaucoup de pays pas très loin quoi. On est content quand on a des bonnes relations comme ça avec une collectivité ou un pouvoir quel qu'il soit, donc ça va être Mairie, la Métropole aussi elle a beaucoup d'actions avec la maison de l'égalité, ils font beaucoup de choses donc on participe aussi à certains événements, euh (hésitation) donc au niveau Rectorat forcément parce que comme on fait beaucoup de prévention pour les scolaires on a des relations avec le Rectorat, la Préfecture aussi qui nous réunit au moins une fois par an pour faire un peu le bilan des actions. Parce qu'au fait ils sont très friands de notre rapport puisque c'est le seul document vraiment avec des chiffres quand même hein, ça change un peu, maintenant on commence à avoir des chiffres du Ministère de l'Intérieur, mais ils n'osent pas trop les donner parce qu'ils ne sont pas, c'est pas euh (hésitation) mais après la DILCRAH aussi mais je sais pas trop comment ils la diffusent la DILCRAH d'ailleurs, voyons voir (rires, et recherche l'info sur son ordinateur). La DILCRAH oui présente un rapport sur les crimes de haine anti lgbt, donc évidemment on doit participer et être je pense auditionné dans ce cadre là mais je connais pas moi tous les échanges qu'on a niveau institutionnel parce qu'il y a beaucoup de choses qui sont au niveau national quand même, mais là c'est vraiment sur les crimes à priori ils s'intéressent surtout à ça, parcequ' au fait le problème si tu veux c'est que souvent tant qu'il n'y a pas crime, ou au moins dépôt de plainte il n'y a pas de trace, c'est ça le problème. La DILCRAH elle va récupérer les chiffres officiels, donc les dépôts de plainte du Ministère de l'intérieur, ou le nombre de saisine du Procureur de la république etc. Et ça c'est très en-dessous de la réalité, parceque pourquoi pendant des années c'était très difficile de faire valoir le caractère homophobe, ça l'est un peu moins maintenant mais enfin moi j'ai testé dans une gendarmerie de campagne, on a eu un problème avec des voisins, euh avec des insultes hyper violentes, enregistrées sur le téléphone donc avec la preuve, et bah la gendarmerie a dit ah bon ça c'est homophobe, ils n'ont pas forcément réalisé. Manque de formation. Donc ça reste libre d'interprétation, et la force de SOS c'est qu'évidemment c'est une ligne anonyme, associative où les gens vont quand même plus facilement appeler. Je pense que voilà il faut avoir les deux visions.

Q: Et vous travaillez avec France Victime là-dessus?

[29:45] R: Peut-être, moi je m'occupe pas vraiment de la ligne d'écoute, toi à la limite tu peux contacter la ligne d'écoute, alors pas en appelant sur leurs horaires de permanence parce que les pauvres ils sont déjà bien sollicités par des victimes, mais en envoyant un petit mail "joindre les écoutants", ils vont te répondre à tout ça. Forcément oui je pense qu'il y a des relais en permanence. Même nous si on a des victimes en permanence on a la consigne de ne pas les écouter, sauf si bien sûr il y a une urgence, là tout le monde est citoyen il aide hein (rire), mais si il y a une personne qui a besoin d'une écoute ça doit passer par notre ligne d'écoute parce qu'il y a des gens qui ont été formés et c'est comme ça qu'on va respecter l'anonymat. Parce que c'est compliqué de commencer à prendre la parole d'une victime en étant proche. Tu vois ce que je veux dire? Donc ça on y tient à ce que tout passe par la ligne d'écoute, y compris pour avoir des traces. Car chaque témoignage, il faut le savoir, fait l'objet d'une fiche et c'est ce qui donne le rapport ensuite, c'est vraiment euh.

Q: Et localement est-ce qu'il y a des assos avec lesquelles vous bossez sur certains événements ou des actions ?

R: Euh bah au fait euh les assos du centre en général, on euh oui. Par exemple pour les marches des fiertés on a des stands où on est souvent réunis, parfois on nous invite à plusieurs pour un débat, une projection, par exemple le 17 mai l'an dernier il y avait d'autres associations, les soeurs de la perpétuelle indulgence qui ont fait un événement à cette occasion euh (il réfléchit), euh à quelles associations on pourrait penser... ouais euh non c'est à peu près tout.

Q: Au centre, sur la transphobie il y a Rita, je ne sais pas si vous bossez spécialement avec eux sur cette question?

R: Et bah écoute euh (hésitation), un peu, alors des fois justement on s'échange des aides, on renvoie des adhérentes ou des adhérents les uns envers les autres voilà. Parce que moi je considère qu'effectivement c'est eux les spécialistes de la question trans, et quand on vient nous chercher un peu trop loin là-dessus moi je préfère que ce soit eux qui répondent par exemple. Par exemple à l'UGA l'an dernier sur le stand qui était euh et bah on était à côté, c'était bien parce que les gens pouvaient aller directement à la source de l'information.

Q: Pour l'hébergement quand il y a des besoins vous vous tournez vers des assos ou plutôt le droit commun?

R: Je pensais au Refuge par exemple, parce que nous on ne fait pas d'hébergement à SOS, mais le Refuge en fait et ils ont des logements à Grenoble donc ça peut nous arriver de, ouais.

Q: Et financièrement l'asso elle tient comment (rires), c'est quoi vos ressources?

R: Et bien les adhésions, donc là bon bah on peut aussi aller voir le rapport d'activité de l'association qui présente tout ça, tu voudrais des chiffres ouais? Notre rapport d'activité est public, je peux te l'envoyer. C'est une grosse association, à partir du moment où il y a deux salariés, déjà il faut un budget conséquent. Et on a créé une fondation il y a quelques années pour avoir aussi des dons et notamment des héritages parce qu'il y avait des personnes finalement qui voulaient faire des donations à SOS parce qu'elles avaient pas d'héritiers, donc c'est une belle chose parce que ça permet d'aider d'autres victimes. Donc pour distinguer le fonctionnement courant de l'association on a créé une fondation qui collecte des fonds qui vont directement aux victimes, ça ne peut pas aller ailleurs. En subvention par exemple il y a la DILCRAH bien sûr, mais aussi du Ministère de l'Education nationale puisqu'on fait quand même beaucoup d'actions pour eux. On a aussi des dons privés au fait, on a des partenaires de grandes entreprises, par exemple on a formé des cadres, des salariés de SFR je crois, d'une banque aussi, on avait formé des conducteurs d'uber parce qu'on s'était aperçus qu'il y avait quelques petits soucis de fois (rires) dans les taxis. On fait du donnant-donnant, c'est-à-dire qu'on fait des formations et puis on peut avoir des dons comme ça en nature ou en aide. En local on n'a pas demandé de subventions, on considère qu'on a déjà une aide conséquente en étant hébergés dans le centre, parce que notre adresse est là-bas, on a un local, on fait nos réunions là-bas mais on ne s'interdit pas de demander des subventions sur des projets. Alors on n'a pas de subvention directe mais on a des participations par exemple on a un projet de (hésitation) de théâtre, de, de, pour faire des interpellations dans la rue avec une compagnie de théâtre et la Ville de Grenoble aurait bien envie de nous soutenir là-dessus, et quand ils organisent la soirée du 17 mai l'an dernier bah quelque part c'est une aide aussi voilà. Mais on n'a pas de subvention directe non on n'en a pas demandée.

Q: Et le département, vous avez des liens avec eux?

R: Non mais c'est vrai qu'on pourrait en avoir, ils ont peut-être pas une compétence énorme sur ces questions là mais si sur l'enfance par exemple ouais, ils gèrent les collèges donc on pourrait considérer que... Ce serait bien que euh.

Q: Pour le 17 mai est-ce que d'autres Villes vous ont sollicité?

R: Euh plutôt les établissements, ils voudraient tous qu'on intervienne pour le 17 mai, alors on leur dit qu'il n'y a pas que le 17 mai dans la vie et qu'on peut intervenir tout le temps. Mais oui bien sûr la commune de Fontaine,

de Saint-Martin-D'Hères aussi en tant que communes, mais après nous on cherche pas à faire trop de pub parce qu'on n'aurait pas les moyens on n'est que des bénévoles. La plupart on prend un jour de congé le vendredi parce que le 17 mai c'est tombé sur un vendredi cette année, mais voilà non on n'a pas cherché à aller plus sur des communes voilà. On préfère se privilégier pour essayer de voir un maximum de jeunesse ce jour-là. C'est pour ça que je suis allé dans un collège et un lycée?

Q: Vous écrivez parfois des communiqués de presse avec des revendications ciblées localement?

[40:42] R: Ah ouais ouais bien sûr ça peut être local. Il y a eu une affaire qui n'a pas abouti parce que les victimes se sont rétractées. c'est dommage parce que, bon après ils en avaient marre je peux comprendre, mais il y avait une sombre histoire un peu de harcèlement dans une petite commune en Chartreuse, dans une auberge. Ils ont fait un peu les médias, ils sont passés sur BFM etc. ils étaient harcelés par des gens de la commune y compris la municipalité, ils nous avaient appelés et on avait commencé à travailler avec eux, on voulait faire un regroupement et puis ils ont pris peur, ils se sont dit on va plus pouvoir gérer donc ils ont préféré laisser tomber. Nous évidemment on ne fait rien sans l'accord des victimes, mais on était prêts à les aider et à monter un groupe de volontaires pour aller faire une marche là haut dans ce petit village. Moi j'ai fait quelques émissions de radio et ça a marché un peu parce qu'ils ont commencé à se dire bon faut peut être qu'on se calme quoi. Parce que effectivement nous on est une asso nationale et derrière potentiellement on peut défendre les victimes en se portant civile c'est pas rien. C'est pas pareil qu'un seul individu, une association elle est beaucoup plus forte pour se défendre quand même.

Q: Est-ce que tu m'as dit quand est-ce que vous avez rejoint le centre ou pas?

R: Alors ça à mon avis dès le départ ouais, parce que l'antenne de Grenoble a été faite déjà il y a pas mal de temps et au départ on adhère au centre mais on n'avait pas de local, parce que le local il n'est pas très ancien il date de 2018 ou 2019 je crois. Donc au départ on était je crois dans un petit bureau, les premières réunions c'était pas top, là c'est génial on a un local avec des salles de réunion et tout ça change la vie.

Q: Et côté Métropole, pour finir, ils ont tout un volet de lutte contre les discriminations, est-ce que vous essayez de travailler avec eux là-dessus ou pas?

R: Non on ne l'a pas encore développé par manque de temps, c'est pas un manque d'intérêt mais malheureusement on ne peut pas être sur tous les fronts (rire). Après c'est comme une discrimination parmi d'autres, c'est sûr qu'une collectivité elle doit traiter tous les sujets donc bon euh c'est, oui voilà.